

Publications périodiques

Comptes annuels

LLOYDS BANK PLC

(anciennement Lloyds TSB Bank plc)

Société de droit étranger.

Siège à l'étranger : 25 Gresham Street, London EC2V 7HN. Registered in England no 2065

Siège social : 21, rue Balzac 75008 Paris, France

TVA : FR 26484283692

484 283 692 R.C.S. Paris

Exercice clôturé le 31 décembre 2017**Rapport de gestion et états financiers 2017****Membre du groupe Lloyds Banking****Rapports des commissaires aux comptes aux membres de Lloyds Bank Plc**

Certains soldes de comptes ont été soumis à une vérification centralisée par l'équipe affectée à l'audit du Groupe.

Les composantes prises en compte dans l'objet de notre audit représentaient 93 % de l'actif total du Groupe et 94% du bénéfice après impôt.

Principaux aspects pris en compte dans l'audit

Il s'agit des aspects qui, de l'avis professionnel des commissaires aux comptes, ont eu le plus d'importance dans l'audit des états financiers et qui comportent les risques les plus élevés d'inexactitude significative (due à une fraude ou non) identifiés par les auditeurs, et notamment les éléments qui ont eu l'effet le plus significatif sur la stratégie globale d'audit, l'allocation des ressources d'audit et l'orientation des efforts de l'équipe responsable. Ces aspects, ainsi que les commentaires formulés sur les résultats des procédures effectuées, ont été traités dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans la formulation de notre opinion à ce sujet, et nous n'allons pas formuler une opinion séparée sur ces questions. Il ne s'agit pas d'une liste complète des risques identifiés dans le cadre de notre audit.

Question essentielle**Provisions pour dépréciation générée par les pertes sur prêts**

Groupe

Cf. page 30 (Politiques Comptables) et page 64 (Note 18 et Estimations comptables et jugements critiques).

La détermination des provisions pour dépréciation générée par les pertes sur prêts est complexe et nécessite des jugements significatifs aussi bien en ce qui concerne la date de comptabilisation des provisions qu'en ce qui concerne l'estimation du montant des provisions requises par rapport aux pertes encourues à la date du bilan.

Les provisions pour dépréciation relatives aux prêts et aux avances concernant le segment Banque Privée sont déterminées de façon collective, à l'aide de modèles de dépréciation, qui sont utilisés pour le calcul des provisions pour dépréciation, sur la base de certains hypothèses essentielles, dont, entre autres, la période de survie de la perte, la probabilité de défaillance, le taux de perte en cas de défaillance (y compris la propension à la possession et les remises pour vente forcée sur les prêts hypothécaires) et l'évaluation des recouvrements. Ces chiffres sont estimés sur la base de l'historique et des autres données disponibles à la date de reporting. La direction applique également des overlays lorsqu'elle estime que les hypothèses calculées sur la base de l'historique ne sont pas adéquates, que ce soit à cause des tendances émergentes ou du fait que les modèles ne saisissent pas les risques inhérents au portefeuille de prêts. Un exemple est constitué, dans ce cas, par un overlay du résultat du modèle de dépréciation pour le portefeuille de prêts détenu au Royaume Uni, se rapportant à l'environnement actuel à faible taux d'intérêt. Ces couvertures nécessitent un jugement significatif et une grande attention.

Les provisions pour dépréciation relatives aux prêts et aux avances en ce qui concerne le segment Banque Commerciale sont principalement déterminées sur une base individuelle. Un jugement est nécessaire pour déterminer quand un prêt doit être considéré comme déprécié, et estimer, à partir de là, les futurs flux de trésorerie relatifs au prêt en question. Une provision collective est également calculée pour couvrir la dépréciation non identifiée (à savoir les pertes déjà encourues, mais non encore identifiées). La direction applique des overlays au résultat modélisé afin de traiter les risques non saisis par le modèle.

Modalités de traitement de la question dans le cadre de notre audit

Nous avons compris le processus mis en place par la direction et testé les principaux contrôles autour de la détermination de la provision pour dépréciation, y compris :

- L'identification des événements qui sont à l'origine de la dépréciation ;
- la gouvernance exercée sur les processus de dépréciation et les contrôles sur les modifications non autorisées apportées aux modèles et le réexamen, par la direction, de l'adéquation de la calibration de modèles de dépréciation par rapport aux risques présentés par les portefeuilles des prêts ;
- le transfert des données entre les systèmes sources sous-jacents et les modèles de dépréciation exploités par le Groupe ; et
- les processus de vérification, remise en question et approbation qui sont en place en vue de l'évaluation des résultats des modèles de dépréciation du Groupe et les overlays appliqués.

Nous avons constaté que ces contrôles essentiels ont été conçus, mis en application et exploités de manière efficace et nous avons, donc, décidé que nous pouvions nous fier à ces contrôles essentiels dans le cadre de notre audit.

Nous avons également mis en place les procédures de corroboration suivantes :

Banque privée.

Nous avons compris et soumis à une évaluation critique l'adéquation des modèles utilisés. Nous avons, notamment, évalué l'adéquation de la segmentation des portefeuilles et le caractère représentatif de l'historique par rapport à la situation actuelle. Nous avons également testé l'exhaustivité et l'exactitude des données fournies par les systèmes sous-jacents, évalué si les plans de tolérance du client avaient été dûment pris en compte dans les modèles de dépréciation et obtenu des preuves de l'existence et de l'estimation des garanties.

Nous avons soumis à une évaluation critique l'exhaustivité des overlays proposés par la direction, en vérifiant, notamment, si les concentrations des risques (par ex. les prêts à différé d'amortissement échus, les prêts différés, les prêts à la consommation personnels) ont été dûment provisionnées. Nous avons également effectué des tests sur la mesure des overlays déjà en place, et avons notamment examiné l'adéquation des calculs, la plausibilité des hypothèses appliquées et la fiabilité des

données sous-jacentes.

Sur la base des données obtenues, nous avons constaté que les méthodes, les hypothèses modélisées, les données employées dans les modèles et les overlays sur les résultats modélisés étaient appropriés.

Banque Commerciale

Nous avons soumis à un examen critique les critères utilisés pour déterminer l'occurrence d'un événement de dépréciation et, partant, la nécessité de calculer une provision pour dépréciation séparée. Nous avons testé un échantillon de prêts en cours, dotés de caractéristiques pouvant laisser supposer l'existence d'un indicateur de dépréciation (par ex. un client qui traverse des difficultés financières ou qui n'a pas respecté ses engagements) et un échantillon supplémentaire de prêts en cours choisis de manière aléatoire afin d'évaluer si ces prêts présentaient des indicateurs de dépréciation non identifiés par la direction.

Pour un échantillon de prêts douteux, nous avons examiné les derniers développements relatifs à chaque prêt et la base de mesure des provisions pour dépréciation et nous avons évalué l'adéquation des principaux jugements par rapport à la situation de chaque emprunteur.

Nous avons également repris le calcul de la dépréciation effectué par la direction, en testant les principaux résultats, et notamment les futurs flux de trésorerie escomptés, les taux d'escompte et l'estimation des garanties détenues. En testant l'estimation de la garantie, nous avons pris spécifiquement en considération l'actualité des estimations, leur cohérence par rapport à la stratégie appliquée à un certain emprunteur et nous avons évalué l'adéquation et la sensibilité des hypothèses de base. Nous avons contrôlé a posteriori les précédentes provisions en les comparant aux gains ou aux pertes cristallisé(e)s lors de la vente ou de l'abandon des prêts douteux.

Risque de conduite et provisions

Groupe

Cf. page 30 (*Politiques Comptables*) et page 64 (*Note 18 et Estimations comptables et jugements critiques*).

Certaines provisions basées sur la meilleure estimation du Groupe relative aux obligations actuelles concernant les paiements prévus suite à des recours des clients, les coûts d'exploitation et les amendes réglementaires dues suite à des événements, des pratiques et des conduites passé(e)s, sont encore significatives et représentent, donc, une question importante dans le cadre de l'audit.

Les provisions les plus significatives concernent la vente passée de polices d'assurance décès invalidité (PPI), les opérations de gestion des arriérés et les comptes bancaires packagés, ainsi que les produits d'assurance de la succursale allemande de Clerical Medical Investment Group Ltd, maintenant dénommée Scottish Widows Ltd.)

En ce qui concerne les problèmes connus qui ont été provisionnés, nous nous sommes concentrés sur l'application de plusieurs hypothèses formulées par la direction, et notamment sur le volume des futures plaintes/demandes et les frais de réparation correspondants qui constituent des données essentielles pour la mesure des provisions.

Etant donné l'historique du nombre et du volume de produits vendus par le Groupe et l'attention permanente manifestée par les organes de régulation et l'opinion publique vis-à-vis du secteur bancaire, le risque d'émergence de nouveaux risques de conduit est toujours présent. Par conséquent, il existe un risque, du point de vue du reporting financier, que ces risques et ces expositions émergent(e)s ne soient pas identifié(e)s de manière appropriée, ce qui pourrait nécessiter une mention dans les états financiers et/ou une provision.

Pour la provision collective non identifiée, nous avons testé l'exhaustivité et l'exactitude des informations sous-jacentes relatives au prêt employées dans les modèles de dépréciation en rapprochant les informations des systèmes sources du Groupe et en répétant les calculs de la provision modélisée. En ce qui concerne les données et les hypothèses essentielles prises en compte dans le modèle, nous avons obtenu et testé les données objectives sur lesquelles se fonde leur adéquation. En ce qui concerne les overlays du résultat modélisé, nous avons demandé à la direction de nous fournir des données objectives de l'adéquation des overlays.

Nous avons également vérifié la prise en compte et la compréhension, adéquates de certains récents événements et facteurs macro-économiques (par ex. la volatilité permanente et l'incertitude relative aux prix des matières premières, les fluctuations du taux de change de la livre sterling et les faibles taux d'intérêt).

Sur la base des données obtenues, nous avons constaté que les méthodes, les hypothèses modélisées, les données employées dans les modèles et les overlays sur les résultats modélisés étaient appropriés.

Nous avons compris et testé les contrôles essentiels et les processus mis en place par la direction concernant :

- l'identification de l'exposition au risque de conduite émergent et l'évaluation de la nécessité ou non de constituer des provisions et de publier des données à cet effet ; et
- le calcul et la vérification des provisions pour risque de conduite, et notamment les processus de gouvernance, la remise en question des hypothèses de base et l'approbation des provisions.

Nous avons constaté que ces contrôles essentiels ont été conçus, mis en application et exploités de manière efficace et nous avons, donc, décidé que nous pouvions nous fier à ces contrôles essentiels dans le cadre de notre audit.

Nous avons appliqué les procédures suivantes pour la mesure de provisions comptabilisées :

Notre travail d'audit détaillé a concerné, en grande partie, les provisions significatives constituées pour risque de conduite concernant la vente, par le passé, de polices d'assurance décès-invalidité [PPI], le traitement des arriérés, les comptes bancaires packagés, ainsi que les produits d'assurance de la succursale allemande de Clerical Medical Investment Group Ltd, maintenant dénommée Scottish Widows Ltd). Nous avons également examiné d'autres provisions pour risque de conduite moins significatives au niveau individuel.

En ce qui concerne les provisions significatives, nous avons compris et testé les méthodes de provisionnement et les hypothèses sous-jacentes appliquées par la direction. Par exemple, nous avons remis en question la base utilisée par la direction pour la prévision du nombre de futures plaintes/demandes relatives à l'assurance invalidité/décès. Nous avons pris en compte les développements de la réglementation et les relations de la direction avec les organes de régulation.

En ce qui concerne les hypothèses basées sur l'historique, nous avons testé leur adéquation par rapport aux futures expériences et celle des ajustements effectués par la direction. Nous avons également réalisé séparément, une analyse de sensibilité sur les hypothèses clés.

Etant donné l'incertitude intrinsèque au calcul des provisions pour risque de conduite et leur nature discrétionnaire, nous avons testé les informations contenues dans les états financiers, en nous concentrant, en particulier, sur la clarté des informations relatives à l'exposition restante, sur les incertitudes significatives qui existent au sujet des provisions et sur la sensibilité des provisions par rapport à la variation des hypothèses sous-jacentes.

Sur la base des procédures mises en œuvre et des données obtenues, les hypothèses prises en compte par la direction nous ont paru adéquates.

Nous avons mis en place les procédures suivantes en ce qui concerne l'exhaustivité des provisions comptabilisées :

Nous avons rencontré la direction des Divisions et du Groupe afin de mieux comprendre les problèmes émergents et potentiels qui avaient été identifiés. Nous avons évalué de manière indépendante les domaines émergents et potentiels dans lesquels une exposition était susceptible d'exister d'après nos connaissances et notre expérience des problèmes du secteur et de l'environnement réglementaire. Nous avons utilisé ces éléments pour tester l'exhaustivité des questions identifiées par la direction et la nécessité de constituer une provision.

Nous avons compris la nature des réclamations émises par les clients et avons évalué les tendances. Nous avons mis en place une analyse afin de comprendre s'il existait des indicateurs de problèmes de nature systémique nécessitant des provisions ou une prise en compte dans les états financiers.

Hypothèses actuarielles relatives aux assurances

Groupe

Cf. page 30 (Politiques comptables) et 55 (Note 12 ainsi que Estimations et jugements comptables essentiels).

Un certain nombre d'hypothèses subjectives concernant les futures expériences constituent un apport important pour l'évaluation des contrats d'assurance du Groupe.

Certaines hypothèses actuarielles de nature économique et extra-économique employées dans l'évaluation des contrats d'assurance sont de nature extrêmement subjective, notamment en ce qui concerne la persistance (la conservation des polices dans le temps), la longévité (la prévision de la durée de vie d'un titulaire de police d'assurance de rente et sa possible évolution dans le temps), les frais de maintien en vigueur (les futurs frais encourus pour maintenir en vigueur les polices jusqu'à leur échéance), le risque de défaillance sur le crédit et la prime d'illiquidité (ajustements apportés au taux d'actualisation pour la valeur IFRS de l'actif commercial en vigueur).

Conformément à la politique comptable du Groupe, le taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie est conforme à celui appliqué à ces flux sur le marché des capitaux. La Direction utilise le mix d'actifs en tant qu'indicateur pour l'obtention d'une vision conforme à la conjoncture du marché de l'ajustement de l'illiquidité apporté au taux d'actualisation.

Nous avons examiné les « rapports de litige », afin d'identifier les cas les plus importants qui pourraient nécessiter la constitution d'une provision. Nous avons également communiqué avec les représentants externes du Groupe afin de confirmer ces cas.

Nous avons examiné les échanges de correspondance du Groupe avec la *Financial Conduct Authority* et la *Prudential Regulation Authority*, et avons discuté avec la direction le contenu de chaque correspondance qui nous a semblé pertinente aux fins de l'audit. Nous avons organisé des rencontres trilatérales avec la *Prudential Regulation Authority* et le Président du Comité d'Audit. Nous avons également rencontré individuellement chaque organisme de régulation.

Nous avons également pris connaissance des procès-verbaux des principales réunions des organes de gouvernance, y compris celles du Conseil d'administration et de différents comités de gestion, et avons participé à toutes les réunions du Comité d'Audit et du Comité des Risques du Conseil d'administration.

Notre travail d'audit n'a permis d'identifier aucun autre problème significatif en termes de conduite qui nécessiterait une prise en compte dans les états financiers ou la constitution d'une provision.

Nous avons compris et testé les principaux contrôles relatifs à la désignation et à la gestion permanente de la comptabilité de couverture, en testant, entre autres, l'efficacité de la couverture ainsi que les contrôles sur la préparation et la vérification de la stratégie de couverture et de la documentation s'y rapportant, avant la mise en place de nouvelles couvertures. Nous avons constaté que ces contrôles essentiels ont été conçus, mis en application et exploités de manière efficace et nous avons, donc, décidé que nous pouvions nous fier à ces contrôles essentiels dans le cadre de notre audit.

Nous avons eu recours à nos experts actuariels en vue de l'évaluation de la plausibilité des hypothèses actuarielles, notamment en ce qui concerne l'examen et la remise en question de la logique adoptée par la Direction concernant les jugements appliqués et la confiance placée dans les informations sectorielles.

Cette évaluation nécessite un renvoi à nos données comparatives pour chacun de ces aspects essentiels. En ce qui concerne la persistance, nous avons testé l'adéquation des hypothèses définies par la Direction en tenant compte de l'évolution de la réglementation. Nous avons examiné, en particulier de quelle manière ces hypothèses reflètent les améliorations escomptées de la persistance suite à la suppression de la commission pour les régimes de retraite admissibles et les sorties de fonds plus importantes escomptées suite à l'accroissement des options disponibles pour les titulaires des polices (*Finance Act 2014*).

En ce qui concerne la longévité, nous avons évalué l'adéquation de l'utilisation de notre propre expérience et de nos données sectorielles dans la définition des futures hypothèses relatives à l'expérience de la longévité et aux futures tendances de la longévité et nous avons comparé les résultats relatifs à l'espérance de vie à nos données de référence.

Pour les frais de maintien en vigueur, nous avons évalué l'adéquation des jugements formulés sur les coûts non imputables à l'activité non liée à l'assurance et aux hypothèses relatives aux coûts par police qui en résultent. Nous avons vérifié les ajustements requis reflétant l'impact du contrat d'externalisation signé par le Groupe dans ce domaine.

Concernant la défaillance en matière de crédit et l'illiquidité nous avons évalué l'adéquation de la méthode, et notamment celle des modifications apportées, par rapport à nos connaissances et notre expérience de la réglementation et du secteur. Nous avons évalué la méthode par rapport à de plus vastes pratiques de marché et à la conjoncture économique. Nous avons testé l'adéquation du mix d'actifs actuellement utilisé pour le calcul de la prime d'illiquidité pour un portefeuille conforme au marché, en comparant le pourcentage d'actifs illiquides détenus au pourcentage détenu par d'autres entreprises similaires, sur la base de notre compréhension du marché et des informations les plus récentes publiées par d'autres entreprises similaires.

Sur la base des données obtenues, nous avons constaté que les méthodes, les hypothèses modélisées, les données employées dans les modèles et les overlays appliqués aux résultats modélisés étaient adéquats(e)s.

Obligations relative aux régimes de retraite à prestations déterminées

Groupe

Cf. page 30 (Politiques comptables) et page 72 (Note 30 et Estimations et jugements comptables essentiels).

Les régimes de retraite du Groupe sont calculés et évalués par rapport à un certain nombre d'hypothèses actuarielles, dont le taux d'actualisation, le taux d'inflation et le taux de mortalité.

En raison de la taille de ces régimes, même de petites modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur les états financiers.

Comptabilité de couverture*Groupe et Banque**Cf. page 30 (Politiques Comptables), et page 124 (Note 46).*

Le Groupe conclut des contrats d'instruments dérivés en vue de la gestion et de la couverture des risques tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Ceci crée des discordances comptables qui sont traitées par une comptabilité de couverture, principalement de la juste valeur et de la trésorerie.

L'application de la comptabilité de couverture et le contrôle de l'efficacité de celle-ci peuvent revêtir un caractère hautement discrétionnaire et peuvent être compliqués à gérer et nécessiter une surveillance constante de la part de la direction.

Transactions significatives*Groupe et banque*

Pendant l'exercice, le Groupe a conclu des transactions non-récurrentes significatives extrêmement complexes, nécessitant un jugement très pointu en termes de traitement comptable (par ex. l'acquisition de MBNA). Ce type de jugement accroît le risque en termes de partialité du comportement de la Direction dans le cadre de la transaction.

En raison de la nature de certaines transactions non-récurrentes significatives, la comptabilité souvent déborde du champ habituel des contrôles de l'activité et nécessite des calculs manuels.

La conception du traitement comptable initial peut servir de base pour des transactions de longue durée sur des périodes ultérieures.

Nous avons compris et testé les principaux contrôles de l'exhaustivité et de la précision des données extraites et transmises aux actuaire du Groupe, qui sont utilisées dans l'évaluation des obligations du Groupe en termes de plans de retraite à prestations déterminées. Nous avons testé les contrôles pour la détermination des hypothèses actuarielles et l'approbation desdites hypothèses par les membres de la Direction. Nous avons constaté que ces contrôles essentiels ont été conçus, mis en application et exploités de manière efficace et nous avons, donc, décidé que nous pouvions nous fier à ces contrôles essentiels dans le cadre de notre audit.

Nous avons eu recours à nos experts actuariels et rencontré la direction et les actuaire afin de comprendre les jugements formulés pour la détermination des principales hypothèses économiques employées dans le calcul du passif. Nous avons évalué la plausibilité de ces hypothèses en les comparant à nos critères de référence définis de manière indépendante et nous en avons conclu que les hypothèses employées par la direction étaient adéquates.

Nous avons testé le consensus et les données fournies par les employés qui ont été utilisées dans le calcul. Si nécessaire, nous avons également pris en compte les restrictions, les règlements, le coût et les indicateurs de mesure des services passés, les charges et les avantages payés ainsi que les autres modifications apportées aux obligations pendant l'année.

Sur la base des données obtenues, nous avons constaté que les données et les hypothèses employées par la direction dans l'évaluation actuarielle des obligations relatives aux pensions rentrent dans une fourchette que nous considérons comme raisonnable.

Nous avons pris connaissance et avons évalué les données figurant dans les états financiers, notamment en ce qui concerne les hypothèses, et nous les avons jugées adéquates.

Nous avons compris et testé les principaux contrôles relatifs à la désignation et à la gestion permanente des relations de la comptabilité de couverture, notamment en ce qui concerne le test de l'efficacité des couvertures et des contrôles relatifs à la définition et à la vérification de la stratégie de couverture et de la documentation associée à celle-ci, avant la mise en place de nouvelles couvertures. Nous avons constaté que ces contrôles essentiels ont été conçus, mis en application et exploités de manière efficace et nous avons, donc, décidé que nous pouvions nous fier à ces contrôles essentiels dans le cadre de notre audit.

Nous avons examiné la documentation de couverture afin d'en vérifier la conformité aux termes de l'IAS 39. Nous avons testé les principaux rapprochements de fin d'année entre les systèmes sources sous-jacents et les feuilles de calcul utilisées pour la gestion des modèles de couverture, en testant, entre autres, la capacité de couverture après la prise en compte de l'impact des réformes structurelles, la désignation des couvertures ainsi que la mesure et l'enregistrement des ajustements de l'efficacité de la couverture. Dans le contrôle de l'efficacité de la couverture en période de stress, nous avons remarqué que, malgré la persistance d'une incertitude et d'une volatilité significatives tout au long de l'exercice, toutes les relations significatives de comptabilité de couverture sont restées efficaces. Nous avons testé une série d'ajustements manuels comptabilisés sur les réserves de couverture par rapport à l'inefficacité de la couverture dans les modèles de couverture de la trésorerie. Nous avons constaté que la méthode de comptabilité de couverture était appliquée de manière adéquate.

Nous avons compris et testé les principaux contrôles qui exigent que les transactions exceptionnelles soient signalées au Reporting Financier du Groupe et qu'un document comptable soit produit afin de définir le traitement de la transaction dans les états financiers. Suite à cela, nous avons vérifié si le document comptable avait été dûment vérifié et approuvé. Nous avons constaté que ces contrôles essentiels ont été conçus, mis en application et exploités de manière efficace.

Nous avons compris la nature des transactions significatives et vérifié les documents comptables produits pendant l'exercice, y compris les documents transactionnels ou les contrats, en vue de l'évaluation et de la détermination de l'impact de la transaction sur le Groupe.

Nous avons formulé notre propre évaluation concernant le traitement comptable le plus adapté, en l'utilisant comme base pour tester les jugements essentiels effectués par la direction, y compris l'évaluation des possibles partis pris de la direction.

Nous avons évalué l'adéquation de l'étendue des données déclarées par rapport aux transactions significatives.

Sur la base des résultats obtenus, nous estimons que les traitements comptables appliqués aux transactions significatives étaient cohérents par rapport aux données probantes obtenues.

Accès privilégié aux systèmes informatiques*Groupe et Banque*

Les processus de reporting financier du Groupe se fondent sur des processus et des contrôles automatiques effectués par le biais des systèmes informatiques. Par ailleurs, le parc informatique du Groupe est complexe à la fois en termes d'échelle et de nature des systèmes sur lesquels il se fonde. Les risques associés à l'informatique sont également impactés par le profil de risque propre à l'informatique dans l'environnement bancaire, celle-ci étant soumise à un certain nombre de risques internes et externes en termes de cybersécurité et de résilience des systèmes.

Dans le cadre de l'audit, nous validons la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés et informatisés sur le reporting financier à un moment donné et vérifions les Contrôles Informatiques Généraux (ITGC) aptes à assurer l'intégrité permanente de ces contrôles sur toute la période de reporting.

Dans le cadre de notre audit des précédentes périodes, nous avons identifié un certain nombre de questions liées au contrôle concernant la gestion de l'accès privilégié aux systèmes informatiques et nous nous sommes basés sur des contrôles compensatoires et avons mis en place des procédures supplémentaires.

Bien qu'un programme permanent ait été mis en place pour gérer ces problèmes de contrôle, le fait que ces questions soient restées en suspens pendant la période implique, potentiellement, un risque accru que les données et les états provenant des systèmes affectés ne soient pas fiables.

Evaluation de l'impact de l'IFRS 9

Cf. page 144 (Note 50).

Le 1er janvier 2018, le Groupe est passé à la nouvelle norme comptable IFRS 9 en matière d'instruments financiers, qui a remplacé la norme IAS 39. L'impact estimé de la transition figure à la Note 45 relative aux Etats Financiers selon l'IAS 8. Les données financières publiées en 2017 doivent fournir aux utilisateurs une compréhension de l'impact estimé de la nouvelle norme et sont donc plus limitées que celles qui figureront dans les états financiers 2018.

Nous pensons que l'impact de la norme IFRS 9 sur la dépréciation soit un domaine important sur lequel concentrer notre attention en raison des modifications significatives introduites par cette norme. Selon le nouveau modèle de dépréciation, les pertes sont comptabilisées sur la base des pertes sur prêts escomptées. Ces pertes ("ECL") sont nécessaires afin de prendre en compte les informations de nature prospective, qui reflètent le point de vue de la direction concernant les environnements économiques potentiels. En raison de la complexité de ces estimations, la direction doit développer de nouvelles méthodes impliquant l'utilisation de jugements significatifs.

D'un autre côté, cette norme introduit de nouvelles règles concernant la classification et la mesure des instruments financiers, qui sont susceptibles de donner lieu à des écarts de juste valeur.

Afin de respecter les exigences imposées par la nouvelle norme, des modifications significatives ont également été apportées aux systèmes, processus et contrôles à compter du 1er janvier 2018.

Nous avons compris et testé les principaux contrôles relatifs aux processus informatiques centralisés du Groupe pour la recertification périodique des droits d'accès des utilisateurs aux systèmes concernés et avons vérifié les processus de gestion des accès privilégiés aux systèmes informatiques.

Nous avons pris connaissance du programme de remise en état mis en place par la direction et avons observé l'avancement de ce programme concernant un certain nombre de problèmes de contrôle. Malgré cela, plusieurs contrôles ont continué à se révéler inefficaces tout au long de la période de reporting.

Chaque fois que ces problèmes de contrôle ont affecté les applications et les systèmes informatiques sous-jacents dans le cadre de notre audit, nous avons effectué un ensemble de tests supplémentaires des contrôles – et notamment des contrôles compensatoires, si nécessaire – ainsi que des procédures de corroboration. Sur la base de ces tests supplémentaires, nous avons pu nous fier aux données et aux états provenant des applications concernées.

Nous avons analysé et testé les principaux contrôles sur lesquels se fondent les estimations de la direction concernant l'ajustement de la transition, en nous concentrant sur :

- le développement du modèle, sa validation et son approbation pour assurer la conformité aux dispositions de l'IFRS 9 ;
- la vérification et l'approbation des hypothèses de base, des jugements, et des informations prospectives avant l'utilisation des modèles ;
- l'intégrité des données employées pour alimenter les modèles, et notamment le transfert de données entre les systèmes sources et les modèles de dépréciation ;
- la vérification et l'approbation des ajustements postérieurs au modèle enregistrés par la direction ; et
- la vérification et l'approbation du résultat des modèles IFRS 9 et leur impact sur la transition.

Nous avons constaté que les contrôles ont été conçus et appliqués de manière efficace, à tout égard important.

Nous avons analysé et soumis à un examen critique les décisions en matière de classification et de mesure et les modèles ECL développés par le Groupe, y compris en ayant recours à nos experts en modélisation du crédit dans notre évaluation des jugements et des hypothèses employés en vue de l'application des dispositions de la norme en matière d'ECL. Nous avons répété certains calculs relatifs à la norme afin de confirmer les résultats du paramètre de risque et nous avons constaté que le résultat était adéquat.

Nous avons évalué la vraisemblance des informations prospectives intégrées aux calculs de la dépréciation, en ayant recours à nos experts et spécialistes afin de tester les multiples scénarios économiques choisis et la pondération appliquée à la prise en compte des pertes non-linéaires.

Nous avons examiné les ajustements post-modèle dans le contexte des principales limitations du modèle et des données identifiées par la direction, et nous avons testé leur logique et répété les calculs chaque fois que nécessaire.

Nous avons testé les informations sous-jacentes relatives à l'impact sur la transition et rapproché l'impact identifié avec les données comptables sous-jacentes.

Sur la base des données probantes obtenues, nous avons constaté que les méthodes, les hypothèses modélisées, les données employées dans les modèles, les résultats et les overlays relatifs aux résultats modélisés étaient adéquats.

Conclusions relatives à la continuité de l'activité

Selon les ISA (UK), nous déclarons ce qui suit :

Obligation de signalement	Résultat
Nous sommes tenus de signaler d'éventuelles remarques supplémentaires ou d'attirer l'attention sur certains éléments concernant la déclaration de la direction, contenue dans les états financiers, relative à l'adoption du principe de continuité de l'activité dans la préparation des états financiers et l'identification, de la part de la direction, d'éventuelles incertitudes importantes concernant la capacité du Groupe et de la Banque de poursuivre leur activité sur une période minimum de douze mois à compter de la date d'approbation des états financiers.	Nous n'avons rien à ajouter et nous ne souhaitons attirer l'attention sur aucun élément particulier. Toutefois, puisque nous ne pouvons pas prévoir entièrement les futurs événements ou situations, cette déclaration ne constitue pas une garantie concernant la capacité du Groupe ou de la Banque de poursuivre son activité.

Comme indiqué dans leur déclaration, les administrateurs estiment que l'adoption du principe de continuité de l'activité en vue de la préparation des états financiers est justifiée. Dans cette prise de décision, les administrateurs ont tenu compte des éléments suivants :

- la situation du Groupe eu regard de la capitalisation réglementaire qui est essentielle en vue du maintien de la confiance des marchés dans la capacité du Groupe d'absorber les pertes même en période de stress ; et

- la situation du Groupe en termes de financement et de liquidités, lui permettant de respecter les échéances, y compris en période de stress.

Dans le cadre de notre audit, nous avons conclu que l'hypothèse de continuité de l'activité est justifiée, en soumettant à un examen critique cette hypothèse adoptée par la direction et approuvée par le Conseil de Direction. Dans le cadre de notre évaluation nous avons :

- évalué l'adéquation des scénarios de stress employés et de leur impact sur la capitalisation et les liquidités du Groupe et de la Banque ;
- évalué les principales hypothèses de nature économique et les autres hypothèses employées dans les plans de capitalisation et de trésorerie et dans le plan d'exploitation du Groupe ; et
- justifié l'accès du Groupe et de la Banque aux garanties non grevées placées et aux facilités de trésorerie disponibles auprès de la banque centrale.

Reporting relatif aux autres informations.

Les autres informations comprennent toutes les autres informations contenues dans le Rapport Annuel en dehors des états financiers et de notre rapport y afférant. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion relative aux états financiers ne s'étend pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas notre opinion en tant qu'auditeurs et ne fournissons aucune assurance à ce sujet, sauf mention expresse du contraire contenue dans le présent rapport.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous sommes tenus de prendre connaissance des autres informations afin de détecter toute incohérence significative par rapport aux états financiers vérifiés et d'identifier toute information apparemment incorrecte ou présentant une incohérence significative, par rapport aux connaissances que nous avons acquises dans le cadre de la réalisation de l'audit. Si nous constatons une information manifestement erronée ou une incohérence significative, nous sommes tenus d'appliquer certaines procédures afin de décider si cela comporte une inexactitude significative pour les états financiers ou les autres informations. Si notre travail nous permet de conclure que les autres informations comportent des inexactitudes significatives, nous devons le signaler. Nous n'avons rien à signaler à ce sujet dans la limite de nos compétences.

En ce qui concerne le Rapport Stratégique et le Rapport du Conseil d'administration, nous avons vérifié que les informations requises par le *UK Companies Act 2006* ont bien été incluses dans celui-ci.

Compte tenu des responsabilités décrites plus haut et du travail effectué dans le cadre de l'audit, le *Companies Act 2006*, (CA06) et les ISA (UK) exigent que nous formulions certaines opinions et que nous signalions certaines questions, comme indiqué ci-dessous.

Rapport stratégique et rapport des administrateurs

A notre avis, sur la base de notre travail d'audit, les informations contenues dans le Rapport Stratégique et le Rapport des administrateurs concernant l'exercice financier au 31 décembre 2017 sont conformes aux états financiers et ont été préparées conformément à la législation applicable. (CA06).

A la lumière de la connaissance et de la compréhension des informations relatives au Groupe, à la Banque et à leur environnement que nous avons acquises au cours de l'audit, nous n'avons détecté aucune inexactitude significative ni dans le Rapport Stratégique ni dans le Rapport du Conseil d'administration. (CA06).

Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit

Responsabilités des administrateurs

Comme expliqué de manière plus détaillée dans la déclaration des responsabilités des administrateurs, page 8, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et de la vérification de leur sincérité. Les administrateurs sont responsables des contrôles internes qu'ils considèrent nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers exempts de toute inexactitude significative, due à des fraudes ou à des erreurs.

Dans la préparation des états financiers, les administrateurs doivent évaluer, sous leur responsabilité, la capacité de la Banque et du Groupe de poursuivre leur activité, en signalant, si nécessaire, tout problème relatif à ladite continuité et en utilisant le principe comptable de continuité de l'activité, à moins que les administrateurs ne prévoient de procéder à la liquidation du Groupe ou de la Banque ou de cesser leurs activités, ou qu'ils ne disposent pas d'autres alternatives réalistes que la liquidation ou la cessation d'activité.

Utilisation du présent rapport

Le présent rapport et les opinions qu'il contient ont été élaborés exclusivement pour et dans l'intérêt des membres du Groupe et de la Banque, en tant qu'organe, selon les termes du Chapitre 3 de la Partie 16 du *Companies Act 2006*, à l'exclusion de toute autre finalité. Dans la formulation de nos opinions, nous déclinons d'ores et déjà toute responsabilité liée à d'autres finalités ou vis-à-vis d'autres personnes ou entités auxquelles le présent rapport serait présenté ou entre les mains desquelles il pourrait se trouver, sauf accord écrit préalable de notre part.

Autres questions sur lesquelles nous sommes tenus de nous prononcer

Signalement des exceptions selon le *Companies Act 2006*

Selon les termes du *Companies Act 2006*, nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis :

- nous n'avons pas reçu toutes les informations et les explications requises pour la réalisation de notre audit ; ou
- la Banque n'a pas tenu une comptabilité adéquate, ou si des déclarations requises pour notre audit n'ont pas été reçues de la part des succursales que nous n'avons pas visitées personnellement ; ou
- certaines informations, requises par la loi concernant les rémunérations des administrateurs ne nous ont pas été communiquées, ou si
- les états financiers de la Banque ne sont pas conformes aux écritures comptables et aux déclarations
- Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

Nomination

Conformément aux recommandations du comité d'audit, nous avons été désignés par le Conseil d'Administration en date du 21 décembre 1995 en vue de l'audit des états financiers de l'exercice 1995 et des exercices suivants. La durée du mandat ininterrompu est de 23 ans et couvre les exercices 1995 -2017. Un nouvel appel d'offres pour l'audit a été lancé en 2014 et nous avons été redésignés à compter du 1er janvier 2016. Une rotation obligatoire aura lieu pour l'audit 2021 de la holding ultime du Groupe Lloyds Banking Group plc.

Mark Hannam (Commissaire aux Comptes Principal)
Pour PricewaterhouseCoopers LLP
Experts Comptables et Commissaires aux Comptes
Londres Le 13 mars 2018

**Compte de résultat consolidé
au 31 décembre 2017**

	Note	2017 £ millions	2016 £ millions
Intérêts et recettes similaires		15 853	16 671
Intérêts et dépenses similaires		-3 489	-5 477
Intérêts créditeurs nets		12 364	11 194
Recettes des frais et commissions	5	2 786	2 844
Dépenses relatives aux frais et commissions		-1 024	-943
Recettes nettes des frais et commissions	6	1 762	1 901
Intérêts créditeurs nets	7	773	942
Autre revenu d'exploitation	8	2 453	443
Autre produit		4 988	3 286
Produit total		17 352	14 480
Provisions réglementaires		-2 122	-2 271
Autres frais d'exploitation		-9 508	-9 480
Total frais d'exploitation	9	-11 630	-11 751
Excédent des opérations de négociation		5 722	2 729
Dépréciation	10	-687	-752
Bénéfice avant impôt - activités poursuivies		5 035	1 977
Impôts et taxes	11	-1 602	-947
Bénéfice après impôt - activités poursuivies		3 433	1 030
Bénéfice après impôt - activités non poursuivies	12	796	173
Bénéfice de l'exercice		4 229	1 203
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires		3 866	983
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'autres actions ¹		273	119
Bénéfice attribuable aux actionnaires		4 139	1 102
Bénéfice attribuable aux actionnaires minoritaires		90	101
Bénéfice de l'exercice		4 229	1 203

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Compte de résultat global
Au 31 décembre 2017

Groupe	2017 £ million	2016 £ million
Bénéfice de l'exercice	4 229	1 203
Autre résultat global		
<i>Postes non reclassés par la suite dans le compte de résultat :</i>		
Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées :		
Réévaluation avant impôt	628	-1 348
Impôts et taxes	-146	320
	482	-1 028
Plus/moins-values imputables au risque de crédit propre :		
Plus/moins-values avant impôt	-55	—
Impôts et taxes	15	—
	-40	—
<i>Postes reclassés par la suite dans le compte de résultat :</i>		
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles :		
Ajustements sur les transferts effectués à partir des portefeuilles détenus jusqu'à l'échéance	—	1 544
Variations de la juste valeur	294	356
Transfert des cessions au compte de résultat	-464	-575
Transfert des dépréciations au compte de résultat	6	173
Impôts et taxes	64	-301
	-100	1 197
Mouvements relatifs à la réserve de couverture des flux de trésorerie :		
Part efficace des variations de la juste valeur aux autres éléments du résultat global	-271	2 284
Transferts du compte de résultat net	-644	-531
Impôts et taxes	264	-444
	-651	1 309
Ecarts de conversion de devises (taxe : néant)	-27	-9
Autre résultat global de l'exercice après impôt	-336	1 469
Total résultat global de l'exercice	3 893	2 672
Résultat global total imputable aux actionnaires ordinaires résultant des activités poursuivies	2 681	2 342
Résultat global total imputable aux actionnaires ordinaires résultant des activités non poursuivies	849	110
Total résultat global attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	3 530	2 452

Total résultat global attribuable aux détenteurs d'autres actions	273	119
Résultat global total attribuable aux actionnaires	3 803	2 571
Résultat global total attribuable aux actionnaires minoritaires	90	101
Total résultat global de l'exercice	3 893	2 672

Banque	2017 £ million	2016 £ million
Bénéfice de l'exercice	5 279	1 953
Autre résultat global :		
<i>Postes non reclassés par la suite dans le compte de résultat :</i>		
Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées :		
Réévaluation avant impôt	442	-682
Impôts et taxes	-110	184
	332	-498
Plus/moins-values imputables au risque de crédit propre :		
Plus/moins-values avant impôt	-55	—
Impôts et taxes	15	—
	-40	—
<i>Postes reclassés par la suite dans le compte de résultat :</i>		
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles :		
Ajustements sur les transferts effectués à partir des portefeuilles détenus jusqu'à l'échéance	—	1 544
Variations de la juste valeur	231	268
Transfert des cessions au compte de résultat	-333	-507
Transfert des dépréciations au compte de résultat	—	172
Impôts et taxes	46	-269
	-56	1 208
Mouvements dans la réserve de couverture de la trésorerie :		
Part efficace des variations de la juste valeur aux autres éléments du résultat global	15	1 290
Transferts du compte de résultat net	-436	-241
Impôts et taxes	130	-258
	-291	791
Ecarts de conversion des devises (taxe : néant)	-5	19
Autre résultat global de l'exercice après impôt	-60	1 520
Total résultat global de l'exercice	5 219	3 473
Total résultat global attribuable imputable aux détenteurs d'actions ordinaires	4 946	3 354
Total résultat global attribuable aux détenteurs d'autres actions	273	119
Total résultat global de l'exercice	5 219	3 473

Bilan
Au 31 décembre 2017

Actif	Note	Groupe		Banque	
		2017 £ million	2016 £ million	2017 £ million	2016 £ million
Encaisse et soldes détenus auprès des banques centrales		58 521	47 452	55 835	44 595
Postes en cours de recouvrement auprès des banques		755	706	490	512
Actif négociable et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	13	46 608	51 198	43 977	48 309
Instruments financiers dérivés	14	24 152	33 859	26 764	36 714
Prêts et créances :					
Prêts et avances en faveur des banques		4 274	5 583	3 611	4 379
Prêts et avances en faveur des clients	15	465 555	451 282	170 804	161 161
Titres obligataires		3 637	3 397	3 182	2 818
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking		6 195	5 624	180 772	152 260
		479 661	465 886	358 369	320 618
Actif financier cessible	19	41 717	56 524	42 566	55 122
Goodwill	21	474	180	—	—
Autre actif incorporel	22	2 666	1 520	1 415	893
Immobilisations corporelles	23	9 062	9 294	3 252	3 644
Impôt à court terme recouvrable		16	28	—	420
Actif d'impôt différé	31	3 104	3 603	1 995	2 286
Investissement dans des filiales	24	—	—	32 878	31 135
Actif au titre des prestations de retraite	30	723	342	673	254
Actif d'un groupe cessible	12, 24	154 227	158 194	7 622	7 622
Autre actif	25	2 344	2 141	1 117	1 168
Total actif		823 030	830 927	576 953	553 292

Capital et passif	Note	Groupe		Banque	
		2017 £ million	2016 £ million	2017 £ million	2016 £ million
Passif					
Dépôts de banques		28 888	15 690	7 538	9 450
Dépôts de clients	26	418 124	415 460	234 397	213 135
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking		13 237	5 444	112 769	86 803
Eléments en cours de transmission aux banques		579	548	304	292
Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	27	50 874	54 504	51 045	55 776
Instruments financiers dérivés	14	24 699	33 896	28 267	38 591
Effets en circulation		1 313	1 402	–	–
Titres obligataires en émission	28	61 865	74 733	66 249	74 366
Passif de groupe cessible	12	146 518	150 938	–	–
Autre passif	29	4 540	4 732	3 425	3 295
Obligations relatives aux prestations de retraite	30	281	692	143	399
Passif d'impôt courant		827	446	105	3
Passif d'impôt différé	31	–	–	–	–
Autres provisions	32	5 309	4 933	2 593	2 833
Passif subordonné	33	14 782	17 258	9 341	10 575
Total passif	37	771 836	780 676	516 176	495 518
Capital					
Capital-actions	34	1 574	1 574	1 574	1 574
Compte de primes de souscription	35	600	–	600	–
Autres réserves	36	7 706	8 484	2 241	2 593
Bénéfice non distribué		37 718	36 231	53 145	50 390
Fonds propres		47 598	46 289	57 560	54 557
Autres instruments de fonds propres	38	3 217	3 217	3 217	3 217
Total fonds propres sauf participations minoritaires		50 815	49 506	60 777	57 774
Participations minoritaires		379	745	–	–
Total fonds propres		51 194	50 251	60 777	57 774
Total fonds propres et passif		823 030	830 927	576 953	553 292

Le Conseil d'administration a approuvé les états financiers en date du 13 mars 2018.

Lord Blackwell
Chairman

António Horta-Osório
Chief Executive

George Culmer
Chief Financial Officer

Etat de variation des fonds propres
Au 31 décembre 2017

Attribuable aux actionnaires							
Groupe	Capital et primes	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Total	Autres instruments de fonds propres	Participations minoritaires	Total
	£ million	£ million	£ million	£ million	£ million	£ million	£ million
Solde au 1er janvier 2016	37 107	5 987	3 868	46 962	–	391	47 353
Résultat global							
Bénéfice de l'exercice	–	–	1 102	1 102	–	101	1 203
<i>Autre résultat global</i>							
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées, après impôt	–	–	-1 028	-1 028	–	–	-1 028
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt	–	1 197	–	1 197	–	–	1 197
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, après impôt	–	1 309	–	1 309	–	–	1 309
Ecarts de conversion de devises (impôt : zéro)	–	-9	–	-9	–	–	-9
Total autre résultat global	–	2 497	-1 028	1 469	–	–	1 469
Total résultat global	-	2 497	74	2 571	-	101	2 672
Transactions avec les propriétaires							
Dividendes (note 39)	–	–	-3 040	-3 040	–	-29	-3 069
Distributions sur autres instruments de fonds propres, après impôt	–	–	-86	-86	–	–	-86
Emission d'autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	3 217	–	3 217
Rachat d'actions privilégiées	1 840	–	-1 840	–	–	–	–
Restructuration du capital	-37 373	–	37 373	–	–	–	–

Apport en capital reçu	—	—	323	323	—	—	323
Retour d'apport en capital	—	—	-441	-441	—	—	-441
Variations des participations minoritaires	—	—	—	—	—	282	282
Total transactions avec les propriétaires	-35 533	—	32 289	-3 244	3 217	253	226
Solde au 31 décembre 2016	1 574	8 484	36 231	46 289	3 217	745	50 251
Résultat global							
Bénéfice de l'exercice	—	—	4 139	4 139	—	90	4 229
<i>Autre résultat global</i>							
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées, après impôt	—	—	482	482	—	—	482
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt (impôt zéro)	—	-100	—	-100	—	—	-100
Plus/moins-values attribuables au risque de crédit propre, après impôt	—	—	-40	-40	—	—	-40
Mouvements dans la réserve de couverture de la trésorerie, après impôt	—	-651	—	-651	—	—	-651
Ecart de conversion de devises (impôt zéro)	—	-27	—	-27	—	—	-27
Total autre résultat global	-	778	442	-336	—	—	-336
Total résultat global	-	778	4 581	3 803	—	90	3 893
Transactions avec les propriétaires							
Dividendes (note 39)	—	—	-2 650	-2 650	—	-69	-2 719
Distributions sur autres instruments de fonds propres, après impôt	—	—	-199	-199	—	—	-199
Rachat d'actions privilégiées (note 35)	600	—	-600	—	—	—	—
Apport en capital reçu	—	—	432	432	—	—	432
Retour d'apport en capital	—	—	-77	-77	—	—	-77
Variations des participations minoritaires	—	—	—	—	—	-387	-387
Total transactions avec les propriétaires	600	—	-3 094	-2 494	—	-456	-2 950
Solde au 31 décembre 2017	2 174	7 706	37 718	47 598	3 217	379	51 194

Cf. notes 34, 35, 36, 37 et 38.

Attribuable aux actionnaires					
Banque	Capital et primes	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Autres instruments de fonds propres	Total
	£ million	£ million	£ million	£ million	£ million
Solde au 1er janvier 2016	37 107	575	16 646	—	54 328
Résultat global					
Bénéfice de l'exercice	—	—	1 953	—	1 953
<i>Autre résultat global</i>					
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées, après impôt	—	—	-498	—	-498
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt	—	1 208	—	—	1 208
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, après impôt	—	791	—	—	791
Ecart de conversion de devises (impôt : zéro)	—	19	—	—	19
Total autre résultat global	—	2 018	-498	—	1 520
Total résultat global	—	2 018	1 455	—	3 473
Transactions avec les propriétaires					
Dividendes (note 39)	—	—	-3 040	—	-3 040
Distributions sur autres instruments de fonds propres, après impôt	—	—	-86	—	-86
Emission d'autres instruments de fonds propres (note 38)	—	—	—	3 217	3 217
Rachat d'actions privilégiées (note 35)	1 840	—	-1 840	—	—
Restructuration de capital (note 35)	-37 373	—	37 373	—	—
Apport en capital reçu	—	—	323	—	323
Retour d'apport en capital	—	—	-441	—	-441
Total transactions avec les propriétaires	-35 533	—	32 289	3 217	-27
Bilan au 31 décembre 2016	1 574	2 593	50 390	3 217	57 774
Résultat global					
Bénéfice de l'exercice	—	—	5 279	—	5 279
<i>Autre résultat global</i>					
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées, après impôt	—	—	332	—	332
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt	—	-56	—	—	-56
Plus/moins-values attribuables au risque de crédit propre, après impôt	—	—	-40	—	-40
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, après impôt	—	-291	—	—	-291

Ecart de conversion de devises (impôt : zéro)	—	-5	—	—	-5
Total autre résultat global	—	-352	292	—	-60
Total résultat global	—	-352	5 571	—	5 219
Transactions avec les propriétaires					
Dividendes (note 39)	—	—	-2 650	—	-2 650
Distributions sur autres instruments de fonds propres, après impôt	—	—	-199	—	-199
Rachat d'actions privilégiées (note 35)	600	—	-600	—	—
Apport en capital reçu	—	—	432	—	432
Retour d'apport en capital	—	—	-77	—	-77
Total transactions avec les propriétaires	600	—	-3 094	—	-2 494
Ajustement sur l'acquisition d'entreprises (note 24)	—	—	278	—	278
Bilan au 31 décembre 2017	2 174	2 241	53 145	3 217	60 777

Etat des flux de trésorerie
Au 31 décembre 2017

	Note	Groupe		Banque	
		2017 £ million	2016 £ million	2017 £ million	2016 £ million
Bénéfice avant impôt		5 978	2 556	5 808	2 030
Ajustements concernant :					
Variations de l'actif d'exploitation	48(a)	-15 733	-3 300	-9 114	-20 951
Variations du passif d'exploitation	48(b)	-13 379	-2 029	1 412	21 253
Postes non monétaires et autres postes	48(c)	12 297	13 871	-1 973	-1 913
Impôt reçu (payé)		-682	-130	437	654
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation		-11 519	10 968	-3 430	1 073
Flux de trésorerie générés par les investissements					
Achat d'actif financier		-7 857	-4 930	-7 550	-4 664
Produit de la vente et de l'exigibilité des actifs financiers		18 667	6 335	16 480	6 429
Achat d'immobilisations		-3 655	-3 760	-1 155	-1 122
Produit de la vente d'immobilisations		1 444	1 684	85	19
Injections supplémentaires de capitaux dans les filiales	48(e)	—	—	-34	-81
Dividendes reçus de la part des filiales		—	—	4 378	3 984
Distributions reçues sur autres instruments de fonds propres		—	—	101	—
Acquisition d'entreprises, après déduction de la trésorerie acquise	48(e)	-1 913	-20	-2 026	—
Cession d'entreprises, après déduction de la trésorerie cédée	48(f)	984	5	592	3
Trésorerie nette (employée dans) fournie par les activités d'investissement		7 670	-686	10 871	4 568
Trésorerie générée par les activités de financement					
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires		-2 650	-3 040	-2 650	-3 040
Distributions d'autres instruments de fonds propres		-273	-119	-273	-119
Dividendes payés aux actionnaires minoritaires		-69	-29	—	—
Retour d'apports en capital		-77	-441	-77	-441
Intérêts payés sur passif subordonné		-1 157	-2 003	-668	-1 516
Produit de l'émission de titres supplémentaires de Catégorie		—	3 217	—	3 217
Produit de l'émission de passif subordonné		—	2 753	—	2 753
Remboursement de passif subordonné		-1 608	-15 207	-675	-13 200
Emprunts accordés par la société mère		8 476	305	8 476	—
Remboursements à la société mère		-475	-4 585	-475	-3 387
Intérêts payés sur l'emprunt accordé par la société mère		-244	-496	-244	-496
Autres variations des participations minoritaires		—	297	—	—
Trésorerie nette employée dans les activités de financement		1 923	-19 348	3 414	-16 229
Effet des variations des taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		—	21	-1	2
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-1 926	-9 045	10 854	-10 586
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		62 908	71 953	45 266	55 852
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	48(d)	60 982	62 908	56 120	45 266

Activités non poursuivies

	Groupe	
	2017 £ million	2016 £ million
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	-12 244	804
Trésorerie nette générée par les activités d'investissement	208	471
Trésorerie nette employée dans les activités de financement	-115	-417
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-12 151	858

Notes relatives aux états financiers

1 Base de préparation

Les états financiers de Lloyds Bank plc ont été préparés selon les normes IFRS [*International Financial Reporting Standards*] adoptées par l'Union Européenne (UE) et appliquées selon les dispositions du Companies Act 2006. Les normes internationales de reporting financier comprennent les normes IFRS proprement dites publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et les normes dites IAS, publiées par l'organisme prédécesseur de l'IASB, ainsi que les interprétations publiées par l'*IFRS Interpretations Committee* (IFRS IC) et son prédécesseur. La version de l'IAS 39 Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation assouplit certaines règles en matière de comptabilité de couverture ; le Groupe, toutefois, n'a pas bénéficié de cet assouplissement, et il n'y a, donc, aucune différence entre l'application au Groupe des IFRS telles qu'adoptées par l'UE et les IFRS publiées par l'IASB. Les informations financières ont été préparées selon la convention du coût historique, telle que modifiée par la réévaluation des biens d'investissement, des actifs financiers cessibles, des valeurs négociables et de certains autres éléments d'actif et de passif financier comptabilisés à leur juste valeur, par le biais du compte de résultat et tous les contrats en produits dérivés.

La continuité de l'activité de la Banque et du Groupe dépend de leur capacité de financer avec succès leurs bilans respectifs et de conserver un niveau de capitalisation suffisant. Afin de vérifier que la Banque et le Groupe disposent de ressources suffisantes pour poursuivre leur exploitation dans un futur prévisible, les administrateurs ont examiné un certain nombre de facteurs essentiels que nous avons décrits au Chapitre « Principaux risques et incertitudes » à la rubrique Risque de financement et de liquidités, page 5 et ont pris en compte un certain nombre de projections relatives au capital et au financement du Groupe. En tenant compte de tous ces facteurs, les administrateurs estiment que l'adoption du principe de continuité de l'activité en vue de la préparation des états financiers est encore justifiée.

A compter du 1er janvier 2017, le Groupe a décidé d'adopter par anticipation la disposition contenue dans l'IFRS 9 concernant les plus/moins-values attribuable à la variation du risque de crédit propre sur le passif financier inscrit à sa juste valeur sur le compte de résultat, qui doit figurer dans « autre résultat global ». Cette application a entraîné une augmentation du bénéfice après impôt et une réduction du montant du poste « autre résultat global » de £40 millions pendant l'exercice 2017 ; aucun impact n'a été enregistré sur le passif total ou sur les fonds propres. Les montants comparatifs n'ont pas été modifiés.

2 Politiques comptables

A - Consolidation

L'actif, le passif et le résultat des entités membres du Groupe (y compris les entités structurées) figurent dans les états financiers sur la base des comptes préparés à la date de reporting. Les entités du Groupe incluent les filiales, les entités associées et les joint-ventures. Vous trouverez des informations détaillées sur les filiales et les autres entités apparentées du Groupe aux pages 146 à 154.

(1) Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par le Groupe. Le groupe contrôle une entité quand il exerce un pouvoir sur celle-ci, quand il est exposé à ou a droit à des rendements variables suite à son implication dans des activités exercées avec ladite entité et quand il est en mesure d'affecter ces rendements par l'exercice de son pouvoir. Ceci implique, généralement, la détention d'une participation représentant plus de la moitié des droits de vote, bien que parfois une participation inférieure puisse également permettre au Groupe d'exercer un pouvoir. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte dans l'évaluation du contrôle exercé ou non par le Groupe. Le Groupe vérifie si l'exercice d'un pouvoir, de sa part, sur une certaine entité est effectif lorsque certains faits ou circonstances indiquent que les éléments ci-dessus ont subi des changements. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date de transfert du contrôle au Groupe et sont déconsolidées dès la cessation du contrôle.

Le Groupe consolide les organismes de placement collectif si les participations détenues lui accordent le droit effectif de révoquer le gestionnaire externe du fonds en charge des activités d'investissement du fonds. Lorsqu'une filiale du Groupe est le gestionnaire du fonds d'un organisme de placement collectif, le Groupe prend en compte toute une série de facteurs afin de déterminer s'il agit en qualité de mandant, et, par conséquent, s'il exerce un contrôle sur ledit organisme, y compris : l'évaluation de l'étendue du pouvoir de décision que le Groupe exerce sur l'organisme d'investissement ; les droits détenus par d'autres parties, y compris des droits effectifs de révocation sans cause du mandat du Groupe en tant que gestionnaire du fonds ; la rémunération à laquelle le Groupe a droit en qualité de responsable et l'exposition du groupe à des rendements variables générés par la participation détenue dans l'organisme d'investissement. La consolidation peut être appropriée lorsque le Groupe ne détient pas une participation majoritaire. Lorsqu'un organisme de placement collectif est consolidé, les participations des autres parties en dehors du Groupe sont comptabilisées dans "autre passif" et les mouvements survenus dans ces participations sont comptabilisés dans les intérêts débiteurs.

Les entités structurées sont conçues de manière à ce que leurs activités ne soient pas régies par le biais de droits de vote. Dans l'évaluation du pouvoir exercé par le Groupe sur les entités dans lesquelles il détient une participation, le Groupe prend en compte des éléments tels que l'objet social et la structure de l'entité ; sa propre capacité effective de diriger les activités de l'entité ; la nature des relations entretenues avec l'entité et la taille de son exposition au caractère variable des rendements de l'entité.

Le traitement des transactions avec des participations minoritaires dépend du fait de savoir si, suite à la transaction, le Groupe perd ou non le contrôle de la Filiale. Les variations des participations détenues par la société mère dans une filiale qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres ; tout écart entre le montant de l'ajustement des participations minoritaires et la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue est comptabilisé directement dans les fonds propres et attribué aux propriétaires de l'entité mère. Lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale, le montant de toute participation minoritaire détenue dans l'ancienne filiale est décomptabilisé, à la date de la perte de contrôle, et l'investissement détenu dans l'ancienne filiale est réévalué à sa juste valeur ; la perte ou le gain comptabilisé(e) dans le compte de résultat lors de la cession partielle de la filiale inclut le gain ou la perte réalisé(e) sur la réévaluation de la participation détenue.

Les opérations intersociétés, les soldes ainsi que les pertes ou les plus-values non réalisé(e)s sur les transactions effectuées entre les sociétés du Groupe sont éliminé(e)s.

La méthode comptable de l'acquisition est utilisée pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises réalisés par le Groupe. La contrepartie de l'acquisition d'une filiale est égale à la juste valeur des actifs transférés, du passif encouru et des participations émises par le Groupe. Cette contrepartie inclut la juste valeur de l'actif ou du passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les frais relatifs aux acquisitions sont comptabilisés dans les dépenses lorsqu'ils sont encourus, à l'exception des frais relatifs à l'émission d'instruments obligataires (cf. 2e (5)) ou de capital (cf. 2p). Les actifs identifiables acquis et le passif assumé dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

(2) Joint-ventures et entreprises associées

(3) Joint-ventures et entreprises associées

Les contrats relatifs à la constitution de joint-ventures sont des contrats conjoints dans le cadre desquels le Groupe exerce un contrôle commun, avec d'autres Parties, et a droit aux actifs nets résultant des accords conclus. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence significative, mais non pas un contrôle proprement dit ou un contrôle commun, en termes de politiques financières et d'exploitation. L'on entend par influence significative le pouvoir de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de l'entité, sans exercer, toutefois, un contrôle ou un contrôle commun sur lesdites décisions ; cela représente une participation comprise entre 20 et 50 % du capital de l'entité, assortie de droit de vote.

Le Groupe utilise l'exonération accordée sur le capital-risque pour les investissements impliquant une influence ou un contrôle conjoint et dans le cadre desquels l'unité opérationnelle fonction en tant que société de capital-risque. Ces investissements sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le compte de résultat. Sinon, les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées sont comptabilisés par la méthode de la mise en équivalence.

B- Goodwill

Le goodwill résulte des regroupements d'entreprises, y compris de l'acquisition de filiales, et de l'acquisition de participations dans des joint-ventures et des entreprises associées ; le goodwill représente la différence positive entre le coût d'une acquisition et la juste valeur de la part d'actif, de passif et de passif éventuel acquise par le Groupe. Lorsque cette juste valeur est supérieure au coût d'acquisition, la différence est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat.

Le goodwill est comptabilisé dans l'actif, au coût, et testé au moins une fois par an en termes de dépréciation. Toute dépréciation constatée dans la valeur comptable du goodwill est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat et cette écriture n'est pas contrepassée par la suite. A la date de cession d'une filiale, la valeur nette comptable du goodwill attribuable est incluse dans le calcul du bénéfice ou de la perte à la date de cession.

C - Autre actif incorporel

L'actif incorporel qui est censé avoir une durée de vie déterminée est amorti sur une base linéaire sur sa durée de vie estimée, comme suit : jusqu'à 7 ans pour les logiciels immobilisés ; 10 à 15 ans pour les marques et les autres actifs incorporels.

Les actifs incorporels dotés d'une durée de vie déterminée sont examinés à chaque date de reporting afin de détecter d'éventuels signes de dépréciation. Si tel est le cas, on procède à la détermination du montant recouvrable de l'actif et, si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à son montant recouvrable, la dépréciation est enregistrée immédiatement. Les marques auxquelles a été attribuée une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties. Ces actifs incorporels sont réévalués annuellement pour vérifier si l'attribution d'une durée de vie indéterminée est toujours justifiée. Dans le cas contraire, une durée de vie déterminée est définie et l'actif est soumis à un test de dépréciation.

D - Comptabilisation des recettes

Les intérêts débiteurs et créditeurs sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers productifs d'intérêts, par la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception de ceux qui sont comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat. La méthode du taux d'intérêt effectif permet de calculer le coût amorti d'un élément d'actif ou de passif financier et d'affecter les intérêts créditeurs ou débiteurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'escompte exact des futurs paiements ou encaissements estimés au comptant sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une plus brève période, par rapport à la valeur nette comptable de l'élément d'actif ou de passif en question, y compris les commissions de rachat anticipé, et les pénalités s'y rapportant ; ainsi que les primes et les escomptes faisant partie du rendement global. Tous les frais de transaction directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un instrument financier sont également pris en compte dans le calcul.

Les frais et les commissions ne faisant pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif sont généralement comptabilisés une fois que le service a été fourni. Les commissions d'engagement sur des prêts susceptibles d'être utilisés sont différées (avec les frais directs s'y rapportant) et comptabilisées en tant qu'ajustement aux taux effectif d'intérêt sur le prêt, une fois que celui-ci a été utilisé. Lorsqu'il est improbable que les engagements de prêt soient utilisés, les frais correspondants sont comptabilisés sur la durée de vie de la facilité de crédit.

Le produit des dividendes est comptabilisé une fois que le droit de recevoir le paiement correspondant a été établi.

Les politiques de comptabilisation des recettes relatives à l'activité d'assurance-vie et d'assurance générale sont détaillées ci-dessous (cf. (m) ci-dessous) ; celles relatives aux locations figurent au point j(2) ci-dessous.

E - Actif et passif financier

Lors de leur comptabilisation initiale, les éléments d'actif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, dans le Compte de Résultat, dans les Actifs financiers cessibles, les investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou les Prêts et créances. Le passif financier est mesuré pour son coût amorti, sauf le passif détenu à des fins de transaction et les autres éléments de passif inscrits au Compte de résultat à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et détenus à la juste valeur. Le Groupe comptabilise initialement les Prêts et créances, dépôts, Titres obligataires en émission et le passif subordonné lors de l'acceptation des conditions contractuelles relatives à l'instrument. Les achats et les ventes de titres selon les modalités habituelles ainsi que les autres actifs financiers et passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la date de négociation, à savoir la date à laquelle le Groupe s'est engagé à acheter ou vendre un élément d'actif.

L'actif financier est décomptabilisé lorsque le droit contractuel de recevoir les flux de trésorerie générés par ces actifs est expiré ou lorsque le Groupe a transféré son droit contractuel de recevoir ces flux et : soit lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété ont été transférés, soit lorsque le Groupe n'a ni conservé ni transféré la quasi-totalité des risques et des avantages, tout en transférant le contrôle.

Les éléments de passif financier sont décomptabilisés après leur extinction (à savoir une fois que l'obligation a été acquittée), leur annulation ou leur expiration.

(1) Instruments financiers inscrits à leur juste valeur au compte de résultat

Les éléments de passif financier sont comptabilisés, à leur juste valeur, dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières ou lorsqu'ils sont inscrits au compte de résultat par la Direction, à leur juste valeur. Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur (cf. point (f) ci-dessous).

Instruments négociables : Les titres négociables, à savoir détenus à des fins de transaction, sont des titres obligataires et des actions principalement acquis en vue de leur vente à court terme ou faisant partie d'un portefeuille géré en vue de la réalisation de plus-values à court terme. Ces titres sont classés en tant que valeurs mobilières et inscrites au bilan à leur juste valeur. Les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés.

Instruments classés à leur juste valeur dans le compte de résultat : Les autres éléments d'actif et de passif comptabilisés pour leur juste valeur sur le compte de résultat sont désignés comme tels par la Direction, lors de la comptabilisation initiale. Ils sont inscrits au bilan pour leur juste valeur et les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des

opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés. Les éléments d'actif et de passif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, sur le compte de résultat, lors de l'acquisition, dans les cas suivants :

- En cas d'élimination ou de réduction significative du traitement incohérent qui résulterait, autrement, de la mesure de l'actif et du passif ou de la comptabilisation des plus-values et des pertes sur des bases différentes. Le type d'actif financier le plus fréquemment comptabilisé par le Groupe à sa juste valeur dans le compte de résultat est représenté par les actifs adossés aux contrats d'assurance et aux contrats de placement émis par la branche assurance-vie du Groupe. La comptabilisation à la juste valeur permet d'enregistrer les modifications apportées à la juste valeur de ces actifs dans le compte de résultat avec les variations de valeur des éléments de passif correspondants, atténuant, ainsi, de manière significative l'incohérence qui se produirait si les actifs étaient classés comme Actifs financiers cessibles.
- Si les éléments d'actif et de passif font partie d'un ensemble de postes qui est géré et dont le rendement est évalué sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion du risque ou d'investissement, les informations communiquées par la Direction étant également élaborées sur cette base.
- Si les éléments d'actif et de passif comportent un ou plusieurs instruments dérivés intégrés, qui modifient de manière significative les flux de trésorerie résultant du contrat et qui doivent être comptabilisés séparément.

(2) Actif financier cessible

Les titres obligataires et les actions non comptabilisés comme valeurs mobilières, à leur juste valeur, dans le compte de résultat, ou comme investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou en tant que Prêts et créances sont classés comme "Actifs financiers cessibles" et sont inscrits au Bilan à leur juste valeur, incluant les frais de transaction. Les actifs financiers cessibles sont destinés à être détenus pendant une période indéterminée et peuvent être revendus pour couvrir des besoins de liquidités ou des variations de taux d'intérêts, de taux de change ou des prix des actions. Les plus/moins-values résultant des variations dans la juste valeur des investissements classés comme cessibles sont comptabilisées directement dans "autres éléments du résultat global", jusqu'à la vente, la dépréciation ou l'échéance de l'actif financier en question, lorsque la plus/moins-value globale précédemment comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est comptabilisée dans le compte de résultat. Les intérêts calculés par la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les plus/moins-values sur change de titres obligataires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Le Groupe a le droit de transférer un élément d'actif financier du poste "Actifs cessibles" au poste "Prêts et créances" lorsque le poste d'actif en question aurait été conforme à la définition des Prêts et créances lors de sa réaffectation s'il n'avait pas été classé comme actif cessible et lorsqu'il existe l'intention et la possibilité de détenir ledit actif financier pendant un futur proche. La réaffectation d'un élément d'actif financier de la catégorie des "actifs cessibles" à la catégorie des actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance est autorisée lorsque le Groupe a la possibilité et l'intention de conserver l'actif en question jusqu'à sa date d'échéance. Les réaffectations s'effectuent à la juste valeur applicable à la date de réaffectation. La juste valeur devient le nouveau coût ou le coût amorti, selon les cas. Les taux d'intérêts effectifs pour les actifs financiers réaffectés en Prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance sont fixés à la date de réaffectation. Les plus/moins-values précédemment réalisées sur un élément d'actif transféré comptabilisé dans les fonds propres sont amorties sur le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'investissement par la méthode du taux d'intérêt effectif ou jusqu'à la dépréciation de l'actif. Tout écart entre le nouveau coût amorti et les flux de trésorerie prévisionnels est également amorti sur la durée de vie résiduelle de l'actif par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lorsqu'une perte par dépréciation est comptabilisée pour les actifs cessibles transférés, le solde non amorti de toute réserve non cessible restant dans les fonds propres est transféré au compte de résultat et enregistré en tant que partie intégrante de la perte par dépréciation.

(3) Prêts et créances

Le poste "Prêts et créances" inclut les Prêts et avances en faveur des banques et des clients et les actifs admissibles, y compris ceux transférés dans cette catégorie à partir du compte de résultat dans lequel ils étaient comptabilisés à leur juste valeur ou à partir des Actifs financiers cessibles. Les Prêts et créances sont initialement comptabilisés lorsque les liquidités sont mises à la disposition des emprunteurs, à leur juste valeur incluant les frais de transaction ou, pour les actifs admissibles transférés dans cette catégorie, à leur juste valeur applicable à la date de transfert. Les éléments d'actif financier classés comme Prêts et créances sont comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. ci-dessus) moins la provision pour dépréciation (cf. h ci-dessous).

Le Groupe a conclu des transactions de titrisation ou d'autres transactions similaires pour financer certains prêts et avances en faveur des clients. Lorsque les entités de titrisation sont financées par l'émission de titres obligataires, à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages du portefeuille de prêts titrisés reviennent au Groupe, ces prêts et ces avances continuent à être comptabilisés par le Groupe, avec l'enregistrement d'une obligation correspondante relative au financement.

(4) Emprunts

Les emprunts (qui comprennent les dépôts bancaires, les dépôts des clients, les titres obligataires en émission et le passif subordonné) sont comptabilisés initialement à la juste valeur, à savoir leur valeur d'émission après déduction des frais de transaction. Ces instruments sont ensuite comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actions privilégiées et les autres instruments assortis d'un coupon obligatoire ou qui sont rachetables à une date donnée sont comptabilisés comme passif financier. Le coupon sur ces instruments est comptabilisé sur le compte de résultat, dans les intérêts débiteurs. Un échange de passifs financiers à des conditions substantiellement différentes est comptabilisé comme extinction de l'obligation financière initiale et l'enregistrement d'une nouvelle obligation. La différence entre le montant comptabilisé d'un élément de passif financier éteint et le montant de la nouvelle obligation financière est comptabilisée dans le compte de résultat avec les coûts et les commissions encouru(e)s.

Lorsqu'un élément de passif financier est échangé contre un instrument de fonds propres, le nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé à la juste valeur et tout écart entre la valeur comptable initiale de la dette et la juste valeur du nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé dans le compte de résultat.

(5) Contrats de vente et rachat

Les titres vendus dans le cadre de contrats de rachat (repos) sont toujours inscrits au bilan lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages sont conservés. Les fonds encaissés dans le cadre de ces contrats sont inclus dans les dépôts bancaires, dépôts de la clientèle ou dans le passif détenu à des fins de transaction. En revanche, les titres achetés dans le cadre de contrats de revente (reverse repos), en vertu desquels le Groupe n'acquiert pas la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, sont comptabilisés comme Prêts et créances ou valeurs négociables. La différence entre le prix de vente et de rachat est traitée comme intérêt et amortie sur la durée des contrats par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les transactions de prêt et d'emprunt de titres sont généralement garanties par des titres ou des sommes au comptant avancées ou encaissées. Les titres prêtés à des contreparties sont inscrits au bilan. Les titres empruntés ne sont pas inscrits au bilan, à moins qu'ils ne soient vendus à des tiers, auquel cas l'obligation de les retourner est enregistrée à la juste valeur dans le passif détenu à des fins de transaction. La garantie au comptant fournie ou reçue est considérée comme un prêt ou une créance ou comme un dépôt par les clients.

F - Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés ne faisant pas partie de la relation de couverture sont comptabilisés immédiatement dans le compte de résultat.

Les produits dérivés intégrés aux instruments financiers et aux contrats d'assurance (sauf si le produit intégré est un contrat d'assurance) sont traités comme des

instruments dérivés séparés lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et que ce dernier n'est pas comptabilisé à sa juste valeur dans le compte de résultat. Ces dérivés intégrés sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant prises en compte dans le compte de résultat. Selon l'IFRS 4 Contrat d'assurance, le choix du détenteur d'une police de racheter le contrat en échange d'un certain montant n'est pas traité comme un produit dérivé intégré.

La méthode de comptabilisation des mouvements de la juste valeur des instruments dérivés dépend du fait qu'ils soient désignés ou non comme instruments de couverture et, dans ce cas, de la nature du poste couvert. La comptabilité de couverture permet de désigner un certain instrument financier - généralement un instrument dérivé tel qu'un swap, en tant que couverture d'un autre instrument financier comme un prêt ou un dépôt ou un portefeuille desdits instruments. Au début de la relation de couverture, un document officiel, expliquant la stratégie de couverture, le poste couvert, l'instrument de couverture et la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture dans la compensation des variations de la juste valeur ou de la trésorerie du risque couvert. L'efficacité de la relation de couverture est testée au début et pendant toute sa durée et si l'on estime, à n'importe quel moment, qu'elle n'est plus suffisamment efficace en vue de la réalisation de l'objectif poursuivi, la comptabilité de couverture sera abandonnée.

(1) Couverture de la juste valeur

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignées et qualifiées comme couvertures de la juste valeur sont enregistrées au compte de résultat, avec les variations de la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif couvert attribuables au risque couvert ; ceci s'applique également si l'actif couvert est classé comme un actif cessible. Si la couverture ne remplit plus les critères applicables à la comptabilité de couverture, les variations de la juste valeur imputables au risque couvert ne sont plus inscrites au compte de résultat. L'ajustement cumulé apporté à la valeur comptable du poste couvert est amorti sur le compte de résultat par la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à l'échéance.

(2) Couverture des flux de trésorerie

La fraction efficace des variations de la juste valeur des produits dérivés désignés et admissibles comme couverture de trésorerie est comptabilisée dans les "autres éléments du résultat global" de la réserve de couverture des flux de trésorerie. La plus/moins-value relative à la fraction inefficace est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat. Les montants cumulés dans les fonds propres sont réaffectés au compte de résultat sur les exercices pendant lesquels le poste couvert affecte les bénéfices ou les pertes. Lors de l'expiration ou de la vente d'un instrument de couverture, ou lorsqu'une couverture ne correspond plus aux critères de la comptabilité de couverture, les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres à ladite date restent dans les fonds propres et sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la transaction prévisionnelle est définitivement comptabilisée dans le compte de résultat. Lorsqu'une transaction prévisionnelle n'est plus censée se réaliser, la plus/moins-value cumulée comptabilisée dans les fonds propres est immédiatement transférée au compte de résultat.

(3) Couverture des investissements nets

Les couvertures des investissements nets réalisés dans des entités étrangères sont comptabilisées de manière similaire à celle des couvertures des flux de trésorerie. Les plus/moins-values réalisées sur l'instrument de couverture relatif à la fraction efficace de la couverture sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", les plus/moins-values relatives à la fraction inefficace étant immédiatement comptabilisées au compte de résultat. Les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres sont incluses dans le compte de résultat lors de la cession de l'entité étrangère. Les instruments de couverture utilisés pour la couverture des investissements nets peuvent inclure des instruments financiers dérivés et non-dérivés.

G - Compensation

Les éléments d'actif et passif financier sont compensés et le montant net est comptabilisé dans le bilan s'il existe un droit légalement applicable de compensation et s'il existe l'intention de procéder au règlement net ou à réalisation de l'actif de façon concomitant (e) avec le règlement de l'obligation. La garantie au comptant sur des transactions en produits dérivés cotés en Bourse est présentée en tant que montant brut à moins que les flux de trésorerie relatifs à la garantie ne soient toujours réglés net avec les flux de trésorerie résultant des instruments dérivés. Dans certains cas, même s'il existe un contrat-cadre de compensation, si la Direction n'a pas l'intention de régler sur une base nette les résultats relatifs à l'actif et au passif financier seront inscrits au bilan pour leur montant brut.

H- Dépréciation de l'actif financier

(1) Actif comptabilisé au coût amorti

A chaque date de bilan, le Groupe évalue s'il existe, suite à l'occurrence d'un ou plusieurs événements après la date de comptabilisation initiale du poste d'actif financier et avant la date du bilan, une preuve objective de la dépréciation d'un actif ou d'un ensemble d'actifs financier(s).

Si un tel événement a eu un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés du poste ou de l'ensemble de postes d'actif financier, on procède à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation dont le montant est égal à la différence entre la valeur comptable de l'élément d'actif et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Si l'actif a un taux d'intérêt variable, le taux d'escompte utilisé pour mesurer la provision pour dépréciation est le taux d'intérêt effectif en vigueur.

Suite à la comptabilisation d'une perte par dépréciation sur un ou plusieurs élément (s) d'actif financier, les intérêts créditeurs continuent à être comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, sur la valeur nette comptable de l'actif après déduction des provisions pour dépréciation. Si, par la suite, le montant de la perte par dépréciation diminue et que cette diminution peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation, telle que l'amélioration de la cote de crédit de l'emprunteur, la provision sera réajustée et le montant de la contre-passation sera enregistré dans le compte de résultat.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées individuellement pour l'actif financier considéré comme étant significatif individuellement. Ladite évaluation individuelle est principalement utilisée pour le portefeuille de prêts commerciaux du Groupe. Les provisions pour dépréciation pour les portefeuilles de prêts homogènes d'un moindre montant, tels que la plupart des prêts immobiliers résidentiels, des prêts personnels et des soldes de cartes de crédit des portefeuilles au détail du Groupe dans les Divisions Détail et Crédits à la consommation, qui sont en dessous des seuils d'évaluation individuelle, ainsi que pour la couverture des pertes sur prêts qui ont été encourues mais qui n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan, sont déterminées collectivement.

Dans certains cas, le Groupe renégociera les termes d'un prêt accordé à un client, dans le cadre des relations courantes ou suite à un changement négatif dans la situation de l'emprunteur. Lorsque la renégociation des conditions de paiement des intérêts et du capital ne suffit pas à recouvrer la valeur comptable initiale de l'actif concerné, celui-ci continue à être comptabilisé comme impayé et à être considéré comme étant déprécié. Dans le cas contraire, le prêt n'est plus comptabilisé comme impayé ou déprécié, à condition que des paiements soient effectués conformément aux nouvelles conditions applicables. La renégociation peut entraîner la décomptabilisation du prêt et de la provision correspondante et la comptabilisation d'un nouveau prêt, qui sera initialement comptabilisé à sa juste valeur.

Un prêt ou une avance est généralement radié(e), en tout ou en partie, par rapport à la provision correspondante lorsque le produit de la réalisation des garanties disponibles a été encaissé ou lorsqu'il n'existe aucune probabilité réaliste de recouvrement et que le montant de la perte a été dûment estimé. Le recouvrement ultérieur des postes radiés vient en déduction des pertes par dépréciation comptabilisées au compte de résultat. Qu'il s'agisse de prêts au détail garantis ou non garantis, la radiation a lieu uniquement après la mise en place de toute une série de processus de recouvrement, ou lorsque l'état du compte indique, selon les politiques en vigueur, que l'octroi d'un délai de grâce n'est plus approprié. Pour les prêts commerciaux, la radiation a lieu en cas de restructuration du prêt contracté par le client, ou

si l'actif est sous administration et que les seuls montants susceptibles d'être perçus sont ceux qui ont été estimés par l'administrateur, en cas de cession de l'actif sous-jacent, s'il a été décidé qu'aucune autre somme ne sera perçue à titre de règlement, ou en présence d'éléments probants provenant de sources externes (par exemple, des évaluations effectuées par des sociétés externes), qui montrent une baisse irréversible des flux de trésorerie prévus.

(2) Actif financier cessible

Le Groupe évalue, à chaque date de bilan, l'éventuelle existence d'éléments probants évidents de la dépréciation d'un actif cessible. Outre les critères applicables aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti, comme indiqué plus haut, cette évaluation inclut un examen de la situation financière actuelle (y compris de la solvabilité) est des futures perspectives de l'émetteur, en tenant compte des flux de trésorerie prévisionnels et, pour les titres de participation, d'une éventuelle baisse significative et prolongée de la juste valeur de l'actif en-dessous de son coût. En cas de perte par dépréciation, la perte cumulée, mesurée en tant que différence entre le coût d'acquisition (après le remboursement et l'amortissement du capital) et la juste valeur actuelle, moins la perte par dépréciation constatée sur l'actif précédemment comptabilisé, est réaffectée à partir des fonds propres au compte de résultat. Pour les instruments obligataires dépréciés, les pertes par dépréciation sont comptabilisées sur les périodes suivantes lorsqu'un impact négatif ultérieur a été constaté sur la trésorerie prévisionnelle ; la réduction de la juste valeur causée par l'élargissement généralisé des différentiels de crédit ne peut entraîner, à elle toute seule, une ultérieure dépréciation. Si, sur une période suivante, la juste valeur de l'instrument obligataire classé comme cessible augmente et si ladite augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la perte par dépréciation, un montant égal ou inférieur à la perte par dépréciation initiale est crédité sur le compte de résultat ; toute différence supplémentaire est affectée aux "autres éléments du résultat global". Les pertes par dépréciation comptabilisées, sur le compte de résultat, dans les instruments obligataires ne sont pas contre-passées par le biais du compte de résultat.

I - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (autres que les biens d'investissement) sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. La valeur du terrain (avec les locaux) n'est pas amortie. L'amortissement sur les autres actifs est calculé selon la méthode linéaire en vue de l'affectation de la différence entre le coût et la valeur résiduelle sur la durée de vie de l'immobilisation, comme suit : Locaux (sauf terrain) : En pleine propriété/location de longue ou courte durée : moins de 50 ans et la durée résiduelle du bail ; Améliorations locatives: moins de 10 ans et, si le renouvellement du bail n'est pas probable, la durée du bail restant à courir. Equipements : Installations et mobilier : 10-20 ans. Autres équipements et véhicules : 2-8 ans.

La valeur résiduelle et la durée de vie du bien sont réexaminées - et modifiées, si nécessaire - à chaque date de bilan.

Les éléments d'actif sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation laissent supposer que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable d'un élément d'actif se révèle supérieure à son montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction. Le montant recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif moins les frais de vente et sa valeur d'usage.

Les biens d'investissement comprennent les terrains et les bâtiments en pleine propriété et en location de longue durée détenus soit en vue de la perception d'un loyer ou en vue de la réalisation d'une plus-value en capital ou les deux, principalement dans les fonds d'assurance-vie. Conformément aux orientations publiées par la Royal Institution of Chartered Surveyors, les investissements immobiliers sont inscrits au bilan à leur juste valeur sur la base des prix en vigueur pour des biens similaires, ajustés pour tenir compte des caractéristiques spécifiques du bien (tels que la localisation ou l'état). Si cette information n'est pas disponible, le Groupe applique d'autres méthodes d'évaluation telles que des projections des flux de trésorerie actualisés ou les prix récemment observés sur des marchés moins actifs. Ces évaluations sont revues au moins une fois par an par un expert indépendant. Les biens d'investissement restructurés en vue de la poursuite de leur utilisation en tant que tels ou pour lesquels le marché s'est montré moins actif continuent à être mesurés à la juste valeur.

J - Contrats de location

(1) En qualité de preneur

Les contrats de location signés par le Groupe sont, en général, des contrats de location-exploitation. Les loyers des contrats de location-exploitation payables sont enregistrés dans le compte de résultat selon la méthode linéaire, sur la durée du contrat.

En cas de résiliation du contrat de location avant l'expiration de sa durée, les paiements effectués en faveur du bailleur au titre des pénalités sont comptabilisés dans les dépenses sur la période pendant laquelle la résiliation a eu lieu.

(2) En qualité de bailleur

Les actifs loués aux clients sont classés dans les actifs financiers si le contrat de location prévoit le transfert en faveur du preneur de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, mais non pas nécessairement du titre de propriété légal. Tous les autres contrats de location sont considérés comme des contrats de location-exploitation. Lorsque les actifs font l'objet d'un contrat de leasing financier, la valeur actuelle des loyers perçus, ainsi que la valeur résiduelle non garantie, sont comptabilisées, après déduction des provisions, dans "Prêts et avances en faveur des banques et des clients". La différence entre la créance brute et sa valeur actuelle est comptabilisée comme revenu de location financière constaté d'avance. Le revenu des locations financières est comptabilisé dans les intérêts créditeurs sur toute la durée de la location, par la méthode de l'investissement net (avant impôt) de manière à fournir un taux de rendement constant sur l'investissement net relatif aux contrats de location. Les valeurs résiduelles non garanties sont régulièrement vérifiées pour détecter une éventuelle dépréciation.

L'actif faisant l'objet de contrats de location-exploitation est inclus dans les immobilisations corporelles, au coût, et amorti sur sa durée de vie, à savoir la durée de vie du contrat de location, après prise en compte des valeurs résiduelles prévisionnelles. Le revenu locatif de la location-exploitation est comptabilisé de manière linéaire sur la durée de vie du contrat de location.

Le Groupe évalue les accords ne concernant pas la location, tels que les contrats d'externalisation ou autres contrats similaires, pour déterminer s'ils contiennent une composante locative, qui est ensuite comptabilisée séparément.

K - Prestations sociales

Les prestations sociales à court terme, telles que les salaires, les congés payés, les primes au comptant basées sur les performances et les frais de prévoyance sont comptabilisés sur la période pendant laquelle a lieu la prestation des services.

(1) Plans de retraite

Le Groupe gère toute une série de plans de retraite, pour ses employés, incluant des plans à prestations déterminées ou indéterminées. Les plans de retraite à prestations déterminées définissent le montant de la retraite que percevra l'employé après son départ à la retraite, en fonction d'un ou plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire. Le Groupe verse, pour ce type de plan des cotisations fixes et n'est tenu de payer aucune autre cotisation, que ce soit en vertu d'une obligation légale ou d'une obligation implicite.

Les actifs du régime sont comptabilisés à leur juste valeur tandis que le passif du régime est mesuré sur une base actuarielle, à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Le passif du régime de retraite à prestations déterminées est actualisé en appliquant des taux équivalents aux taux de rendement du marché à la date du bilan pour des obligations d'entreprise de première qualité libellées dans la devise de paiement des prestations, ayant des échéances similaires à celles l'élément de passif lié au plan correspondant.

La charge comptabilisée sur le compte de résultat du Groupe inclut le coût actuel du service nécessaire pour la fourniture des prestations de retraite, le coût du service passé, les intérêts débiteurs (créditeurs) nets et des frais d'administration du plan qui ne sont pas déduits du rendement généré par l'actif du plan. Le coût des services passés, qui représente la variation de la valeur courante de l'obligation de paiement des prestations déterminées résultant d'une modification ou d'une limitation du plan, est comptabilisé lors de l'occurrence de la modification ou de la limitation. Le montant net des intérêts débiteurs (créditeurs) est calculé par l'application du taux d'actualisation en vigueur au début de la période à l'actif ou au passif net relatif à la prestation déterminée.

Les réévaluations, incluant les plus-moins-values actuarielles, le rendement des actifs du plan (sauf les montants inclus dans les intérêts débiteurs (créditeurs) nets (et après déduction du coût de gestion des actifs du plan), ainsi que l'effet des variations des plafonds du plan (le cas échéant) sont immédiatement pris en compte dans le bilan par la comptabilisation d'une charge ou d'une créance dans "autres éléments du résultat global" sur la période d'occurrences. La réévaluation comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est immédiatement enregistrée dans les bénéfices non distribués et ne sera pas reclassée par la suite dans le compte de résultat.

Le bilan du Groupe inclut la plus/moins-value nette, à savoir la juste valeur des actifs du plan et la valeur actualisée du passif du plan à la date du bilan. Le trop-payé est comptabilisé uniquement dans la mesure où il peut être recouvré par le biais d'une future réduction des cotisations ou de remboursements de la part du gestionnaire du plan. Dans l'évaluation de la probabilité de recouvrement, tient compte de son droit effectif au remboursement ou à la réduction des futures cotisations, sans prévoir les actes qui pourraient être accomplis, à l'avenir, par des tiers et qui seraient susceptibles de modifier le montant du trop-payé définitivement recouvré.

Le coût des plans à prestations déterminées du Groupe est inscrit au compte de résultat sur la période pendant laquelle il a été encouru.

(2) Rémunérations en actions

Le Groupe Lloyds Banking gère un certain nombre de plans de rémunération en actions destinés à rémunérer les services rendus par certains salariés. La valeur des services rendus par les salariés en échange de ladite rémunération en actions faisant l'objet de ces plans est comptabilisée dans les dépenses pendant la période d'acquisition des instruments, avec une augmentation correspondante enregistrée dans les fonds propres. Cette dépense est déterminée par rapport à la juste valeur du nombre d'instruments de fonds propres dont l'acquisition est prévue. La juste valeur des instruments de fonds propres alloués se fonde sur les prix de marché, si disponibles, en vigueur à la date d'allocation. En l'absence des prix de marché, la juste valeur des instruments à la date d'allocation est estimée à l'aide d'une technique d'évaluation adéquate, telle que le modèle de calcul du prix des options de Black-Scholes ou la simulation Monte Carlo. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte l'impact des conditions d'acquisition étrangères au marché, qui sont incluses dans les hypothèses adoptées pour l'estimation du nombre d'options qui pourraient être acquises. Cette estimation est réexaminée et modifiée, si nécessaire, à chaque date de bilan. Les modifications de l'estimation initiale sont comptabilisées dans le compte de résultat avec un ajustement correspondant des fonds propres. L'annulation, par les salariés, de leur participation aux plans d'épargne d'entreprise [Save As You Earn] du Groupe est traitée comme une condition de non-acquisition et le Groupe comptabilise, sur l'exercice pendant lequel a eu lieu l'annulation, le montant de la dépense qui aurait été comptabilisée, autrement, sur la période d'acquisition restant à courir. Les modifications sont évaluées à la date de modification, tandis que l'augmentation des charges est enregistrée sur le compte de résultat.

L - Impôts et taxes

Les dépenses fiscales comprennent l'actif et le passif d'impôt. L'impôt courant et l'impôt différé sont débités ou crédités sur le compte de résultat sauf dans la mesure où l'impôt résulte d'une transaction ou d'un événement comptabilisé(e), sur le même exercice ou sur un exercice différent, hors du compte de résultat (aussi bien dans l'autre résultat global, directement dans les fonds propres, ou par un regroupement d'entreprises), auquel cas l'impôt figure dans le même état où figure la transaction qui en est à l'origine.

L'impôt courant est le montant de l'impôt sur le revenu des sociétés qui devrait être dû ou recouvrable en fonction des bénéfices de l'exercice ajustés pour prendre en compte les postes qui ne sont pas imposables ou non déductibles, et est calculé à l'aide du taux d'imposition et des lois en vigueur ou substantiellement en vigueur à la date du bilan.

L'impôt à court terme inclut les montants relatifs à certains postes fiscaux incertains lorsque la Direction estime que, après examen de l'incertitude par l'Administration Fiscale britannique (HMRC) ou par toute autre administration fiscale, il est plutôt probable que la société soit amenée à procéder à un débours. Les provisions reflètent la meilleure estimation de l'obligation définitive effectuée par la Direction sur la base de son interprétation de la législation fiscale, des précédents et des orientations, grâce également à l'avis d'un conseil externe. Toute modification intervenue dans les faits ou circonstances sous-jacents sur lesquels reposent les provisions est évaluée à chaque date de bilan, et les provisions sont réévaluées pour prendre en compte la situation actuelle.

En ce qui concerne les activités d'assurance à long terme du Groupe, les dépenses fiscales sont analysées entre les impôts et taxes payables sur les retours des titulaires des polices d'assurance et les impôts et taxes sur les retours des actionnaires. Cette répartition se fonde sur une estimation des taux d'imposition applicables aux retours réalisés selon les règles fiscales actuellement applicables au Royaume Uni.

L'impôt différé est comptabilisé sur les écarts temporels constatés entre la base imposable de l'actif et du passif et la valeur comptable dudit actif et passif inscrite au bilan. L'impôt différé est calculé sur la base des taux d'imposition et des normes fiscales en vigueur ou substantiellement en vigueur à la date du bilan et qui peuvent s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou le passif d'impôt différé est réglé.

Le passif d'impôt différé est généralement comptabilisé pour tous les écarts temporaires imposables, mais non pas sur les écarts temporaires imposables résultant des investissements réalisés dans des filiales où la résorption de l'écart temporaire peut être contrôlée et où il est probable que l'écart ne sera pas résorbé dans un futur proche. Le passif d'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les écarts temporaires générés par le goodwill non fiscalement déductible.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable qu'il existe des bénéfices imposables par rapport auxquels les écarts temporaires déductibles peuvent être appliqués : il est réexaminé à chaque date de bilan et réduit dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants soient disponibles pour permettre tout ou partie de l'actif.

L'actif et le passif d'impôt différé ne sont pas comptabilisés pour les écarts temporaires résultant de la comptabilisation initiale d'actif et de passif acquis dans tout autre cadre qu'un regroupement d'entreprises. L'impôt différé n'est pas réactualisé.

M - Assurance

Le Groupe exerce à la fois l'activité d'assurance-vie et d'assurance générale. Les contrats d'assurance et d'investissement participatif sont comptabilisés selon l'IFRS 4 *Contrats d'assurance*, qui autorise (avec certaines exceptions) la poursuite de l'application des pratiques comptables pour l'évaluation des contrats d'assurance et d'investissement participatif qui étaient applicables avant l'adoption des IFRS. Par conséquent, le Groupe continue à comptabiliser ces produits en utilisant les Normes Comptables Généralement Acceptées au Royaume Uni [UK GAAP].

Les produits vendus par l'activité assurance-vie sont répartis en trois catégories :

– Contrat d'assurance : ces contrats transfèrent un risque d'assurance significatif et peuvent également transférer un risque financier. Le Groupe définit le risque

d'assurance significatif comme le risque de devoir payer, lors de l'occurrence d'un sinistre assuré, des prestations bien plus élevées que celles qui seraient payables si l'événement assuré ne se produisait pas. Ces contrats peuvent inclure ou non des composantes participatives discrétionnaires.

– Les contrats d'investissement contenant une composante participative discrétionnaire (contrats d'investissement avec participation) : ces contrats ne transfèrent aucun risque d'assurance significatif, mais contiennent un droit contractuel qui confère au détenteur le droit de recevoir, outre les avantages garantis, des avantages discrétionnaires supplémentaires ou des primes susceptibles de représenter une part importante de l'ensemble des avantages contractuels, dont le montant et les dates sont fixés à la discrétion du Groupe, avec les contraintes en matières de termes et conditions applicables à l'instrument et sur la base du rendement de certains actifs spécifiques.

– Contrats d'investissement non participatif : ces contrats ne transfèrent aucun risque d'assurance significatif et ne contiennent pas de composante participative discrétionnaire.

La branche d'assurance générale émet uniquement des contrats d'assurance.

(1) Branche d'assurance-vie

(i) Comptabilisation des contrats d'assurance et d'investissement avec participation

Primes et sinistres

Les primes encaissées au titre des contrats d'assurance et d'investissement avec participation sont comptabilisées dans les revenus à leur date d'échéance, à l'exclusion des contrats en unité de compte sur lesquels des primes sont comptabilisées en tant que revenus lors de la réception. Les sinistres sont enregistrés dans les dépenses à la date la plus proche entre la date d'échéance ou la date de notification du sinistre.

Passif

Les variations des fonds *with profit* du Groupe sont comptabilisées dans le compte de résultat, dans les déclarations de sinistre.

– Contrats d'assurance et d'investissement avec participation dans les fonds « with bénéfice » du Groupe

Les dettes du Groupe vis-à-vis des fonds avec participation aux bénéfices, y compris les garanties et les options intégrées dans les produits souscrits par ces fonds, sont comptabilisées selon leurs valeurs réalistes conformément au *"realistic capital regime"* de la Prudential Regulation Authority, à l'exception du fait que les transferts prévus hors du fonds vers d'autres fonds du Groupe sont enregistrés dans le surplus non affecté (cf.ci-dessous).

Contrats d'assurance et d'investissement avec participation qui ne sont pas des contrats en unité de compte ou dans les fonds « with bénéfice » du Groupe

Une dette est enregistrée, lors de la comptabilisation des primes, pour les avantages contractuels dont on prévoit qu'ils seront encourus à l'avenir. Cette dette est calculée sur la base de l'estimation des futurs flux de trésorerie sur la durée des polices en vigueur, avec actualisation à la date d'évaluation et en prenant en compte la probabilité d'occurrence. La dette variera en fonction des fluctuations des taux d'intérêt et du coût de l'assurance-vie and ainsi que des prestations de rente, lorsque la future mortalité ne peut être établie avec certitude.

Les hypothèses sont formulées en tenant compte de tous les facteurs significatifs affectant les futurs flux de trésorerie, et notamment les futurs taux d'intérêt et de mortalité et les coûts.

Contrats d'assurance et d'investissement avec participation de type « unit-linked »

Les dettes relatives aux contrats d'assurance en unité de compte et aux contrats et d'investissement avec participation sont comptabilisées à la valeur du cours acheteur des unités plus une provision supplémentaire, les cas échéant (par ex. si les futures dépenses sont supérieures aux charges). La dette augmente ou diminue en fonction des variations des prix unitaires ; les frais d'administration de la police, de risque-décès et de rachat et les éventuels retraits viennent en déduction de la dette. Les variations de la valeur de la dette sont comptabilisées dans le compte de résultat, sur les déclarations de sinistre. Les demandes de prestations supérieures aux soldes des comptes encourues pendant la période sont également imputées sur les déclarations de sinistre. Le produit est constitué des commissions déduites au titre des frais de risque-décès, d'administration de la police et des frais de rachat.

Excédant non affecté

Tout montant faisant partie du fonds avec participation non encore désigné comme étant dû aux titulaires des polices ou aux actionnaires est comptabilisé séparément des dettes, comme surplus non affecté résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissements avec participation.

(ii) Comptabilisation des contrats d'investissement sans participation

Les contrats d'investissement sans participation du Groupe représentent principalement des contrats en unité de compte. Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'éléments de passif financier dotés d'une valeur liée contractuellement aux justes valeurs des actifs financiers des fonds d'investissement unitisés du Groupe. La valeur des éléments de passif financier en unité de compte par l'application des prix unitaires courants multipliés par le nombre d'unités attribuées aux titulaires du contrat à la date du bilan. Leur valeur n'est jamais inférieure au montant payable à la date de rachat, actualité sur la période de préavis requise, si nécessaire. Le rendement des investissements (y compris les variations de la juste valeur et le produit des investissements) alloué auxdits contrats est comptabilisé dans les déclarations de sinistre.

Les dépôts et les retraits ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat, mais directement dans le bilan en tant qu'ajustements de l'obligation contractuelle relative aux contrats d'investissement sans participation.

Le Groupe encaisse des commissions de gestion des investissements sous la forme d'ajustement initial ou de charge sur le montant investi. Ces commissions rémunèrent les services fournis dans le cadre de l'émission et de la gestion des contrats d'investissement lorsque le Groupe gère activement la contrepartie reçue de la part de ses Clients pour financer un rendement basé sur le profil d'investissement choisi par le client lors de la souscription du contrat. Ces services comprennent un nombre indéterminé d'actes accomplis pendant la durée de vie du Contrat : par conséquent, le Groupe reporte ces commissions et les comptabilise sur les durées de vie estimée des contrats, conformément à la prestation de services de gestion des investissements.

Les coûts directement imputables à l'obtention de nouveaux contrats d'investissement sans participation non garantis sont reportés. Cet élément d'actif est ensuite amorti sur la période de prestation des services de gestion des investissements et est soumis à un test de dépréciation lorsque sa valeur comptable risque de ne pas pouvoir être recouvrée. Si la valeur de l'élément d'actif est supérieure au montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction dans les "dépenses relatives aux frais et aux commissions" du compte de résultat. Tous les autres coûts sont comptabilisés dans les dépenses quand ils sont encourus.

(iii) Valeur des activités en cours

Le Groupe comptabilise dans l'actif la valeur des activités en cours en matière de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation. L'actif représente la valeur actuelle de la participation des actionnaires aux bénéfices qui devraient être générés par lesdits contrats, comptabilisés à la date du bilan. Cette valeur est déterminée après la formulation des hypothèses adéquates concernant la future conjoncture économique et les futures conditions d'exploitation, concernant, entre autres, les taux de mortalité et les taux de conservation, et inclut des provisions pour les risques autres que de marché et la valeur réaliste des options financières et des garanties. Chaque flux de trésorerie est estimé par l'application d'un taux d'actualisation conforme à celui appliqué au même flux de trésorerie sur les marchés des capitaux. Dans le bilan consolidé, l'élément d'actif est présenté avant déduction d'impôt et les variations relatives à l'actif sont enregistrées dans "autre produit d'exploitation", dans le compte de résultat.

Le droit contractuel du Groupe aux avantages générés par la prestation de services de gestion des investissements concernant des contrats d'investissement sans

participation acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et de transferts de portefeuille sont mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'actif qui ne résulte est amorti sur la durée estimée du contrat. Une évaluation est effectuée à chaque date de reporting pour détecter d'éventuels indicateurs de dépréciation. En cas de dépréciation, la valeur comptable de l'actif fait l'objet d'une réduction du montant recouvrable et la perte par dépréciation est comptabilisée dans le compte de résultat.

(2) Branche assurance générale

Le Groupe souscrit et agit en qualité de courtier pour la vente de produits d'assurance générale. Les primes de souscription sont incluses dans le produit des primes d'assurance, après déduction des remboursements, sur la période pendant laquelle la couverture d'assurance est fournie au client ; les primes encaissées pour les futures périodes sont reportées sur le bilan, dans le passif généré par les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation et ne sont créditées sur le compte de résultat que quand elles sont acquises. La commission de courtage est comptabilisée lorsque l'assureur accepte le risque lié à la fourniture de la couverture d'assurance en faveur du client. Si nécessaire, une provision est constituée pour les futures résiliations de polices sur la base de l'historique existant.

L'activité de souscription comporte une provision pour le coût estimé des sinistres notifiés mais non encore réglés et des sinistres subis mais non encore déclarés à la date du bilan. La provision relative au coût des sinistres notifiés mais non encore réglés se fonde sur la meilleure estimation du coût de règlement des sinistres non encore réglés après prise en compte des faits connus. Dans les cas dans lesquels les informations disponibles sont insuffisantes pour déterminer la provision requise, des méthodes statistiques, prenant en compte le coût des sinistres récemment réglés et des hypothèses relatives à la future évolution des affaires en cours, sont employées. Des méthodes statistiques similaires sont utilisées pour déterminer la provision à constituer pour les sinistres subis mais non encore déclarés à la date du bilan. Le passif relatif aux sinistres n'est pas actualisé.

(3) Test d'adéquation du passif

A chaque date de bilan, des tests d'adéquation du passif sont effectués afin d'assurer l'adéquation du passif lié aux contrats d'assurance et d'investissement avec participation après déduction de l'actif de coût différé et de la valeur des affaires en cours. Les meilleures estimations des futurs flux de trésorerie actualisés contractuels et des frais de traitement des sinistres et d'administration des polices, ainsi que le produit d'investissement des actifs auxquels sont adossés ces éléments de passif, sont employés dans le cadre de la réalisation de ces tests. Les éventuels déficits sont immédiatement enregistrés sur le compte de résultat, initialement par la radiation des éléments d'actif correspondants, puis par la constitution d'une provision pour les pertes éventuellement constatées dans le cadre des tests d'adéquation du passif.

(4) Réassurance

Les Contrats signés par le Groupe avec des réassureurs, en vertu desquels le Groupe est remboursé pour les prestations payables sur un ou plusieurs contrats émis par le Groupe sont comptabilisés comme éléments d'actif résultant des contrats de réassurance détenus. Lorsque les contrats sous-jacents émis par le Groupe sont classés en tant que contrats d'assurance et que le contrat de réassurance transfère au réassureur un risque d'assurance significatif relatif auxdits contrats, les actifs résultant des contrats de réassurance détenus sont classés en tant que contrats d'assurance. Lorsque les contrats sous-jacents émis par le Groupe sont classés en tant que contrats d'investissement sans participation et que le contrat de réassurance transfère au réassureur un risque financier sur lesdits contrats, les actifs résultant des contrats de réassurance détenus sont comptabilisés en tant que contrats d'investissement sans participation.

Actifs générés par les contrats de réassurance détenus – Classés comme contrats d'assurance

Les montants recouvrables de la part des ou dus aux réassureurs sont évalués de manière conforme aux montants associés aux contrats réassurés conformément aux termes de chaque contrat de réassurance et sont régulièrement soumis à un test de dépréciation. Les primes payables pour les contrats de réassurance sont comptabilisées dans les dépenses, à la date d'échéance du paiement, dans les produits des primes d'assurance. Les variations des actifs de réassurance recouvrables sont comptabilisées dans le compte de résultat, dans les déclarations de sinistre.

Actifs générés par les contrats de réassurance détenus – Classés comme contrats d'investissement sans participation

Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'actifs financiers dont la valeur contractuelle est liée aux justes valeurs des actifs financiers des fonds d'investissement des réassureurs. Les rendements des investissements (y compris les variations des justes valeurs et des produits des investissements) affectés à ces contrats sont comptabilisés dans les déclarations de sinistre. Les dépôts et les retraits ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat, mais sont directement inscrits au bilan dans les produits des investissements, en tant qu'ajustements apportés aux actifs générés par les contrats de réassurance détenus.

N - Conversion de devises étrangères

Les postes inscrits dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont évalués à l'aide de la devise de fonctionnement de l'entité utilisée dans son environnement économique principal (la "devise de fonctionnement"). Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise de fonctionnement applicable aux taux de change en vigueur à la date de conversion. Les plus/moins-values de conversion résultant du règlement desdites transactions et de la conversion, au taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice, d'actif et passif monétaire en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat, sauf si elles sont comptabilisées dans le poste « autre résultat global » en tant que flux de trésorerie admissibles ou couverture des investissements nets. Les actifs non monétaires mesurés à leur juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date de détermination de leur juste valeur. Les écarts de conversion sur fonds propres et postes non-monétaires similaires inscrits à leur juste valeur dans le compte de résultat sont comptabilisés dans le compte de résultat dans les plus/moins-values de juste valeur. Les écarts de conversion sur l'actif financier non monétaire cessible, tel que les participations, sont inclus dans la réserve de juste valeur des fonds propres sauf si l'actif en question fait l'objet d'une couverture de la juste valeur.

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe dotées d'une devise de fonctionnement différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit : l'actif et le passif des activités menées à l'étranger, y compris les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère, sont convertis en livres sterling au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les recettes et les dépenses des activités menées à l'étranger sont converties en livres sterling à des taux de change moyens, à moins que ceux-ci ne soient proches des taux de change en vigueur à la date des transactions, auquel cas les recettes et les dépenses sont converties aux dates de réalisation des transactions.

Les écarts de conversion résultant des activités menées à l'étranger sont comptabilisés dans "autres éléments du résultat global" et cumulés dans une composante séparée des fonds propres avec les écarts de conversion résultant de la conversion des emprunts et autres instruments en devises désignés en tant que couverture desdits investissements (cf. f(3) ci-dessus). Lors de la cession ou de la liquidation d'une activité étrangère, le montant global des écarts de conversion relatifs à ladite activité est réaffecté à partir des fonds propres et pris en compte dans la détermination des bénéfices ou des pertes résultant de la cession ou de la liquidation.

O - Provisions et passif éventuel

Des provisions sont comptabilisées au titre des obligations présentes résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable que des sorties de ressources seront nécessaires pour régler lesdites obligations et que le montant desdites ressources peut être estimé.

Le passif éventuel est représenté par des obligations potentielles dont l'existence dépend de l'issue de certains futurs événements ou desdites obligations présentes lorsque les sorties de ressources sont incertaines ou ne peuvent pas être mesurées de manière fiable. Bien que n'étant pas présenté dans les états financiers, le passif éventuel fait l'objet d'une publication, à moins qu'il ne se réfère à une date éloignée.

Une provision est constituée au titre des engagements de prêt irrévocables non utilisés, si l'utilisation de la facilité est probable et donnera lieu à la comptabilisation d'un actif à un montant inférieur au montant avancé.

P - Capital-actions

Les coûts marginaux directement imputables à l'émission de nouvelles actions ou options ou à l'acquisition d'une activité sont comptabilisés dans les fonds propres en déduction du produit, après impôt. Les dividendes payés sur les actions ordinaires du Groupe sont comptabilisés en déduction des fonds propres sur la période pendant laquelle ils sont versés.

Q - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la trésorerie et les soldes non obligatoires détenus auprès des banques centrales et les montants dus par des banques à une échéance inférieure à trois mois.

R - Investissements dans des filiales

Les investissements dans des filiales sont comptabilisés au coût historique, moins les provisions pour dépréciation.

S - Groupes cessibles et activités non poursuivies

Les groupes destinés à la cession sont comptabilisés en tant qu'actifs cessibles si le Groupe est censé recouvrer la valeur nette comptable principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par la poursuite de l'utilisation et si la vente est considérée comme hautement probable. Les groupes destinés à la cession classés comme actifs détenus en vue de leur vente sont comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur moins le coût de la vente. L'actif et le passif des groupes cessibles classés comme actifs destinés à la vente (cessibles) sont inscrits séparément au bilan.

L'on entend par activité non poursuivie une unité ou un ensemble d'unités génératrice(s) de flux de trésorerie qui a été cédée(e), ou qui est comptabilisé(e) comme cessible et qui (a) représente une activité ou une zone géographique d'activité de premier plan, (b) relève d'un plan coordonné de cession d'une activité ou d'une zone géographique d'activité de premier plan, ou (c) est une filiale qui a été achetée uniquement en vue de sa revente. Les résultats après impôt des activités non poursuivies sont présentés en tant que poste unique dans le compte de résultat.

Estimations comptables essentielles

La préparation des états financiers du Groupe selon les normes IFRS requiert, de la part de la Direction, la formulation de jugements, estimations et hypothèses dans l'application des politiques comptables, qui affectent les montants déclarés de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses. Compte tenu de l'incertitude inhérente à la formulation des estimations, les résultats déclarés sur les exercices ultérieurs peuvent se fonder sur des montants qui diffèrent des estimations. Les estimations, jugements et hypothèses sont régulièrement évalués et se fondent sur l'historique et d'autres facteurs, dont la prévision de futurs événements potentiellement plausibles compte tenu des circonstances.

Les jugements significatifs formulés par la Direction dans l'application des politiques comptables du Groupe et les sources essentielles de l'incertitude inhérente aux estimations relatives aux présents états financiers, qui sont jugés globalement essentiels pour les résultats et la situation financière du Groupe, sont les suivants.

Analyse par segments

Le Groupe Lloyds Bank fournit une vaste gamme de services bancaires et financiers au Royaume Uni et dans certains pays étrangers.

Le Comité Exécutif du Groupe Lloyds Banking a été désigné comme le principal organe de décision du Groupe en matière d'exploitation. Les segments opérationnels du Groupe reflètent ses structures organisationnelles et de gestion. Le Comité Exécutif du Groupe examine le reporting interne segment par segment, en vue de la vérification des performances et de l'allocation des ressources. GEC comptabilise les intérêts créditeurs et débiteurs sur une base nette ; par conséquent, le total des intérêts débiteurs et créditeurs de tous les segments faisant l'objet du reporting est présenté net. Les segments sont différenciés par type de produit fourni, et par type de clientèle, à savoir particuliers ou entreprises.

Suite au transfert de HBOS au groupe, le 1er janvier 2010, toutes les activités commerciales de Lloyds Banking Group sont réalisées au sein du Groupe et, par conséquent, le principal organe décideur en matière d'exploitation analyse les performances du Groupe par rapport à celles de Lloyds Banking Group ; ceci a été le cas également en 2015 et 2016. Puisque la vérification effectuée par le principal organe de décision du Groupe en matière d'exploitation inclut l'activité d'assurance de Lloyds Banking Group, le groupe Scottish Widows n'est pas considéré comme une activité non poursuivie aux fins du reporting par segments de la Banque.

Les résultats et les données comparatives par segment sont présentés sur une base sous-jacente, à savoir celle examinée par l'organe de décision principal du Groupe en matière d'exploitation. Les effets des postes suivants sont exclus du calcul du bénéfice sous-jacent :

- Les pertes sur rachat des obligations convertibles conditionnées [Enhanced Capital Notes] et la volatilité de la valeur de la composante de conversion des fonds propres intégrée ;
- la volatilité du marché et d'autres éléments, incluant les effets de la vente de certains actifs, la volatilité de la dette propre du Groupe et des dispositifs de couverture ainsi que celle résultant des activités d'assurance et de la majoration des assurances ;
- la désactualisation des ajustements de la juste valeur liés aux acquisitions et l'amortissement de l'actif incorporel acquis ;
- les frais de restructuration, incluant les frais liés au programme de Simplification et les frais de mise en œuvre de la réforme de la réglementation et de séparation de la comptabilité, la rationalisation du portefeuille de biens immobiliers n'appartenant pas à la succursale et l'intégration de MBNA ; et
- l'assurance décès-invalidité et les autres provisions pour risque de conduite.

Aux fins du compte de résultat sous-jacent, l'amortissement des contrats de location-exploitation (après déduction de la plus-value sur la cession d'actif de location-exploitation) est comptabilisé comme un ajustement du produit total.

Dans le cadre de la restructuration du Groupe en 2017 :

- la Division Crédit à la Consommation fait maintenant partie de la Division Banque Privée ;
- la branche Gestion de patrimoine du Groupe au Royaume Uni, qui faisait auparavant partie de la Division Banque Privée, a été transférée à la branche Assurance, qui a été rebaptisée Assurance et Gestion de patrimoine ;
- la branche Gestion de patrimoine internationale du Groupe, qui faisait auparavant partie de la Division Banque Privée, a été transférée à la branche Banque Commerciale ; et
- l'activité de capital risque du Groupe, qui faisait auparavant partie de la Division Banque Commerciale, a été transférée aux Autres Activités.

Les chiffres comparatifs ont été modifiés en conséquence. Suite à cette restructuration, les activités du Groupe sont maintenant structurées en trois segments de reporting financier : Banque Privée ; Banque Commerciale et Assurance - Gestion de patrimoine.

La Division Banque Privée offre une vaste gamme de services et produits financiers, dont des comptes courants, des solutions d'épargne, des prêts, des financements pour l'achat de véhicules et des prêts à la consommation sans garantie aux particuliers et aux petites entreprises.

La Division Banque Commerciale fournit une série de produits et de services tels que des prêts, des transactions, la gestion des fonds propres, la gestion des risques et des services destinés aux marchés de capitaux pour les PME, les grandes entreprises et les institutions financières.

La Branche Assurance - Gestion de patrimoine offre des produits et des services d'assurance, investissement et gestion de patrimoine.

Les autres branches incluent les actifs précédemment déclarés comme étant exclus de la propension au risque du Groupe ainsi que les recettes et les dépenses non attribuées aux divisions, y compris les coûts de certaines fonctions centrales et su siège et de l'activité capitaux privés du Groupe, Lloyds Development Capital.

Les services inter-segments sont généralement refacturés au coût, sauf en ce qui concerne les accords relatifs aux commissions internes conclus entre la succursale britannique et d'autres réseaux de distribution d'une part et les entreprises de production des produits d'assurance faisant partie du Groupe, en vertu desquels une marge est également facturée. Les prêts et les dépôts inter-segments sont généralement comptabilisés au taux du marché, mais les soldes non-productifs d'intérêts sont comptabilisés à un taux qui reflète le rendement externe qui pourrait être généré par ces fonds.

Pour la plupart de ces contrats de produits dérivés conclus par des unités opérationnelles à des fins de couverture du risque, l'unité opérationnelle comptabilise les intérêts créditeurs ou débiteurs nets sur la base de la comptabilité d'exercice et transfère le reliquat du mouvement de la juste valeur du produit dérivé au segment central du groupe qui gère la volatilité comptable qui en résulte, si possible par la mise en place de relations de comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur de l'instrument couvert imputables au risque couvert sont également enregistrées dans le segment central du groupe. Cette imputation de la juste valeur de l'instrument dérivé et du changement de juste valeur de l'instrument couvert imputable au risque couvert évite une asymétrie dans le traitement comptable des résultats des segments et génère une volatilité comptable, qui est gérée de manière centralisée et comptabilisée dans Autres.

	Banque privée	Banque Commerciale	Assurance et gestion de patrimoine	Autre	Base sous-jacente total
	£m	£m	£m	£m	£m
Exercice au 31 décembre 2017					
Intérêts créditeurs nets	8 706	3 086	133	395	12 320
Autre produit, après déduction des indemnités d'assurance	2 217	1 761	1 846	381	6 205
Total recettes sous-jacentes, après déduction des indemnités d'assurance	10 923	4 847	1 979	776	18 525
Amortissement des contrats d'exploitation-location	-946	-44	—	-63	-1 053
Revenu net	9 977	4 803	1 979	713	17 472
Frais d'exploitation	-4 857	-2 199	-1 040	-88	-8 184
Crédit (charge) de dépréciation	-717	-115	—	37	-795
Bénéfice sous-jacent	4 403	2 489	939	662	8 493
Revenu externe	12 651	3 093	1 883	898	18 525
Revenu inter-segments	-1 728	1 754	96	-122	—
Revenu sous-jacent du segment, après déduction des indemnités d'assurance	10 923	4 847	1 979	776	18 525
Actif externe du segment	349 116	174 081	151 986	136 926	812 109
Dépôts des clients du segment	253 127	147 588	13 770	3 639	418 124
Passif externe du segment	258 423	223 543	157 824	123 176	762 966
Autres postes du segment inscrits au compte de résultat ci-dessus :					
Amortissement	1 545	259	197	369	2 370
Diminution de la valeur des activités en cours	—	—	-165	—	-165
Charges des régimes à prestations déterminées	137	48	25	149	359
Autres postes du segment :					
Acquisitions d'immobilisations	2 431	107	274	843	3 655
Investissements dans des joint-ventures et des entités associées à la date de clôture de l'exercice	9	—	—	56	65

	Banque privée	Banque commerciale	Assurance et patrimoine	Autres	Base sous-jacente Total
	£m	£m	£m	£m	£m
Exercice au 31 décembre 2016					
Intérêts créditeurs nets	8 073	2 934	80	348	11 435
Autre produit, après déduction des indemnités d'assurance	2 162	1 756	1 939	208	6 065
Total recettes sous-jacentes, après déduction des indemnités d'assurance	10 235	4 690	2 019	556	17 500
Amortissement des contrats d'exploitation-location	-775	-105	—	-15	-895
Revenu net	9 460	4 585	2 019	541	16 605
Frais d'exploitation	-4 748	-2 189	-1 046	-110	-8 093
Crédit(charge) de dépréciation	-654	-17	—	26	-645
Bénéfice sous-jacent	4 058	2 379	973	457	7 867
Revenu externe	12 203	3 408	1 434	455	17 500
Revenu inter-segments	-1 968	1 282	585	101	—
Revenu sous-jacent du segment, après déduction des indemnités d'assurance	10 235	4 690	2 019	556	17 500
Actif externe du segment	338 939	187 405	154 782	136 667	817 793
Dépôts des clients du segment	256 453	141 302	13 798	3 907	415 460
Passif externe du segment	264 915	230 030	160 815	113 218	768 978

Autres postes du segment inscrits au compte de résultat ci-dessus :					
Amortissement	1 343	313	169	555	2 380
Diminution de la valeur des activités en cours	–	–	472	–	472
Charges des régimes à prestations déterminées	141	49	31	66	287
Autres postes du segment :					
Acquisitions d'immobilisations	2 362	126	481	791	3 760
Investissements dans des joint-ventures et des entités associées à la date de clôture de l'exercice	6	-	-	53	59

Rapprochement de la base sous-jacente avec les résultats statutaires

	Groupe Lloyds Bank			Impact des autres entités sur le Groupe Lloyds Banking	Elimination de :				
	Activités poursuivie	Activités non poursuivies	Ajustements		Volatilité et autres postes	Majoration assurance	PPI	Autres provisions pour risque de conduite	Base sous-jacente
	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Exercice au 31 décembre 2017									
Intérêts créditeurs nets	12 364	-1 313	–	-139	228	1 180	–	–	12 320
Autre produit, après déduction des indemnités d'assurance	4 988	3 251	-553	61	-186	-1 356	–	–	6 205
Produit total, après déduction des indemnités d'assurance	17 352	1 938	-553	-78	42	-176	–	–	18 525
Amortissement de location-exploitation					-1 053	–	–	–	-1 053
Revenu net	17 352	1 938	-553	-78	-1 011	-176	–	–	17 472
Frais d'exploitation	-11 630	-995	553	-274	1 821	176	1 300	865	-8 184
Dépréciation	-687	–	–	-1	-107	–	–	–	-795
Bénéfice	5 035	943	–	-353	703	–	1 300	865	8 493

	Groupe Lloyds Bank			Impact des autres entités sur le Groupe Lloyds Banking	Elimination de :				
	Activités poursuivie	Activités non poursuivies	Ajustements		Volatilité et autres postes	Majoration assurance	PPI	Autres provisions pour risque de conduite	Base sous-jacente
	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Exercice au 31 décembre 2016									
Intérêts créditeurs nets	11 194	-2 147	30	197	263	1 898	–	–	11 435
Autre produit, après déduction des indemnités d'assurance	3 286	3 853	-516	1 370	121	-2 110	–	61	6 065
Produit total, après déduction des indemnités d'assurance	14 480	1 706	-486	1 567	384	-212	-	61	17 500
Amortissement de location-exploitation ⁴					-895	-	–	–	-895
Revenu net	14 480	1 706	-486	1 567	-511	-212	–	61	16 605
Frais d'exploitation	-11 751	-1 127	486	-235	1 948	212	1 350	1 024	-8 093
Dépréciation	-752	–	–	–	–	–	–	–	-645
Bénéfice	1 977	579	–	1 332	1 544	–	1 350	1 085	7 867

Suite à la réduction du volume des activités du Groupe hors Royaume Uni, l'analyse entre les activités exercées au Royaume Uni et les activités exercées à l'étranger n'est plus fournie.

5 Intérêts créditeurs nets

	Moyenne pondérée du taux d'intérêt effectif		2017 £m	2016 £m
	2017 %	2016 %		
Intérêts et revenus similaires :				
Prêts et avances en faveur des clients	3.18	3.35	14 554	15 344
Prêts et avances en faveur des banques	0.41	0.35	253	243
Titres obligataires détenus comme prêts et créances	1.98	2.37	66	90
Intérêts créditeurs sur Prêts et créances	2.84	2.96	14 873	15 677
Actif financier cessible	1.96	1.88	980	763
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	–	1.44	–	231
Total intérêts et revenus similaires	2.77	2.84	15 853	16 671
Intérêts et autres dépenses similaires :				

Dépôts des banques, sauf passif relevant des contrats de vente et rachat	1.18	0.69	-80	-68
Dépôts des clients, sauf passif relevant des contrats de vente et rachat	0.56	0.75	-1 937	-2 716
Titres obligataires en émission	0.18	0.95	-120	-785
Passif subordonné	10.03	11.49	-1 242	-1 870
Passif relevant des contrats de vente et rachat	0.54	1.49	-110	-38
Total intérêts et dépenses similaires	0.77	1.14	-3 489	-5 477
Intérêts créditeurs nets			12 364	11 194

Les intérêts et revenus similaires incluent £179 millions (2016 : £205 millions) d'actif financier déprécié. Les intérêts créditeurs nets incluent également un crédit de £644 millions (2016 : crédit de £531 millions) transféré à partir de la réserve de couverture des flux de trésorerie (cf. note 36).

6 Revenu net des redevances et commissions

	2017 £m	2016 £m
Revenu des redevances et commissions :		
Comptes courants	712	753
Commissions sur cartes de crédit et de débit	949	875
Autres	1 125	1 216
Total revenu des redevances et commissions	2 786	2 844
Dépenses liées aux redevances et commissions	-1 024	-943
Revenu net des redevances et commissions	1 762	1 901

Les redevances et commissions faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif figurent dans les intérêts créditeurs nets à la note 5. Les redevances et commissions relatives aux instruments comptabilisés à leur juste valeur sur le compte de résultat sont inclus dans le revenu net des activités de négociation à la note 7.

7 Produit net des activités de négociation

	2017 £m	2016 £m
Plus/moins-values sur conversion de devises	-151	761
Plus-values sur négociation de devises étrangères	517	535
Total transactions de change	366	1 296
Plus-values sur biens d'investissement	—	2
Plus/moins-values sur titres et autres (cf. ci-dessous)	407	-356
Revenu net des activités de négociation	773	942

Les plus-values sur titres et autres plus-values incluent les plus-values nettes sur éléments d'actif et de passif détenus à leur juste valeur sur compte de résultat, comme suit :

Recettes (dépenses) nettes sur actif inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat :

	2017 £m	2016 £m
Titres obligataires, prêts et avances	132	85
Actions	239	263
Total recettes nettes sur actif inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	371	348
Recette(dépense) net(te) sur passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat – titres obligataires en émission	-144	-154
Recette (dépense) nette sur actif et passif inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	227	194
Plus/moins-values nettes sur instruments financiers négociables	180	-550
Plus/moins-values sur titre et autres plus/moins-values	407	-356

8 Autre produit d'exploitation

	2017 £m	2016 £m
Produit des contrats de location-exploitation	1 344	1 225
Revenu locatif des investissements immobiliers (note 23)	1	3
Plus(moins)-values sur cession d'actifs financiers cessibles (note 36)	464	575
Gestion du passif	-14	-2 019
Part des résultats de joint-ventures et sociétés associées	2	-1
Autre produit	656	660
Total autres produits d'exploitation	2 453	443

Gestion du passif

En 2016, des pertes d'un montant de £2,019 millions ont été générées par des transactions réalisées dans le cadre de la gestion du financement de gros et du capital du Groupe ; la perte réalisée en 2016 concernait principalement des transactions relatives aux offres publiques et aux rachats de des Enhanced Capital Notes du Groupe Lloyds Banking, complétés en mars 2016 ainsi qu'une perte de £1,026 millions résultant de la restructuration des instruments de capitalisation de la Banque, en juin 2016.

9. Frais d'exploitation

	2017 £m	2016 £m
Frais de personnel :		
Salaires	2 540	2 609
Rémunération basée sur les performances	464	475
Charges sociales	343	345
Régimes de retraite et autres régimes de prestations post-retraite (note 35)	583	525
Frais de restructuration	22	241
Autres frais de personnel	466	433
	4 418	4 628
Locaux et équipements :		
Loyers et charges	364	363
Réparation et maintenance	231	186
Autres	95	118
	690	667
Autres frais :		
Communications et traitement de données	880	846
Publicité et promotion	207	197
Frais de conseil professionnel	312	233
Autres	701	609
	2 100	1 885
Amortissement :		
Amortissement d'immobilisations corporelles (note 23)	1 939	1 759
Amortissement d'autre actif incorporel (note 22)	353	541
	2 292	2 300
Dépréciation de goodwill (note 21)	8	–
Total frais d'exploitation, hors provisions réglementaires	9 508	9 480
Provisions réglementaires		
Provision pour assurance invalidité-décès (note 32)	1 300	1 350
Autres provisions réglementaires (note 32)	822	921
	2 122	2 271
Total frais d'exploitation	11 630	11 751

L'effectif moyen employé par le Groupe au cours de l'exercice était le suivant :

	2017	2016
Royaume Uni	72 644	76 914
Etranger	794	812
Total	73 438	77 726

Frais et honoraires des commissaires aux comptes

Les frais et honoraires suivants ont été payés aux commissaires aux comptes au cours de l'exercice :

	2017 £m	2016 £m
Frais et honoraires dus pour l'audit des comptes annuels de la Banque	3.5	3.0
Frais et honoraires dus pour d'autres services :		
Audit des filiales de la Banque selon la législation	9.9	10.6
Autres services fournis selon la législation	2.3	2.6
Autres services – rémunération liée à l'audit	–	0.1
Services de conformité fiscale	–	0.2
Autres services	1.4	0.2
Total frais et honoraires dus aux commissaires aux comptes de la Banque	17.1	16.7

Au cours de l'exercice, les commissaires aux comptes ont également perçu des honoraires dus par des entités externes au périmètre de consolidation du Groupe Lloyds Bank concernant :

	2017 £m	2016 £m
Audits des régimes de retraite du Groupe	0.1	0.3
Audit des sociétés d'investissement à capital variable non consolidées gérées par le Groupe	0.3	0.4
Vérification de la situation financière des emprunteurs institutionnels et des autres emprunteurs	–	–
Due diligence relative aux acquisitions et autres prestations réalisées pour des investissements potentiels en capital-risque	–	1.0

10. Dépréciation

	2017 £m	2016 £m
Pertes par dépréciation sur Prêts et créances :		
Prêts et avances en faveur des clients	696	592
Titres obligataires classés comme prêts et créances	-6	-
Total dépréciation des pertes sur prêts et créances (note 18)	690	592
Dépréciation de l'actif financier cessible	6	173
Autres provisions pour risque de crédit	-9	-13
Total dépréciation imputée sur le compte de résultat	687	752

11 Impôts et taxes**a Analyse des charges fiscales de l'exercice**

	2017 £m	2016 £m
Impôt sur les sociétés dû au Royaume Uni :		
Impôt à court terme sur les bénéfices de l'exercice	-1 103	-460
Ajustements relatifs aux exercices précédents	119	155
	-984	-305
Impôt payable à l'étranger :		
Impôt courant sur le bénéfice de l'exercice	-40	-20
Ajustements relatifs aux exercices antérieurs	11	2
	-29	-18
Charge fiscale courante	-1 013	-323
Impôt différé (note 31) :		
Exercice en cours	-511	-617
Ajustements relatifs aux exercices antérieurs	-78	-7
	-589	-624
Charge fiscale	-1 602	-947

b Facteurs affectant la charge fiscale de l'exercice

Le taux d'impôt sur les sociétés applicable au Royaume Uni au cours de l'exercice s'élevait à 19.25% (2016 : 20 %). Vous trouverez ci-dessous une explication de la relation existante entre la charge fiscale et le bénéfice comptable :

	2017 £m	2016 £m
Bénéfice avant impôt généré par les activités poursuivies	5 035	1 977
Impôt sur les sociétés applicable au Royaume Uni	-969	-395
Impact de la majoration sur les bénéfices produits par l'activité bancaire	-452	-266
Frais non-déductibles : charges de gestion	-287	-289
Autres frais non déductibles	-50	-144
Revenu non imposable	28	147
Plus-values sur cessions exonérées d'impôt	109	18
Comptabilisation des pertes résultant des exercices antérieurs	-	62
Nouvelle mesure de l'impôt différé suite à la modification des taux	-21	-241
Différences avec les taux d'imposition étrangers	-11	11
Ajustements par rapport aux exercices antérieurs	52	150
Effet fiscal de la part de résultat des joint-ventures	-1	-1
Autres postes	-	1
Charges fiscales sur bénéfice des activités poursuivies	-1 602	-947

12 Groupe cessible

Au 31 décembre 2016, le Groupe a comptabilisé l'actif et le passif du Groupe Scottish Widows comme groupe cessible, en partant du principe selon lequel la vente de cette entité à sa holding ultime, Lloyds Banking Group plc, aurait lieu dans un délai de 12 mois. En raison d'une série de facteurs externes, le Groupe estime maintenant que cette transaction sera conclue en 2018. Par conséquent, l'actif et le passif du Groupe Scottish Widows continueront à être classés en tant que groupe cessible au 31 décembre 2017 et seront inscrits au bilan séparément. Scottish Widows représente la totalité des activités d'assurance du Groupe.

Le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation pour les groupes cessibles comptabilisés comme postes détenus en vue de leur vente en 2016 ou en 2017.

Ces activités ont été classées dans les activités non poursuivies et le bénéfice après impôt généré par celles-ci a été comptabilisé au même poste dans le compte de résultat du Groupe.

Afin de rendre compte de manière précise des résultats et de la situation financière des activités poursuivies du Groupe ainsi que de ses activités non poursuivies, les transactions entre les activités poursuivies et les activités non poursuivies figurent au poste prévus à cet effet dans le compte de résultat ou dans le bilan du Groupe, la transaction correspondante étant comptabilisée dans le compte de résultat ou le bilan des activités non poursuivies du groupe cessible. Toutes ces transactions sont entièrement éliminées dans le cadre de la consolidation statutaire du Groupe et n'ont pas d'impact sur le bénéfice avant impôt ou sur les fonds propres.

(1) Compte de résultat

Le résultat des activités non poursuivies est le suivant :

	2017 £ million	2016 £ million
Intérêts et revenus similaires	228	78
Intérêts et dépenses similaires	-1 541	-2 225
Intérêts créditeurs nets	-1 313	-2 147
Revenu des redevances et commissions	373	465
Dépenses des redevances et commissions	-553	-676
Revenu net des redevances et commissions	-180	-211
Revenu net des activités de négociation (cf.(a) ci-dessous)	10 977	17 590
Revenus des primes d'assurance (cf.(b) ci-dessous)	7 930	8 068
Autre revenu d'exploitation	102	750
Autre produit	18 829	26 197
Produit total	17 516	24 050
Indemnités d'assurance (cf.(c) ci-dessous)	-15 578	-22 344
Produit total, après déduction des indemnités d'assurance	1 938	1 706
Frais d'exploitation	-995	-1 127
Bénéfice avant impôt	943	579
Impôts et taxes	-147	-406
Bénéfice après impôts généré par les activités non poursuivies	796	173

(a) Revenu net des activités de négociation

	2017 £m	2016 £m
Plus-values de conversion de devises	130	293
Plus-values d'opérations de négociation de devises	–	7
Total opérations de change	130	300
Plus-values sur investissements immobiliers	231	-85
Plus-values sur titres et autres plus-values (cf. ci-dessous)	10 616	17 375
Revenu net des activités de négociation	10 977	17 590

Les plus-values sur titres et autres plus-values incluent les plus-values nettes sur éléments d'actif et de passif détenus à leur juste valeur sur compte de résultat, comme suit :

	2017 £m	2016 £m
Revenu net généré par l'actif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat :		
Titres obligataires, prêts et avances	990	4 714
Actions	9 556	12 269
Total plus-value nette générée par l'actif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	10 546	16 983
Plus-value nette sur instruments financiers négociables	70	392
Plus-value sur titres et autre plus-value	10 616	17 375

(b) Revenu des primes d'assurances

	2017 £m	2016 £m
Assurance-vie		
Primes brutes :		
Vie et retraite	6 273	5 613
Rentes	1 082	1 685
	7 355	7 298
Primes de réassurance cédées	-168	-88
Primes nettes encaissées	7 187	7 210
Assurance non-vie		
Primes nettes encaissées	743	858
Total primes nettes encaissées	7 930	8 068

(c) Indemnités d'assurance

	2017 £m	2016 £m
Les indemnités d'assurance incluent		
Contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation		
Sinistres et rachats	-8 898	-8 617

Variations relatives aux contrats d'assurance et d'investissement avec participation	-9 067	-14 160
Variations relatives aux contrats d'investissement sans participation	2 836	679
Part de réassurance	-15 129	-22 098
	35	106
Variations dans l'excédent non affecté	-15 094	-21 992
	-147	14
Total contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation	-15 241	-21 978
Assurance non-vie		
Total indemnités d'assurance non-vie, après réassurance	-337	-366
Total indemnités d'assurance	-15 578	-22 344
Les indemnités et les rachats bruts des contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation peuvent également être analysés comme suit :		
Décès	-675	-635
Echéances	-1 280	-1 347
Rachats	-5 674	-5 444
Rentes	-985	-949
Autres	-284	-242
Total indemnités et rachats bruts des contrats d'assurance	-8 898	-8 617

(2) Bilan

L'actif et le passif du groupe cessible comprennent :

	2017 £ million	2016 £ million
Actif		
Actif négociable et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat (cf. (a) ci-dessous)	125 051	109 687
Instruments financiers dérivés	3 465	3 800
Prêts et créances :		
Prêts et avances en faveur des banques	2 337	21 319
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	1 721	2 015
	4 058	23 334
Goodwill (cf. (b) ci-dessous)	1 836	1 836
Valeur des activités en cours (cf. (c) ci-dessous)	4 839	5 042
Autre actif incorporel	169	161
Immobilisations corporelles (cf. (d) ci-dessous)	3 655	3 678
Actif d'impôt différé	1	–
Autre actif (cf. (e) ci-dessous)	11 153	10 656
Total actifs du groupe cessible	154 227	158 194

	2017 £ million	2016 £ million
Passif		
Dépôts de banques	916	695
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 063	2 386
Instruments financiers dérivés	3 147	3 008
Titres obligataires en émission	1 794	1 746
Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation (cf. (f) ci-dessous)	103 434	94 409
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation (cf. (h) ci-dessous)	15 447	20 112
Autre passif (cf. (i) ci-dessous)	16 049	24 767
Obligations relatives aux prestations de retraite	77	130
Passif d'impôt à court terme	187	97
Passif d'impôt différé	823	935
Autres provisions	236	285
Passif subordonné	2 345	2 368
Total passif du groupe cessible	146 518	150 938

(a) Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

	2017 £ million	2016 £ million
Titres obligataires :		
Titres d'état	11 259	13 776
Autres titres du secteur public	1 527	1 324
Titres adossés à l'actif :		
Titres adossés à des prêts hypothécaires	211	660
Autres titres adossés à l'actif	7 681	7 813

Titres d'état et autres titres obligataires	18 194	18 537
Total titres obligataires	38 872	42 110
Actions	86 179	67 577
Total actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte du résultat	125 051	109 687

Ceci comprend les contrats d'assurance et les contrats d'investissement adossés à des actifs financiers désignés comme tels parce que le passif correspondant comporte des flux de trésorerie contractuellement basés sur les performances de l'actif ou parce qu'il s'agit de contrats dont la valorisation tient compte des conditions actuelles du marché, pour lesquels, autrement, des incohérences significatives en termes de valorisation se produiraient. Ces actifs incluent des investissements dans des entités structurées non consolidées d'un montant de £28,759 millions (cf. note 17).

(b) Goodwill

Le goodwill inscrit au bilan du Groupe est soumis au moins une fois par an à un test de dépréciation.

Le montant recouvrable du goodwill relatif à Scottish Widows se fonde sur un calcul de la valeur d'utilité. Le calcul utilise des projections avant impôt des futurs flux de trésorerie basés sur les budgets et les plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans, et un taux d'actualisation de 9%. Les budgets et les plans se fondent sur l'historique ajusté pour prendre en compte les modifications prévisionnelles des volumes de vente, de mix de produits et des marges, compte tenu de la conjoncture du marché prévue et de l'activité des concurrents. Le taux d'actualisation est déterminé en faisant référence aux mesures internes et aux informations sectorielles disponibles. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 2 %, qui n'est pas supérieur au taux moyen à long terme en vigueur sur le marché de l'assurance-vie. La Direction estime que toute modification raisonnablement possible des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable de Scottish Widows en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

(c) Valeur de l'activité en cours

Estimations comptables et jugements déterminants

La valeur de l'actif de l'activité en cours représente la valeur actuelle du futur bénéfice qui est censé résulter du portefeuille d'assurances-vie et des contrats d'investissement avec participation en cours. L'évaluation de ces éléments d'actif nécessite la formulation d'hypothèses operating sur les futures conditions d'exploitation qui sont intrinsèquement incertaines et des variations susceptibles d'affecter la valeur attribuée à cet actif. La méthode utilisée pour l'évaluation de cet actif et les hypothèses essentielles qui ont été formulées pour la détermination de la valeur comptable de l'activité en cours de validité au 31 décembre 2017 figurent ci-dessous.

Principales hypothèses

Les principales hypothèses sur lesquelles se fondent la méthode et le processus utilisés pour la détermination des principales hypothèses employées dans le calcul de la valeur de l'activité en cours figurent ci-dessous :

Hypothèses économiques

Chaque flux de trésorerie est évalué à l'aide du taux d'actualisation conforme au taux appliqué audit flux sur le marché des capitaux. Concrètement, afin d'obtenir ce même résultat, où les flux de trésorerie sont indépendants des variations du marché ou varient de manière linéaire conformément à ceux-ci, la méthode connue sous le nom d'«équivalence de certitude» a été appliquée ; selon cette méthode, on présume que tous les actifs obtiennent un taux sans risque et tous les flux de trésorerie sont escomptés à un taux sans risque. L'approche de l'équivalence de certitude couvre tous les actifs d'investissement relatifs aux assurances et aux contrats d'investissement avec participation, en dehors de l'activité liée aux rentes (où la prime d'illiquidité est incluse, cf. ci-dessous).

Une approche conforme au marché a été adoptée pour l'évaluation des options financières et des garanties, à l'aide d'une technique stochastique de calcul du prix des options, calibrée de manière à assurer la conformité au prix de marché des options concernées à chaque date de valorisation.

Le passif relatif à l'activité rentes exercée au Royaume Uni est compensé par un portefeuille de titres à taux fixe, incluant une grande partie de titres d'état et, depuis fin 2012, d'actifs de prêt illiquides. La valeur de l'actif de l'activité rentes en cours, au Royaume Uni, a été calculée après la prise en compte d'une estimation de la prime d'illiquidité concernant les obligations d'état détenues et les actifs de prêt illiquides correspondants. Dans la détermination de la prime d'illiquidité de marché, nous avons pris en considération une série de données reflétant la répartition actuelle des actifs et les données de marche observables correspondantes. La prime d'illiquidité est estimée à 114 points base au 31 décembre 2017 (2016 : 138 points base).

Le taux sans risque résulte de la courbe de swap applicable moins une déduction pour risque de crédit.

Le tableau ci-dessous montre la fourchette de rendement et les autres hypothèses essentielles au 31 décembre :

	2017 %	2016 %
Taux sans risque (valeur de l'activité non-rentes en cours)	0.00 à 4.20	0.00 à 4.20
Taux sans risque (valeur de l'activité rentes en cours)	1.14 à 5.34	1.38 à 5.58
Taux sans risque (options et garanties financières)	0.00 à 4.20	0.00 à 4.20
Inflation des prix au détail	3.43	3.50
Inflation liée aux dépenses	3.67	3.73

Risque non lié au marché

Une provision pour risque non lié au marché a été constituée par le choix d'hypothèses relatives aux meilleures estimations basées sur l'expérience, qui devraient fournir, en général, le résultat moyen escompté pour les actionnaires : par conséquent, aucune autre provision pour risques non liés au marché n'est requise. Toutefois, en ce qui concerne le risque d'exploitation, la défaillance du réassureur et les fonds with-profit peuvent être asymétriques dans le cadre de la fourchette de résultats potentiels pour lesquels une provision ad hoc est requise.

Hypothèses non-économiques

Les hypothèses relatives au futur taux de mortalité et de morbidité, aux frais, à l'expiration et au taux payé sont revues chaque année et se fondent sur une analyse de l'historique et la vision de la Direction concernant les futures expériences. D'autres informations relatives à ces hypothèses figurent au point (e) ci-dessous ; des données concernant l'effet des variations des hypothèses essentielles figurent au point (f) ci-dessous.

La valeur brute de l'activité en cours est la suivante :

	2017 £m	2016 £m
Valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en cours	306	340
Valeur des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation en cours	4 533	4 702
Total valeur de l'activité en cours	4 839	5 042

Les variations de la valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en cours, sur l'exercice sont les suivants :

	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	340	377
Amortissement sur compte de résultat	-34	-37
Au 31 décembre	306	340

La valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en cours inclut £185 millions (2016 : £206 millions) pour l'activité SICAV. Les variations de la valeur des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation sur l'exercice est la suivante :

	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	4 702	4 219
Change et autres ajustements	- 4	11
Mouvements de l'exercice :		
Nouvelles activités	348	428
Activités existantes :		
Rendement escompté	-318	-210
Ecarts d'expérience	-226	-137
Variation des hypothèses	-238	127
Ecarts économiques	269	264
Variations de la valeur des activités en cours sur compte de résultat (note 8)	-165	472
Au 31 décembre	4 533	4 702

Cette répartition montre uniquement les variations de la valeur des activités en cours et ne représente pas la totalité de l'apport de chaque poste au bénéfice avant impôt. Il inclura également les variations du poste Autre actif et passif, y comprises effets des variations des hypothèses employées pour la valorisation du passif, des activités concernées. La présentation des variations économiques inclut l'écart de l'impact de la conjoncture du marché financier au terme de la période de reporting par rapport à l'impact pris en compte dans les hypothèses employées pour le calcul du rendement des nouvelles activités et des activités existantes.

(d) Immobilisations corporelles

	Biens d'investissement £m	Locaux £m	Equipements £m	Total £m
Coût ou valorisation :				
Au 1er janvier 2017	3 660	47	33	3 740
Dépenses sur biens d'investissement (cf. ci-dessous)	187	—	—	187
Variation de la juste valeur des biens d'investissement	231	—	—	231
Cessions	-436	-19	-25	-480
Au 31 décembre 2017	3 642	28	8	3 678
Amortissement et dépréciation cumulés :				
Au 1er janvier 2017	—	32	30	62
Charge d'amortissement de l'exercice	—	1	3	4
Cessions	—	-18	-25	-43
Au 31 décembre 2017	—	15	8	23
Montant inscrit au Bilan au 31 décembre 2017	3 642	13	—	3 655
Montant inscrit au Bilan au 31 décembre 2016	3 660	15	3	3 678

Les dépenses sur biens d'investissement en 2017 incluent :

	£m
Acquisitions de nouveaux biens	60
Dépenses supplémentaires sur biens déjà existants	127
	187

Le revenu locatif de £212 millions (2016 : £226 millions) et les frais d'exploitation directs résultant des biens qui génèrent un revenu locatif de £24 millions (2016 : £26 millions) ont été comptabilisés au compte de résultat.

Les investissements dans des biens d'investissement déjà entamés, mais non encore comptabilisés dans les états financiers s'élevaient à £21 millions (2016 : £65 millions).

Le tableau ci-dessus analyse les mouvements dans les biens d'investissement, qui sont tous classés en catégorie 3. Cf. note 43

(e) Autre actif

	2017 £m	2016 £m
Actif résultant des contrats de réassurance détenus	602	714
Acquisition différée et frais de montage des prêts	104	81
Actif des régimes de retraite des sociétés	7 786	6 645
Autre actif et paiements anticipés	2 661	3 216
Total autre actif	11 153	10 656

(f) Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation

Le passif des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation comprend :

	2017			2016		
	Brut £m	Réassurance £m	Net £m	Brut £m	Réassurance £m	Net £m
Assurance-vie (cf. (1) ci-dessous) :						
Contrats d'assurance	89 178	-563	88 615	79 812	-671	79 141
Contrats d'investissement avec participation	13 673	—	13 673	13 984	—	13 984
Contrats d'assurance non-vie (cf. (2) ci-dessous) :	102 851	-563	102 288	93 796	-671	93 125
Primes non acquises	358	-13	345	404	-14	390
Sinistres non réglés	225	—	225	209	—	209
	583	-13	570	613	-14	599
Total	103 434	-576	102 858	94 409	-685	93 724

(1) Assurance-vie

Les mouvements des contrats d'assurance-vie et le passif des contrats d'investissement avec participation de l'exercice peuvent être analysés comme suit :

	Contrats d'assurance £m	Contrats d'investissement avec participation £m	Brut £m	Réassurance £m	Net £m
Au 1er janvier 2016 ²	66 145	13 460	79 605	-629	78 976
Nouvelles activités	4 422	28	4 450	-5	4 445
Variations des activités déjà existantes	9 210	496	9 706	-37	9 669
Variation du passif inscrit au compte de résultat	13 632	524	14 156	-42	14 114
Ajustement des changes et autres ajustements	35	—	35	—	35
Au 31 décembre 2016	79 812	13 984	93 796	-671	93 125
Nouvelles activités	4 154	43	4 197	-21	4 176
Variations des activités déjà existantes	5 226	-354	4 872	129	5 001
Variation du passif inscrit au compte de résultat	9 380	-311	9 069	108	9 177
Ajustement des changes et autres ajustements	-14	—	-14	—	-14
Au 31 décembre 2017	89 178	13 673	102 851	-563	102,288

Le passif des contrats d'assurance-vie et des contrats d'investissement avec participation peut être réparti en passif des fonds "with profit", comptabilisé selon le régime dit "PRA realistic capital regime" (passif réaliste), et en passif des fonds "non-profit", qui est comptabilisé selon une méthode actuarielle prospective des flux de trésorerie actualisés, comme suit :

	2017			2016		
	Fonds « with profit » £m	Fonds « non-profit » £m	Total £m	Fonds « with profit » £m	Fonds « non-profit » £m	Total £m
Contrats d'assurance	8 946	80 232	89 178	9 147	70 665	79 812
Contrats d'investissement avec participation	8 481	5 192	13 673	8 860	5 124	13 984
Total	17 427	85 424	102 851	18 007	75 789	93 796

Passif réaliste relatif aux fonds « with profit »

(i) Description de l'activité

Scottish Widows Limited possède les seuls fonds « with profit » du Groupe. Le but principal de l'activité conventionnelle et unitaire des fonds *with-profit* est la fourniture, aux titulaires de polices, d'un véhicule d'investissement simple, capable de les protéger des fluctuations à court terme du marché. Les remboursements peuvent être soumis à un remboursement minimum garanti si certaines conditions applicables à la police sont respectées. Les titulaires de polices de fonds with profit ont droit à au moins 90 % des bénéfices distribués, les actionnaires recevant le solde. Les titulaires des polices bénéficient également, en règle générale, d'une assurance-décès et la police peut comporter une option de rente garantie à la retraite.

(ii) Méthode de calcul du passif

Le passif *with-profit* est déterminé selon une valeur réaliste, dont les principales composantes sont les suivantes

- Une réserve de prestations With-profit constituée, le total des quotes-parts d'actifs des polices with-profit
- Le coût des options et des garanties (y compris les options de rentes garanties)
- Les déductions prélevées sur les quotes-parts

- Les augmentations prévues de la réserve de prestations with-profits constituée; et
- L'impact de la politique de « lissage ».

(i) Hypothèses

(g) Les principales hypothèses prises en compte dans le calcul du passif with-profit et les processus de détermination de ces hypothèses sont les suivants :

Rendement des investissements et taux d'actualisation

Le passif des fonds with-profit doit être évalué sur une base conforme à la valeur de marché, par l'utilisation d'un modèle d'évaluation qui évalue le passif selon des valeurs calibrées sur des contrats d'option négociables sur le marché et d'autres données observables sur le marché. Les options financières des fonds with profit et des garanties sont évaluées à l'aide d'un modèle stochastique où tous les actifs sont supposés gagner, en moyenne, le rendement sans risque et tous les flux de trésorerie sont actualisés à l'aide du taux de rendement sans risque. Le rendement sans risque est défini en tant que rendement spot résultant de la courbe spot, ajusté pour prendre en compte le risque de crédit.

Taux d'option de rente garanti

Certains contrats de retraite contiennent des options de rente garantie permettant au détenteur de la police de bénéficier d'une rente à la retraite, à des taux garantis au début du contrat. Pour des contrats contenant lesdites options, les hypothèses prises en compte pour la détermination du coût de l'option sont la conjoncture économique dans le cadre de laquelle l'option est exercée, les taux de mortalité et les taux d'utilisation des autres options. L'impact financier dépend de la valeur des investissements correspondants, des taux d'intérêt et du taux de longévité à la date de comptabilisation.

Volatilité de l'investissement

Le calibrage du modèle de simulation stochastique utilise les volatilités implicites des dérivés, chaque fois que possible, ou la volatilité historique lorsque des prix significatifs ne peuvent pas être observés.

Mortalité

Les hypothèses relatives à la mortalité, y compris les provisions pour l'amélioration de la longévité des bénéficiaires de la rente, sont fixées par rapport à l'expérience réelle du Groupe, lorsque celle-ci est significative, et, dans le cas contraire, par rapport aux données du secteur.

Taux de résiliation (conservation)

Les taux de résiliation se rapportent au taux de résiliation des polices ou au taux d'interruption du paiement des primes dues par les titulaires de la police.

L'historique de conservation est analysé à l'aide de techniques statistiques. L'expérience pouvant varier de manière significative selon le type de produit et les contrats qui ont été en vigueur sur les différentes périodes, les données sont réparties en catégories largement homogènes aux fins de cette analyse.

L'expérience la plus récente est prise en compte ainsi que les résultats des précédentes analyses et les opinions de la Direction concernant les futures expériences, en prenant en compte les modifications potentielles des futures expériences pouvant résulter de la prise de valeur des options ou des garanties dans des conditions de marché défavorables, afin de déterminer une 'estimation optimale' du futur taux de conservation potentiel. Dans la détermination de l'estimation optimale, un certain nombre de facteurs seront pris en compte, y compris la crédibilité des résultats (qui seront affectés selon le volume des données disponibles), les éventuels événements exceptionnels survenus pendant la période concernée, les tendances connues pour prévues des données sous-jacentes et les données de marché publiées.

(iii) Options et garanties dans les fonds with profit

Les options et les garanties les plus significatives fournies par les Fonds with profit concernant les prestations minimum au comptant sur les polices décès, retraite ou certains anniversaire de polices, et les options relatives aux rentes garanties à la retraite sur certaines polices d'assurance retraite.

Pour les polices Scottish Widows pré-démunicipalisation contenant des options et des garanties potentiellement significatives, selon les termes du Régime, un compte d'ordre séparé a été créé, dans le Fonds With-Profit initialement détenu dans Scottish Widows plc et transféré dans Scottish Widows Limited ; ce compte est désigné Compte Complémentaire et est disponible, entre autres, pour la couverture des frais supplémentaires de fourniture de prestations garanties pour lesdites polices. Au 31 décembre 2017 la valeur du Compte Complémentaire s'élevait à £2.8 milliards (2016 : £2.7 milliards). Le coût éventuel de fourniture de prestations sur des polices souscrites avant et après la démunicipalisation dépend d'un grand nombre de variables, dont les futur(e)s taux d'intérêt et valeurs des actions, les facteurs démographiques, tels que le taux de mortalité, et le pourcentage de titulaires de polices qui exercent leurs options. Par conséquent, le coût définitif ne sera connu avant plusieurs années.

Comme indiqué plus haut, le passif des Fonds with profit est valorisé à l'aide d'un modèle de simulation stochastique conforme au marché qui attribue aux options et aux garanties une certaine valeur tenant compte, à la fois, de leur valeur intrinsèque et de leur valeur temporelle.

Les hypothèses économiques les plus significatives incluses dans le modèle sont le rendement sans risque et la volatilité des investissements.

Passif des fonds « non-profit »

(i) Description de l'activité

Le Groupe souscrit principalement les types suivants de contrats d'assurance-vie dans le cadre de ses fonds non-profit. Les bénéfices des actionnaires sur ces types d'activités résultent des commissions de gestion et des autres charges applicables aux polices.

Activité en unités de compte – Ceci inclut les pensions en unités de compte et les obligations en unités de compte, dont le but principal est fournir un véhicule d'investissement grâce auquel le détenteur de la police est également assuré contre le décès.

Assurance-vie – Le détenteur de la police est assuré contre le décès ou l'invalidité permanente, généralement pour des montants préalablement déterminés. Cette activité inclut les assurances vie entière et les assurances à terme ainsi que les assurances de crédit à long terme.

Rentes – Le titulaire de la police aura droit à des paiements pendant toute la durée de son existence et est donc assuré au cas où il vivrait plus longtemps que prévu.

(ii) Méthode de calcul du passif

Le passif du fonds non-profit, qui est déterminé selon des méthodes actuarielles reconnues, implique l'estimation des futurs flux de trésorerie liés à la police, sur la durée du portefeuille de polices en cours et l'actualisation rétroactive des flux de trésorerie jusqu'à la date de valorisation, avec la prise en compte de probabilités d'occurrence.

(iii) Hypothèses

En général, les hypothèses prises en compte pour l'évaluation du passif des fonds "non-profit" sont prudentes et contiennent, donc, une marge pour écart défavorable, qui se fonde sur le jugement de la Direction et reflète l'opinion de la Direction sur le niveau inhérent d'incertitude. Les principales hypothèses prises en compte pour la mesure des fonds "non-profit" sont les suivantes :

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sont déterminés en faisant référence à un certain nombre de facteurs, dont le taux de rachat actuariel sur l'actif d'intérêt fixe à la date d'évaluation.

Des marges de risque sont prises en compte dans les taux d'intérêt adoptés, selon les limites fixées dans les règles applicables au niveau local, notamment en ce qui concerne les réductions applicables aux rendements disponibles, afin de prévoir un risque de défaut basé sur la cote de crédit des titres alloués au passif de l'assurance.

Taux de mortalité et de morbidité

Les hypothèses relatives à la mortalité et à la morbidité, y compris les provisions pour l'amélioration de la longévité des bénéficiaires des rentes, sont formulées en prenant en compte l'expérience réelle du Groupe, lorsque celle-ci offre une base fiable, et, dans les autres cas, les données sectorielles, et incluent une marge d'écart défavorable.

Taux de résiliation (conservation)

Les taux de résiliation sont prévus sur certains contrats relatifs aux fonds non-profit. Le processus de fixation de ces taux est décrit pour le passif with-profit : toutefois, un scénario prudent est prévu par l'inclusion d'une marge d'écart défavorable dans le passif du fonds *non profit*.

Frais de conservation

Une provision est expressément constituée pour les futurs frais relatifs à la police. Les dépenses sont déterminées par rapport à une analyse interne des frais courants et des frais prévisionnels plus une marge d'écart défavorable. Le taux d'inflation des futurs frais est expressément pris en compte.

Principales modifications des hypothèses

Une vérification détaillée des hypothèses du Groupe pour l'exercice 2017 a fait ressortir les principaux impacts suivants sur le bénéfice avant impôt :

- Modification des hypothèses relatives à la conservation des polices (diminution de £ 237 millions).
- Modification des hypothèses relatives aux taux de mortalité présents et futurs (augmentation de £289 millions).
- Modification des hypothèses relatives aux dépenses (diminution de £ 142 millions).

Ces montants incluent les impacts des mouvements du passif et de la valeur des affaires en cours sur les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation.

(iv) Options et garanties hors Fonds With-Profit

Un certain nombre de garanties générales sont fournies hors Fonds With-Profit, telles que les paiements garantis lors du décès (par ex. les assurances à terme) ou les revenus garantis à vie (par ex. les rentes). De plus, certains détenteurs de polices de retraite personnelles Scottish Widows, pour lesquels la réintégration dans leur régime de retraite professionnel n'était pas prévue, ont reçu la garantie que la valeur de leurs prestations de retraite et autres prestations correspondra à celle des prestations relatives à leurs régimes de retraite professionnels. Les principales hypothèses affectant la valeur définitive de la garantie sont la future augmentation des salaires, le rendement des gils à la retraite, la mortalité des bénéficiaires à la date de la retraite, l'état civil à la date de la retraite et le futur rendement des investissements. Actuellement, une provision de £35 millions est constituée une base déterministe au 31 décembre 2017 (2016 : £82 millions) pour lesdites garanties.

(1) Assurance non-vie

Pour les contrats d'assurance non-vie, la méthode et les hypothèses pour la détermination des bases des primes encaissées et les niveaux de provisionnement des sinistres sont fixées pour chaque produit souscrit. Les hypothèses sont censées être des estimations neutres des résultats les plus probables ou prévus. Les méthodes et les hypothèses adoptées pour la constitution des réserves n'ont subi aucune modification significative.

Les mouvements du passif des contrats d'assurance non-vie de l'exercice sont les suivants :

	2017 £m	2016 £m
Provisions pour primes non réalisées		
Provision brute au 1er janvier	404	461
Augmentation de l'exercice	724	827
Libération pendant l'exercice	-770	-884
Variation de la provision pour primes non réalisées sur compte de résultat	-46	-57
Provision brute au 31 décembre	358	404
Part des réassureurs	-13	-14
Provision nette au 31 décembre	345	390

Ces provisions représentent le passif des contrats d'assurance de courte durée pour lesquels les obligations du Groupe n'avaient pas expiré à la fin de l'exercice

Sinistres non réglés	2017 £m	2016 £m
Montant brut des sinistres non réglés au 1er janvier	209	251
Montant comptant des sinistres réglés au cours de l'exercice	-324	-408
Augmentation/(diminution) du passif inscrit au compte de résultat	337	366
	16	-42
Montant brut des sinistres non réglés au 31 décembre	225	209
Part des réassureurs	—	—
Montant net des sinistres non réglés au 31 décembre	225	209
Sinistres déclarés	174	122
Encourus mais non encore déclarés	51	87
Sinistres nets non réglés au 31 décembre	225	209

(h) Analyse de sensibilité des assurances-vie

Estimations et opinions comptables essentielles

Les éléments des évaluations du passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation nécessitent la formulation d'hypothèses sur les futurs retours sur investissement, les futurs taux de mortalité et le futur comportement des titulaires de polices et sont soumis à des jugements significatifs de la Direction et à une incertitude des estimations. La méthode utilisée pour l'évaluation de ce passif et les principales hypothèses adoptées pour le calcul de leur valeur

comptable figurant à la note (e) ci-dessus.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des modifications raisonnablement possibles relatives aux hypothèses de base concernant le bénéfice avant impôt et les fonds propres figurant dans les présents états financiers, en partant du principe que les autres hypothèses restent inchangées. En réalité, il est improbable que cela se produise et les modifications de certaines hypothèses peuvent être corrélées. Ces montants tiennent compte des variations de l'actif, du passif et de la valeur des affaires en cours concernant les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation en cours. L'impact est montré dans une seule direction, mais l'on peut raisonnablement imaginer qu'il soit symétrique.

		2017		2016	
	Changement de variable	Augmentation (réduction) du bénéfice avant impôt £m	Augmentation (réduction) des fonds propres £m	Augmentation (réduction) du bénéfice avant impôt £m	Augmentation (réduction) des fonds propres £m
31 décembre 2017					
Mortalité hors bénéficiaires de rentes	5% réduction	23	19	25	21
Mortalité bénéficiaires de rentes	5% réduction	-221	-184	-287	-238
Taux de résiliation	10% réduction	75	62	48	40
Futurs frais de conservation et investissement	10% réduction	289	240	318	264
Taux sans risque	0.25 % réduction	-40	-33	-74	-62
Souscriptions d'options de rentes garanties	5% augmentation	-6	-5	-12	-10
Volatilité de l'investissement de fonds propres	1% augmentation	-7	-6	-100	-8
Elargissement du différentiel de crédit d'obligations d'entreprise	0.25% augmentation	-235	-195	-200	-166
Augmentation de la prime d'illiquidité	0.10% augmentation	145	120	152	126

Les hypothèses ont été assouplies sur la base utilisée pour le calcul de la valeur des activités de portefeuille en cours et de réserves légales et réalistes.

(i) Passif résultant des contrats d'investissement sans participation

Les mouvements du passif résultant de contrats d'investissement sans participation peut être analysé comme suit :

	2017 £m	2016 ¹ £m
Au 1er janvier	20 112	22 777
Nouvelles activités	608	560
Variations relatives aux activités existantes	-5 273	-3 225
Au 31 décembre	15 447	20 112

(1) Les mouvements survenus en 2016 ont été antérieurs au transfert de cette activité au groupe cessible.

Les soldes ci-dessus sont indiqués avant déduction de la réassurance. Les soldes de réassurance correspondants se sont élevés à £26 millions (2016 : £29 millions) ; les soldes de réassurance sont comptabilisés dans Autre Actif (cf.(d)). Le passif résultant des contrats d'investissement sans participation est classé en catégorie 2. Cf. note 43.

(j) Autre passif

	2017 £m	2016 £m
Participations des détenteurs d'unités dans des Sociétés d'Investissement à capital variable	14 480	22 947
Excédent non affecté dans le cadre de l'activité d'assurance	390	243
Autres créanciers et comptes de régularisation	1 179	1 577
	16 049	24 767

(k) Autre résultat global

Le montant de l'autre résultat global cumulé relatif aux activités non poursuivies est une perte de £129 millions (2016 : perte de £184 millions).

Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Actif négociable	42 830	45 824	42 839	46 787
Autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	2 778	5 374	1 138	1 522
Total	45 608	51 198	43 977	48 309

Cet actif comprend :

	Groupe				Banque			
	2017		2016		2017		2016	
	Actif négociable	Autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	Actif négociable	Autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	Actif Négociable	Autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	Actif négociable	Autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat

	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Prêts et avances en faveur des clients	30 568	–	31 050	–	30 568	–	31 993	–
Prêts et avances en faveur des banques	1 614	–	2 606	–	1 614	–	2 606	–
Titres obligataires :								
Titres d'état	9 836	928	11 828	1 127	9 834	928	11 828	1 127
Autres titres du secteur public	–	–	–	–	–	–	–	–
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	–	222	–	244	–	–	–	–
Titres adossées à des actifs :								
Titres adossées à des prêts hypothécaires	189	–	47	–	189	–	47	–
Autres titres adossées à des actifs	95	–	69	–	95	–	69	–
Obligations d'entreprise et autres obligations	528	1 560	224	3 397	539	210	244	395
	10 648	2 710	12 168	4 768	10 657	1 138	12 188	1 522
Actions	–	50	–	586	–	–	–	–
Bons du trésor et autres effets	–	18	–	20	–	–	–	–
Total	42 830	2 778	45 824	5 374	42 839	1 138	46 787	1 522

Au 31 décembre 2017, le Groupe détenait £11,945 millions (2016 : £15,141 millions) d'actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat et la Banque détenait £11,895 millions (2016 : £13,151 millions) d'actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat avec une échéance contractuelle supérieure à un an.

Les autres postes d'actif du Groupe inscrits à leur juste valeur au compte de résultat incluent des investissements privés en capital social de £50 millions (2016 : £2,245 millions) qui sont gérés et valorisés à leur juste valeur selon une stratégie documentée de gestion des risques ou d'investissement et déclarés aux membres de la Direction sur cette base.

Cf. note 46.

Instruments financiers dérivés

Les justes valeurs et les valeurs nominales des instruments dérivés figurent au tableau ci-dessous :

	2017			2016		
	Montant contractuel/nominal £m	Actif à sa juste valeur £m	Passif à sa juste valeur £m	Montant contractuel/nominal £m	Actif à sa juste valeur £m	Passif à sa juste valeur £m
Groupe Négociation						
Contrats de taux de change :						
Spot, forwards et futures	25 736	1 001	751	30 515	1 090	1 293
Swaps de devises	226 572	3 414	3 531	289 161	6 903	6 486
Options achetées	8 191	580	–	15 192	808	–
Options souscrites	6 684	–	627	17 878	–	985
	267 183	4 995	4 909	352 746	8 801	8 764
Contrats de taux d'intérêt :						
Swaps de taux d'intérêt	2 254 135	14 566	14 476	2 150 066	18 440	18 107
Contrats à terme	239 797	5	1	628 962	13	87
Options achetées	30 943	1 912	–	38 254	2 793	–
Options souscrites	32 817	–	2 378	39 847	–	3 227
Futures	33 490	1	2	113 557	2	–
	2 591 182	16 484	16 857	2 970 686	21 248	21 421
Instruments dérivés de crédit	4 264	77	416	7 671	364	656
Contrats de fonds propres et autres contrats	5 515	696	653	7 074	734	801
Total actif/passif dérivé négociable	2 868 144	22 252	22 835	3 338 177	31 147	31 642
Couverture						
Dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de devises croisés	1 327	19	38	1 454	19	22
Swaps de taux d'intérêt (y compris options de swap)	114 045	1 164	657	195 889	1 462	1 027
Dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie :						
Swaps de devises croisés	7 310	120	114	8 121	417	36
Swaps de taux d'intérêt	549 099	597	1 055	384 182	814	1 166
Futures	73 951	–	–	53 115	–	3
Total actif/passif dérivé détenu à titre de couverture	745 732	1 900	1 864	642 761	2 712	2 254
Total actif/passif dérivé comptabilisé	3 613 876	24 152	24 699	3 980 938	33 859	33 896

Le montant notionnel du contrat ne représente pas l'exposition effective du Groupe au risque de crédit, qui est limitée au coût actuel de remplacement des contrats avec une valeur positive pour le Groupe en cas de défaut de la contrepartie. Pour atténuer son risque de crédit, le Groupe utilise une série de techniques de rehaussement du crédit telles que la compensation et la collatéralisation, fournissant une garantie contre l'exposition. Cf. note 46 Risque de crédit.

Le Groupe détient des instruments dérivés dans le cadre des stratégies suivantes :

– Stratégie centrée sur le client : les instruments dérivés sont détenus dans le cadre de la fourniture aux Clients du Groupe de produits de gestion du risque ;

- En vue de la gestion et de la couverture du risque de taux d'intérêt et de change du Groupe résultant de l'activité bancaire courante. La stratégie de comptabilité de couverture adoptée par le Groupe consiste à associer des approches basées sur la juste valeur et des approches basées sur la trésorerie telles que décrites à la note 4 ; et
- Les instruments sont détenus dans des fonds de titulaires de polices comme le permettent les stratégies d'investissement desdits fonds.

Les principaux instruments dérivés employés par le Groupe sont les suivants :

- Les taux d'intérêts liés aux contrats comprennent les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme et les options. Un swap de taux d'intérêt est un contrat conclu entre deux parties en vue de l'échange de paiements à taux fixe et à taux variable, sur la base de taux d'intérêt définis dans le contrat, sans échange de montants en capital sous-jacents. Les contrats à terme sont des contrats relatifs au paiement des écarts entre un taux d'intérêt spécifique et un taux de référence, appliqué à un montant en capital nominal à une certaine date, dans le futur. Une option de taux d'intérêt offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de fixer le taux d'intérêt sur un futur prêt ou dépôt, pendant une certaine période, à partir d'une future date expressément fixée.
- Les contrats de taux de change incluent les contrats à terme en devises étrangères, les swaps de devises étrangères et les options. Un contrat à terme en devises étrangères concerne l'achat ou la vente d'un certain montant de devises étrangères à une date future préalablement fixée, à un taux préétabli. Les swaps de devises impliquent, généralement, l'échange d'obligations de paiement d'intérêts libellées dans différentes devises ; l'échange du montant en capital peut être fictif ou réel. Une option en devises, offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de vendre certains montants de devises à des taux de change préétablis, avant une certaine date à venir.
- Les dérivés de crédit, à savoir principalement des contrats d'échange sur défaut, sont utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de négociation en pour la gestion de son propre risque de crédit. Un contrat d'échange sur défaut est un swap dans le cadre duquel l'une des contreparties reçoit une prime, à une fréquence préétablie, en échange de la garantie d'effectuer un certain paiement en cas d'occurrence d'un certain événement négatif en termes de crédit. Le Groupe utilise ce type de contrat, associé à un financement externe, également pour garantir des prêts accordés aux entreprises et par la division Banque Commerciale d'un montant de £455 millions (2014 : £611 millions).
- Les dérivés d'actions sont également utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de fourniture de produits en actions au détail, afin d'éliminer l'exposition du groupe aux fluctuations de différents indices boursiers internationaux. L'achat d'options sur actions liées aux indices donne au Groupe le droit, sans aucune obligation, d'acheter ou vendre un certain nombre d'obligations ou un ensemble d'obligations, sous la forme d'indices publiés avant une certaine date à venir.

Couverture des flux de trésorerie

Pour les couvertures des flux de trésorerie désignées comme telles, le tableau suivant montre les occurrences prévues des flux de trésorerie objet de la couverture et les dates auxquelles les revenus en seront affectés.

	0-1 ans	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	5-10 ans	10-20 ans	Plus de 20 ans	Total
2017	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts :									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	346	515	682	492	395	701	55	46	3 232
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-475	-654	-592	-552	-406	-1 150	-627	-162	-4 618
Impact des flux de trésorerie prévisionnels couverts sur compte de résultat									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	307	562	648	448	466	684	63	54	3 232
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-680	-640	-556	-505	-377	-1 085	-612	-163	-4 618

	0-1 ans	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	5-10 ans	10-20 ans	Plus de 20 ans	Total
2016	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts escomptés									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	172	198	415	372	391	1 215	102	45	2 910
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-565	-722	-692	-599	-429	-1 541	-806	-262	-5 616
Impact des flux de trésorerie									
Couverts sur compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	211	223	418	363	472	1 070	99	54	2 910
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-777	-713	-671	-521	-415	-1 477	-787	-255	-5 616

Aucune annulation de la comptabilité de couverture des flux de trésorerie n'a eu lieu, pour des transactions, en 2016 ou 2017, suite à la non-occurrence prévue de flux de trésorerie dont l'occurrence avait été jugée hautement probable.

Au 31 décembre 2017, un montant de £21,654 millions sur le total de l'actif dérivé comptabilisé du Groupe et un montant £20,505 millions sur le total du passif dérivé comptabilisé du Groupe (2016 : £28,744 millions d'actif et £29,062 millions de passif) avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

	2017			2016		
	Montant Contractuel/nominal £m	Actif à sa juste valeur £m	Passif à sa juste valeur £m	Montant Contractuel/nominal £m	Actif à sa juste valeur £m	Passif à sa juste valeur £m
Banque						
Négociation						
Contrats de taux de change :						
Spot, forwards et futures	28 399	916	809	28 541	1 228	1 282
Swaps de devises	255 181	3 908	3 964	306 726	7 438	7 160
Options achetées	8 090	574	–	15 073	800	–
Options souscrites	6 560	–	625	17 717	–	979
	298 230	5 398	5 398	368 057	9 466	9 421
Contrats de taux d'intérêt :						
Swaps de taux d'intérêt	2 822 741	18 294	17 787	2 364 053	22 736	22 198
Contrats à terme	242 787	6	2	634 121	14	88
Options achetées	30 496	1 827	–	39 297	2 665	–

Options souscrites	31 952	11	2 245	39 711	12	2 989
Futures	92 196	1	2	107 599	2	—
Instruments dérivés de crédit	3 220 172	20 139	20 036	3 184 781	25 429	25 275
Contrats de fonds propres et autres contrats	5 801	118	443	8 123	378	664
	5 541	335	311	7 422	369	471
Total actif/passif dérivé négociable	3 529 744	25 990	26 188	3 568 383	35 642	35 831
Couverture						
Dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de devises croisés	1 327	19	38	1 442	19	22
Swaps de taux d'intérêt (y compris options de swap)	120 076	712	2 008	204 068	938	2 695
Dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie :						
Swaps de devises croisés	—	—	—	8 121	—	—
Swaps de taux d'intérêt	127 228	43	33	381 662	115	40
Futures	14 985	—	—	50 299	—	3
Total actif/passif dérivé détenu à titre de couverture	263 616	774	2 079	645 592	1 072	2 760
Total actif/passif dérivé comptabilisé	3 793 360	26 764	28 267	4 213 975	36 714	38 591

Couverture des flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous indique, pour les couvertures de flux de trésorerie désignées, à quelle date les flux de trésorerie couverts de la Banque sont censés se réaliser et à quelle date ils vont avoir un effet sur le résultat.

2017	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts censés se réaliser :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	65	173	253	181	253	490	22	5	1 442
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-31	-20	-10	-3	-1	—	-16	-41	-122
Flux de trésorerie couverts affectant le compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	65	173	253	181	253	490	22	5	1 442
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-31	-20	-10	-3	-1	—	-16	-41	-122

2016	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts censés se réaliser :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	96	49	210	158	189	813	33	7	1 555
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-79	-69	-23	-11	-3	-1	-15	-42	-243
Flux de trésorerie couverts affectant le compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	145	66	231	152	239	690	26	6	1 555
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-103	-48	-22	-9	-3	—	-16	-42	-243

La comptabilité de couverture n'a dû être annulée pour aucune transaction en 2016 ou 2017 suite à la non-occurrence prévue de flux de trésorerie dont l'occurrence avait été jugée hautement probable.

Au 31 décembre 2017, un montant total de £24,005 millions d'actif dérivé comptabilisé de la Banque et un montant total de £24,883 millions de passif dérivé comptabilisé de la Banque (2016 : £31,616 millions d'actif et £33,390 millions de passif) avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

15 Prêts et avances en faveur des clients

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Agriculture, forêts et pêche	7 074	6 860	2 996	3 018
Alimentation en eau et en énergie	1 609	2 320	1 383	2 037
Fabrication	7 886	7 285	7 389	6 556
Bâtiment	4 428	4 535	3 068	2 859
Transport, distribution et hôtels	14 074	13 320	10 484	10 041
Postes et télécommunications	2 148	2 564	1 677	2 009
Sociétés immobilières	27 606	29 243	22 273	22 266
Services financiers, commerciaux et autres services	54 003	46 077	45 550	36 677
Personnel				
Prêts immobiliers	304 480	306 484	57 889	55 489
Autres	28 757	20 761	9 908	9 939
Leasing financier	2 094	2 628	404	571
Location-achat	13 591	11 617	8 894	10 735
Total prêts et avances en faveur des clients avant provision pour pertes par dépréciation	467 750	453 694	171 915	162 197

tion

Provision pour pertes par dépréciation (note 18)

Total prêts et avances en faveur des clients

-2 195	-2 412	-1 111	-1 036
465 555	451 282	170 804	161 161

Au 31 décembre 2017, un montant de £385,394 millions (2016 : £383,165 millions) de prêts et avances en faveur des clients du Groupe et de £116,630 millions (2016 : £116,962 millions) en faveur des clients de la banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Cf.note 46.

Les prêts et avances en faveur des clients incluent les créances des contrats de leasing financier, qui peuvent être analysées comme suit :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Investissement brut dans des contrats de leasing financier, créances				
À 1 an maximum	680	551	129	130
A plus d'un an et à moins de 5 ans	1 106	1 618	218	391
A plus de 5 ans	1 053	1 561	142	166
	2 839	3 730	489	687
Futur revenu financier non réalisé sur leasing financier	-692	-1 038	-68	-99
Loyers encaissés d'avance	-53	-64	-17	-17
Investissement net dans des contrats de leasing financier	2 094	2 628	404	571

L'investissement net dans des contrats de leasing financier représente des montants recouvrables comme suit :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
A 1 an maximum	546	361	117	112
A plus d'un an et à moins de 5 ans	887	1 282	197	357
A plus de 5 ans	661	985	90	102
Investissement net dans des contrats de leasing financier	2 094	2 628	404	571

Les équipements loués aux clients dans le cadre de contrats de leasing financier concernent principalement des transactions de financement structuré pour le financement de l'achat d'avions, navires et autres équipements à forte valeur. Aucun loyer conditionnel n'a été comptabilisé sur l'exercice 2016 et 2015, sur le compte de résultat, pour des leasings financiers. Aucune provision pour créance douteuse sur leasing financier n'a été enregistrée dans la provision pour pertes par dépréciation du Groupe (2016 : £zéro).

16. Programmes de titrisation et couverture des obligations

Les prêts et avances consentis aux clients et les titres obligataires désignés comme Prêts et créances incluent les prêts sécurisés dans le cadre des programmes de titrisation du Groupe, dont la majorité ont été vendus par les sociétés du Groupe à des entités structurées constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite. Les entités structurées étant financées par l'émission d'obligations à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages liés au portefeuille reviennent à l'entité du Groupe, les entités structurées sont entièrement consolidées et la totalité de ces prêts sont inscrits au bilan du Groupe, les effets en émission correspondants étant inclus dans Titres obligataires en émission.

Programmes de couverture des obligations

Certain Prêts et avances consentis aux clients ont été assignés à des entités à responsabilité limitée constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite à titre de garantie des émissions d'obligations sécurisées par le Groupe. Le Groupe conserve tous les risques et les avantages liés à ces prêts et les entités sont entièrement consolidées dans le bilan du groupe, tandis que les obligations en émission correspondantes faisant l'objet de la couverture sont incluses dans les Titres obligataires en émission.

Les principaux programmes de titrisation et d'obligations couvertes du Groupe, avec les soldes des avances soumises à ces dispositifs et la valeur comptable des effets émis au 31 décembre.

Programmes de titrisation	2017		2016	
	Prêts et avances titrisés £m	Titres en émission £m	Prêts et avances titrisés £m	Titres en émission £m
Prêts résidentiels au Royaume Uni	21 158	14 105	35 146	17 705
Prêts commerciaux	6 616	7 001	7 395	8 179
Créances relatives aux cartes de crédit	7 701	4 090	7 610	5 723
Prêts résidentiels aux Pays Bas	—	—	2 033	2 081
	35 475	25 196	52 184	33 688
Moins effets détenus par le Groupe		-21 466		-25 751
Total programmes de titrisation (note 28)		3 730		7 937
Programmes de couverture des obligations				
Obligations adossées à des prêts immobiliers résidentiels	30 361	25 632	33 881	30 021
Obligations adossées à des plans de logements sociaux	1 628	1 200	2 087	1 200
	31 989	26 832	35 968	31 221
Moins effets détenus par le Groupe		-700		-700

Total programmes de couverture d'obligations (note 28)		26 132		30 521
Total programmes de titrisation et couverture d'obligations		29 862		38 458

Les dépôts au comptant de £3,507 millions (2016 : £9,018 millions) auxquels sont adossés les titres obligataires émis par les entités structurées, les avances à terme relatives aux obligations et les autres obligations légales sont détenus par le Groupe. De plus, le Groupe avait en place des engagements contractuels relatifs à l'octroi de facilités de liquidités à certaines entités structurées. Au 31 décembre 2017, ces obligations n'avaient pas été activées et l'exposition maximale dans le cadre de ces facilités s'élevait à £95 millions (2016 : £328 millions).

Le Groupe a mis en place un certain nombre de programmes d'obligations sécurisées, pour lesquels des Entités à responsabilité limitée ont été constituées pour le cantonnement de paniers d'actifs et pour garantir les obligations sécurisées émises par le Groupe. A la date de reporting, le Groupe avait sur-garanti les programmes figurant dans le tableau ci-dessus pour se conformer aux conditions des programmes, afin de garantir la cote des obligations sécurisées et d'assurer la flexibilité opérationnelle. De temps à autre, l'obligation de fourniture de la garantie incombant au Groupe peut augmenter afin de respecter les règles formelles applicables aux programmes. Le Groupe peut également apporter volontairement une garantie à l'appui de la cote des obligations sécurisées.

Le Groupe comptabilise la totalité du passif associé à la sécurisation et aux programmes de titrisation des obligations dans "Titres obligataires en émission", bien que les obligations du groupe se limitent aux flux de trésorerie générés par les actifs sous-jacents. Le Groupe pourrait être tenu de fournir un soutien supplémentaire à un certain nombre de programmes de titrisation des obligations à l'appui des cotes de crédit des obligations émises, sous la forme de l'augmentation des réserves de liquidités et de la détention de titres subordonnés. Par ailleurs, certains programmes contiennent des obligations contractuelles qui exigent, de la part du Groupe, le rachat des actifs dont la cote de crédit est susceptible de subir une détérioration.

Le Groupe n'a pas proposé spontanément de racheter les actifs faisant partie de ses programmes publics de titrisation pendant l'exercice 2017 (2016 : néant).

17 Entités structurées

Les participations détenues par le Groupe dans des entités structurées sont consolidées et déconsolidées. Le détail des participations détenues par le Groupe dans des entités structurées consolidées figurent : à la note 16 pour les titrisations et les obligations sécurisées, à la note 30 pour les entités structurées associées dans le cadre des régimes de retraite du Groupe, et ci-dessous aux rubriques (A) et (B) ; les véhicules et les associations traités à la rubrique (B) font partie du groupe cessible (cf. note 12). Le détail des participations détenues par le Groupe dans des entités structurées non consolidées figurent ci-dessous à la rubrique (C).

(A) Conduits adossés à des actifs

Outre les entités structurées dont nous avons traité à la note 17, qui sont utilisées pour la sécurisation et couvertes par les programmes d'obligations, le Groupe promeut également un conduit adossé à des actifs, Cancara, qui investit dans des titres obligataires et des créances client. L'exposition totale consolidée de Cancara au 31 décembre 2017 s'élevait à £6,049 millions (2016 : £6,840 millions), dont £5,939 millions de prêts et avances (2016 : £6,684 millions) et £110 millions de titres obligataires (2016 : £156 millions).

Tous les titres obligataires et les actifs liés aux prêts détenus par le Groupe dans Cancara font l'objet de restrictions d'utilisation, car ils sont détenus par l'agent des sûretés uniquement dans l'intérêt des investisseurs dans des papiers commerciaux et des fournisseurs de liquidités. Le Groupe accorde à Cancara des facilités de trésorerie à de conditions habituellement pour l'activité de prêt standard dans le cadre de l'activité bancaire normale du Groupe. Des prélèvements ont continué à être planifiés, en 2017, sur certaines facilités de trésorerie à des fins de gestion du bilan, à l'appui du programme, afin de fournir un financement ainsi que le produit de l'émission de papier commercial. Le Groupe pourrait être tenu d'apporter sa contribution selon les conditions contractuelles relatives à ces accords, notamment si Cancara doit faire face à un déficit de financement externe, ce qui peut arriver en cas de perturbation du marché.

Les actifs externes de Cancara sont consolidés dans les états financiers du Groupe.

(A) Véhicules de placement collectif consolidés et sociétés en commandite

L'actif et le passif de l'activité d'Assurance détenus dans des véhicules de placement collectif consolidé, tels que des Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) et des sociétés en commandite, ne sont pas disponibles pour être directement employés par le Groupe. Cependant, l'investissement du Groupe dans la plupart de ces véhicules d'investissement est immédiatement réalisable. Au 31 décembre 2017, la valeur comptable totale de l'actif et du passif de véhicules de placement collectif détenus par le Groupe s'élevait à £68,124 millions (2016 : £75,669 millions).

Le Groupe n'a conclu aucun accord contractuel (concernant, par ex., des facilités de trésorerie) en vertu duquel il serait tenu de fournir un support financier ou tout autre support aux véhicules de placement collectif consolidés ; le Groupe n'a pas précédemment prévu ce support et n'a pas l'intention de le faire.

(B) Véhicules de placement collectif non-consolidés et sociétés en commandite

Les participations directes détenues par le Groupe dans des entités structurées non consolidées comprennent les investissements dans des véhicules de placement collectif, tels que des Sociétés d'Investissement à Capital Variable et des sociétés en commandite dont la valeur comptable s'élève à £28,759 millions au 31 décembre 2017 (2016 : £15,611 millions), y compris dans l'actif financier désigné à sa juste valeur dans le compte de résultat du groupe cessible (cf. note 12). Ces investissements incluent, à la fois, des entités gérées par des tiers et des entités gérées par le Groupe. Au 31 décembre 2017, la valeur totale de l'actif de ces entités structurées non consolidées, incluant la part dans laquelle le Groupe ne possède aucune participation, s'élevait à £2,338 milliards (2016 : £1,849 milliards).

Le risque de perte maximal auquel est exposé le Groupe est égal à la valeur comptable de l'investissement. Cependant, les investissements du Groupe dans ces entités sont principalement détenus pour compenser le passif des titulaires de polices dans le cadre de la division Assurances, la majorité du risque relatif à la variation de la valeur de l'investissement du Groupe étant compensée par la modification des obligations des titulaires des polices. Les véhicules de placement collectif sont principalement financés par les investissements effectués par les investisseurs dans les véhicules.

Pendant l'exercice, le Groupe n'a fourni à ces entités aucun apport financier non-contractuel ou autre apport et n'a actuellement pas l'intention de le fournir. Aucun transfert n'a été effectué par/en faveur de ces véhicules de placement collectif non consolidé et entités en commandite.

Le Groupe se considère comme le promoteur d'une entité structurée lorsqu'il participe, de manière significative, à la conception et à la constitution de l'entité en question et lorsque le Groupe transfère des actifs à l'entité structurée et commercialise des produits associés à l'entité structurée en son propre nom et/ou fournit des garanties concernant la performance de l'entité structurée.

Le Groupe promeut divers fonds d'investissement et sociétés en commandite dans le cadre desquels il agit en tant que gestionnaire du fonds ou autre décideur important et commercialise le fonds sous l'une des marques du Groupe.

Le Groupe encaisse des commissions générées par la gestion des investissements faisant l'objet de ces fonds. Les commissions de gestion des fonds encaissées par le Groupe de la part de ces entités, y compris celles dans lesquelles le Groupe ne détenait aucune participation au 31 décembre 2016, figurent dans les activités non

poursuivies (cf. note 12).

18 Provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances

Estimations et jugements essentiels

La provision pour pertes par dépréciation sur Prêts et créances constitue la meilleure estimation de la Direction en ce qui concerne les pertes encourues par le portefeuille à la date du bilan. Dans la détermination du montant nécessaire des provisions pour dépréciation, le Groupe utilise les données générées par différents modèles statistiques. Le jugement de la Direction est requis en vue de l'évaluation de la solidité des données fournies par ces modèles et, si nécessaire, de la mise en place des ajustements éventuellement nécessaires. Les provisions pour dépréciation peuvent comporter jusqu'à deux composantes, à savoir une composante globale et une composante individuelle.

Les provisions pour dépréciation individuelle sont généralement constituées pour les portefeuilles des prêts du Groupe. Les éléments d'actifs sont examinés régulièrement ceux qui présentent une vulnérabilité réelle ou potentielle sont placés sur une *watch list*, qui assure une plus étroite surveillance, tout impact (potentiellement) défavorable sur la capacité de remboursement étant utilisé pour évaluer l'opportunité ou non de transférer un certain actif à une Unité d'Assistance Commerciale spécifique. Parmi les exemples spécifiques d'événements déclencheurs pouvant mener à la comptabilisation initiale de provisions pour dépréciation pour des prêts aux entreprises (ou la comptabilisation de provisions pour dépréciation progressives) figurent : (i) les pertes commerciales, la perte de contrats ou de clients importants de l'emprunteur ; (ii) la violation des conditions essentielles d'un contrat de prêt, notamment le non remboursement du capital ou des intérêts, ou une diminution de la valeur de la garantie suite à laquelle celle-ci n'est plus considérée adéquate ; (iii) la disparition d'un marché actif suite à des difficultés financières ; ou (iv) le rééchelonnement d'une facilité à des conditions préférentielles pour faciliter le recouvrement du prêt (par ex. un échange de créances contre actifs).

Pour les actifs identifiés individuellement, on procède à l'analyse des futurs flux de trésorerie, ce qui requiert un jugement significatif de la part de la Direction concernant le montant et la date de réalisation desdits flux. Lorsque la dette est garantie, l'évaluation reflète les flux de trésorerie prévus suite à la réalisation de la garantie, après la déduction des coûts de réalisation, que la saisie ou la réalisation de la garantie soit probable ou non. La détermination des provisions pour dépréciation requiert l'exercice d'un jugement significatif de la part de la Direction sur des aspects tels que la conjoncture économique locale et les performances commerciales du client, ainsi que la valeur du titre détenu, pour lequel il peut ne pas y avoir de marché immédiatement disponible. Le montant réel des futurs flux de trésorerie ainsi que leur timing peuvent différer de manière significative des hypothèses formulées en vue de la détermination des provisions pour dépréciation : par conséquent, ces provisions peuvent être soumises à des variations au fur et à mesure que le temps passe et que la situation du client s'éclaircit.

Les provisions pour dépréciation globale sont généralement constituées pour des portefeuilles homogènes moins importants tels que les portefeuilles de détail. Pour des portefeuilles de moindre importance, des prêts homogènes, l'actif est inclus dans un ensemble d'actifs financiers assortis des mêmes caractéristiques de risque, dont la dépréciation a été testée collectivement. La segmentation prend en compte des facteurs, tels que le type d'actif, le secteur d'activité, la zone géographique, le type de garantie, l'éventuel impayé et les autres facteurs significatifs. Ces caractéristiques sont importantes pour l'estimation des futurs flux de trésorerie des ensembles desdits actifs, car elles sont indicatives de la capacité de remboursement de tous les montants dus par l'emprunteur selon les conditions contractuelles applicables aux actifs évalués.

En général, l'élément déclencheur de la dépréciation utilisé pour le calcul de la dépréciation d'un prêt ou d'un ensemble de prêts, est l'obtention du niveau de défaillance préalablement défini ou la faillite du client. Les prêts pour lesquels les contrats du Groupe prévoient la possibilité de ne pas exiger une part des intérêts ou du capital sont également considérés comme étant dépréciés et les prêts générés pour refinancer des actifs actuellement dépréciés sont également définis comme étant dépréciés.

En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires garantis du Groupe, la provision pour dépréciation est calculée pour les prêts douteux définis comme les prêts non remboursés depuis six mois ou plus (ou dans certains cas, lorsque le client est en état de faillite ou fait l'objet d'une saisie). Les flux de trésorerie estimés sont calculés sur la base de l'expérience historique et dépendent des estimations de la valeur prévisionnelle de la garantie, qui tient compte des futurs mouvements potentiels des prix de l'immobilier résidentiel, moins le coût relatif à la vente.

Pour les portefeuilles de prêts personnels non garantis, l'élément déclencheur de la dépréciation est représenté par un arriéré de paiement d'une ou deux mensualités ou par le fait que le client présente une ou plusieurs caractéristiques parmi celles mentionnées plus haut. Alors que l'élément déclencheur se fonde sur les performances en matière de paiement ou sur la situation de chaque élément d'actif, l'évaluation des futurs flux de trésorerie a recours à l'expérience historique des cohortes de portefeuilles similaires, si bien que l'évaluation est considérée comme étant collective. Les futurs flux de trésorerie sont estimés sur la base des flux de trésorerie contractuels des actifs faisant partie de la cohorte et de l'historique des pertes relatives à des actifs similaires. La méthode et les hypothèses employées pour l'estimation des futurs flux de trésorerie sont régulièrement vérifiées par le Groupe afin d'atténuer les différences éventuelles entre les estimations des pertes et les pertes effectivement encourues. Les provisions pour dépréciation globale sont également soumises à des incertitudes en termes d'estimation et sont, notamment, sensibles aux variations de la conjoncture économique et des conditions de crédit, y compris l'interdépendance des prix de l'immobilier, les taux de chômage, les taux d'intérêt, le comportement de l'emprunteur et les tendances en matière de faillites personnelles. Il est difficile d'estimer, toutefois, de quelle manière les changements relatifs à un ou plusieurs facteurs parmi ceux évoqués ci-dessus pourraient avoir un impact sur la provision pour dépréciation collective.

L'estimation de la valeur de la garantie sur laquelle s'appuie le portefeuille de prêts immobiliers du Groupe au Royaume Uni est effectuée en appliquant les variations des indices de prix internes à la valeur initialement estimée du bien. Compte tenu de la taille relative du portefeuille de prêts immobiliers, il s'agit d'un facteur essentiel pour la détermination de la charge de dépréciation relative aux prêts et créances. Si les prix moyen des habitations étaient inférieurs de dix pour cent à ceux estimés au 31 décembre 2017, la charge de dépréciation s'élèverait à £200 millions pour les prêts immobiliers au Royaume Uni.

De plus, la provision globale inclut également une provision pour pertes inhérentes, à savoir des pertes qui ont été encourues, mais qui n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan. Les prêts qui ne sont pas actuellement désignés comme douteux sont regroupés dans des portefeuilles homogènes, caractérisés par les facteurs de risque. Les facteurs de risque pour les prêts au détail garantis incluent le rapport actuel prêt indexé/valeur, les arriérés relatifs à de précédents prêts, les données internes relatives aux impayés tous produits confondus et les données externes des agences de crédit ; pour les prêts au détail non garantis, les facteurs incluent le respect des échéances de paiement et, dans le cas contraire, le nombre de mensualités impayées et, pour les prêts commerciaux, des facteurs tels que les taux de défaut de paiement et le taux de perte en cas de défaillance observés. La probabilité de dépréciation de chaque compte pendant la période d'émergence de la perte ainsi que la perte économique que chaque portefeuille est susceptible de générer en cas de dépréciation font l'objet d'une évaluation. La période d'émergence de la perte est déterminée, par la direction locale, pour chaque portefeuille ; le Groupe a défini une série de périodes d'émergence de la perte en fonction des caractéristiques des portefeuilles. Les périodes d'émergence de la perte sont régulièrement examinées et mises à jour, si nécessaire. En général, les périodes utilisées au sein du Groupe varient entre un et douze mois, selon l'historique. Les portefeuilles non garantis ont généralement une période d'émergence de la perte plus courte que les portefeuilles garantis. Cette provision est sensible aux variations de la période d'émergence de la perte. La Direction exerce un niveau de jugement significatif dans la détermination de la provision pour dépréciation globale non identifiée, qui comporte également l'évaluation du niveau de risque global existant dans certains secteurs et l'impact d'un environnement à faible taux d'intérêt sur les périodes d'émergence des pertes. Dans le secteur Banque Commerciale, une augmentation d'un mois de la période d'émergence de la perte pour le portefeuille de prêts soumis à l'évaluation de la provision pour dépréciation globale non identifiée donnerait lieu à une augmentation de cette provision d'environ £25 millions (2016 : £33 millions).

Groupe	2017			2016		
	Prêts et avances en faveur des clients £m	Titres obligataires £m	Total £m	Prêts et avances en faveur des clients £m	Titres obligataires £m	Total £m
Au 1er janvier	2 412	76	2 488	3 033	97	3 130
Ajustements sur changes et autres ajustements	127	-23	104	69	–	69
Avances radiées	-1 499	-44	-1 543	-2 111	-22	-2 133
Reprise d'avances radiées sur les exercices précédents	482	–	482	861	1	862
Désactualisations	-23	–	-23	-32	–	-32
Charge inscrite au compte de résultat (note 10)	696	-6	690	592	–	592
Au 31 décembre	2 195	3	2 198	2 412	76	2 488

Sur la provision totale constituée par le Groupe pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £1,767 millions (2015 : £1,876 millions) concernait des prêts considérés (individuellement ou globalement) comme douteux à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée par le Groupe pour les Prêts et avances consentis aux clients, des prêts d'un montant de £1201 millions (2016 : £1,208 millions) ont été évalués sur une base collective. Aucune provision pour dépréciation n'a été constituée pour les montants dus par les entités apparentées du Groupe Lloyds Banking.

Banque – Prêts et avances en faveur des clients	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	1 036	1 223
Ajustements sur changes et autres ajustements	122	15
Avances radiées	-645	-973
Reprise d'avances radiées sur les exercices précédents	170	365
Désactualisations	-37	-44
Charge inscrite au compte de résultat	465	450
Au 31 décembre	1 111	1 036

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £846 millions (2016 : £774 millions) concernait des prêts considérés (individuellement ou globalement) comme douteux à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, des prêts d'un montant de £556 millions (2016 : £527 million) ont été évalués sur une base collective.

19 Actif financier cessible

Groupe

	2017 £m	2016 £m
Titres obligataires :		
Titres d'état	34 708	48 714
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	167	142
Titres adossés à l'actif :		
Titres adossés à des prêts hypothécaires	1 156	108
Autres titres adossés à l'actif	255	317
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	4 615	6 030
	40 901	55 311
Actions	816	1 213
Total actif financier cessible	41 717	56 524

Banque

	2017 £m	2016 £m
Titres obligataires :		
Titres d'état	34 571	48 576
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	167	142
Titres adossés à l'actif :		
Titres adossés à des prêts hypothécaires	1 129	71
Autres titres adossés à l'actif	65	127
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	5 871	5 475
	41 803	54 391
Actions	763	731
Total actif financier cessible	42 566	55 122

Au 31 décembre 2017, le Groupe détenait un montant de £39,717 millions (2016 : £55,204 millions) d'actif financier cessible du Groupe et la Banque détenait un

montant de £38,937 millions (2016 : £52,302 millions) d'actif financier cessible avec une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Tous les éléments d'actif ont été soumis à un test de dépréciation individuel. Les critères adoptés pour établir l'existence d'une perte par dépréciation figurent à la note 2h(2).

20 Acquisition de MBNA Limited

Le 1er juin 2017, suite à l'approbation de l'autorité de la concurrence et des autres autorités compétentes, le Groupe a procédé à l'acquisition de la totalité (100 %) du capital ordinaire de MBNA Limited (MBNA), qui exerce, avec ses filiales, une activité de cartes de crédit à la consommation au Royaume Uni et qui appartenait à FIA Jersey Holdings Limited, filiale à 100% de Bank of America. L'acquisition permettra au Groupe d'améliorer son positionnement et son offre sur le marché des cartes de crédit à la consommation. La juste valeur totale de la contrepartie s'élevait à £2016 millions, qui ont été réglés au comptant. Cette acquisition devrait offrir une opportunité significative en termes de synergies de coût et un goodwill de £302 millions a été comptabilisé à ce titre. Le goodwill enregistré pour cette transaction n'est pas fiscalement déductible.

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur de l'actif et du passif identifiable objet de l'acquisition. Le Groupe a finalisé la comptabilisation de l'acquisition au cours du deuxième semestre 2017 ce qui a entraîné une réduction du poste Autre actif de £23 millions et une augmentation de l'actif d'impôt différé de £4 millions ainsi qu'une augmentation du goodwill de £19 millions par rapport aux montants prévisionnels précédemment comptabilisés.

	Valeur comptable au 1er juin 2017 £m	Ajustements de la juste valeur £m	Juste valeur au 1er juin 2017 £m
Actif			
Prêts et avances en faveur des clients	7 466	345	7 811
Actif financier cessible	16	—	16
Achat de relations de carte de crédit	—	702	702
Actif d'impôt différé	27	4	31
Autre actif	190	322	512
Total actif	7 699	1 373	9 072
Passif			
Dépôt de banques	6 431	—	6 431
Passif d'impôt différé	3	184	187
Autre passif	112	—	112
Autres provisions	233	395	628
Total passif	6 779	579	7 358
Juste valeur de l'actif net acquis	920	794	1 714
Goodwill généré par l'acquisition			302
Contrepartie totale			2 016

A la date d'acquisition, le montant contractuel des prêts et avances à rembourser par les clients s'élevait à £7628 millions. Le montant recouvrable ne différerait pas de manière significative de la valeur comptable comptabilisée par MBNA au 1er juin 2017 (£7,466 millions).

Suite à une indemnité garantie par Bank of America, N.A., l'exposition du Groupe relative à la responsabilité de MBNA en termes d'assurance décès-invalidité est plafonnée à £240 millions. Les frais d'acquisition de £21 millions ont été comptabilisés dans les Frais d'exploitation de l'exercice au 31 décembre 2017.

Le produit total post-acquisition de MBNA, inclus dans le compte de résultat consolidé du Groupe de l'exercice au 31 décembre 2017, s'élève à £436 millions. MBNA a également contribué au bénéfice avant impôt avec un apport de £146 millions pour la même période.

Si l'acquisition de MBNA avait eu lieu le 1er janvier 2017, le produit total consolidé du Groupe généré par les activités poursuivies aurait été supérieur de £329 millions et se serait élevé à £17,681 millions, tandis que le bénéfice avant impôt consolidé du Groupe généré par les activités poursuivies aurait été supérieur de £112 millions et se serait élevé à £5,147 millions.

21 Goodwill du Groupe

	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	180	2 016
Acquisition d'entreprises (note 20)	302	—
Dépréciation inscrite au compte de résultat (note 9)	-8	—
Transfert au groupe cessible (note 12)	—	-1 836
Au 31 décembre	474	180
Coût	828	526
Pertes par dépréciation cumulées	-354	-346
Au 31 décembre	474	180

Le goodwill inscrit au bilan du Groupe est soumis au moins une fois par an à un test de dépréciation. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est alloué à l'unité génératrice de trésorerie concernée ; sur un solde total de £474 millions (2016 : £180 millions), £302 millions correspondant à 64 % du total (2016 : £néant) concernent l'acquisition de MBNA (note 20) et ont été alloués aux cartes, et £170 millions, à savoir 36 % du total (2016 : £170 millions, à savoir 94 % du total) ont été alloués au Financement de Véhicules, les deux au sein de la Division Banque Privée.

Le montant recouvrable du goodwill relatif au Financement de Véhicules se fonde également sur un calcul de la valeur d'utilisation effectué à l'aide des projections des flux de trésorerie avant impôt sur la base des budgets financiers et des plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans et un taux d'actualisation de 14 %. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 0.5 % qui n'est pas supérieur au taux moyen à long

terme en vigueur sur les marchés sur lesquels l'activité de Financement des Véhicules est présente. La Direction estime que toute modification raisonnablement envisageable des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable du Financement de Véhicules en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

Le goodwill relatif à l'acquisition de MBNA a été alloué à l'activité Cartes du Groupe, puisque cette activité devrait bénéficier des synergies produites par l'acquisition. Le montant recouvrable de ce goodwill se fonde également sur un calcul de la valeur d'utilisation effectué à l'aide des projections des flux de trésorerie avant impôt sur la base des budgets financiers et des plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans et un taux d'actualisation de 14 %. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 0.5 % qui n'est pas supérieur au taux moyen à long terme en vigueur sur les marchés sur lesquels l'activité Cartes est présente. La Direction estime que toute modification raisonnablement envisageable des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable du Financement de Véhicules en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

21 Autre actif incorporel

	Groupe						Banque
	Marques	Actifs incorporels constitués de dépôts de base	Relations de carte de crédit achetées	Actifs incorporels liés aux clients	Upgradings logiciels immobilisés	Total	Upgradings logiciels immobilisés
	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Coût :							
Au 1er janvier 2016	596	2 770	315	538	1 814	6 033	1 246
Augmentations	—	—	—	—	463	463	338
Cessions	—	—	—	—	-110	-110	-1
Transfert au groupe cessible (cf. note 12)	—	—	—	-67	-286	-353	—
Au 31 décembre 2016	596	2 770	315	471	1 881	6 033	1 583
Acquisition d'entreprises (note 20)	—	—	702	—	—	702	—
Augmentations	—	—	—	—	804	804	749
Cessions	—	—	—	—	-24	-24	-1
Au 31 décembre 2017	596	2 770	1 017	471	2 661	7 515	2 331
Amortissement cumulé :							
Au 1er janvier 2016	149	2 460	309	472	805	4 195	526
Charge de l'exercice	22	297	2	27	234	582	164
Cessions	—	—	—	—	-72	-72	—
Transfert au groupe cessible (cf. note 12)	—	—	—	-66	-126	-192	—
Au 31 décembre 2016	171	2 757	311	433	841	4 513	690
Charge de l'exercice (note 9)	22	13	44	19	255	353	226
Cessions	—	—	—	—	-17	-17	—
Au 31 décembre 2017	193	2 770	355	452	1 079	4 849	916
Montant inscrit au Bilan au 31 décembre 2017	403	—	662	19	1 582	2 666	1 415
Montant inscrit au Bilan au 31 décembre 2016	425	13	4	38	1 040	1 520	893

Les marques ci-dessus incluent des actifs de £380 millions (2016 : £380 millions) dont la durée de vie a été désignée comme étant indéterminée et qui ne sont pas amortis. Ces marques utilisent le nom de la Bank of Scotland qui existe depuis plus de 3 siècles. Ce sont des marques de services financiers bien établies et rien ne laisse supposer que leur durée ne puisse pas être indéterminée.

Le montant de £702 millions de relations de carte de crédit achetées sur l'exercice au 31 décembre 2017 résulte de l'acquisition de MBNA (cf. note 20) et représentent l'avantage lié au revenu récurrent généré par le portefeuille de cartes de crédit acheté.

22 Immobilisations corporelles

	Groupe						Banque		
	Biens d'investissement	Locaux	Equipement	Actif de location-exploitation	Total	Locaux	Equipement	Actif de location-exploitation	Total
	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Coût ou valorisation :									
Au 1er janvier 2016	4 361	2 589	5 266	5 023	17 239	1 693	5 248	178	7 119
Ajustements sur changes et autres ajustements	13	2	6	112	133	—	1	37	38
Augmentations	—	59	806	2 088	2 953	29	755	—	784
Dépenses sur biens d'investissement (cf. ci-dessous)	344	—	—	—	344	—	—	—	—
Variation de la juste valeur des biens d'investissement	-83	—	—	—	-83	—	—	—	—
Cessions	-871	-100	-113	-1 017	-2 101	-47	-82	—	-129
Transfert au groupe cessible (note 12)	-3 660	-47	-33	—	-3 740	—	—	—	—
Au 31 décembre 2016	104	2 503	5 932	6 206	14 745	1 675	5 922	215	7 812
Ajustements sur changes et autres ajustements	-9	-37	-5	-44	-95	70	1	-18	53
Acquisition d'entreprises (note 20)	—	3	3	—	6	—	—	—	—
Augmentations	—	70	382	2 262	2 714	46	361	—	407
Dépenses sur biens d'investissement (cf. ci-dessous)	23	—	—	—	23	—	—	—	—
Cessions	-68	-776	-1 257	-1 896	-3 997	-165	-112	-67	-344

Au 31 décembre 2017	50	1 763	5 055	6 528	13 396	1 626	6 172	130	7 928
Amortissement cumulé et dépréciation :									
Au 1er janvier 2016	–	1 247	2 096	917	4 260	1 012	2 566	19	3 597
Ajustements sur changes et autres ajustements	–	-1	-8	49	40	–	1	5	6
Charge d'amortissement de l'exercice	–	136	672	953	1 761	68	583	6	657
Cessions	–	-49	-89	-410	-548	-32	-60	–	-92
Transfert au groupe cessible (note 12)	–	-32	-30	–	-62	–	–	–	–
Au 31 décembre 2016	–	1 301	2 641	1 509	5 451	1 048	3 090	30	4 168
Ajustements sur changes et autres ajustements	–	-8	-10	-34	-52	66	5	-15	56
Charge d'amortissement de l'exercice (note 9)	–	122	732	1 085	1 939	63	644	6	713
Cessions	–	-704	-1 246	-1 054	-3 004	-154	-107	–	-261
Au 31 décembre 2017	–	711	2 117	1 506	4 334	1 023	3 632	21	4 676
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2017	50	1 052	2 938	5 022	9 062	603	2 540	109	3 252
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2016	104	1 202	3 291	4 697	9 294	627	2 832	185	3 644

Les dépenses sur biens d'investissement comprennent :

	2017 £m	2016 £m
Acquisitions de nouveaux biens	23	251
Frais d'agrandissement des biens existants	–	93
	23	344

Le revenu locatif de £1 million (2016 : £3 millions) et les Frais d'exploitation directs résultant des biens productifs de revenus locatifs de £zéro millions (2016 : £zéro) ont été comptabilisés dans le compte de résultat.

Les investissements dans des biens immobiliers ayant fait l'objet d'un contrat, mais non encore pris en compte dans les états financiers s'élevaient à £zéro (2016 : £zéro). Le tableau ci-dessus analyse les mouvements dans les investissements immobiliers, qui sont tous classés en Niveau 3 Cf. note 43.

Au 31 décembre, les futurs loyers minimum dus au Groupe en vertu de contrats de location-exploitation non annulables, comme suit comme suit :

	2017 £m	2016 £m
Encaissables à 1 an	1 301	1 120
1 à 5 ans	1 419	1 373
A plus de 5 ans	128	347
Total futurs loyers minimum encaissables	2 848	2 840

Les équipements faisant l'objet des contrats de location-exploitation conclus avec les clients concernent principalement la location de véhicules. En 2016 et 2017, aucune location conditionnelle n'a été comptabilisée dans le compte de résultat pour des contrats de location-exploitation.

Par ailleurs, un revenu futur total minimum des sous-locations, qui s'élève à £49 million pour le Groupe et à £24 millions pour la Banque au 31 décembre 2017 (£82 millions pour le Groupe et £26 millions pour la Banque au 31 décembre 2016) devrait être encaissé en vertu de contrats de sous-location irrévocables.

24 Investissement dans des filiales de la Banque

	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	31 135	39 241
Injections et transferts de capitaux à des fins d'augmentation	2 362	310
Cessions	-317	-231
Ajustement sur l'acquisition d'entreprises (cf. ci-dessous)	-127	–
Dépréciation	-175	-563
Investissements cessibles	–	-7 622
Au 31 décembre	32 878	31 135

La liste détaillée des filiales et des activités s'y rapportant, intégrée au présent document par référence, figure aux pages 146 à 154.

Le 1er octobre 2017, conformément à un Plan de Transfert d'Activité Bancaire relevant de la Partie VII du *Financial Services and Markets Act 2000* qui a été approuvé par le Tribunal le 12 septembre 2017, l'activité et la majorité de l'actif et du passif de deux filiales de la Banque, Lloyds Bank Private Banking Limited et Scottish Widows Bank plc, ont été transférées à la Banque. Ceci a donné lieu à un crédit de £278 millions directement imputé aux fonds propres de la Banque, correspondant à l'actif net transféré moins la valeur de l'investissement de la Banque dans les deux filiales.

Certaines filiales possèdent, actuellement, des réserves de distribuables insuffisantes pour effectuer des paiements de dividendes : cependant, aucune autre restriction significative n'a empêché les filiales de la Société de payer des dividendes ou rembourser des prêts ou des avances. Toutes les filiales réglementées du secteur des banques et de l'assurance doivent conserver des niveaux de capitaux préalablement fixés par les organes de régulation compétents, ce qui pourrait avoir un impact sur leur possibilité d'effectuer des distributions.

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m

Soldes de règlement	556	533	513	416
Investissements dans des joint-ventures et des entreprises associées	9	59	5	5
Autre actif et acomptes	1 779	1 549	599	747
Total autre actif	2 344	2 141	1 117	1 168

26 Dépôts des clients

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Comptes courants non productifs d'intérêts	70 444	61 804	50 094	42 478
Comptes courants productifs d'intérêts	95 889	90 978	55 260	55 509
Comptes d'épargne et d'investissement	196 966	208 227	95 035	74 946
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	2 638	2 462	2 637	2 462
Autres dépôts de clients	52 187	51 989	31 371	37 740
Total dépôts de clients	418 124	415 460	234 397	213 135

Au 31 décembre 2017 £11, 312 millions (2016 : £20,851 millions) de dépôts clients du Groupe et £1,319 millions (2016 : £3,942 millions) de dépôts clients de la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Les montants mentionnés ci-dessus pour le Groupe incluent £220,855 millions (2016 : £219,106 millions) protégés dans le cadre du Plan de Rémunération des Services Financiers au Royaume Uni.

27 Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Passif négociable, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	7 812	9 425	7 812	9 423
Passif négociable				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	41 378	42 067	41 378	43 011
Autres dépôts	381	530	552	860
Positions courtes en titres	1 303	2 482	1 303	2 482
Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	43 062	45 079	43 233	46 353
	50 874	54 504	51 045	55 776

Au 31 décembre 2017, le Groupé détenait £9,022 millions (2016 : £10,133 millions) et la Banque £8,837 millions (2016 : £10,182 millions) de passif négociable et autre passif inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat avec une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Le passif inscrit à la juste valeur au compte de résultat représente principalement des Titres obligataires en émission contenant des instruments dérivés significatifs intégrés – qui, autrement, devraient être comptabilisés et mesurés à leur juste valeur séparément des titres obligataires correspondants –, ou qui sont comptabilisés à leur juste valeur afin d'atténuer de manière significative le risque d'incohérence comptable.

Le montant payable par contrat à la date d'échéance des titres obligataires détenus à leur juste valeur sur compte de résultat au 31 décembre 2017 s'élevait à £14,224 millions (2016 : £16,079 millions), à savoir un montant supérieur de £6,412 millions à la valeur comptable inscrite au bilan (2016 : + £6,656). Au 31 décembre 2017, la juste valeur de ce passif avait augmenté de £147 millions (2016 : + £95 millions) suite à une variation du risque de différentiel de crédit, déterminé par rapport aux différentiels de crédit cotés de la Banque. Sur le montant cumulé, une augmentation de £52 millions a été enregistrée en 2017 contre une augmentation de £28 millions en 2016.
Cf. note 46.

28 Titres obligataires en émission

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Titres à moyen terme émis	18 763	24 867	17 663	23 571
Obligations couvertes (note 16)	26 132	30 521	36 950	41 037
Certificats de dépôt émis	9 999	8 127	9 999	8 126
Effets de titrisation (note 16)	3 730	7 937	779	501
Papiers commerciaux	3 241	3 281	858	1 131
Total titres obligataires en émission	61 865	74 733	66 249	74 366

Au 31 décembre 2017, £41,749 millions (2016 : £49,888 millions) de titres obligataires en émission du Groupe et £48,187 millions (2016 : £54,985 millions) de titres obligataires en émission de la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

29 Autre passif

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Soldes de règlement	331	346	316	252
Autres créanciers et comptes de régularisation	4 209	4 386	3 109	3 043

	4 540	4 732	3 425	3 295
--	-------	-------	-------	-------

30 Obligations relatives aux prestations de retraite

	2017 £m	2016 £m
Charge inscrite au compte de résultat du Groupe		
Régimes de retraite à prestations déterminées	334	263
Autres régimes de prestations post-retraite	7	8
Total régimes à prestations déterminées	341	271
Régimes de retraite à cotisations déterminées	242	254
Total charge inscrite au compte de résultat -activités poursuivies (note 9)	583	525

De plus, une charge de £42 millions (2016 : £30 millions) était incluse dans les activités non poursuivies (cf. note 12).

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Montants inscrits au bilan				
Actif des prestations de retraite	723	342	673	254
Passif des prestations de retraite	-281	-692	-143	-399
Total montants inscrits au bilan	442	-350	530	-145

Le montant total comptabilisé au bilan comprend :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Régimes de retraite à prestations déterminées	586	-114	633	-23
Autres régimes de prestations post-retraite	-144	-236	-103	-122
Total montants inscrits au bilan	442	-350	530	-145

Régimes de retraite

Régimes à prestations déterminées

Estimations et opinions comptables essentielles

La valeur du passif des régimes à prestations déterminées du Groupe nécessite la formulation d'un certain nombre d'hypothèses de la part de la Direction. Les principaux domaines d'incertitude sont représentés par les taux d'actualisation appliqués aux futurs flux de trésorerie et l'espérance de vie des adhérents. Le taux d'actualisation doit être fixé par rapport aux rendements applicables sur le marché au terme de l'exercice, pour des obligations de première qualité, dans la devise et avec une échéance compatible avec les obligations imposées par les régimes de retraite à prestations déterminées. La durée moyenne des obligations est d'environ 20 ans. Le marché des obligations dotées d'une durée similaire est illiquide et, par conséquent, la Direction doit émettre des jugements significatifs afin de déterminer une courbe de rendement adéquate sur laquelle calculer le taux d'actualisation. Le coût des prestations dues en vertu du régime dépendra également de l'espérance de vie des adhérents. Le Groupe prend en compte les plus récentes pratiques de marché et l'expérience réelle dans la définition des hypothèses adéquates à la fois en termes de mortalité prévisionnelle et d'amélioration du taux de mortalité. Compte tenu des progrès réalisés dans le domaine médical, il est impossible de dire si ce taux d'amélioration va se poursuivre et, par conséquent, l'expérience réelle pourrait différer des prévisions. L'effet sur l'excédent ou le déficit net comptable et sur la charge pour retraites dans le compte de résultat du Groupe de la modification des principales hypothèses actuarielles est décrit au paragraphe (iii) ci-dessous.

(i) Caractéristiques et risques associés aux régimes de retraite du Groupe

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de retraite à prestations déterminées au Royaume Uni et à l'étranger. Tous les principaux régimes sont basés au Royaume Uni, les trois régimes les plus significatifs étant les parties à prestations déterminées des Régimes de retraite de Lloyds Bank n° 1 et n°2 et le Régime de Retraite basé sur le Salaire Final de HBOS. Au 31 décembre 2017, ces régimes représentaient 97 % de l'actif total brut des régimes à prestations déterminées (2016 : 97 %). Ces régimes fournissent des prestations de retraite calculées en pourcentage du salaire final donnant droit à la retraite en fonction de l'ancienneté de service ; l'âge minimum de la retraite selon les règles des régimes en vigueur au 31 décembre 2017 est généralement fixé à 55 ans, bien que certaines catégories de membres soient autorisées, par contrat, à partir à la retraite à 50 ans.

Le Groupe gère un certain nombre de plans de retraite financés et non financés, dont la plupart, y compris les trois principaux régimes, sont des plans financés au Royaume Uni. Tous les régimes sont exploités en tant qu'entités juridiques à part entière, par des fiduciaires, selon la loi sur les fiducies. Tous les régimes en vigueur au Royaume Uni sont financés conformément au *Pensions Act 2004*. La responsabilité de la gouvernance des régimes de retraite à prestations déterminées financés par le Groupe incombe aux Pension Trustees [Fiduciaires en charge des Retraites]. Tous ces régimes sont gérés, au Royaume Uni, par le Comité Fiduciaire [Trustee Board], qui est chargé d'assurer l'administration du Régime selon ses règles et conformément à la législation applicable, et de protéger l'actif dans l'intérêt de tous les membres et de tous les bénéficiaires. Le Comité Fiduciaire est seul responsable de la définition de la politique d'investissement et des besoins en financement avec l'employeur, dans le cadre du processus d'évaluation des financements. Le Comité Fiduciaire doit être composé de représentants de la Société et d'adhérents au plan selon le règlement du Régime.

Un test d'évaluation est effectué pour chaque régime au moins une fois tous les trois ans : les actifs du régime sont mesurés selon la valeur de marché, tandis que le passif ('Provisions Techniques') est testé selon les hypothèses prudentielles. En cas de constatation d'un déficit, un plan de redressement est défini et soumis à l'examen de l'Organisme de Régulation en charge des Pensions [*Pensions Regulator*]. Le Groupe n'a pas provisionné ces déficits, car il devrait pouvoir disposer de futurs avantages économiques résultant des cotisations. Les plans de retraite à prestations déterminées gérés par le Groupe à l'étranger sont soumis à la réglementation locale.

L'évaluation triennale la plus récente du financement des trois principaux régimes du Groupe, qui se fonde sur la situation au 31 décembre 2016, est substantiellement terminée et ses termes ont été convenus, en principe, d'un commun accord avec les fiduciaires. Cette évaluation fait ressortir un déficit de financement de £7.3 milliards (un niveau de financement de 85.6 %) par rapport au déficit de £5.2 milliards (niveau de financement de 85.9 %) établi lors de la dernière évaluation réalisée au 30 juin 2014. Compte tenu de ce déficit de financement et des modifications que le Groupe envisage d'apporter dans le cadre de son Programme de

Réforme Structurelle, le Groupe a défini, en principe, d'un commun accord avec les fiduciaires, un plan de recouvrement, selon lequel des apports au titre du déficit d'un montant de f £412 millions seront payables en 2018, et qui seront portées à £618 millions en 2019, £798 millions en 2020, £1,287 millions en 2021 et £1,305 millions par an entre 2022 et 2024. Les apports au cours des années ultérieures feront l'objet d'un réexamen et d'une renégociation lors des prochaines évaluations du financement. La prochaine évaluation du financement devrait être effectuée avant mars 2021, à partir du 31 décembre 2019. Les apports au titre du déficit viennent s'ajouter aux contributions normales en vue du paiement des prestations dues sur l'exercice. Le Groupe prévoit actuellement de devoir payer des apports d'environ £750 millions aux régimes de retraite à prestations déterminées 2018.

En 2009, le Groupe a versé une contribution unique au Plan de retraite 1 de Lloyds Bank et au Plan de Retraite n°2 de Lloyds Bank sous la forme de participations dans des sociétés en commandite par chacun des deux plans, qui détiennent des actifs destinés à garantir les obligations du Groupe vis-à-vis des deux régimes. Au 31 décembre 2017, les sociétés en commandite détenaient des actifs d'environ £5.5 milliards. Ces sociétés sont entièrement consolidées dans le bilan du Groupe.

Le Groupe a également procédé à la constitution de trois sociétés à responsabilité limitée qui détiennent des actifs à titre de garantie des obligations incombant au Groupe vis-à-vis du Régime de Retraite basé sur le Salaire Final de HBOS, d'une partie du Régime de Retraite n°1 de Lloyds Bank et du Régime de Retraite Offshore de Lloyds Bank. Au 31 décembre 2017, ces sociétés détenaient des actifs d'un montant total approximatif de £4.8 milliards ; elles n'effectuent aucune distribution en faveur des régimes de retraite et sont entièrement consolidées dans le bilan du Groupe. Selon les termes de ces accords, le Groupe est tenu de conserver des actifs dans ces véhicules pour un montant minimum convenu d'un commun accord, afin de garantir les obligations vis-à-vis des régimes de retraite du Groupe. Le Groupe a satisfait cette exigence en 2017.

Les dernières évaluations du financement des autres régimes du Groupe ont été effectuées à différentes dates. En vue de la déclaration de la situation selon l'IAS 19 au 31 décembre 2017, les résultats de la plus récente évaluation de tous les régimes ont été mis à jour par des actuaires indépendants qualifiés. Les principaux écarts entre le financement et les évaluations effectuées selon l'IAS 19 consistent en une approche différente et plus prudente dans la fixation du taux d'actualisation et des hypothèses plus prudentes en termes de longévité qui ont été employées dans le cadre de l'évaluation du financement.

(ii) Montants inscrits aux états financiers

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Montant inscrit au bilan				
Valeur actuelle des obligations financées	-43 136	-44 363	-27 041	-27 924
Juste valeur des actifs du régime	43 722	44 249	27 674	27 901
Montant net inscrit au bilan	586	-114	633	-23

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Montant net inscrit au bilan				
Au 1er janvier	-114	736	-23	363
Charge nette des retraites à prestations déterminées	-334	-279	-162	-133
Gains (pertes) actuariel(le)s sur obligations de prestations déterminées	-754	-8 770	-430	-8 293
Rendement des actifs du régime	1 223	7 455	857	7 624
Cotisations patronales	567	623	396	420
Ajustements sur changes et autres ajustements	-2	-9	-5	-4
Transfert au groupe cessible (note 12)	-	130	-	-
Au 31 décembre	586	-114	633	-23

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Mouvements relatifs à l'obligation de prestations déterminées				
Au 1er janvier	-44 363	-36 903	-27 924	-19 542
Coût actuel du service	-279	-257	-137	-121
Intérêts débiteurs	-1 203	-1 401	-762	-864
Revalorisation				
Gains actuariels - expérience	-358	535	-360	306
Gains (pertes) actuariel(le)s - hypothèses démographiques	1 031	195	874	115
Gains (pertes) actuariel(le)s - hypothèses financières	-1 427	-9 500	-944	-8 714
Prestations payées	3 537	1 580	2 340	921
Coût des services passés	-14	-20	-4	-3
Cotisations salariales	-	-	-	-
Règlements	16	12	-	-
Ajustements sur changes et autres ajustements	-4	-	-	-
Transfert au groupe cessible	-72	-63	-124	-22
Au 31 décembre	-	1 459	-	-
Mouvements relatifs à l'obligation de prestations déterminées	-43 136	-44 363	-27 041	-27 924

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Analyse de l'obligation de versement de prestations déterminées				

Adhérents actifs	-7 667	-9 533	-4 349	-5 233
Adhérents avec retraite différée	-15 313	-16 368	-9 594	-10 385
Retraités	-18 556	-16 956	-11 932	-11 170
Personnes à charge	-1 600	-1 506	-1 166	-1 136
	-43 136	-44 363	-27 041	-27 924

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Variation de la juste valeur des actifs du régime				
Au 1er janvier	44 249	37 639	27 901	19 905
Rendement de l'actif du régime, sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	1 223	7 455	857	7 624
Intérêts créditeurs	1 208	1 441	766	879
Cotisations patronales	567	623	396	420
Cotisations salariales	—	—	—	—
Prestations payées	-3 537	-1 580	-2 340	-921
Règlements	-18	-18	—	—
Frais administratifs payés	-40	-36	-25	-24
Ajustements sur changes et autres ajustements	70	54	119	18
Transfert au groupe cessible	—	-1 329	—	—
Au 31 décembre	43 722	44 249	27 674	27 901

Composition de l'actif du régime :

Groupe	2017			2016		
	Coté £m	Non coté £m	Total £m	Coté £m	Non coté £m	Total £m
Instruments de fonds propres	846	5	851	1 114	—	1 114
Instruments obligataires :						
Titres d'état à taux fixe	5 190	—	5 190	5 663	—	5 663
Titres d'état indexés	17 131	—	17 131	13 999	—	13 999
Obligations d'entreprise et autres obligations	6 903	—	6 903	7 452	—	7 452
Titres adossés à des actifs	121	—	121	100	—	100
	29 345	—	29 345	27 214	—	27 214
Biens immobiliers	—	544	544	—	497	497
Instruments collectifs de placement	3 805	12 903	16 708	3 569	12 115	15 684
Instruments de marché monétaire, dérivés, liquidités et autres éléments d'actif et de passif	1 462	-5 188	-3 726	1 435	-1 695	-260
Au 31 décembre	35 458	8 264	43 722	33 332	10 917	44 249

Banque	2017			2016		
	Coté £m	Non coté £m	Total £m	Coté £m	Non coté £m	Total £m
Instruments de fonds propres	448	4	452	405	—	405
Instruments obligataires :						
Titres d'état à taux fixe	417	—	417	768	—	768
Titres d'état indexés	11 215	—	11 215	10 546	—	10 546
Obligations d'entreprise et autres obligations	4 859	—	4 859	4 419	—	4 419
Titres adossés à des actifs	—	—	—	—	—	—
	16 491	—	16 491	15 733	—	15 733
Biens immobiliers	—	—	—	—	13	13
Instruments collectifs de placement	1 495	9 541	11 036	2 873	8 992	11 865
Instruments de marché monétaire, dérivés, liquidités et autres éléments d'actif et de passif	515	-820	-305	298	-413	-115
Au 31 décembre	18 949	8 725	27 674	19 309	8 592	27 901

L'actif de tous les régimes financés est détenu séparément de l'actif du Groupe dans des fonds séparés gérés par d'autres fiduciaires. Les instruments collectifs de placement des régimes de retraite comprennent.

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Fonds d'investissement en actions	2 421	2 628	1 939	2 244
Fonds de couverture et fonds communs de placement	2 377	2 347	1 319	1 118
Fonds monétaires	2 796	484	1 369	2
Fonds obligataires	1 729	3 032	1 080	2 837
Autres	7 385	7 193	5 329	5 664
Au 31 décembre	16 708	15 684	11 036	11 865

Les dépenses (crédits) inscrit(e)s au compte de résultat de l'exercice au 31 décembre comprennent :

	Groupe	
	2017 £m	2016 £m
Coût du service actuel	279	257
Montant net des intérêts	-5	-40
Crédits et réductions relatifs aux services passés	4	–
Règlements	2	6
Coût des services passés -modification du régime	14	20
Frais d'administration du régime encourus sur l'exercice	40	36
Total des dépenses relatives aux régimes à prestations déterminées	334	279

Hypothèses

Les principales hypothèses actuarielles et financières employées dans l'évaluation des plans de retraite à prestations déterminées sont les suivantes :

	2017 %	2016 %
Taux d'actualisation	2,59	2,76
Taux d'inflation		
Inflation des prix au détail	3,20	3,23
Indice des Prix à la Consommation	2,15	2,18
Taux d'augmentation des salaires	0,00	0,00
Taux moyen pondéré de l'augmentation des retraites en cours de paiement	2,71	2,72

	2017 Ans	2016 Ans
Espérance de vie des adhérents âgés de 60 ans à la date de valorisation :		
Hommes	27,9	28,1
Femmes	29,5	30,3
Espérance de vie des adhérents âgés de 60 ans, 15 ans après la date de valorisation :		
Hommes	28,9	29,3
Femmes	30,7	31,7

Les hypothèses relatives à la mortalité utilisées dans l'évaluation des régimes se fondent sur des barèmes standards publiés par l'Institute and Faculty of Actuaries, et ajustés selon l'historique spécifique de chaque régime de retraite. Selon le tableau, un adhérent qui part à la retraite à 60 ans au 31 décembre 2017 est censé vivre, en moyenne, 27,9 ans pour un homme et 29,5 ans pour une femme. En pratique, les variations entre les individus sont plus importantes, mais ces hypothèses devraient être adéquates pour tous les adhérents. L'on part de l'hypothèse que les adhérents les plus jeunes vivront plus longtemps à la retraite que ceux qui partent à la retraite maintenant. Ceci est conforme à la prévision selon laquelle les taux de mortalité continueront à baisser au fil du temps au fur et à mesure des progrès médicaux et de l'amélioration des conditions de vie. Afin de montrer le degré d'amélioration pris comme hypothèse, le tableau montre également l'espérance de vie des adhérents âgés de 45 ans à la date d'aujourd'hui, quand ils partiront à la retraite dans 15 ans, à l'âge de 60 ans.

(iii) Montant, échéance et incertitude des futurs flux de trésorerie

Exposition au risque des régimes à prestations déterminées

Bien que le Groupe ne soit pas exposé à des risques inhabituels, spécifiques à une entité ou à un régime en ce qui concerne ses régimes à prestations déterminées, il est tout de même exposé à un certain nombre de risques significatifs, détaillés ci-dessous :

Risque de taux d'inflation : la majorité des obligations de paiement des prestations du plan est liée à l'inflation, à la fois en termes d'étalement et de paiement. Si l'inflation augmente les obligations augmenteront aussi, même si cette augmentation est partiellement compensée par la détention de liés à l'inflation et, dans la plupart des cas, si des plafonds ont été mis en place pour contrer l'augmentation de l'inflation et éviter qu'elle atteigne des niveaux extrêmes.

Risque de taux d'intérêt : l'obligation de paiement de prestations déterminées est calculée en employant un taux d'actualisation résultant des rendements sur des obligations d'entreprise dotées d'une cote AA. Une baisse de ces rendements entraîne l'augmentation des obligations relatives au plan partiellement compensée par l'augmentation de la valeur des obligations détenues.

Risque de longévité : la majorité des obligations liées au régime étant payables pendant toute la durée de vie de l'adhérent, l'augmentation de l'espérance de vie donne lieu à une augmentation des obligations liées au plan.

Risque d'investissement : les actifs du régime sont investis dans un portefeuille diversifié de titres obligataires, actions et autres actifs productifs de rendement. Si le taux d'actualisation effectif des actifs est inférieur à celui utilisé pour le calcul de l'obligation liée à la prestation déterminée, cela donnera lieu à une baisse de l'excédent ou à une augmentation du déficit. La volatilité des valeurs des actifs et le taux d'actualisation entraîneront une volatilité de l'obligation nette relative aux pensions inscrite au bilan du Groupe et dans les autres éléments du résultat global. Dans une moindre mesure, ceci entraînera également la volatilité des dépenses liées aux retraites inscrites au compte de résultat du Groupe.

Le coût définitif, pour le Groupe, des obligations de paiement des prestations déterminées dépendra des futurs événements réels plutôt que des hypothèses formulées. Il est peu probable que les hypothèses formulées soient confirmées dans la situation réelle et, par conséquent, le coût pourrait être supérieur ou inférieur aux prévisions.

Analyse de sensibilité

Vous trouverez ci-dessous l'effet des variations raisonnablement possibles des hypothèses formulées concernant la valeur des obligations liées au régime de retraite et à la charge qui en résulte pour le Groupe en termes de compte de résultat ainsi que concernant la valeur de l'obligation nette relative au plan à prestations déterminées, pour les trois principaux régimes gérés par le Groupe. Les sensibilités adoptées se fondent sur le principe selon lequel toutes les autres hypothèses et la valeur des actifs

du régime resteraient inchangées, et ne sont pas censées représenter des variations extrêmes. Les calculs sont de nature approximative : par conséquent, des calculs entièrement détaillés pourraient mener à des résultats différents. Il est peu probable que des modifications isolées de certaines hypothèses se produisent en réalité. En raison de la corrélation des hypothèses, l'agrégation des effets de ces modifications isolées pourrait ne pas mener à une estimation raisonnable de l'effet réel de certains changements simultanés de plusieurs hypothèses.

	Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables			
	Augmentation (diminution) de la charge sur compte de résultat		Augmentation (diminution) du passif net des régimes de retraite à prestations déterminées	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Inflation (y compris augmentation des retraites) :				
Augmentation de 0.1 %	16	19	472	491
Diminution de 0.1 %	-15	-14	-453	-458
Taux d'actualisation :				
Augmentation de 0.1 %	-28	-30	-773	-821
Diminution de 0.1 %	26	30	794	847
Espérance de vie escomptée des membres :				
Augmentation d'un an	44	42	1 404	1 213
Diminution d'un an	-41	-37	-1 357	-1 178

Méthode d'analyse de sensibilité et hypothèses s'y rapportant

L'analyse de sensibilité ci-dessus reflète l'impact sur les trois principaux régimes du Groupe, qui représentent plus de 90% des obligations à prestations déterminées incombant au Groupe. Bien que des différences dans les profils des obligations sous-jacentes des autres plans de retraite du Groupe puissent entraîner une différence de sensibilités par rapport aux variations de ces hypothèses, les sensibilités indiquées ci-dessus sont indicatives de l'impact sur le Groupe dans son ensemble.

La sensibilité relative à l'hypothèse d'inflation s'applique, à la fois, aux taux d'augmentation prévu de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et de l'Indice des Prix au Détail (IPD), et inclut l'impact produit sur le taux d'augmentation des pensions, avant et après le départ à la retraite. Ces augmentations des retraites sont liées à l'inflation (de l'IPC ou de l'IPD), sous réserve de certains seuils maximaux et minimaux.

L'analyse de sensibilité (y compris la sensibilité à l'inflation) n'inclut pas l'impact des changements du taux d'augmentation des salaires, puisque les salaires ouvrant droit à la retraite sont gelés depuis le 2 avril 2014.

L'hypothèse liée à l'espérance de vie a été appliquée en prenant en compte une augmentation /diminution d'un an de l'espérance de vie à partir de 60 ans, sur la base de la moyenne pondérée approximative de l'âge pour chaque régime de retraite. Bien qu'il s'agisse d'une approche approximative qui n'est pas susceptible de donner le même résultat qu'une augmentation de l'espérance de vie d'un an à chaque âge, elle fournit, néanmoins, une indication appropriée de l'impact potentiel d'une variation de l'espérance de vie sur les régimes de retraite.

Les méthodes et les hypothèses utilisées dans la préparation de l'analyse de sensibilité n'ont subi aucune modification par rapport à l'exercice précédent.

Stratégies d'appariement actif-passif

Les principaux actifs du régime sont investis dans un portefeuille diversifié, consistant principalement de titres obligataires. La stratégie d'investissement n'est pas statique et évolue pour prendre en compte la structure des obligations liées à chaque régime. Des stratégies spécifiques d'appariement actif-passif sont définies de manière indépendante pour chaque plan par l'organe de gouvernance compétent, de concert avec l'employeur.

L'un des buts essentiels des stratégies d'appariement de l'actif et du passif adoptées par les régimes du Groupe est la réduction de la volatilité causée par la fluctuation des prévisions du marché en termes d'inflation et de taux d'intérêt. Dans le cadre des principaux régime, cet objectif est atteint par l'investissement des actifs du régime dans des obligations – principalement à taux d'intérêt fixe et liés à un indice – et par des swaps de taux d'intérêt et de taux d'inflation. Ces investissements sont structurés de manière à prendre en compte le profil des obligations du régime et sont gérés de manière active pour prendre en compte à la fois la fluctuation de la conjoncture de marché et la modification du profil des obligations.

Au 31 décembre 2017, la stratégie d'appariement actif-passif avait atténué 98 % de la sensibilité du passif aux fluctuations des taux d'intérêt et 102 % de la sensibilité du passif aux variations de l'inflation. La sensibilité résiduelle aux taux d'intérêt est atténuée par la détention de titres obligataires d'entreprise et d'autres titres obligataires.

Profil des échéances de l'obligation de versement de prestations déterminées

Le tableau ci-dessous contient des données relatives à la durée moyenne pondérée des obligations de versement de retraites à prestations déterminées et de la répartition et des dates de paiement des prestations :

	Groupe		Banque	
	2017 Ans	2016 Ans	2017 Ans	2016 Ans
Durée de l'obligation de versement de prestations déterminées	19	20	18	19

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Analyse des échéances des Prestations à payer				
Prestations à payer dans un délai de 12 mois	1 150	1 549	797	951
Prestations à payer entre 1 et 2 ans	1 216	1 156	851	811
Prestations à payer entre 2 et 5 ans	4 023	3 889	2 801	2 706
Prestations à payer entre 5 et 10 ans	7 939	7 852	5 397	5 338
Prestations à payer entre 10 et 15 ans	9 166	9 212	6 019	6 051
Prestations à payer entre 15 et 25 ans	18 526	19 615	11 448	12 217
Prestations à payer entre 25 et 35 ans	16 157	18 090	9 485	10 766

Prestations à payer entre 35 et 45 ans	10 640	12 915	5 774	7 270
Prestations à payer dans plus de 45 ans	4 724	7 122	2 093	3 541

Régimes à prestations déterminées

Le Groupe gère une série de plans de retraite à cotisations déterminées au Royaume Uni et à l'étranger, principalement Your Tomorrow et les parties à cotisations déterminées du Régime de Pension n°1 de Lloyds Bank.

Pendant l'exercice 2017, la charge inscrite au compte de résultat des activités poursuivies pour les régimes à prestations déterminées s'élevait à £242 millions (2016 : £254 millions), correspondant aux cotisations patronales payables selon les termes de chaque régime. De plus, £14 millions (2016 : £14 millions) ont été imputés aux activités non poursuivies (cf. note 12).

Autres régimes de prestations post-retraite

Le Groupe gère une série de régimes qui fournissent des prestations de santé post-retraite et de prêts immobiliers concessionnaires à certains salariés, anciens salariés retraités et à leurs personnes à charge. Le régime principal, qui concerne les anciens salariés de Lloyds Bank, prévoit le paiement, par le Groupe, des frais de santé post-retraite pour les anciens salariés partis à la retraite avant le 1er janvier 1996 (et leurs personnes à charge). Le Groupe a conclu un contrat d'assurance pour la fourniture de ces prestations et une provision a été constituée pour le coût estimé des futures primes d'assurance dues.

La dernière évaluation actuarielle de l'obligation relative au régime principal de santé post-retraite a été réalisée au 31 décembre 2017 par des actuaires indépendants spécialisés. Les principales hypothèses prises en compte correspondent à celles décrites ci-dessus, à l'exception de l'hypothèse relative à l'augmentation des primes de santé, qui a été fixée à 6.81 % (2016 : 6.84 %).

Les mouvements relatifs à l'obligation de versement de prestations post-retraite sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	-236	-200	-122	-109
Gains (pertes actuariel(le)s)	92	-33	15	-13
Primes d'assurance payées	7	7	5	5
Charge de l'exercice	-7	-8	-3	-3
Ajustements de change et autres ajustements	—	-2	2	-2
Au 31 décembre	-144	-236	-103	-122

31 Impôt différé

L'actif et le passif d'impôt différé du Groupe et de la Banque sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Situation statutaire				
Actif d'impôt différé	3 104	3 603	1 995	2 286
Passif d'impôt différé	—	—	—	—
Actif net d'impôt différé	3 104	3 603	1 995	2 286
Données fiscales				
Actif d'impôt différé	4 904	5 479	2 954	3 365
Passif d'impôt différé	-1 800	-1 876	-959	-1 079
Actif net d'impôt différé	3 104	3 603	1 995	2 286

La situation statutaire concerne l'actif et le passif d'impôt différé inscrits au bilan consolidé en tenant compte de l'impossibilité de compenser l'actif et le passif quand il n'existe aucun droit légal de compensation. Les données fiscales renvoient aux montants mentionnés dans le tableau ci-dessous dans lequel l'actif et le passif d'impôt différé sont ventilés par type.

Les mouvements du passif et de l'actif d'impôt différé (avant prise en compte de la compensation des soldes dans la même juridiction fiscale) peuvent être synthétisés comme suit :

Actif d'impôt différé du Groupe	Pertes fiscales	Immobilisations corporelles	Obligations relatives aux retraites	Provisions	Rémunérations en actions	Autres écarts temporaires	Total
	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Au 1er janvier 2016	4 834	1 065	94	38	45	203	6 279
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	-580	-128	-2 011	12	-17	-179	-2 903
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	—	—	2 113	-10	—	—	2 103
Au 31 décembre 2016	4 254	937	196	40	28	24	5 479
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	-243	-222	-281	-9	7	-19	-767
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	—	—	164	25	—	—	189
Impact des acquisitions et cessions	—	—	—	—	—	3	3
Au 31 décembre 2017	4 011	715	79	56	35	8	4 904

Passif d'impôt différé	Juste valeur des acquisitions	Actif des retraites	Dérivés	Réévaluation de l'actif cessible	Autres écarts temporaires	Total
	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Au 1er janvier 2016	-831	-174	-431	-11	-209	-1 656
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	86	1 876	241	24	52	2 279
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	—	-1 787	-466	-246	—	-2 499
Au 31 décembre 2016	-745	-85	-656	-233	-157	-1 876
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	70	199	-120	-36	65	178
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	—	-295	284	68	—	57
Impact des acquisitions and cessions	-157	—	—	—	-2	-159
Au 31 décembre 2017	-832	-181	-492	-201	-94	-1 800

Banque	Pertes fiscales	Immobilisations corporelles	Passif des retraites	Provisions	Rémunérations en actions	Autres écarts temporaires	Total
	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Actif d'impôt différé							
Au 1er janvier 2016	3 192	688	65	38	45	—	4 028
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	-586	-111	-2 189	-2	-17	—	-2 905
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	—	—	2 242	—	—	—	2 242
Au 31 décembre 2016	2 606	577	118	36	28	—	3 365
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	-173	-173	-211	-14	-3	5	-569
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	—	—	133	25	—	—	158
Au 31 décembre 2017	2 433	404	40	47	25	5	2 954

	Actif des retraites	Dérivés	Réévaluation de l'actif cessible	Autres écarts temporaires	Total
	£m	£m	£m	£m	£m
Passif d'impôt différé					
Au 1er janvier 2016	-109	-390	—	-39	-538
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	2 098	—	-6	-96	1 996
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	-2 058	-258	-219	—	-2 535
Ajustements de change et autres ajustements	—	—	—	-2	-2
Au 31 décembre 2016	-69	-648	-225	-137	-1 079
(Débit) crédit inscrit(e) au compte de résultat	137	—	-24	74	187
(Débit) crédit inscrit(e) dans autre résultat global	-243	130	46	—	-67
Au 31 décembre 2017	-175	-518	-203	-63	-959

Estimations et jugements comptables essentiels

L'estimation de l'impôt sur le revenu inclut l'évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé. L'actif d'impôt différé est uniquement comptabilisé dans la mesure où l'on considère qu'il est plutôt probable qu'il soit recouvrable en tant compte de la législation applicable et des prévisions des futurs bénéfices imposables pour compenser lesquels les dégrèvements fiscaux sous-jacents peuvent être utilisés.

Le Groupe a comptabilisé un actif d'impôt différé de £4,011 millions (2016 : £4,254 millions) et la Banque un actif d'impôt différé de £2,433 millions (2016 : £2,606 millions) au titre de certaines pertes de négociation subies au Royaume Uni qui ont été reportées. Toutes ces pertes concernent, substantiellement, Bank of Scotland plc et Lloyds Bank plc et seront utilisées pour compenser d'éventuels futurs bénéfices imposables générés par ces entités.

Les prévisions du Groupe concernant le futur bénéfice imposable tiennent compte des plans stratégiques et financiers à long terme du Groupe et des futurs réajustements des impôts prévus. Dans cette estimation, l'on a tenu compte des business plans et des risques liés aux futures modifications de la législation.

La législation actuellement en vigueur ne prévoit aucune date d'expiration des pertes fiscales subies au Royaume Uni non encore utilisées, bien que (depuis l'entrée en vigueur du *Finance Act 2016*) les pertes fiscales nées après le 1er avril 2015 ne puissent être utilisées que pour 25 % du bénéfice imposable généré à partir du 1er avril 2016 ni pour réduire la majoration appliquée aux bénéfices de l'activité bancaire. Cette restriction d'utilisation signifie que la valeur de l'actif d'impôt différé ne sera pas entièrement recouvrée avant 2034.

Impôt différé non comptabilisé

Aucun impôt différé n'a été comptabilisé pour les pertes sur commerce extérieur quand il était plutôt probable que ces pertes pourraient être utilisées sur les futurs exercices. Sur l'actif non comptabilisé, un montant de £35 millions pour le Groupe et de 0 £ pour la Banque (2016 : £63 millions pour le Groupe et 0 £ pour la Banque) concerne des pertes qui expireront si elles ne sont pas utilisées sur une période de 20 ans, tandis qu'un montant de £56 millions pour le Groupe et £11 millions pour la Banque (2016 : £56 millions pour le Groupe et £12 millions pour la Banque) concerne des pertes sans date d'expiration.

Un actif d'impôt différé d'environ £76 millions (2016 : £92 millions) pour le Groupe et £23 millions (2016 : £31 millions) pour la Banque n'a pas été comptabilisé pour £404 millions de pertes fiscales encourues au Royaume Uni et d'autres écarts temporaires qui peuvent être uniquement utilisés pour compenser de futures plus-values. Les pertes en capital peuvent être reportées indéfiniment.

De plus, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les crédits d'impôt à l'étranger sans allègement de £46 millions (2016 : £46 millions) pour le Groupe et £7 millions (2016 : £7 millions) pour la Banque, car il n'existe aucun futur bénéfice imposable pour lequel ces crédits puissent être utilisés. Ces crédits peuvent être reportés indéfiniment.

Suite au résultat des exonérations de la société mère sur les dividendes générés par les filiales et sur les plus-values des cessions, il n'existe aucun écart temporaire imposable significatif associé aux investissements dans les filiales, succursales, entités associées et joint-ventures.

32 Autres provisions

Estimations et jugements comptables significatifs

Au 31 décembre 2017, le Groupe avait comptabilisé des provisions d'un montant de £3,859 millions (2016 : £3,723 millions) pour le coût des dédommagements dus aux clients et les frais administratifs correspondants encourus suite à des violations passées de la réglementation, et notamment à la vente abusive d'une assurance invalidité-décès (2017 : £2,775 millions ; 2016 : £2,602 millions).

La détermination du montant de ces provisions, qui représente la meilleure estimation effectuée par la Direction du coût de règlement de ces demandes, requiert l'exercice d'un jugement significatif et comporte, souvent, la formation d'une opinion sur des questions intrinsèquement incertaines, telles que l'étendue des vérifications requises par les autorités de régulation, le nombre de futures plaintes, le nombre de plaintes qui seront maintenues, le coût moyen du dédommagement et l'impact des décisions de justice éventuellement applicables aux demandes reçues. Par conséquent, l'adéquation permanente des hypothèses sous-jacentes est régulièrement vérifiée par rapport à l'expérience effective et aux autres éléments probants et des ajustements sont apportés aux provisions, chaque fois que nécessaire.

Des informations supplémentaires sur la nature des hypothèses formulées et des sensibilités essentielles figurent ci-dessous.

Groupe	Provisions pour engagements £m	Assurance invalidité décès £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens immobiliers inoccupés £m	Autre £m	Total £m
Au 1er janvier 2017	56	2 602	1 121	51	1 103	4 933
Ajustements de change et autres ajustements	-26	—	-15	9	165	133
Acquisition d'entreprises (note 20)	9	527	—	—	92	628
Provisions employées	—	-1 654	-844	-23	-230	-2 751
Charge(reprise) de l'exercice	-9	1 300	822	19	234	2 366
Au 31 décembre 2017	30	2 775	1 084	56	1 364	5 309

	Provisions pour engagements £m	Assurance invalidité-décès £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens immobiliers inoccupés £m	Autre £m	Total £m
Au 1er janvier 2017	21	1 513	299	29	971	2 833
Ajustements de change et autres ajustements	—	—	31	—	32	63
Provisions employées	—	-946	-430	-15	-252	-1 643
Charge(reprise) de l'exercice	-3	781	342	20	200	1 340
Au 31 décembre 2017	18	1 348	242	34	951	2 593

Provisions pour engagements

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a contracté un engagement irrévocable d'avancer des fonds supplémentaires, alors que la capacité du client de respecter son obligation de remboursement suscite des doutes.

Assurance invalidité-décès (sauf MBNA)

Le Groupe a augmenté la provision constituée pour le coût de l'assurance décès-invalidité (PPI) d'un montant supplémentaire de £1300 millions, en 2017, dont £600 millions au quatrième trimestre, portant ainsi le total de la provision à £18,646 millions. La provision restante est adéquate compte tenu d'une moyenne de 11000 plaintes par semaine (9000 par le passé) jusqu'à la date butoir d'août 2019, selon l'historique de ces derniers mois.

L'augmentation du volume des plaintes est due à l'activité accrue de la société chargée de la gestion des plaintes (CMC) et de la campagne de marketing lancée par la Financial Conduct Authority (FCA).

Au 31 décembre 2017, une provision de £2,435 millions relative aux plaintes et aux coûts administratifs correspondants restait inutilisée. Le total des paiements au comptant effectués en 2017 s'est élevé à £1,467 millions.

Sensibilités

Le Groupe estime avoir vendu environ 16 millions de polices depuis 2000, incluant les polices ne faisant pas l'objet d'une vente abusive. Depuis le début du programme de redressement des PPI, en 2011, le Groupe pense avoir contacté, réglé ou provisionné environ 53% des polices vendues depuis 2000.

Le montant total provisionné pour l'Assurance décès-invalidité représente la meilleure estimation du futur coût probable. Il reste, toutefois, un certain nombre de risques et d'incertitudes, notamment en ce qui concerne les futurs volumes. Le coût pourrait différer de manière sensible de l'estimation du Groupe et des hypothèses sous-jacentes et pourrait requérir une provision plus importante. Une incertitude significative concerne, en particulier, l'impact de l'évolution de la réglementation, la campagne média de la FCA et de la Société de Gestion des Plaintes et l'activité de clients.

Une augmentation 1000 plaintes par semaine au-delà de la moyenne de 11.000 plaintes envisagée d'ici la date butoir d'août 2019, entraînerait une charge supplémentaire de £200 millions pour le Groupe.

Assurance invalidité-décès (MBNA)

En ce qui concerne MBNA, comme déjà annoncé en décembre 2016, l'exposition du Groupe est plafonnée à £240 millions qui ont été déjà provisionnés, grâce à une garantie fournie par Bank of America.

Autres provisions pour litiges et affaires de nature réglementaire

Dans le cadre de son activité, le Groupe a entamé des pourparlers avec la PRA, la FCA et d'autres organismes de régulation britanniques et étrangers et d'autres organisations gouvernementales, sur toute une série de questions. Le Groupe reçoit également des plaintes et des demandes de la part de clients, employés, investisseurs présents et passés et autres tiers et fait l'objet de procédures et actions en justice. Lorsque ces plaintes ou demandes sont significatives, des provisions ont été constituées en vue de la couverture des frais qui pourraient être encourus dans le cadre de ces affaires et des questions résultant des contrôles internes liés à ces affaires. Pendant l'exercice 2017, le Groupe a constitué des provisions supplémentaires de £822 millions au titre des actions en justice et autres affaires de nature réglementaire, le solde inutilisé au 31 décembre 2017 s'élevant à £1,084 million (31 décembre 2016 : £1,121 million). Les postes les plus significatifs sont les suivants.

Activités de gestion des arriérés

Le Groupe a provisionné un montant supplémentaire de £245 millions (portant ainsi le total provisionné à ce jour à £642 millions) pour les coûts d'identification et de rectification de certains frais et de certaines activités de gestion des arriérés. Suite à l'examen des activités de gestion des arriérés du Groupe, le Groupe a mis en place un certain nombre d'actions visant à améliorer ultérieurement le traitement des clients dans ce domaine et a fait des progrès importants dans le remboursement des arriérés hypothécaires dus aux 590.000 clients impactés.

Comptes bancaires packagés

En 2017 le Groupe a provisionné £245 millions supplémentaires pour les plaintes relatives à une vente prétendument abusive de comptes bancaires packagés, portant ainsi le montant total de la provision à £750 millions. Un certain nombre de risques et d'incertitudes restent, notamment en ce qui concerne les futurs volumes.

HBOS Reading – examen de la clientèle

Le Groupe Lloyds Banking entreprend l'examen d'un certain nombre de cas relatifs à des clients, précédemment gérés par l'ancien Service des Créances douteuses de HBOS, basé à Reading. Ce réexamen fait suite à la conclusion d'une procédure pénale dans le cadre de laquelle un certain nombre de personnes, dont deux anciens employés de HBOS, ont été condamnées pour des faits de corruption, négociation frauduleuse et blanchiment d'argent intervenus avant l'acquisition de HBOS par Lloyds Banking Group, en 2009. Le Groupe a provisionné £100 millions au cours de l'exercice 2017 et est actuellement en train de procéder au dédommagement des victimes de la fraude pour les pertes subies ainsi que pour les désagréments encourus, y compris par le versement de certains paiements à titre gracieux. L'examen de ces dossiers est encore en cours au 12 février 2018 : le Groupe a présenté des offres à 57 clients, ce qui représente plus de 80 pour cent des clients examinés.

Biens locatifs inoccupés et autres biens locatifs

Des provisions pour les biens immobiliers locatifs vacants sont constituées selon une estimation prudentielle du revenu sous-locatif prévisionnel, par rapport au loyer principal, et de la possibilité de cession de la part du Groupe dans la location, en tenant compte de la conjoncture du marché immobilier. Ces provisions sont réévaluées tous les deux ans et seront, normalement, liquidées pendant la période de sous-recouvrement des loyers concernés, qui est actuellement, en moyenne, de 5 ans ; lors de la cession d'un bien avant la date prévue, le reliquat du solde de la provision en cours est libéré.

Autres provisions

Suite à la vente de TSB Banking Group plc, en 2015, le Groupe a constitué une provision de £665 millions pour le Contrat de Services de Transition conclu entre Lloyds Bank plc et TSB et l'apport à verser à TSB pour le changement de prestataire informatique; sur cette provision, un montant de £622 millions restait inutilisé au 31 décembre 2017.

Des provisions sont constituées au titre des frais de personnel et d'autres frais inhérents aux activités de restructuration du Groupe lorsque le Groupe s'engage de manière irrévocable à engager la dépense. Au 31 décembre 2017, la provision détenue s'élevait à £104 millions (31 décembre 2016 : £239 millions).

Les autres provisions incluent également les provisions constituées dans le cadre de l'activité normale, résultant des rectifications relatives à certains clients, ou les provisions pour la dégradation et la remise en état des biens. Une provision a également été constituée suite à l'insolvabilité d'un assureur tiers, qui reste exposé à un risque de plainte liée à l'amiante et à la pollution, aux Etats Unis. Le montant définitif et la date des paiements ne sont pas encore connus avec précision. La provision détenue, d'un montant de £32 millions au 31 décembre 2017, représente la meilleure estimation actuelle du coût compte tenu des estimations actuarielles des futures pertes.

33 Passif subordonné

Les mouvements du passif subordonné pendant l'exercice sont les suivants :

Groupe	Titres privilégiés £m	Dettes subordonnées non datées £m	Dettes subordonnées datées £m	Total £m
Au 1er janvier 2016	6 257	1 601	20 332	28 190
Effets émis pendant l'exercice :				
Effets subordonnés à taux fixe, à 4.293% 2021, (824 millions\$)	–	–	605	605
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.503% 2021, (1353 millions \$)	–	–	993	993
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.553% 2021, (1500 millions \$)	–	–	1 155	1 155
	–	–	2 753	2 753
Rachats effectués pendant l'exercice :				
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-367	–	–	-367
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-844	–	–	-844
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.267%, 2016	-675	–	–	-675
Titres à durée indéterminée de Niveau 1 à 7.286% (Série A)	-150	–	–	-150
Titres privilégiés à durée indéterminée à dividendes non cumulatifs, sans droit de vote, à 4.939%	-32	–	–	-32
Titres de capital non datés à taux variable				
Série 1	–	-101	–	-101
Série 3	–	-142	–	-142
Série 2	–	-110	–	-110
Effets subordonnés non datés à paliers à 5.125% rachetables en 2016	–	-2	–	-2
Obligations garanties subordonnées non datées à paliers à 6% rachetables en 2032	–	-114	–	-114
Effets subordonnés non datés à paliers à 7.5%	–	-5	–	-5
Instruments subordonnés non datés à 4.25%	–	-7	–	-7
Titres de capital à taux variable	–	-108	–	-108
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 13% 2021, rachetables en 2016	–	–	-244	-244
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,125% 2021, rachetables en 2016	–	–	-233	-233
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 11,875% 2021, rachetables en 2016	–	–	-960	-960
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,75% 2021, rachetables en 2016	–	–	-466	-466
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 9,875% 2021, rachetables en 2016	–	–	-456	-456

Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-388	-388
Effets subordonnés 2020 à 10.26%	—	—	-417	-417
Prêt subordonné non productif d'intérêt avec préavis glissant de 6 ans	—	—	-150	-150
Effets subordonnés 2019 à 10.23%	—	—	-894	-894
Effets subordonnés 2020 à 10.31%	—	—	-748	-748
Effets subordonnés 2020 à 10.38%	—	—	-653	-653
Effets subordonnés 2020 à 10.42%	—	—	-532	-532
Effets subordonnés 2022 à 10.45%	—	—	-93	-93
Effets subordonnés 2019 à 10.54%	—	—	-91	-91
Effets subordonnés 2019 à 10.56%	—	—	-297	-297
Effets subordonnés 2019 à 10.59%	—	—	-4	-4
Effets subordonnés 2020 à 10.58%	—	—	-196	-196
Effets subordonnés 2019 à 10.60%	—	—	-136	-136
Effets subordonnés 2023 à 10.62%	—	—	-97	-97
Effets subordonnés 2020 à 10.59%	—	—	-61	-61
Effets subordonnés 2024 à 10.62%	—	—	-79	-79
Effets subordonnés 2020 à 10.64%	—	—	-138	-138
Effets subordonnés 2024 à 10.65%	—	—	-37	-37
Effets subordonnés 2020 à 10.66%	—	—	-39	-39
Effets subordonnés 2024 à 10.73%	—	—	-85	-85

Groupe	Titres priviliés £m	Dettes subordonnées non datées £m	Dettes subordonnées datées £m	Total £m
Effets subordonnés 2023 à 10.88%	—	—	-53	-53
Effets subordonnés 2023 à 10.91%	—	—	-66	-66
Effets subordonnés 2029 à 11.14%	—	—	-89	-89
Effets subordonnés 2032 à 11.19%	—	—	-81	-81
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-251	-251
Effets subordonnés 2020 à 10.27%	—	—	-779	-779
Effets subordonnés 2020 à 10.30%	—	—	-601	-601
Effets subordonnés 2020 à 9.95%	—	—	-28	-28
Effets subordonnés 2020 à 10.22%	—	—	-56	-56
Effets subordonnés 2020 à 10.29%	—	—	-140	-140
Effets subordonnés 2021 à 10.36%	—	—	-171	-171
Effets subordonnés 2019 à 9.84%	—	—	-400	-400
Effets subordonnés 2020 à 10.19%	—	—	-82	-82
Effets subordonnés 2029 à 10.76%	—	—	-86	-86
Effets subordonnés à taux variable rachetables 2016	—	—	-186	-186
Effets subordonnés à taux variable rachetables 2016	—	—	-144	-144
Effets subordonnés rachetables 2016	—	—	-382	-382
	-2 068	-589	-11 089	-13 746
Fluctuations de taux de change et autres mouvements	577	199	1 653	2 429
Transfert au groupe cessible (note 12)	-18	-586	-1 764	-2 368
Au 31 décembre 2016	4 748	625	11 885	17 258
Rachats de l'exercice :				
Effets à taux fixe/variable non-cumulés à 6.369% rachetables 2015	-600	—	—	-600
Titres de capital perpétuels à palier à 4.385% rachetables 2017	-74	—	—	-74
Titres privilégiés à durée indéterminée à dividendes non cumulatifs, sans droit de vote, à taux fixe/variable à 7.627%	-163	—	—	-163
Capital d'emprunt non daté	—	-90	—	-90
Effets subordonnés rachetables 2017	—	—	-771	-771
	-837	-90	-771	-1 698
Fluctuations de taux de change	-221	-34	-423	-678
Autres mouvements (non monétaires)	31	3	-134	-100
Au 31 décembre 2017	3 721	504	10 557	14 782

Banque	Titres priviliés £m	Dettes subordonnées non datées £m	Dettes subordonnées datées £m	Total £m
Au 1er janvier 2016	4 716	832	14 161	19 709
Effets émis pendant l'exercice :				
Effets subordonnés à taux fixe, à 4.293% 2021, (824 millions\$)	—	—	605	605
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.503% 2021, (1353 millions \$)	—	—	993	993

Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.553% 2021, (1500 millions \$)	—	—	1 155	1 155
	—	—	2 753	2 753
Rachats effectués pendant l'exercice :				
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-367	—	—	-367
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-844	—	—	-844
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.267%, 2016	-675	—	—	-675
Titres de capital non datés à taux variable				
Série 1	—	-101	—	-101
Série 3	—	-142	—	-142
Série 2	—	-110	—	-110
Effets subordonnés non datés à paliers à 5.125% rachetables en 2016	—	-2	—	-2
Obligations garanties subordonnées non datées à paliers à 6% rachetables en 2032	—	-114	—	-114
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 13% 2021, rachetables en 2016	—	—	-244	-244
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,125% 2021, rachetables en 2016	—	—	-233	-233
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 11,875% 2021, rachetables en 2016	—	—	-960	-960
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,75% 2021, rachetables en 2016	—	—	-466	-466
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 9,875% 2021, rachetables en 2016	—	—	-456	-456
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-388	-388
Effets subordonnés 2020 à 10.26%	—	—	-417	-417
Prêt subordonné non productif d'intérêt avec préavis glissant de 6 ans	—	—	-150	-150
Effets subordonnés 2019 à 10.23%	—	—	-894	-894
Effets subordonnés 2020 à 10.31%	—	—	-748	-748
Effets subordonnés 2020 à 10.38%	—	—	-653	-653
Effets subordonnés 2020 à 10.42%	—	—	-532	-532
Effets subordonnés 2022 à 10.45%	—	—	-93	-93
Effets subordonnés 2019 à 10.54%	—	—	-91	-91
Effets subordonnés 2019 à 10.56%	—	—	-297	-297
Effets subordonnés 2019 à 10.59%	—	—	-4	-4
Effets subordonnés 2020 à 10.58%	—	—	-196	-196
Effets subordonnés 2019 à 10.60%	—	—	-136	-136
Effets subordonnés 2023 à 10.62%	—	—	-97	-97
Effets subordonnés 2020 à 10.59%	—	—	-61	-61
Effets subordonnés 2024 à 10.62%	—	—	-79	-79
Effets subordonnés 2020 à 10.64%	—	—	-138	-138
Effets subordonnés 2024 à 10.65%	—	—	-37	-37
Effets subordonnés 2020 à 10.66%	—	—	-39	-39
Effets subordonnés 2024 à 10.73%	—	—	-85	-85
Effets subordonnés 2023 à 10.88%	—	—	-53	-53
Effets subordonnés 2023 à 10.91%	—	—	-66	-66
Effets subordonnés 2029 à 11.14%	—	—	-89	-89
Effets subordonnés 2032 à 11.19%	—	—	-81	-81
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-251	-251
Effets subordonnés 2020 à 10.27%	—	—	-779	-779
Effets subordonnés 2020 à 10.30%	—	—	-601	-601

Banque	Titres privilégiés £m	Dettes subordonnées non datées £m	Dettes subordonnées datées £m	Total £m
Effets subordonnés 2020 à 9.95%	—	—	-28	-28
Effets subordonnés 2020 à 10.22%	—	—	-56	-56
Effets subordonnés 2020 à 10.29%	—	—	-140	-140
Effets subordonnés 2021 à 10.36%	—	—	-171	-171
Effets subordonnés 2019 à 9.84%	—	—	-400	-400
Effets subordonnés 2020 à 10.19%	—	—	-82	-82
Effets subordonnés 2029 à 10.76%	—	—	-86	-86
	-1 886	-469	-10 377	-12 732
Fluctuations de taux de change et autres mouvements	264	87	494	845
Au 31 décembre 2016	3 094	450	7 031	10 575
Rachats de l'exercice :				
Effets à taux fixe/variable non-cumulés à 6.369% rachetables 2015	-600	—	—	-600
Titres de capital perpétuels à palier à 4.385% rachetables 2017	-74	—	—	-74
	-674	—	—	-674
Fluctuations de taux de change	-153	-31	-260	-444
Autres mouvements (non monétaires)	-16	-1	-99	-116

Au 31 décembre 2017	2 251	418	6 672	9 341
---------------------	-------	-----	-------	-------

En cas de dissolution de l'émetteur, ces titres seront subordonnés aux créances des déposants et de tous les autres créanciers de l'émetteur, en dehors des créanciers dont les créances sont de même rang ou de rang inférieur à celui des détenteurs de créances du passif subordonné. La subordination de l'engagement spécifique subordonné est déterminée par rapport à l'émetteur et aux garants de l'obligation. Les créances des détenteurs d'actions et titres privilégiés sont généralement de rang inférieur à celui des créances des détenteurs de passif subordonné non daté, qui sont de rang inférieur, à leur tour, à celui des créances des détenteurs de passif subordonné daté. Le Groupe et la Banque n'ont enregistré aucun défaut de remboursement de capital ou intérêt ni aucune autre défaillance relative à leur passif subordonné au cours de l'exercice (2016 : néant).

34 Capital-actions

(1) Capital autorisé

	Groupe et Banque	
	2017 £m	2016 £m
<i>Livre Sterling</i>		
1650 millions d'actions ordinaires d'une valeur de £1 chacune	1 650	1 650
1 action privilégiée cumulative à taux variable à 1£	–	–
100 actions privilégiées à dividendes non cumulatifs rachetables à 6 %, d'une valeur de £1 chacune	–	–
175 millions d'actions privilégiées à 25p chacune	44	44
	1 694	1 694
<i>Dollars US</i>	US\$m	US\$m
160 millions d'actions privilégiées à 25 cents chacune	40	40
<i>Euros</i>	gm	gm
160 millions d'actions privilégiées à 25 cents chacune	40	40
<i>Yen Japonais</i>	¥m	¥m
50 millions d'actions privilégiées à ¥25 chacune	1 250	1 250

(2) Actions ordinaires émises et entièrement payées

	2017 Nbre d'actions	2016 Nbre d'actions	2017 £m	2016 £m
<i>Livre Sterling</i>				
Actions ordinaires à £1 chacune				
Au 1er janvier et au 31 décembre	1 574 285 751	1 574 285 751	1 574	1 574

Capital et participations

Aucune restriction n'est applicable au transfert d'actions de la Banque, en dehors des restrictions établies par les Statuts et de certaines restrictions éventuellement imposées par la loi et la réglementation (entre autres en matière de délit d'initiés).

Actions ordinaires

Les détenteurs d'actions ordinaires, qui détenaient 100% des actions ordinaires du capital au 31 décembre 2017, ont le droit de recevoir les comptes et les rapports de gestion, d'assister à, intervenir et voter lors des assemblées générales et de désigner des mandataires pour l'exercice de leurs droits de vote. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent également recevoir des dividendes (sous réserve des termes des Statuts de la Banque) et ont droit à la répartition des actifs de la Banque en cas de dissolution de celle-ci.

Actions privilégiées émises et entièrement payées

La Banque émet différentes catégories d'actions privilégiées qui sont toutes classées dans le passif selon les normes IFRS et dont les détails figurent à la note 33.

35 Compte de primes de souscription

	Groupe et Banque	
	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	–	35 533
Rachat d'actions privilégiées	600	1 840
Restructuration du capital	–	37 373
Au 31 décembre	600	–

36 Autres réserves

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Les autres réserves incluent :				
Réserve de fusion	6 348	6 348	–	–
Réserve de réévaluation de l'actif financier cessible	–8	92	611	667
Réserve de couverture des flux de trésorerie	1 573	2 224	1 554	1 845

Réserve de conversion de devises	-207	-180	76	81
Au 31 décembre	7 706	8 484	2 241	2 593

Les mouvements dans les autres réserves ont été les suivants :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Réserve de fusion				
Au 1er janvier et au 31 décembre	6 348	6 348	–	–

Réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	92	-1 105	667	-541
Ajustement des transferts effectués à partir du portefeuille détenu jusqu'à l'échéance	–	1 544	–	1 544
Impôt différé	–	-417	–	-417
	–	1 127	–	1 127
Variation de la juste valeur de l'actif financier cessible	294	356	231	268
Impôt différé	-25	-25	-39	-20
Impôt à court terme	-4	-3	–	–
	265	328	192	248
Transferts au compte de résultat :				
Cessions (cf. note 8)	-464	-575	-333	-507
Impôt différé	93	196	85	218
Impôt courant	–	-52	–	-50
	-371	-431	-248	-339
Dépréciation	6	173	–	172
Impôt différé	–	–	–	–
	6	173	–	172
Au 31 décembre	-8	92	611	667

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Réserve de couverture des flux de trésorerie				
Au 1er janvier	2 224	915	1 845	1 054
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture	-271	2 284	15	1 290
Impôt différé	103	-583	21	-321
	-168	1 701	36	969
Transferts au compte de résultat	-644	-531	-436	-241
Impôt différé	161	139	109	63
	-483	-392	-327	-178
Au 31 décembre	1 573	2 224	1 554	1 845

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Réserve de conversion de devises				
Au 1er janvier	-180	-171	81	62
Ecarts de conversion de devises de l'exercice	-16	-115	2	-62
Plus(moins)-values sur devises étrangères sur couverture des investissements nets (impôt £ zéro)	-11	106	-7	81
Au 31 décembre	-207	-180	76	81

37 Bénéfices non distribués

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Réserve de conversion de devises				
Au 1er janvier	36 231	3 868	50 390	16 646
Bénéfice de l'exercice	4 139	1 102	5 279	1 953
Dividendes payés (note 39)	-2 650	-3 040	-2 650	-3 040
Distributions sur autres instruments de fonds propres, après impôt	-199	-86	-199	-86
Rachat d'actions privilégiées (note 35)	-600	-1 840	-600	-1 840
Restructuration de capital	–	37 373	–	37 373
Réévaluation des régimes post-retraite à prestations déterminées	482	-1 028	332	-498

Gains et pertes imputables au risque de crédit propre (après impôt)	-40	–	-40	–
Ajustement sur acquisition d'entreprises (note 24)	–	–	278	–
Apports en capital reçus	432	323	432	323
Retour sur apports en capital	-77	-441	-77	441
Au 31 décembre	37 718	36 231	53 145	50 390

38 Autres instruments de capital

	Groupe et Banque	
	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	3 217	–
Autres titres de Niveau 1 émis pendant l'exercice :		
Effets en livres sterling (1376 millions £ en valeur nominale)	–	1 376
Effets en euros (736 millions d'euros en valeur nominale)	–	612
Effets en dollars US (1642 £ en valeur nominale)	–	1 229
	3 217	3 217

La Banque a émis £3,217 millions de titres supplémentaires de Niveau 1 (AT1) en livres sterling, dollars US, et en Euros en faveur de Lloyds Banking Group plc. Les titres AT1 sont des Titres subordonnés à durée indéterminée à taux fixe et à dépréciation automatique ou à taux variable [Fixed Rate Resetting Perpetual Subordinated Permanent Write-Down Securities] sans date de rachat ou d'échéance fixe.

Les principales conditions associées à ce titre sont les suivantes :

- Ces titres sont de rang inférieur aux créances détenues vis-à-vis de la Banque par des détenteurs de créances non subordonnées, en cas de Liquidation.
- Ces titres sont productifs d'intérêt à taux fixe jusqu'à leur date de remboursement. En cas de non-rachat après la date de remboursement initiale, les titres AT1 seront productifs d'intérêts à des taux fixés périodiquement, de façon anticipée. Les titres AT1 à taux variable seront réajustés à échéance trimestrielle avant et après la date initiale de remboursement.
- Les intérêts sur ces titres seront dus et exigibles uniquement à la discrétion de la Banque, laquelle pourra décider à tout moment d'annuler, en tout ou en partie, un Paiement d'Intérêts, qui serait dû à une certaine Date de Paiement des Intérêts. Certaines restrictions s'appliquent également aux paiements des intérêts, comme indiqué dans les conditions applicables.
- Les titres ne sont pas datés et sont remboursables, à la discrétion de la Banque, en totalité à la première date de remboursement, ou à toute Date de Paiement des Intérêts ultérieure. De plus, les titres AT1 sont remboursables, à la discrétion de la Banque, en totalité, afin de respecter certaines obligations fiscales ou réglementaires. Tout remboursement nécessite l'autorisation préalable de la PRA.
- Les titres seront soumis à une Réduction de valeur permanente en cas de baisse du ratio Loaded Common Equity de Niveau 1 de la Banque en dessous d'un pourcentage de 7.0 %.

39 Dividendes sur actions ordinaires

	2017 £m	2016 £m
Les dividendes payés sur l'exercice sont les suivants :		
Dividendes définitifs de l'exercice précédent payés sur l'exercice courant	–	–
Dividendes intermédiaires	2 650	3 040
	2 650	3 040

En février 2018, les Administrateurs ont autorisé le paiement d'un dividende intermédiaire supplémentaire de £7622 millions, subordonné à la vente prévue de Scottish Widows Group Limited à la société mère de la Banque, Lloyds Banking Group plc, qui sera effectué dans le cadre d'un plan de « séparation » [*ring-fencing*] du Groupe, qui devrait avoir lieu en même temps. La date de paiement de ce dividende ainsi que la vente de Scottish Widows Group Limited sont soumis à certaines conditions.

40 Rémunérations en actions

Au cours de l'exercice 2017, Lloyds Banking Group plc a exploité un certain nombre de plans de rémunération en actions destinés aux salariés du Groupe réglés par les fonds propres. Les détails de tous les plans exploités par Lloyds Banking Group plc figurent ci-dessous ; ils ont gérés et exploités à tous les niveaux du Groupe Lloyds Banking. Le montant inscrit au compte de résultat du Groupe au titre des plans de rémunération en actions de Lloyds Banking Group plc et inclus dans les frais de personnel (note 9), s'élevait à £414 millions (2016 : £420 millions), £23 millions supplémentaires (2016 : £22 millions) étant inclus dans les activités non poursuivies (cf. note 12).

Plans de primes à paiement différé

Le Groupe gère plusieurs plans de primes à paiement différé payés par les fonds propres. Les primes liées aux performances des salariés pur l'exercice 2015 ont été comptabilisées dans les charges au prorata du pourcentage de la période de report effectuée.

Plans d'épargne salariale

Les salariés éligibles peuvent signer des contrats d'épargne [Save As You Earn] permettant d'économiser jusqu'à £500 par mois ; à l'expiration d'une période fixe de trois ou cinq ans les salariés ont la possibilité d'employer l'épargne cumulée dans un délai de six mois à compter de la date d'expiration de la période fixe en vue de l'acquisition d'actions de Lloyds Banking Group à un prix réduit égal ou supérieur à 80% du prix de marché en vigueur au début de la période de proposition.

Mouvements dans le nombre d'options sur actions émises dans le cadre des plans d'épargne salariale [SAYE] ci-dessous :

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré

		(pence)		(pence)
En circulation au 1er janvier	678 692 896	51,76	850 146 220	50,99
Accordées	268 653 890	51,03	454 667 560	47,49
Exercées	-13 119 229	55,58	-401 286 043	40,74
Non exercées	-18 545 569	51,70	-10 590 490	56,02
Annulées	-41 211 075	52,77	-204 238 535	60,23
Expirées	-13 603 825	56,98	-10 005 816	57,08
Emises à la date du 31 décembre	860 867 088	51,34	678 692 896	51,76
Exercables au 31 décembre	—	—	—	—

La moyenne pondérée du prix de l'action à la date d'exercice des options pendant l'exercice 2017 s'élevait à £0.67 (2016 : £0.67). La moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle des options encore en circulation à la fin de l'exercice était de 1.4 ans (2016 : 2.9 ans).

La moyenne pondérée de la juste valeur des Options SAYE accordées en 2017 était de £0.15 (2016 : £0.13). La juste valeur des options SAYE a été calculée selon le modèle Black-Scholes.

Autres plans d'options sur actions

Plan de rémunération en actions destiné aux cadres du Groupe Lloyds Banking 2003

Ce Plan, adopté en décembre 2003, prévoyait l'octroi d'options sur actions aux cadres supérieurs de l'entreprise. Ces options, qui ont été accordées spécifiquement pour favoriser le recrutement, pouvaient être soumises, dans certains cas, à une condition de performances. Ce Plan est destiné non seulement à compenser les nouvelles recrues pour une éventuelle perte d'allocations d'actions, mais aussi, dans certains cas, à récompenser les principaux cadres à des fins de fidélisation, les options étant accordées à certaines conditions, en fonction des résultats.

Les options accordées le 27 mars 2014 selon le Plan de Transformation de la Banque Commerciale (CBTP) pouvaient être exercées en mars 2017 et pouvaient être acquises à un taux de 2.1 par rapport à l'allocation initiale 'sur objectif, en fonction du niveau de dépassement de l'objectif de performances. Les options étaient attribuées sur la base du bénéfice sous-jacent et du retour réalisé sur l'actif à risque pondéré ('RoRWA') de la Banque Commerciale au 31 décembre 2016.

Les participants n'ont pas droit aux dividendes payés pendant la période d'acquisition.

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (pence)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (pence)
En circulation au 1er janvier	218 962 281	Néant	221 397 597	Néant
Accordées	5 466 405	Néant	4 298 701	Néant
Exercées	-104 967 667	Néant	-2 700 679	Néant
Non exercées	-81 883	Néant	-3 863 477	Néant
Annulées	-104 855 147	Néant	-169 861	Néant
Expirées	14 523 989	Néant	218 962 281	Néant
Emises à la date du 31 décembre	7 729 919	Néant	4 504 392	Néant

La moyenne pondérée de la juste valeur des options accordées sur l'exercice s'élevait à £0.62 (2016 : £0.68). La juste valeur des options a été déterminée à l'aide d'un modèle Black-Scholes classique. La moyenne pondérée du prix de l'action à la date d'exercice, en 2017 était de £0.69 (2016 : £0.64). La moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle des options encore en circulation à la fin de l'exercice était de 4.9 ans (2016 : 5.1 ans).

Autres plans de rémunération en actions

Plan de primes à long terme du Groupe Lloyds Banking

Selon le Plan de Primes à long terme [Long-Term Incentive Plan (LTIP)], mis en place en 2006, l'attribution d'actions est liée à l'amélioration des résultats de Lloyds Banking Group sur une période triennale. Les allocations sont effectuées dans les limites établies par les règles du Plan, selon lesquelles le nombre maximum d'actions allouables est égal à trois fois le salaire annuel. Dans des cas exceptionnels, cette valeur pourra atteindre quatre fois le salaire annuel.

Pour les LTIP 2015 et 2016, les participants pourront avoir droit à des dividendes payés pendant la période d'acquisition si les objectifs fixés sont respectés. Un montant d'une valeur égale à celle des dividendes payés entre la date d'attribution et la date à laquelle le Comité des Rémunérations détermine que les conditions relatives aux résultats ont été remplies pourra être versé sur la base du nombre d'actions acquises. Le Comité des Rémunérations déterminera si les dividendes doivent être payés au comptant ou en actions. Les détails relatifs aux objectifs de performances fixés pour le plan sont fournis dans le Rapport relatif aux rémunérations des Administrateurs.

Au terme de la période de réalisation des performances pour l'allocation 2014, les objectifs n'ayant pas été entièrement atteints, les actions ont été allouées en 2017 au taux de 55 %.

	2017 Nombre d'actions	2016 Nombre d'actions
En circulation à la date du 1er janvier	358 228 028	398 066 746
Attribuées	139 812 788	132 194 032
Acquises	-57 406 864	-140 879 465
Non exercées	-73 268 966	-33 713 900
Allocation de dividendes	3 439 929	2 560 615
En circulation à la date du 31 décembre	370 804 915	358 228 028

Les options accordées en 2015 seront acquises en 2018 au taux de 66.3 %.

La moyenne pondérée de la juste valeur des options accordées pendant l'exercice s'élevait à £0.57 (2016 : £0.64).

Le calcul de la juste valeur au 31 décembre 2017 pour les options attribuées au cours de l'exercice, effectué à l'aide du modèle Black-Scholes et de la simulation Monte Carlo, se fonde sur les hypothèses suivantes :

	Epargne salariale	Plan de rémunération en actions cadres 2003	LTIP
Moyenne pondérée taux d'intérêt sans risque	0.59%	0.18%	0.22%
Moyenne pondérée durée de vie prévue	3.3 ans	1.9 ans	3.6 ans
Moyenne pondérée volatilité prévue	29%	30%	31%
Moyenne pondérée du taux de dividende prévu	4.0%	4.0%	0.0%
Moyenne pondérée du prix de l'action	£0.68	£0.67	£0.68
Moyenne pondérée du prix d'exercice	£0.51	néant	néant

La volatilité escomptée mesure l'amplitude de la fluctuation prévue du prix des actions de Lloyds Banking Group pendant la durée de vie d'une option. La volatilité escomptée est estimée sur la base de la volatilité historique du prix journalier de clôture de l'action sur la période la plus récente par rapport à la durée de vie escomptée de l'action.

La volatilité historique est comparée à la volatilité implicite générée par les options négociées sur le marché relatives aux actions du Groupe Lloyds Banking, afin d'évaluer la plausibilité de la volatilité historique et l'adéquation des ajustements effectués.

Plan de primes en actions

Actions gratuites

Des actions peuvent être attribuées chaque année aux salariés à concurrence d'un montant maximum de £3000. Les actions allouées sont conservées en fiducie pour une période fixe de trois ans pour le compte du salarié ; pendant cette période, le salarié aura droit aux Dividendes payés sur ces actions. L'allocation est soumise à une condition de nature extra-commerciale. Si un salarié quitte le Groupe pendant cette période de trois ans pour tout autre motif qu'une « juste cause », il perd toutes les actions qui lui ont été attribuées.

Le 10 mai 2017, le Groupe a attribué des actions d'un montant de £200 à tous les salariés éligibles. Le Groupe a attribué 21,566,047 actions supplémentaires d'une juste valeur moyenne de £0.69 calculée à partir du prix de marché à la date d'attribution.

Actions gratuites

Lloyds Banking Group s'engage à appairer les actions achetées par les salariés jusqu'à une valeur mensuelle de £45 ; ces actions d'appariement sont détenues en fiducie, pour le compte du salarié, pendant une période impérative de trois ans pendant laquelle le salarié aura droit aux dividendes payés sur les actions en question. L'allocation est soumise à des conditions non liées au marché : en cas de départ d'un salarié pendant la période de trois ans pour tout autre motif qu'une juste cause, la totalité des actions gratuites sera confisquée. De même, si un salarié revend ses actions dans un délai de trois ans, ses actions gratuites seront confisquées.

En 2017 32,025,497 (2016 : 35,956,224) actions gratuites d'une juste valeur moyenne de £0.67 (2016 : £0.61), calculée à partir du prix de marché à la date d'attribution, ont été allouées.

Allocation fixe d'actions

Les allocations fixes d'actions ont été mises en place en 2014 pour faire en sorte que la rémunération fixe totale soit adéquate par rapport à la fonction et offre une rémunération compétitive à certains salariés de Lloyds Banking Group, avec un juste équilibre entre rémunération fixe et rémunération variable, conformément à la réglementation. Les allocations fixes sont constituées d'actions de Lloyds Banking Group, libérées sur une période de 5 ans, à raison de 20% par an à compter de l'année d'attribution. Le nombre d'actions achetées en 2017 s'est élevé à 9,313,314 (2016 : 10,031,272).

L'allocation fixe d'actions n'est soumise à aucune condition de performances, adéquation des performances ou récupération. Si un salarié quitte Lloyds Banking Group, le délai de libération des actions ne change pas.

Transactions avec des parties apparentées

Personnel clé

Les principaux dirigeants sont les personnes chargées de la planification, de la direction et du contrôle des activités d'une entité ; ils font partie du Comité Exécutif de Lloyds Banking Group plc avec les Administrateurs non-exécutifs.

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous, sous une forme consolidée, les rémunérations des principaux membres de la direction :

	2017 £m	2016 £m
Rémunération		
Salaires et autres avantages à court terme	13	17
Prestations post-emploi	—	—
Rémunération en actions	22	23
Rémunération totale	35	40

Le total des rémunérations des administrateurs s'est élevé à £14.0 millions (2016 : £13.6 millions).

Le total des cotisations versées par la société aux plans de retraite à cotisations déterminées destinés aux principaux dirigeants s'est élevé à £0.05 millions (2016 : £0.1 million).

La rémunération totale du dirigeant le mieux payé (António Horta-Osório) a été de £6,469,000 (2016 : (António Horta-Osório) £6,289,000) ; ce chiffre n'inclut pas les éventuelles plus-values réalisées sur l'exercice des actions de Lloyds Banking Group plc sur les deux exercices susmentionnés.

	2017 millions	2016 millions
Plans d'options d'achat d'actions de Lloyds Banking Group plc		
Au 1er janvier	3	9
Attribuées (y compris les droits des principaux dirigeants en charge)	–	3
Exercées/Expirées (y compris les droits des principaux anciens dirigeants)	-2	-9
Au 31 décembre	1	3

	2017 millions	2016 millions
Plans de rémunération en actions réglés en actions de Lloyds Banking Group plc		
Au 1er janvier	65	82
Attribuées (y compris les droits des principaux dirigeants en charge)	37	29
Exercées/Expirées (y compris les droits des principaux anciens dirigeants)	-20	-46
Au 31 décembre	82	65

Les tableaux ci-dessous montrent, sur une base consolidée, les soldes en cours à la date de clôture de l'exercice ainsi que les recettes et les dépenses s'y rapportant et les informations relatives aux autres transactions réalisées entre Lloyds Banking Group et ses principaux dirigeants :

	2017 £m	2016 £m
Prêts		
Au 1er janvier	4	5
Avances (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	1	3
Remboursements (y compris les prêts consentis à d'anciens dirigeants)	-3	-4
Au 31 décembre	2	4

Les prêts peuvent être garantis et non garantis et doivent être remboursés au comptant. Les prêts ont produit des intérêts compris entre 6.45 % et 23.95 % en 2017 (2016 : 2.49 % et 23.95 %).

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les prêts accordés aux dirigeants (2016 : néant).

	2017 £m	2016 £m
Dépôts		
Au 1er janvier	12	13
Placés (y compris les dépôts des dirigeants désignés)	41	41
Retraits (y compris les dépôts des anciens dirigeants)	-33	-42
Au 31 décembre	20	12

Les dépôts placés par les principaux dirigeants ont été productifs d'intérêts jusqu'à 4.0 % (2016 : 4.0 %).

Au 31 décembre 2016 et 2017, le Groupe n'avait constitué aucune garantie en faveur de ses principaux dirigeants.

Au 31 décembre 2017, les transactions, accords et contrat conclus par le Groupe et ses filiales bancaires avec des administrateurs et d'autres personnes liées à ces derniers incluaient des montants non encore remboursés relatifs à des prêts et des transactions payées par carte de crédit d'un montant de £0.01 millions, concernant trois administrateurs et deux personnes apparentées (2016 : £0.4 millions concernant 5 administrateurs et 2 personnes apparentées).

Soldes et transactions avec des entités membres du Groupe Lloyds Banking

Soldes et transactions entre membres du Groupe Lloyds Bank

Conformément à la norme IFRS10 "Etats financiers consolidés", les transactions et les soldes entre la Banque et ses filiales et entre les filiales elles-mêmes ont été éliminés par consolidation et ne sont donc pas comptabilisés comme transactions entre parties apparentées membres du Groupe.

La Banque, en sa qualité de société mère d'un Groupe bancaire, réalise un grand nombre de transactions avec différentes filiales, qui sont incluses dans le Bilan de la Banque, comme suit.

	2017 £m	2016 £m
Actif inclus dans :		
Instruments financiers dérivés	7 851	9 512
Actif négociable et autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	603	963
Prêts et créances : Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	177 420	148 619
Actif financier cessible	2 051	1 872
	187 925	160 966
Passif inclus dans :		
Dettes vis-à-vis des entités du Groupe Lloyds Banking	102 085	82 545
Passif négociable et autre passif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	221	1 273
Instruments financiers dérivés	7 528	8 544
Titres obligataires en émission	17 418	19 670
Passif subordonné	53	60
	127 305	112 092

Compte tenu du volume et de l'importance des transactions qui transitent par ces comptes, il n'est pas facile ni indispensable de divulguer des informations concernant les flux d'entrée et de sortie bruts. En 2017, la Banque a encaissé des intérêts créditeurs sur les soldes d'actif ci-dessus de £2,286 millions (2016 : £2,484 millions) et a encouru des intérêts débiteurs sur les soldes de passif ci-dessus de £933 millions (2016 : £1,025 millions).

De plus, la Banque a encaissé de la part de ses filiales des frais refacturés d'un montant de £1,287 millions (2016 : £922 millions) au titre des coûts encourus et a encaissé des commissions d'un montant de £147 millions (2016 : £135 millions) ; elle a également payé des commissions de £116 millions (2016 : £104 millions), pour différents services échangés entre la Banque et ses filiales. Cf.note 42.

Soldes et transactions avec des entités de Lloyds Banking Group plc et des filiales de la Banque

La Banque et ses filiales détiennent des créances et des dettes vis-à-vis de la société mère de la Banque, Lloyds Banking Group plc, et d'autres filiales de la Banque, qui sont inscrites au bilan comme suit :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Actif inclus dans :				
Prêts et créances : Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	6 195	5 624	3 352	3 641
Actif négociable et autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	1 949	1 911	—	577
Instruments financiers dérivés	666	195	327	195
	8 810	7 730	3 679	4 413
Passif inclus dans :				
Dettes vis-à-vis des entités du Groupe Lloyds Banking	13 237	5 444	10 684	4 258
Instruments financiers dérivés	1 384	1 787	265	1 533
Titres obligataires en émission	181	818	—	18
Passif subordonné	2 841	3 815	2 741	3 614
	17 643	11 864	13 690	9 423

Ces soldes incluent les accords bancaires de Lloyds Banking Groupe ; compte tenu du volume et de l'importance des transactions qui transitent par ces comptes, il n'est pas facile ni indispensable de divulguer des informations concernant les flux d'entrée et de sortie bruts. En 2017, le Groupe a encaissé £62 millions et la Banque £20 millions d'intérêts créditeurs sur les soldes d'actif ci-dessus (2016 : Groupe= £110 millions ; Banque= £56 millions) ; le Groupe a encouru £255 millions et la Banque £207 millions d'intérêts débiteurs sur les soldes de passif ci-dessus (2016 : Groupe= £576 millions ; Banque= £505 millions).

En 2017 et 2016, la Banque a engagé des dépenses à l'avantage de ses filiales, qui n'ont pas été refacturées.

Pendant l'exercice, le Groupe a cédé certaines entités à des filiales de Lloyds Banking Group plc. Après le transfert, la holding ultime de ces entités est restée inchangée.

Autres transactions avec des parties apparentées

Fonds de pension

Le Groupe fournit des services bancaires et de gestion des investissements à certains de ses fonds de pension. Au 31 décembre 2017, des dépôts de clients d'un montant de £337 millions (2016 : £171 millions) et des dettes relatives à des contrats d'assurance et d'investissement d'un montant de £307 millions (2016 : £406 millions), affectés au groupe cessible (cf. note 12), concernaient les fonds de pension du Groupe.

Véhicules de placement collectif

Le groupe gère, par le biais de ses activités non poursuivies 134 (2016 : 139) véhicules de placement collectif, tels que des SICAV, dont 83 (2016 : 83) sont consolidés. Le Groupe a investi £418 millions (2016 : £265 millions) et racheté £616 millions (2016 : £826 millions) dans des véhicules de placement collectif non consolidés, au cours de l'exercice, et détenait des investissements, désignés à leur juste valeur, de £2,328 millions (2016 : £2,405 millions), au 31 décembre. Le Groupe a encaissé des commissions de £133 millions de la part des véhicules de placement collectif non consolidés en 2017 (2016 : £192 millions).

Joint-ventures et entreprises associées

Au 31 décembre 2017, les Prêts et avances en cours en faveur des clients s'élevaient à £123 millions (2016 : £173 millions) ; les soldes relatifs aux dépôts des clients s'élevaient à £9 millions (2016 : £15 millions) pour les joint-ventures et les entreprises associées.

Outre les soldes ci-dessus, au 31 décembre 2016, le Groupe détenait, par le biais de son activité de capital-risque, un certain nombre d'autres entreprises associées, comptabilisées à leur juste valeur sur le compte de résultat (qui ont été vendues en 2017). Au 31 décembre 2016, l'actif de ces sociétés s'élevait, au total, à environ £4,712 millions, le passif à environ £5,033 millions et le chiffre d'affaires à environ £4,401 millions, pour une perte nette de £27 millions. Par ailleurs, le Groupe avait apporté un financement de £1,550 millions à ces entités, sur lequel il avait reçu environ £127 millions d'intérêts créditeurs en 2016.

Passif éventuel et engagements

Commissions interbancaires

En ce qui concerne les commissions multilatérales d'échange, le Groupe Lloyds Banking n'est pas directement impliqué dans les enquêtes et les litiges en cours (décrits ci-dessous), qui concerne des sociétés de cartes de crédit comme Visa et MasterCard. Cependant, le Groupe Lloyds Banking est membre de Visa, MasterCard, et d'autres systèmes de cartes.

- La Commission Européenne poursuit son enquête en matière de concurrence à l'encontre de MasterCard et Visa en sondant, entre autres, les CMI payées pour les cartes émises hors de l'EEE.
- Le litige entamé par des détaillants English Co se poursuit devant les tribunaux anglais à l'encontre de Visa et de MasterCard.
- L'impact final pour le Groupe Lloyds Banking de ces enquêtes et de ces litiges à l'encontre de Visa et de MasterCard reste encore incertain.

Visa Inc a mené à bien son acquisition de Visa Europe le 21 juin 2016. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe Lloyds Banking et un certain nombre d'autres banques britanniques une Convention de Partage de Pertes (LSA) avec Visa Inc, définissant la répartition du passif entre les parties au cas où, suite audit litige, Visa Inc serait condamnée à payer des dommages à Visa Europe. Le montant maximum de la dette que Lloyds Banking Group pourrait être tenu de payer en vertu de ladite Convention est plafonné au montant de la contrepartie au comptant reçue par le Groupe Lloyds Banking à lors de la conclusion de la transaction. Visa Inc pourra également recourir à une indemnité générale, qui était déjà en place dans le cadre du Règlement d'Exploitation de Visa Europe, au titre des demandes de dommages

liées aux activités de règlement inter ou intra-régionales de la CMI.

LIBOR et autres taux de négociation

En juillet 2014, le Groupe Lloyds Banking annonçait qu'il était parvenu à un règlement de 217 millions de livres (selon les taux de change du 30 juin 2014) visant à régler avec les autorités britanniques et les autorités fédérales américaines une affaire, remontant à quelques années, relative à la manipulation du taux LIBOR (London Interbank Offered Rate) et du Taux Repo Sterling soumis par plusieurs entreprises du Groupe Lloyds Banking à la *British Bankers' Association* (BBA). Le Groupe Lloyds Banking continue à coopérer avec d'autres gouvernements et d'autres autorités de contrôle, comme le *Serious Fraud Office*, la Commission de la Concurrence Suisse et plusieurs Procureurs Généraux d'États américains, en relation à leurs enquêtes concernant les données soumises par des membres du panel aux organismes en charge de la fixation du LIBOR et d'autres taux interbancaires proposés.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking, ainsi que plusieurs autres banques membres du Panel, ont également été assignées en tant que défenderesses dans le cadre de poursuites judiciaires privées, dont plusieurs recours collectifs initiés aux États-Unis et liés à leur rôle de banques du Panel de fixation des taux d'intérêt LIBOR du Dollar américain, du Yen japonais et de la livre Sterling et du Taux de Référence BBSW australien. Certaines demandes des plaignants, y compris celles déposées en vertu des lois antitrust américaines, ont été rejetées par le Tribunal Fédéral Américain du District Sud de New York, tandis que les décisions relatives à la demande d'irrecevabilité déposées par Lloyds Banking Group concernant les plaintes relatives au taux LIBOR de la livre sterling et le taux BBSW n'ont pas encore été rendues. Les décisions qui ont mené au rejet des plaintes relatives au taux LIBOR sur le dollar US font l'objet de deux appels ; le premier a été déposé le 25 septembre 2017 et la décision est attendue au deuxième semestre 2018, tandis que la deuxième devrait être examinée au deuxième semestre 2018, qui ont mené au rejet des plaintes relatives au taux LIBOR sur le JPY n'ont pas fait l'objet d'appel pour le moment.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking ont également été assignées pour : (i) des plaintes déposées au Royaume Uni ; et (ii) une action collective entamée aux Pays Bas, les deux concernant des allégations de manipulation du taux LIBOR. Un certain nombre de plaintes déposées à l'encontre du Groupe Lloyds Banking concernant une prétendue vente abusive de Produits de Couverture de Taux d'Intérêt incluent également des allégations de manipulation du LIBOR.

Pour l'instant, il est impossible de prédire l'ampleur et l'issue, pour le Groupe, des différentes enquêtes réglementaires en cours qui n'ont pas fait l'objet du règlement susmentionné, de toutes les poursuites judiciaires entamées par des particuliers ou de tout obstacle à l'interprétation ou à la validité des accords contractuels du Groupe, y compris en ce qui concerne leur calendrier et leur importance.

Litige avec des actionnaires britanniques

En août 2014, le Groupe Lloyds Banking et plusieurs anciens administrateurs ont été assignés dans le cadre d'une plainte déposée devant la Haute Cour de Justice par plusieurs plaignants ayant détenu des actions chez Lloyds TSB Group PLC (LTSB) avant l'acquisition de HBOS PLC. Les plaignants affirmaient l'existence de violations d'obligations fiduciaires et de négligences relatives aux informations fournies aux actionnaires concernant l'acquisition et la recapitalisation de LTSB. Les défendeurs rejettent toutes les accusations. Une action a été entamée devant la Haute Cour, en Angleterre, le 18 octobre 2017 : elle devrait se terminer au premier trimestre 2018 et le jugement devrait suivre ultérieurement. Pour l'instant, il est impossible de prédire l'impact définitif éventuel de cette action pour le Groupe.

Plan d'indemnisation des clients des services financiers

Suite au défaut de paiement de plusieurs dépositaires survenu en 2008, le FSCS a emprunté des fonds au Trésor de sa Majesté, afin de régler les frais d'indemnisation des clients de ces sociétés. Au 31 mars 2016, à savoir à la date de clôture du dernier exercice du fonds FSCS pour lequel des comptes ont été publiés, le solde en capital non remboursé sur ces emprunts s'élevait à £15,655 millions (31 mars 2015 : £15,797 millions). Bien que la majorité de ce prêt soit remboursée via les fonds réalisés par le FSCS suite à la vente d'actifs, par des liquidités excédentaires ou par d'autres recouvrements effectués sur les actifs des sociétés défaillantes, tout déficit sera financé par les dépositaires qui adhèrent au FSCS. Le montant des futurs prélèvements payables par le Groupe dépend de plusieurs facteurs, dont les montants recouverts par le FSCS et provenant de la vente d'actifs.

Administration fiscale britannique (HMRC)

Le Groupe Lloyds Banking est impliqué dans une procédure en cours concernant un dégrèvement de groupe des pertes subies par son ancienne filiale bancaire irlandaise, dont les activités ont cessé le 31 décembre 2010. En 2013, HMRC a informé le Groupe Lloyds Banking que, selon sa propre interprétation de la réglementation britannique autorisant le dédommagement de ces pertes, sa demande devait être rejetée. La Direction estime que, si la position de HMRC était acceptée, cela entraînerait une augmentation des passifs d'impôts actuels d'environ 650 millions de livres et à une réduction d'environ 350 millions de livres des actifs d'impôts différés du Groupe Lloyds Banking (impact général pour le Groupe : 900 millions de livres). Le Groupe Lloyds Banking ne partage pas la position de l'administration fiscale britannique et, après avoir demandé l'avis d'un expert, il estime que cette affaire ne devrait pas entraîner des impôts supplémentaires. Il existe plusieurs autres procédures en cours pour lesquelles le Groupe Lloyds Banking est en pourparlers avec HMRC ; aucune d'entre elles ne devrait avoir un impact significatif sur la situation financière du Groupe.

Reprise de prêts immobiliers

En août 2014, la Haute Cour d'Irlande du Nord a donné raison à des emprunteurs dans le cadre de trois cas types de prêts immobiliers résidentiels, concernant certains aspects des pratiques du Groupe Lloyds Banking relatives au nouveau calcul des mensualités contractuelles des clients en retard de paiement. La FCA est activement engagée dans le secteur en ce qui concerne ces questions et a publié un Document de Référence sur le traitement des clients en arriéré de paiement. Ce Document de Référence concerne les mesures de réparation applicables aux clients qui pourraient avoir été affectés par les modalités de calcul des mensualités de prêt. Le Groupe Lloyds Banking détermine actuellement son approche détaillée de la mise en application du Document de Référence et prendra contact avec les clients concernés courant 2018.

Traitement des arriérés de remboursement des prêts

Le 26 mai 2016, le Groupe Lloyds Banking a été informé d'une enquête lancée par une équipe de la FCA concernant les activités de traitement des arriérés de remboursements de prêts du Groupe. Cette enquête est encore en cours et il est impossible, à l'heure actuelle, de prévoir avec précision le montant de l'éventuel passif qui pourrait en résulter.

Autres actions en justice et procédures de nature réglementaire

Par ailleurs, dans le cadre normal de ses activités, le Groupe est concerné par d'autres plaintes ou demandes et fait ou pourrait faire l'objet de poursuites (dont des actions collectives) entamées par des employés actuels ou d'anciens employés, par des clients, des investisseurs ou d'autres tiers, ou en leur nom. Le Groupe fait également l'objet de vérifications légales et réglementaires, de contestations, d'enquêtes et d'actions exécutoires, à la fois au Royaume Uni et à l'étranger. Toutes ces affaires significatives sont régulièrement réévaluées, avec la collaboration d'un conseil professionnel externe, si nécessaire, afin de déterminer s'il est probable que le Groupe puisse encourir une responsabilité à ce sujet. Si l'on estime qu'il est plutôt probable que le Groupe encoure une telle responsabilité, une provision est établie en fonction des meilleures estimations de la direction relatives à son montant, à la date de clôture de l'exercice concerné. Dans certains cas, il ne sera pas possible de formuler un avis, si, par exemple, les faits ne sont pas suffisamment établis ou si plus de temps est nécessaire pour évaluer convenablement le fond de l'affaire et qu'aucune provision n'est prévue dans ce cas précis. Toutefois, le Groupe ne prévoit pas que l'issue de ces affaires puisse avoir un effet négatif significatif sur sa situation financière, sur son exploitation ou sur ses liquidités.

Passif éventuel et engagements résultant de l'activité bancaire

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Passif éventuel				
Acceptations et avals	71	21	70	20
Autres :				
Autres postes servant de substituts de crédit direct	740	779	722	760
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions commerciales	2 300	2 237	2 167	2 091
	3 040	3 016	2 889	2 851
Total passif éventuel	3 111	3 037	2 959	2 871

	Banque	
	2017 £m	2016 £m
Encouru pour le compte des entités du Groupe Lloyds Banking	5	5

Le passif éventuel du Groupe et de la Banque résulte du cours normal de l'activité bancaire et ne peut pas servir à quantifier leur futur effet financier.

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Achats d'actif à terme et dépôts à terme placés	384	648	353	620
Avec échéance initiale inférieure à 1 an :				
Offres de prêt hypothécaire	11 156	10 749	1 291	697
Autres engagements	81 793	62 697	34 462	37 974
	92 949	73 446	35 753	38 671
Echéance initiale à 1 an ou plus	36 386	40 074	33 305	36 375
Total engagements	129 719	114 168	69 411	75 666

	Banque	
	2017 £m	2016 £m
Encourus au nom et pour le compte des entités apparentées de Lloyds Banking Group	1 532	5 274

Sur les montants mentionnés ci-dessus au poste "Lignes de crédit confirmées inutilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt", £60,126 millions (2016 : £63,203 millions) pour le Groupe et £42,010 millions (2016 : £45,976 millions) pour la Banque étaient irrévocables.

Engagements de location-exploitation

Si le preneur est une société du Groupe, les futurs paiements de loyers minimum effectués en vertu de baux d'exploitation irrévocables de locaux sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
A 1 an maximum	275	264	153	141
A plus d'un an et à moins de 5 ans	845	855	478	461
A plus de 5 ans	934	944	462	429
Total des engagements relatifs aux contrats de location-exploitation	2 054	2 063	1 093	1 031

Les paiements relatifs aux engagements de location-exploitation représentent les loyers payables par le Groupe pour certains de ses biens immobiliers. Certains contrats de location-exploitation comportent des options de renouvellement et des clauses d'augmentation progressive du loyer, ayant, toutefois, un effet marginal. Aucun accord n'a été conclu pour le paiement de loyers conditionnels.

Engagements en capital

Sous réserve des engagements assumés par le Groupe pour des investissements immobiliers (notes 12 et 23), les investissements ayant fait l'objet d'un contrat sans être provisionnés s'élevaient, au 31 décembre 2017, à £444 millions (2016 : £543 millions) pour le Groupe et £4 millions (2016 : £2 millions) pour la Banque. Sur ce montant relatif au Groupe, £440 millions (2016 : £541 millions) concernaient des actifs faisant l'objet de contrats de leasing avec les clients. La Direction du Groupe estime que les futurs revenus nets et financements suffiront à couvrir ces engagements.

43 Instruments financiers

(1) Base de mesure de l'actif et du passif financier

Les politiques comptables visées à la note 2 décrivent les modalités de mesure des différents instruments financiers et de comptabilisation des recettes et des dépenses, y compris en ce qui concerne les plus/moins-values de juste valeur. Le tableau ci-dessous analyse les valeurs comptables des différents postes d'actif et de passif par catégorie et par poste de bilan.

	Dérivés désignés comme instruments de couverture	Postes détenus à leur juste valeur sur compte de résultat		Cessibles	Prêts et créances	Détenus au coût amorti	Contrats d'assurance	Total
		Négociables	Désignés lors de la comptabilisation initiale					
Groupe	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m

Au 31 décembre 2017								
Actif financier								
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	—	—	—	—	—	58 521	—	58 521
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	—	—	—	—	—	755	—	755
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	42 830	2 778	—	—	—	—	45 608
Instruments financiers dérivés	1 900	22 252	—	—	—	—	—	24 152
Prêts et créances :								
Prêts et avances en faveur des banques	—	—	—	—	4 274	—	—	4 274
Prêts et avances en faveur des clients	—	—	—	—	465 555	—	—	465 555
Titres obligataires	—	—	—	—	3 637	—	—	3 637
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	6 195	—	—	6 195
	—	—	—	—	479 661	—	—	479 661
Actif financier cessible	—	—	—	41 717	—	—	—	41 717
Actif des activités poursuivies	1 900	65 082	2 778	41 717	479 661	59 276	—	650 414
Actif du groupe cessible (note 12)	—	3 465	125 051	—	2 337	—	—	130 853
Total actif financier	1 900	68 547	127 829	41 717	481 998	59 276	0	781 267
Passif financier								
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	28 888	—	28 888
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	418 124	—	418 124
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	13 237	—	13 237
Eléments en cours de transmission de la part des banques	—	—	—	—	—	579	—	579
Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	43 062	7 812	—	—	—	—	50 874
Instruments financiers dérivés	1 864	22 835	—	—	—	—	—	24 699
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 313	—	1 313
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	61 865	—	61 865
Passif subordonné	—	—	—	—	—	14 782	—	14 782
Passif des activités poursuivies	1 864	65 897	7 812	—	—	538 788	—	614 361
Passif du groupe cessible (note 12)	—	3 147	—	—	—	5 055	119 271	127 473
Total passif financier	1 864	69 044	7 812	—	—	543 843	119 271	741 834

	Dérivés désignés comme instruments de couverture	Postes détenus à leur juste valeur sur compte de résultat		Cessibles	Prêts et créances	Détenus au coût amorti	Contrats d'assurance	Total
		Négociables	Désignés lors de la comptabilisation initiale					
Groupe	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Au 31 décembre 2016								
Actif financier								
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	—	—	—	—	—	47 452	—	47 452
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	—	—	—	—	—	706	—	706
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	45 824	5 374	—	—	—	—	51 198
Instruments financiers dérivés	2 712	31 147	—	—	—	—	—	33 859
Prêts et créances :								
Prêts et avances en faveur des banques	—	—	—	—	5 583	—	—	5 583
Prêts et avances en faveur des clients	—	—	—	—	451 282	—	—	451 282
Titres obligataires	—	—	—	—	3 397	—	—	3 397
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	5 624	—	—	5 624
	—	—	—	—	465 886	—	—	465 886
Actif financier cessible	—	—	—	56 524	—	—	—	56 524
Actif des activités poursuivies	2 712	76 971	5 374	56 524	465 886	48 158	—	655 625
Actif du groupe cessible (note 12)	—	3 800	109 687	—	21 319	—	—	134 806
Total actif financier	2 712	80 771	115 061	56 524	487 205	48 158	—	790 431
Passif financier								
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	15 690	—	15 690
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	415 460	—	415 460
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	5 444	—	5 444
Eléments en cours de transmission de la part des banques	—	—	—	—	—	548	—	548
Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	45 079	9 425	—	—	—	—	54 504
Instruments financiers dérivés	2 254	31 642	—	—	—	—	—	33 896
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 402	—	1 402
Titres obligataires émis	—	—	—	—	—	74 733	—	74 733
Passif subordonné	—	—	—	—	—	17 258	—	17 258
Passif des activités poursuivies	2 254	76 721	9 425	—	—	530 535	—	618 935
Passif du groupe cessible (note 12)	—	3 008	—	—	—	4 809	114 764	122 581
Total passif financier	2 254	79 729	9 425	—	—	535 344	114 764	741 516

	Dérivés désignés comme instruments de couverture	Postes détenus à leur juste valeur sur compte de résultat		Cessibles	Prêts et créances	Détenus au coût amorti	Total
		Négociables	Désignés lors de la comptabilisation initiale				
Banque	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Au 31 décembre 2017							
Actif financier							
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	—	—	—	—	—	55 835	55 835
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	—	—	—	—	—	490	490
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	42 839	1 138	—	—	—	43 977
Instruments financiers dérivés	774	25 990	—	—	—	—	26 764
Prêts et créances :							
Prêts et avances en faveur des banques	—	—	—	—	3 611	—	3 611
Prêts et avances en faveur des clients	—	—	—	—	170 804	—	170 804
Titres obligataires	—	—	—	—	3 182	—	3 182
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	180 772	—	180 772
	—	—	—	—	358 369	—	358 369
Actif financier cessible	—	—	—	42 566	—	—	42 566
Total actif financier	774	68 829	1 138	42 566	358 369	56 325	528 001
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	7 538	7 538
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	234 397	234 397
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	112 769	112 769
Eléments en cours de transmission de la part des banques	—	—	—	—	—	304	304
Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	43 233	7 812	—	—	—	51 045
Instruments financiers dérivés	2 079	26 188	—	—	—	—	28 267
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	66 249	66 249
Passif subordonné	—	—	—	—	—	9 341	9 341
Total passif financier	2 079	69 421	7 812	—	—	430 598	509 910

	Dérivés désignés comme instruments de couverture	Postes détenus à leur juste valeur sur compte de résultat		Cessibles	Prêts et créances	Détenus au coût amorti	Total
		Négociables	Désignés lors de la comptabilisation initiale				
Banque	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Au 31 décembre 2016							
Actif financier							
Encaisse et soldes détenus auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	44 595	44 595
Postes en cours de recouvrement auprès des banques	—	—	—	—	—	512	512
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	46 787	1 522	—	—	—	48 309
Instruments financiers dérivés	1 072	35 642	—	—	—	—	36 714
Prêts et créances :							
Prêts et avances en faveur des banques	—	—	—	—	4 379	—	4 379
Prêts et avances en faveur des clients	—	—	—	—	161 161	—	161 161
Titres obligataires	—	—	—	—	2 818	—	2 818
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	152 260	—	152 260
	—	—	—	—	320 618	—	320 618
Actif financier cessible	—	—	—	55 122	—	—	55 122
Total actif financier	1 072	82 429	1 522	55 122	320 618	45 107	505 870
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	9 450	9 450
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	213 135	213 135
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	86 803	86 803
Eléments en cours de transmission de la part des banques	—	—	—	—	—	292	292
Passif négociable et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	46 353	9 423	—	—	—	55 776
Instruments financiers dérivés	2 760	35 831	—	—	—	—	38 591
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	74 366	74 366
Passif subordonné	—	—	—	—	—	10 575	10 575
Total passif financier	2 760	82 184	9 423	—	—	394 621	488 988

Mesure de la juste valeur

La juste valeur est le prix que l'on encaisserait sur la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'une dette dans le cadre d'une transaction réalisée dans des conditions normales, entre acteurs du marché, à la date de la mesure. La mesure est effectuée à une certaine date et peut être sensiblement différente du montant qui sera effectivement payé ou reçu à la date d'échéance ou de règlement.

Chaque fois que possible, les justes valeurs ont été calculées à l'aide des prix de marché cotés non ajustés en vigueur sur les marchés actifs pour des instruments identiques détenus par le Groupe. Lorsque des prix de marché cotés ne sont pas disponibles ou ne sont pas fiables en raison de leur faible liquidité, les justes valeurs ont été déterminées par des techniques d'évaluation utilisant, autant que possible, des données observables sur le marché, mais, dans certains cas, des données observables provenant d'autres sources que le marché. Les techniques d'évaluation utilisées incluent l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de calcul des prix et, le cas échéant, la comparaison avec des instruments dotés de caractéristiques similaires à celles des instruments détenus par le Groupe.

Le Groupe gère des ajustements de l'évaluation pour ses expositions en instruments dérivés, sur une base nette, et détermine leurs justes valeurs sur la base de leurs expositions nettes. Dans tous les autres cas, les justes valeurs de l'actif et du passif financier mesurés à la juste valeur sont déterminées sur la base de leur exposition brute.

La valeur comptable des instruments financiers suivants constitue une approximation raisonnable de la juste valeur : en-caisse et avoirs auprès des banques centrales, éléments en cours de recouvrement auprès des banques, éléments en cours de transmission aux banques, effets en circulation.

Etant donné la diversité des techniques d'évaluation employées et les estimations significatives effectuées, des comparaisons des justes valeurs entre les différents établissements financiers pourraient ne pas se révéler utiles. Nous conseillons, donc, aux lecteurs de ces états financiers de faire preuve de prudence dans l'utilisation de ces données pour l'évaluation de la situation financière du Groupe.

Les informations relatives à la juste valeur ne sont pas fournies pour les éléments autres que les instruments financiers ou pour d'autres éléments d'actif et de passif non-inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé du Groupe. Ces postes incluent l'actif incorporel, tel que la valeur du réseau de succursales du Groupe, les relations à long terme avec les déposants et les relations avec des titulaires de cartes de crédit ; les locaux et les équipements et les fonds propres. Ces éléments étant essentiels, le Groupe estime que les données sur la juste valeur présentées ne reflètent pas la valeur sous-jacente du Groupe.

Cadre de contrôle de la valorisation

Les principaux éléments du cadre de contrôle pour l'évaluation des instruments financiers incluent la validation du modèle, la vérification de l'utilisation du produit et la vérification indépendante des prix. Ces fonctions sont confiées à des équipes dûment qualifiées en charge des risques et de la finance, qui sont indépendantes du secteur d'activité responsable des produits.

La validation du modèle concerne des aspects à la fois qualitatifs et quantitatifs relatifs aux nouveaux modèles. En ce qui concerne tout nouveau produit, une vérification de l'utilisation du produit est effectuée avant et après sa négociation. Les tests menés avant la négociation sont destinés à assurer que le nouveau modèle est intégré dans les systèmes du Groupe et que le reporting des bénéfices, des pertes et des risques est cohérent tout au long de la durée de vie du produit. Les tests menés après la négociation sont destinés à vérifier la valeur explicative du modèle utilisé, en contrôlant activement les paramètres du modèle et en comparant les structures de prix internes avec des sources externes. Des procédures indépendantes de vérification des prix sont appliquées aux instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur. La fréquence de la vérification dépend de la disponibilité de données indépendantes, une fréquence mensuelle étant une condition requise minimum. Les écarts d'évaluation non conformes aux seuils établis sont signalés à la Direction. Les résultats de la vérification des prix par une source indépendante et des réserves d'évaluation sont analysés chaque mois par la Direction.

Des comités composés des principaux responsables des risques et de la direction financière et commerciale se réunissent au moins une fois par trimestre pour analyser et approuver les évaluations effectuées dans des domaines qui requièrent un jugement plus approfondi, notamment en ce qui concerne les titres non cotés, le crédit structuré, les options négociables et la réserve d'ajustement de la valorisation du crédit (CVA).

Valorisation de l'actif et du passif financier

L'actif et le passif financier comptabilisés à la juste valeur ou pour lesquels des justes valeurs ont été déclarées ont été répartis selon trois différents niveaux, en fonction de la qualité et de la fiabilité des informations utilisées pour la définition de la juste valeur.

Les transferts effectués à partir du portefeuille de Niveau 3 ont lieu lorsque des données susceptibles d'avoir un impact significatif sur la valorisation de l'instrument deviennent observables sur le marché alors qu'elles n'étaient pas observables. En ce qui concerne les titres adossés à des actifs, ceci peut se produire si plusieurs sources de données cohérentes indépendantes deviennent disponibles. En revanche, les transferts vers le portefeuille ont lieu lorsque des sources cohérentes de données ne sont plus disponibles.

(2) Actif et passif financier comptabilisés à leur juste valeur

Estimations et jugements comptables significatifs

Les méthodes d'évaluation des instruments financiers de Niveau 2 et de Niveau 3 incluent des jugements et des estimations formulés par la Direction, dont l'étendue dépend de la complexité de l'instrument et de la disponibilité des informations observables sur le marché. De plus, conformément à la pratique du marché, le Groupe applique des ajustements du crédit, du débit et du financement, dans la détermination de la juste valeur de ses postes de dérivés non garantis. Une description de ces ajustements figure page 113 de cette note. D'autres informations détaillées sur les instruments financiers de niveau 3 et la sensibilité de leur valorisation, y compris en ce qui concerne l'effet de l'application d'autres hypothèses raisonnablement envisageables dans la détermination de la juste valeur, figurent ci-dessous.

(A) Actif financier, sauf instruments dérivés

Hiérarchie de valorisation

Au 31 décembre 2017, l'actif financier du Groupe comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés, s'élevait à £87,325 millions (31 décembre 2016 : £107,722 millions). Le tableau ci-dessous analyse ces actifs financiers selon leur classification dans le bilan, ainsi que par type d'actif et méthode de valorisation (niveau 1, 2 ou 3, comme indiqué page 103). L'approche d'évaluation de la juste valeur est, de par sa nature, récurrente. Il n'y a pas eu de transfert significatif entre le niveau 1 et le niveau 2 pendant l'exercice.

Hiérarchie de valorisation

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 December 2017				
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances	–	30 568	–	30 568
Prêts et avances aux clients	–	1 614	–	1 614
Prêts et avances aux banques				
Titres obligataires	9 836	928	–	10 764

Titres d'état	–	–	–	–
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	222	–	222
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	189	–	189
Autres titres adossés à des actifs	–	95	–	95
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	2 088	–	2 088
	9 836	3 522	–	13 358
Actions	–	–	50	50
Bons du trésor et autres effets	18	–	–	18
Total actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	9 854	35 704	50	45 608
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Titres d'état	34 534	174	–	34 708
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	167	–	167
Titres adossés à des actifs				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	1 156	–	1 156
Autres titres adossés à des actifs	–	163	92	255
Obligations d'entreprise et autres obligations	229	4 386	–	4 615
	34 763	6 046	92	40 901
Actions	555	38	223	816
Total actif financier cessible	35 318	6 084	315	41 717
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	45 172	41 788	365	87 325

Au 31 décembre 2017 – Groupe cessible	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Titres obligataires :				
Titres d'état	10 435	801	23	11 259
Autres titres du secteur public	–	1 526	1	1 527
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	3	159	49	211
Autres titres adossés à des actifs	7	6 889	785	7 681
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	18 178	16	18 194
	10 445	27 553	874	38 872
Actions	85 289	18	872	86 179
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	95 734	27 571	1 746	125 051

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016				
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances en faveur des clients	–	31 050	–	31 050
Prêts et avances en faveur des banques	–	2 606	–	2 606
Titres obligataires :				
Titres d'état	12 005	950	–	12 955
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	244	–	244
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	47	–	47
Autres titres adossés à des actifs	–	69	–	69
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	112	1 764	1 745	3 621
	12 117	3 074	1 745	16 936
Actions	26	–	560	586
Bons du trésor et autres effets	20	–	–	20
Total actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	12 163	36 730	2 305	51 198
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Titres d'état	48 542	172	–	48 714
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	142	–	142
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	108	–	108
Autres titres adossés à des actifs	–	184	133	317
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	107	5 923	–	6 030
	48 649	6 529	133	55 311
Actions	435	17	761	1 213
Total actif financier cessible	49 084	6 546	894	56 524

Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	61 247	43 276	3 199	107 722
Au 31 décembre 2017 – Groupe cessible				
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Titres obligataires :				
Titres d'état	12 954	822	–	13 776
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	1 278	46	1 324
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	607	53	660
Autres titres adossés à des actifs	4	7 367	442	7 813
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	18 529	8	18 537
	12 958	28 603	549	42 110
Actions	66 588	37	952	67 577
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	79 546	28 640	1 501	109 687

Hiérarchie de valorisation

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2017				
Actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances en faveur des clients	–	30 568	–	30 568
Prêts et avances en faveur des banques	–	1 614	–	1 614
Titres obligataires :				
Titres d'état	9 834	928	–	10 762
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	189	–	189
Autres titres adossés à des actifs	–	95	–	95
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	749	–	749
	9 834	1 961	–	11 795
Actions	–	–	–	–
Bons du trésor et autres effets	–	–	–	–
Total actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	9 834	34 143	–	43 977
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Titres d'état	34 397	174	–	34 571
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	167	–	167
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	1 129	–	1 129
Autres titres adossés à des actifs	–	65	–	65
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	221	5 650	–	5 871
	34 618	7 185	–	41 803
Actions	555	6	202	763
Total actif financier cessible	35 173	7 191	202	42 566
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	45 007	41 334	202	86 543

Hiérarchie de valorisation

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016				
Actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances en faveur des clients	–	31 993	–	31 993
Prêts et avances en faveur des banques	–	2 606	–	2 606
Titres obligataires :				
Titres d'état	12 005	950	–	12 955
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	47	–	47
Autres titres adossés à des actifs	–	69	–	69
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	113	448	78	639
	12 118	1 514	78	13 710
Actions	–	–	–	–
Total actif financier négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au	12 118	36 113	78	48 309

compte de résultat				
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Titres d'état	48 406	170	—	48 576
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	—	142	—	142
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	—	71	—	71
Autres titres adossés à des actifs	—	127	—	127
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	104	5 371	—	5 475
	48 510	5 881	—	54 391
Actions	434	6	291	731
Total actif financier cessible	48 944	5 887	291	55 122
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	61 062	42 000	369	103 431

Mouvements dans le portefeuille de Niveau 3

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements des actifs financiers de niveau 3, sauf instruments dérivés (mesure récurrente) :

	2017			2016		
	Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, hors dérivés £m	Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier hors dérivés £m
Groupe- Activités poursuivies						
Au 1er janvier	2 305	894	3 199	5 116	684	5 800
Variations des changes et autres ajustements	—	-25	-25	8	12	20
Plus (moins) valeurs comptabilisées dans le compte de résultat dans Autres recettes	80	—	80	437	—	437
(Moins) plus-valeurs comptabilisées dans Autres éléments du résultat global dans la réserve de réévaluation concernant les Actifs financiers cessibles	—	-125	-125	—	312	312
Achats	228	36	264	833	258	1 091
Ventes	-483	-52	-535	-2 597	-527	-3 124
Cession d'entreprises	-2 061	-375	-2 436	—	—	—
Transferts au portefeuille de niveau 3	—	1	1	186	155	341
Transferts à partir du portefeuille de Niveau 3	-19	-39	-58	-177	—	-177
Transferts au groupe cessible (cf. note 12)	—	—	—	-1 501	—	-1 501
Au 31 décembre	50	315	365	2 305	894	3 199
Gains comptabilisés dans le compte de résultat, dans Autres recettes, concernant la juste valeur des actifs détenus au 31 décembre	6	—	6	642	—	642

	Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat £m
Groupe – Activités non poursuivies	
Au 1er janvier 2017	1 501
Ajustements sur changes et autres ajustements	—
Gains comptabilisés dans le compte de résultat dans autres revenus	87
Achats	427
Ventes	-209
Transferts au portefeuille de Niveau 3	155
Transferts à partir du portefeuille de Niveau 3	-215
Au 31 décembre 2017	1 746
Gains comptabilisés dans le compte de résultat, dans Autres Recettes, concernant la variation de la juste valeur des actifs détenus au 31 décembre 2017	47

	2017			2016		
	Actif financier négociable et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier hors dérivés £m	Actif financier négociable et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier hors dérivés £m
Banque						
Au 1er janvier	78	291	369	89	290	379
Ajustements de change et autres ajustements	—	-17	-17	—	8	8

Plus(moins)values comptabilisées dans le compte de résultat dans autres recettes	5	–	5	-1	–	-1
(Moins) plus-values comptabilisées dans Autres éléments du résultat global dans la réserve de réévaluation concernant les Actifs financiers cessibles	–	-72	-72	–	281	281
Achats	–	–	–	–	156	156
Ventes	-64	–	-64	-10	-485	-495
Transferts au portefeuille de Niveau 3	–	–	–	–	41	41
Transferts à partir du portefeuille de Niveau 3	-19	–	-19	–	–	–
Au 31 décembre	–	202	202	78	291	369
Gains comptabilisés dans le compte de résultat, dans Autres recettes, concernant la juste valeur des actifs détenus au 31 décembre	5	–	5	-1	–	-1

Méthode d'évaluation de l'actif financier, sauf instruments dérivés

Prêts et avances aux clients et aux banques

Ces actifs sont principalement constitués de contrats de prise en pension. La juste valeur de ces actifs est déterminée à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables spécifiques au type de titre acheté selon la convention de prise en pension.

Titres obligataires

Les titres obligataires mesurés à leur juste valeur et classés comme des titres de Niveau 2 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie à l'aide d'un différentiel de crédit applicable à l'instrument concerné.

Lorsque l'activité de négociation des titres obligataires est limitée, le groupe emploie des modèles d'évaluation, des informations largement partagées concernant les prix fournies par des services de fixation des prix externes ainsi que des cotations fournies par des agents de change ou des gestionnaires principaux en vue de la détermination d'une évaluation adéquate. Les titres obligataires sont classés comme Niveau 3 s'il existe des données d'évaluation significatives qui ne peuvent être corroborées par des sources de marché ou si les valeurs existantes présentent de graves incohérences. Les catégories d'actifs classées en Niveau 3 incluent principalement des obligations de prêt garanties et des titres de créance garantis.

Investissements de capitaux

Les investissements de capitaux et de fonds non cotés sont évalués à l'aide de différentes techniques selon la politique d'évaluation du Groupe et les International Privat Equity and Venture Capital Guidelines.

En fonction des autres secteurs d'activité et des circonstances de l'investissement, les évaluations d'actions non cotées se fondent sur les multiples de bénéfices, la valeur nette de l'actif ou les flux de trésorerie actualisés.

- Un certain nombre de ratios de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation du portefeuille et notamment les multiples cours/bénéfice, bénéfice avant intérêts et impôt et le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement. Le multiple spécifiquement choisi est approprié pour le type d'activité faisant l'objet de l'évaluation et résulte, par référence, du multiple basé sur le marché actuel. On prend également en considération, dans la sélection du multiple approprié, les attributs du risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'activités comparables.

- Les évaluations des flux de trésorerie actualisés se fondent, généralement, sur les prévisions de la Direction, avec l'application de rendements de sortie ou de multiples finaux appropriés ainsi que de taux d'utilisation actualisés adéquats en fonction de l'investissement concerné, du secteur d'activité ou des taux de rendement économique les plus récents. Les transactions récentes impliquant la vente d'activités similaires peuvent être utilisées, parfois, en tant que cadre de référence pour la sélection du multiple adéquat.

- Pour les investissements de capitaux, la valeur la plus récente en compte capital calculée par le gestionnaire du fonds est employée comme base d'évaluation et ajustée, si nécessaire, en vue de l'alignement des techniques d'évaluation sur la politique d'évaluation du Groupe.

Les investissements en actions non cotées et ceux dans des biens de la société détenus dans des sociétés immobilières sont valorisés sur la base des évaluations effectuées par des entités externes. La Direction prend en compte des informations pertinentes, telles que les transactions récemment réalisées et les informations reçues sur certains investissements, en vue de l'ajustement des informations reçues de la part de l'entité externe, si nécessaire.

(B) Passif financier, sauf instruments dérivés

Hiérarchie de valorisation

Au 31 décembre 2017, le passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés, comprenant le passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat s'élevait, pour le Groupe, à un total de £50,874 millions (31 décembre 2016 : £54,504 millions) (Les garanties financières sont également comptabilisées à leur juste valeur, lors de la comptabilisation initiale, et sont classées comme passif financier de niveau 3 ; mais, le solde n'est pas significatif). Les tableaux ci-dessous analysent ce passif financier par poste de bilan et par méthode de valorisation (niveau 1, 2 ou 3, comme indiqué page 103). L'approche de mesure de la juste valeur est, de par sa nature, récurrente. Aucun transfert significatif de Niveau 1 et de Niveau 2 n'a eu lieu pendant l'exercice.

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2017				
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat				
Passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	7 812	–	7 812
Passif négociable :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	41 378	–	41 378
Autres dépôts	–	381	–	381
Positions courtes en titres	1 106	197	–	1 303
	1 106	41 956	–	43 062
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	1 106	49 768	–	50 874
Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m

Au 31 décembre 2016				
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat				
Passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	9 423	2	9 425
Passif négociable :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	42 067	–	42 067
Autres dépôts	–	530	–	530
Positions courtes en titres	2 417	65	–	2 482
	2 417	42 662	–	45 079
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	2 417	52 085	2	54 504

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2017				
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat				
Passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	7 812	–	7 812
Passif négociable :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	41 378	–	41 378
Autres dépôts	–	552	–	552
Positions courtes en titres	1 106	197	–	1 303
	1 106	42 127	–	43 233
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	1 106	49 939	–	51 045

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016				
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat				
Passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	9 423	–	9 423
Passif négociable :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	43 011	–	43 011
Autres dépôts	–	860	–	860
Positions courtes en titres	2 417	65	–	2 482
	2 417	43 936	–	46 353
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf dérivés	2 417	53 359	–	55 776

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements du passif financier de niveau 3, hors instruments dérivés. Aucun transfert n'a été enregistré, en 2016 et 2017, vers ou à partir du Niveau 3.

Groupe	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	2	1
Pertes comptabilisées dans le compte de résultat dans Autres Recettes	-2	1
Au 31 décembre	–	2
Pertes comptabilisées dans le compte de résultat dans Autres Recettes, concernant les variations de la juste valeur sur le passif détenu au 31 décembre.	–	1

Méthode d'évaluation du passif financier, sauf instruments dérivés

Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

Ce poste comprend principalement les titres obligataires en émission classés comme Niveau 2 et la juste valeur calculée à l'aide de techniques d'évaluation basées sur les données observables sur le marché. La valeur comptable des titres est ajustée pour prendre en compte l'effet des variations des différentiels de crédit [spreads] propres. A partir du 1er janvier 2017, la plus/moins-valeur générée comptabilisée dans le poste « autre résultat global » (cf. note 1).

Au 31 décembre 2017, l'ajustement du crédit propre résultant de l'évaluation à leur juste valeur de £7,812 millions (2016 : £9,423 millions) de titres obligataires du Groupe en émission inscrits à leur juste valeur au compte de résultat a donné lieu à une perte de £55 millions, qui a été comptabilisée dans « autre résultat global » (2016 : perte de £28 millions, comptabilisée dans le compte de résultat).

Passif négociable relatif aux titres vendus dans le cadre des contrats de rachat

La juste valeur de ces éléments de passif est calculée à l'aide de techniques basées sur l'actualisation de flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables spécifiques au type de titre vendu selon un contrat de rachat.

(C) Instruments dérivés

La totalité de l'actif et du passif dérivé du Groupe est comptabilisée à sa juste valeur. Au 31 décembre 2017, cet actif s'élevait à £24,152 millions pour le Groupe et £26,764 millions pour la Banque (31 décembre 2016 : £33,859 millions pour le Groupe et £36,714 millions pour la Banque) et le passif s'élevait, au total, à £24,699 millions pour le Groupe et £28,267 millions pour la Banque (31 décembre 2016 : £33,896 millions pour le Groupe et £38,591 millions pour la Banque). Le tableau ci-dessous analyse ces soldes d'instruments dérivés par méthode de valorisation (niveau 1, 2 ou 3, comme indiqué page 103). L'approche de mesure de la juste valeur est de nature récurrente. Il n'y a eu aucun transfert significatif entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice.

Groupe	2017	2016
---------------	-------------	-------------

	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif dérivé	1	23 095	1 056	24 152	2	32 458	1 399	33 859
Passif dérivé	-2	-23 893	-804	-24 699	-3	-32 933	-960	-33 896

Groupe cessible	2017				2016			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif dérivé	245	3 220	–	3 465	267	3 533	–	3 800
Passif dérivé	-585	-2 562	–	-3 147	-355	-2 653	–	-3 008

Banque	2017				2016			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif dérivé	1	26 127	636	26 764	2	35 895	817	36 714
Passif dérivé	-2	-27 515	-750	-28 267	3	37 684	904	38 591

Lorsque les éléments d'actif et de passif dérivé du Groupe ne sont pas négociés par un établissement boursier, ils sont évalués à l'aide de techniques d'évaluation, dont la méthode des flux de trésorerie actualisée et les modèles de simulation des prix des options, selon les cas. Les types d'instruments dérivés classés comme niveau 2 et les techniques d'évaluation incluent :

- Les swaps de taux d'intérêt évalués selon le modèle des flux de trésorerie actualisée ; les données les plus significatives de ces modèles sont les courbes de rendement des taux d'intérêt développées à partir des taux faisant l'objet d'une cotation publique.
- Les instruments dérivés de taux de change ne contenant pas d'options dont le prix est établi sur la base des taux fournis par des sources publiques.
- Les instruments dérivés de crédit évalués à l'aide de modèles classiques basés sur des données observables, sauf en ce qui concerne les éléments classés comme niveau 3, qui sont évalués selon les taux officiellement publiés et les courbes de swaps de défaut de remboursements des crédits (CDS).
- Des produits moins complexes d'options sur taux d'intérêt et de change, qui sont évalués à l'aide de surfaces de volatilité développées sur la base de plafonds de taux d'intérêt publiés, de swaptions et d'autres volatilités d'options ; les informations relatives à l'asymétrie de la volatilité implicite des prix des options, qui sont fournies par un service de fixation des prix de marché par consensus. Pour des options plus complexes, le Groupe calibre ses modèles à l'aide de données observables *at-the-money* ; si nécessaire, le Groupe procède à un ajustement pour des positions *out-of-the-money* en recourant à un service de fixation des prix de marché par consensus.

Des produits complexes de taux d'intérêt et de change comportant une dispersion significative des prix fixés par consensus ou impliquant des coûts de financement implicites importants et non observables sont classés comme produits de niveau 3.

Si un dispositif de protection du crédit, généralement sous la forme d'un swap de défaut de remboursement du crédit, a été acheté ou souscrit sur des Titres adossés à des actifs, le titre est désigné comme titre adossé à des actifs sur une base négative et l'Actif ou le Passif dérivé qui en résulte est classé comme instrument de niveau 2 ou de niveau 3 selon la classification du titre adossé à des actifs sous-jacents.

Certaines données non observables sont utilisées pour le calcul du CVA, du FVA et des ajustements du crédit propre, sans être considérées, toutefois, comme déterminantes pour la classification des produits dérivés et des portefeuilles obligataires. Par conséquent, ces données ne font pas partie des sensibilités de Niveau 3 présentées.

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements de l'actif et du passif dérivé de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur.

Groupe	2017		2016	
	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m
Au 1er janvier	1 399	-960	924	-723
Ajustements de changes et autres ajustements	24	-20	74	-53
Gains (pertes) comptabilisé(e)s dans le compte de résultat, dans autres recettes	-208	215	289	-299
Achats (agrandissements)	103	-18	24	-13
Ventes (rachats)	-79	53	-91	128
Transferts au portefeuille de Niveau 3	33	-74	216	–
Transferts à partir du portefeuille de Niveau 3	-216	–	-37	–
Au 31 décembre	1 056	-804	1 399	-960
Plus (moins)-values inscrites au compte de résultat, dans "autres recettes", concernant la variation de la juste valeur de l'actif/ passif détenu au 31 décembre	-208	213	284	-262

Banque	2017		2016	
	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m
Au 1er janvier	817	-904	579	-685
Ajustements de changes et autres ajustements	7	-19	25	-51
(Gains (pertes) comptabilisé(e)s dans le compte de résultat, dans autres recettes	-76	212	146	-283
Achats (agrandissements)	103	-18	24	-13
Ventes (rachats)	-75	53	-91	128
Transferts au portefeuille de Niveau 3	33	-74	172	–
Transferts à partir du portefeuille de Niveau 3	-173	–	-38	–
Au 31 décembre	636	-750	817	-904
(Plus (moins)-values inscrites au compte de résultat, dans "autres recettes", concernant la	-76	211	141	-246

variation de la juste valeur de l'actif/ passif détenu au 31 décembre				
---	--	--	--	--

Ajustement de la valorisation des instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés inscrits au bilan pour leur juste valeur sont ajustés, si nécessaire, pour prendre en compte le risque de crédit, de liquidité du marché et d'autres risques.

(i) *Ajustements de l'évaluation des instruments dérivés non garantis, sauf contreparties « mono-gamme »*

Le tableau ci-dessous synthétise les mouvements du compte d'ajustement de la valorisation, pour le Groupe, sur l'exercice 2017 et 2016.

	2017 £m	2016 £m
Au 1er janvier	744	598
Charge (crédit) inscrit(e) au compte de résultat	-260	163
Transferts	37	-17
Au 31 décembre	521	744

Représenté par :

	2017 £m	2016 £m
Ajustement de l'évaluation du crédit	408	685
Ajustement de l'évaluation du débit	-37	-123
Ajustement de l'évaluation du financement	150	182
	521	744

Les Ajustements de l'Evaluation du Débit et du Crédit (CVA et DVA) s'appliquent aux expositions en produits dérivés négociables de gré à gré du Groupe avec des contreparties non soumises à des accords de garantie interbancaire standards. Ces expositions concernent en grande partie la fourniture de solutions de gestion du risque pour les entreprises clientes de la Division Banque Commerciale.

Le CVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition positive non garantie (actif), tandis que le DVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition négative non garantie (passif). Ces ajustements reflètent les taux d'intérêt et les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie ainsi que le différentiel de crédit propre du Groupe.

Le CVA est sensible à :

- La taille actuelle de la position *mark-to-market* de l'actif non garanti ;
- Les prévisions relatives à la future volatilité de l'actif sous-jacent ; et
- Les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie.

Dans les cas dans lesquels l'exposition vis-à-vis d'une contrepartie devient douteuse, l'ajustement de la valorisation de tout instrument dérivé associé est transféré et soumis à une évaluation de la perte spécifique, avec les autres éléments d'actif et de passif non dérivé que la contrepartie pourrait détenir auprès du Groupe. Les spreads de marché sur Swaps sur Défaut de Crédit (CDS) sont utilisés pour développer la probabilité de défaut de la contrepartie concernée. Pour les contreparties non cotées, les cotes de crédit internes et les courbes de marché du secteur des CDS ainsi que les taux de recouvrement sont utilisés. La Perte en cas de défaillance (PCD) se fonde sur les taux de recouvrement du marché et les évaluations internes du crédit.

L'association de la détérioration d'un cran de la cote de crédit des contreparties en instruments dérivés et d'une augmentation de 10% de la PCD entraîne une augmentation du CVA de £30 millions de livres sterling. La valeur actuelle de marché est employée pour estimer l'exposition prévisionnelle pour les produits non gérés par le modèle, à savoir, principalement, des options de taux d'intérêt complexes négociées en très faibles volumes. Si nécessaire, le CVA de ces produits est calculé sur une base complémentaire (même si aucun ajustement de ce type n'a été requis au 31 décembre 2017).

Le DVA est sensible à :

- La taille actuelle de la position *mark-to-market* sur le passif non garanti ;
- Les prévisions relatives à la future volatilité du marché du passif sous-jacent ; et
- Le différentiel de crédit (spread) CDS propre du Groupe.

Une augmentation de 1% du spread CDS entraînerait une augmentation du DVA de £96 millions à £133 millions.

Les expositions au risque utilisées pour le calcul du CVA et du DVA sont fortement influencées par les taux d'intérêt. Compte tenu de la nature de l'activité du Groupe, les expositions CVA/DVA sont généralement similaires, si bien que les ajustements de la valorisation baissent lorsque les taux d'intérêt augmentent. Une augmentation de 1% du spread du CDS entraînerait une baisse de £186 millions de l'ajustement global de la valorisation, à £185 millions. Le modèle de CVA employé par le Groupe ne prend en compte aucune hypothèse de corrélation entre le niveau des taux d'intérêt et le taux de défaillance.

Le Groupe a également comptabilisé un Ajustement de l'Evaluation du Financement en vue de l'ajustement du coût net du financement des positions en instruments dérivés non garantis. Cet ajustement est calculé sur la future exposition prévue actualisée selon un coût de financement adéquat. Une augmentation de 10 points de base du coût de financement entraînerait une augmentation de l'ajustement de l'évaluation du financement d'environ £26 millions.

(i) *Liquidité du marché*

Le Groupe inclut des ajustements de l'évaluation *mid to bid-offer* par rapport au coût prévisionnel de clôture des positions de risque de marché du Groupe dans un délai compatible avec l'activité de négociation historique et la tendance historique des spreads enregistrés par les salles de marché dans le cadre de l'activité, dans des conditions de marché normales.

Au 31 décembre 2017, l'activité de négociation d'instruments dérivés du Groupe détenait des ajustements de la valorisation *mid to bid-offer* de £74 millions (2016 : £96 millions).

(D) Sensibilité des valorisations de niveau 3

			Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2016		
			Effet des hypothèses alternatives viables			Effet des hypothèses alternatives viables		
	Techniques de valorisation	Données significatives non observables	Valeur comptable £m	Variations favorables £m	Variations défavorables £m	Valeur comptable £m	Variations favorables £m	Variations défavorables £m
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat								
Titres obligataires	Flux de trésorerie actualisés	Différentiels de crédit (bps) (1 bps/2 bps)	—	—	—	29	5	-5
Titres adossés à l'actif	Offre du gestionnaire principal ou du courtier	n/a	—	—	—	59	-	-
Investissements en fonds propres et capital-risque	Approche de marché	Multiple de bénéfices (0.9/10.0)	—	—	—	2 163	63	-68
	Actif sous jacent/valeur de l'actif net (y compris prix du bien)	n/a	50	5	-5	54	2	-3
			50			2 305		
Actif financier cessible								
Titres adossés à l'actif	Offre du gestionnaire principal ou du courtier	n/a	92	—	-4	133	—	—
Investissements en fonds propres et capital-risque	Actif sous jacent/valeur de l'actif net (y compris prix du bien)		223	50	-4	761	48	-53
			315			894		
Actif financier dérivé								
Dérivés de taux d'intérêt	Modèle de prix de l'option	Volatilité des taux d'intérêt (9%/94%)	1 056	11	-3	1 399	-3	-19
			1 056			1 399		
Actif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur			1 421			4 598		
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat								
Passif financier dérivé			—	—	—	2	—	—
Dérivés de taux d'intérêt	Modèle de prix de l'option	Volatilité des taux d'intérêt (9%/94%)	804	—	—	960	—	—
			804	—	—	960	—	—
Passif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur			804	—	—	962	—	—

			Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2016		
			Effet des hypothèses alternatives viables			Effet des hypothèses alternatives viables		
Groupe cessible	Techniques de valorisation	Données significatives non observables	Valeur comptable £m	Variations favorables £m	Variations défavorables £m	Valeur comptable £m	Variations favorables £m	Variations défavorables £m
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat								
Actions non cotées, titres obligataires et sociétés foncières dans les fonds vie	Valeur de l'actif sous-jacent/net (y compris prix du bien), cote du courtier ou flux de trésorerie actualisés	n/a	1 746	26	-76	1 501	—	32
Actif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur			1 746			1 501		

Données non observables

Les données non observables significatives affectant l'évaluation des titres obligataires, les investissements dans des actions non cotées et des produits dérivés sont les suivants :

- Les taux d'intérêt et les taux d'inflation sont référencés dans certains produits dérivés pour lesquels le paiement reçu par le détenteur dépend de l'évolution des références sous-jacentes dans le temps
- Les différentiels de crédit représentent la prime au-dessus de l'instrument de référence requise pour compenser une moindre qualité du crédit ; des spreads plus élevés entraînent une juste valeur plus faible
- Les paramètres de volatilité représentent les attributs essentiels de l'évolution de l'option ; des volatilités plus élevées indiquent, en règle générale, une plus vaste gamme de résultats possibles
- Les multiples de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation de certains investissements d'actions non cotées ; un multiple plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée.

Effets des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables

Les techniques d'évaluation appliquées à de nombreux instruments du Groupe de niveau 3 impliquent souvent l'utilisation de deux ou plusieurs données interdépendantes. Le calcul de l'effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables incluses dans le tableau ci-dessus reflète lesdites relations.

Titres obligataires

Les hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été déterminées pour les investissements en crédit structuré du Groupe par un assouplissement du différentiel de crédit.

Instruments dérivés

Des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été définies pour les swaptions faisant partie des portefeuilles d'instruments dérivés du Groupe dont les prix ont été calculés selon des modèles standards de calcul des prix du marché. Ces modèles requièrent des volatilités des taux d'intérêt qui peuvent ne pas être observables à plus long terme. Afin d'obtenir des valorisations alternatives raisonnablement envisageables, ces volatilités ont été adaptées, dans une fourchette comprise entre 9 % et 94 % (2016 : 0 % et 115 %).

Investissements dans des actions non cotées, en capital-risque et dans des sociétés foncières

Les techniques d'évaluation utilisées pour les investissements en actions non cotées et capital-risque varient en fonction de la nature de l'investissement. Les évaluations alternatives raisonnablement envisageables pour ces investissements ont été calculées en faisant référence à l'approche adoptée en tenant compte du

secteur d'activité et de la conjoncture : dans cette optique, les données suivantes ont été prises en considération :

- Pour les évaluations fondées sur des multiples de bénéfices, les attributs de risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'entreprises similaires sont pris en compte dans la sélection du multiple adéquat ;
- Les taux d'actualisation utilisés dans l'évaluation des flux de trésorerie ; et
- Conformément aux International Private Equity and Venture Capital Guidelines, les valeurs des investissements sous-jacents dans des portefeuilles d'investissements de capitaux.

(3) Actif et passif financier comptabilisé au coût amorti

(A) Actif financier

Hiérarchie de valorisation

Le tableau ci-dessous analyse les justes valeurs de l'actif financier du Groupe qui sont comptabilisées au coût amorti, en fonction de leur méthode de valorisation (niveau 1, 2 ou 3, comme indiqué page 103). Les prêts et créances sont principalement classés en niveau 3 en raison des données non observées significatives employées dans les modèles de valorisation. Lorsque les données sont observables, les titres obligataires sont classés en niveau 1 ou 2.

Groupe cessible	Hiérarchie de valorisation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2017					
Prêts et avances en faveur des clients	465 555	465 268	–	16 832	448 436
Prêts et avances en faveur des banques	4 274	4 261	–	94	4 167
Titres obligataires	3 637	3 580	–	3 571	9
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	6 195	6 195	–	–	6 195
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus :			–		
Prêts et avances en faveur des clients	16 832	16 832	–	16 832	–
Prêts et avances en faveur des banques	94	94	–	94	–
Au 31 décembre 2016			–		
Prêts et avances en faveur des clients	451 282	451 117	–	–	451 117
Prêts et avances en faveur des banques	5 583	5 553	–	–	5 553
Titres obligataires	3 397	3 303	–	3 288	15
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	5 624	5 624	–	–	5 624
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus :			–		
Prêts et avances en faveur des clients	8 304	8 304	–	–	8 304
Prêts et avances en faveur des banques	437	437	–	–	437

Groupe cessible	Hiérarchie de valorisation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2017					
Prêts et avances en faveur des banques	2 337	2 303	–	677	1 626
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	1 721	1 721	–	–	1 721
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Prêts et avances en faveur des banques	677	677	–	677	–
Au 31 décembre 2016					
Prêts et avances en faveur des banques	21 319	21 259	–	–	21 259
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	2 015	2 015	–	–	2 015
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Prêts et avances en faveur des banques	465	465	–	–	465

Banque	Hiérarchie de valorisation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2017					
Prêts et avances en faveur des clients	170 804	168 560	–	16 832	151 728
Prêts et avances en faveur des banques	3 611	3 603	–	94	3 509
Titres obligataires	3 182	3 182	–	3 182	–
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	180 772	180 772	–	–	180 772
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Prêts et avances en faveur des clients	16 832	16 832	–	16 832	–
Prêts et avances en faveur des banques	94	94	–	94	–
Au 31 décembre 2016					
Prêts et avances en faveur des clients	161 161	159 572	–	–	159 572
Prêts et avances en faveur des banques	4 379	4 358	–	–	4 358
Titres obligataires	2 818	2 818	–	2 818	–
Créances vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking	152 260	152 260	–	–	152 260
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Prêts et avances en faveur des clients	8 304	8 304	–	–	8 304
Prêts et avances en faveur des banques	437	437	–	–	437

Méthode de valorisation*Prêts et avances en faveur des clients*

Le Groupe accorde des prêts et des avances à des entreprises, des commerces et des particuliers, à taux fixe et variable, en raison de leur nature à court terme. La Valeur comptable des prêts à taux variable et des financements par crédit-bail est réputée être la juste valeur.

Afin de déterminer la juste valeur des Prêts et avances consentis aux clients, les prêts sont séparés dans des portefeuilles dotés de caractéristiques similaires. Un certain nombre de techniques sont employées pour l'estimation de la juste valeur des prêts à taux fixe ; elles tiennent compte des pertes de crédit escomptées sur la base des tendances historiques, des taux d'intérêts en vigueur sur le marché et des futurs flux de trésorerie escomptés. Pour les expositions des clients de détail, la juste valeur est généralement estimée par l'actualisation des flux de trésorerie escomptés (y compris les intérêts aux taux contractuels), aux taux de marché pour des prêts similaires offerts par le Groupe et d'autres établissements financiers. Certains prêts relatifs à des biens immobiliers résidentiels sont accordés à taux fixe, pour des périodes limitées, généralement de deux à cinq ans, au terme desquelles les prêts reviennent à taux variable. La juste valeur de ces prêts est estimée aux taux de marché appliqués pour des prêts similaires, d'une durée égale à la période à taux fixe restant à courir. La juste valeur des prêts commerciaux est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Aucun ajustement n'est effectué pour la gestion de l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

Prêts et créances en faveur des banques

La Valeur comptable des Prêts et avances en faveur des banques à court terme est réputée être leur juste valeur. La juste valeur de Prêts et avances en faveur des banques est estimée par l'actualisation des futurs flux de trésorerie au taux d'actualisation du marché ajusté pour prendre en compte le différentiel de crédit du débiteur ou, s'il n'est pas observable, le différentiel de crédit d'emprunteurs dotés d'une qualité de crédit similaire.

Titres obligataires

La juste valeur des titres obligataires, qui avaient été précédemment comptabilisés dans les actifs négociables et qui ont été reclassés ensuite dans les Prêts et Créances, est principalement déterminée sur la base des cotations fournies par le gestionnaire principal et, lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, par d'autres techniques, y compris en faisant référence au spread applicable sur des actifs similaires contractés avec le même débiteur ou aux prix indiqués par des services de fixation des prix par consensus, aux cotations communiquées par les agents de change et à d'autres données de recherche.

Contrats de prise en pension

La valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur, compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

(B) Passif financier**Hiérarchie de valorisation**

Le tableau ci-dessous analyse les justes valeurs du passif financier du Groupe et de la Banque comptabilisées au coût amorti en fonction de la méthode de valorisation appliquée (niveau 1, 2 ou 3, comme indiqué page 103).

Groupe	Hiérarchie de valorisation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2017					
Dépôts de banques	28 888	28 883	–	28 883	–
Dépôts de clients	418 124	418 413	–	411 563	6 850
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	13 237	13 237	–	13 237	–
Titres obligataires en émission	61 865	64 790	–	64 790	–
Passif surbordonné	14 782	17 288	–	17 288	–
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Dépôts de banques	23 175	23 175	–	23 175	–
Dépôts de clients	2 638	2 638	–	2 638	–
Au 31 décembre 2016					
Dépôts de banques	15 690	15 679	–	15 679	–
Dépôts de clients	415 460	416 490	–	408 571	7 919
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 444	5 444	–	5 444	–
Titres obligataires en émission	74 733	77 198	–	76 982	216
Passif surbordonné	17 258	19 280	–	19 280	–
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Dépôts de banques	7 279	7 279	–	7 279	–
Dépôts de clients	2 462	2 462	–	2 462	–

Groupe cessible	Hiérarchie de valorisation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2017					
Dépôts de banques	916	916	–	916	–
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 063	2 063	–	2 063	–
Titres obligataires en émission	1 794	1 794	–	1 794	–
Passif surbordonné	2 345	2 345	–	2 345	–
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Dépôts de banques	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2016					
Dépôts de banques	695	716	–	716	–
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 386	2 386	–	2 386	–

Titres obligataires en émission	1 746	1 746	—	1 746	—
Passif subordonné	2 368	2 368	—	2 368	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Dépôts de banques	—	—	—	—	—

Banque	Hiérarchie de valorisation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2017					
Dépôts de banques	7 538	7 536	—	7 536	—
Dépôts de clients	234 397	234 512	—	234 512	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	112 769	112 769	—	112 769	—
Titres obligataires en émission	66 249	68 807	—	68 807	—
Passif subordonné	9 341	10 860	—	10 860	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Dépôts de banques	3 198	3 198	—	3 198	—
Dépôts de clients	2 637	2 637	—	2 637	—
Au 31 décembre 2016					
Dépôts de banques	9 450	9 437	—	9 437	—
Dépôts de clients	213 135	213 455	—	213 455	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	86 803	86 803	—	86 803	—
Titres obligataires en émission	74 366	77 767	—	77 767	—
Passif subordonné	10 575	11 971	—	11 971	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus :					
Dépôts de banques	2 758	2 758	—	2 758	—
Dépôts de clients	2 462	2 462	—	2 462	—

Méthode de valorisation

Dépôts de banques et dépôts de clients

La juste valeur des dépôts des banques et des clients remboursables à la demande est censée être égale à leur valeur comptable.

La juste valeur de tous les autres dépôts est estimée à l'aide des flux de trésorerie actualisée, par l'application des taux de marché, s'il y a lieu, ou des taux actuels applicables aux dépôts d'une durée similaire encore en cours.

Titres obligataires en émission

La juste valeur des Titres obligataires en émission à court terme est approximativement égale à la Valeur comptable. La juste valeur des autres titres obligataires est calculée sur la base des prix cotés sur le marché, si disponibles. Lorsque les prix cotés sur le marché ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie, à un taux conforme au taux du marché et au différentiel de crédit propre du Groupe.

Passif subordonné

Sa valeur est déterminée par rapport aux prix de marché cotés, si disponibles, ou par rapport aux prix de marché cotés pour des instruments similaires. Le passif subordonné est classé comme niveau 2, puisque les données utilisées pour en déterminer la juste valeur sont largement observables.

Contrats de rachat

La valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

(4) Reclassification de l'actif financier

Aucune reclassification d'actif financier n'a eu lieu en 2017.

En 2016, le Groupe a réévalué les titres d'état classés comme étant détenus jusqu'à leur date d'échéance en tenant compte du faible taux d'intérêt en vigueur à l'époque. Ces titres ont été reclassés comme titres cessibles, ce qui a donné lieu à un crédit de £1544 millions relatif à la réserve de titres cessibles (£1,127 millions après impôt) à la fois pour le Groupe et pour la Banque.

Transferts d'actif financier

Aucun actif financier transféré n'a été entièrement décomptabilisé, avec une exposition en cours. Les informations détaillées relatives aux postes d'actif financier qui sont encore comptabilisés en intégralité sont les suivantes :

Le Groupe et la Banque concluent des transactions de rachat et de prêt de titres dans le cadre normal de l'activité, qui ne donnent pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier couvert puisque la quasi-totalité des risques et des avantages, y compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et les autres risques de paiement sont conservés par le Groupe. Dans tous les cas, le cessionnaire aura le droit de vendre ou de re-nantir les actifs concernés.

Comme indiqué à la note 16, le poste Prêts et créances comprend les prêts transférés dans le cadre des plans de titrisation et de sécurisation d'obligations du Groupe. Le Groupe conservant une très grande partie des risques et des avantages associés à ces prêts, y compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et de liquidité, ceux-ci continuent à figurer au bilan du Groupe. Les actifs transférés aux programmes de titrisation et sécurisation d'obligations ne peuvent pas être employés lorsqu'ils font encore partie des programmes. Cependant, le Groupe a le droit de sortir les prêts des programmes d'obligations sécurisées lorsqu'ils dépassent les conditions requises par les programmes. De plus, lorsque le Groupe a conservé certains titres émis dans le cadre des programmes de titrisation et de sécurisation d'obligations, il peut vendre ou nanter les titres conservés.

Le tableau ci-dessous montre les valeurs comptables des actifs transférés et des éléments de passif correspondants. Pour les transactions de rachat et de prêt de titres, le passif associé représente l'obligation du Groupe de racheter les actifs transférés. Pour les programmes de sécurisation, le passif associé correspond aux titres en émission (note 28). Sauf mention contraire ci-dessous, les postes de passif figurant dans le tableau suivant n'ont pas uniquement recours aux actifs transférés.

	Groupe		Banque	
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur

	comptable de l'actif transféré £m	comptable du passif transféré £m	comptable de l'actif transféré £m	comptable du passif transféré £m
Au 31 décembre 2017				
Transactions de rachat et de prêt de titres				
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	4 643	3 257	4 636	3 257
Actif financier cessible	19 359	16 753	19 220	16 753
Prêts et créances :				
Prêts et avances en faveur des clients	—	—	—	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances :				
Prêts et avances en faveur des clients	35 745	3 730	9 640	779

	Groupe		Banque	
	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif transféré £m	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif transféré £m
Au 31 décembre 2016				
Transactions de rachat et de prêt de titres				
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	4 806	3 380	5 165	3 763
Actif financier cessible	24 681	21 809	24 659	21 809
Prêts et créances :				
Prêts et avances en faveur des clients	583	—	583	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances :				
Prêts et avances en faveur des clients	52 184	7 937	10 301	501

Compensation de l'actif et du passif financier

Les informations ci-dessous concernent les postes d'actif et de passif qui ont été compensés dans le bilan et ceux qui n'ont pas été compensés, mais pour lesquels le Groupe détient des contrats-cadres de compensation applicables ou des accords de cautionnement en place avec des contreparties.

	Montant brut de l'actif et du passif £m	Montant compensé dans le bilan £m	Montants nets inclus dans le bilan £m	Montants associés si compensation non autorisée dans bilan		Montants nets potentiels si compensation autorisée £m
				Garantie en espèces reçue/nantie £m	Autre garantie reçue/nantie £m	
Au 31 décembre 2017	£m	£m	£m			
Actif financier						
Actif négociable et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur au compte de résultat						
Sauf prises en pension	14 018	—	14 018	—	-3 322	10 696
Prises en pension	38 882	-7 292	31 590	—	-31 590	—
	52 900	-7 292	45 608	—	-34 912	10 696
Instruments financiers dérivés	71 187	-47 035	24 152	-5 148	-11 942	7 062
Prêts et avances en faveur des banques :						
Sauf prises en pension	4 180	—	4 180	-2 293	—	1 887
Prises en pension	94	—	94	—	-94	—
	4 274	—	4 274	-2 293	-94	1 887
Prêts et avances en faveur des clients :						
Sauf prises en pension	450 439	-1 716	448 723	-1 656	-7 012	440 055
Prises en pension	16 832	—	16 832	—	-16 832	—
	467 271	-1 716	465 555	-1 656	-23 844	440 055
Titres obligataires	3 637	—	3 637	—	—	3 637
Actif financier cessible	41 717	—	41 717	—	-16 751	24 966
Passif financier						
Dépôts des banques :						
Sauf prises en pension	5 713	—	5 713	-3 943	—	1 770
Prises en pension	23 175	—	23 175	—	-23 175	—
	28 888	—	28 888	-3 943	-23 175	1 770
Dépôts de clients :						
Sauf prises en pension	417 009	-1 523	415 486	-1 205	-7 012	407 269
Prises en pension	2 638	—	2 638	—	-2 638	—
Actif négociable et autre actif financier comptabilisé à sa juste						

valeur au compte de résultat:						
Sauf prises en pension	9 496	–	9 496	–	–	9 496
Prises en pension	48 670	-7 292	41 378	–	-41 378	–
	58 166	-7 292	58 874	-	-41 378	9 496
Instruments financiers dérivés	71 927	-47 228	24 699	-3 949	-15 594	5 156

	Montant brut de l'actif et du passif £m	Montant compensé dans le bilan £m	Montants nets inclus dans le bilan £m	Montants associés si compensation non autorisée dans bilan		Montants nets potentiels si compensation autorisée £m
				Garantie en espèces reçue/nantie £m	Autre garantie reçue/nantie £m	
Au 31 décembre 2016						
Passif financier						
Actif négociable et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur au compte de résultat :						
Sauf prises en pension	18 119	–	18 119	–	-3 265	14 854
Prises en pension	35 298	-2 219	33 079	–	-33 079	–
	53 417	-2 219	51 198	–	-36 344	14 854
Instruments financiers dérivés	90 111	-56 252	33 859	-6 055	-17 905	9 899
Prêts et avances en faveur des banques :						
Sauf prises en pension	5 146	–	5 146	-2 826	–	2 320
Prises en pension	437	–	437	–	-437	–
	5 583	–	5 583	-2 826	-437	2 320
Prêts et avances en faveur des clients :						
Sauf prises en pension	444 614	-1 636	442 978	-1 793	-6 300	434 885
Prises en pension	8 304	–	8 304	–	-8 304	–
	452 918	-1 636	451 282	-1 793	-14 604	434 885
Titres obligataires	3 397	–	3 397	–	–	3 397
Actif financier cessible	56 524	–	56 524	–	-21 475	35 049
Passif financier						
Dépôts de banques :						
Sauf prises en pension	8 411	–	8 411	-4 663	–	3 748
Prises en pension	7 279	–	7 279	–	-7 279	–
	15 690	–	15 690	-4 663	-7 279	3 748
Dépôts de clients :						
Sauf prises en pension	415 153	-2 155	412 998	-1 391	-6 300	405 307
Prises en pension	2 462	–	2 462	–	-2 462	–
	417 615	-2 155	415 460	-1 391	-8 762	405 307
Actif négociable et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur au compte de résultat :						
Sauf prises en pension	12 437	–	12 437	–	–	12 437
Prises en pension	44 286	-2 219	42 067	–	-42 067	–
	56 723	-2 219	54 504	–	-42 067	12 437
Instruments financiers dérivés	89 629	-55 733	33 896	-4 620	-22 819	6 457

Les effets du sur-cautionnement n'ont pas été pris en compte dans le tableau ci-dessus.

Gestion du risque financier

Les instruments financiers sont essentiels pour l'activité du Groupe et, par conséquent, les risques qui y sont associés représentent une composante significative des risques que le Groupe doit affronter.

Les principaux risques qui affectent l'utilisation des instruments financiers par le Groupe sont les suivants : risque de crédit ; risque de marché, comprenant le risque de taux d'intérêt et le risque de change ; risque de liquidité.

Vous trouverez ci-dessous des informations, de nature quantitative et qualitative, sur la gestion de ces risques par le Groupe.

(1) Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit du Groupe concerne les instruments ci-dessous, en particulier au Royaume Uni. Le niveau de propension au risque de crédit est défini par le Conseil d'administration et est décrit et communiqué par le biais de toute une série d'indicateurs de mesure conçus à partir d'un ensemble de mesures comptables et des performances du portefeuille de crédit, incluant l'utilisation de différents systèmes de notation du risque de crédit, mesurant le risque de crédit relatif aux Prêts et avances consentis aux clients et aux banques, au niveau de la contrepartie, à l'aide de trois facteurs, à savoir : (i) la probabilité de défaillance de la contrepartie en ce qui concerne ses obligations contractuelles ; (ii) l'exposition actuelle vis-à-vis de la contrepartie et son évolution probable, d'après laquelle le Groupe définit son exposition au risque de défaut ; et (iii) le ratio de perte probable sur les obligations inexécutées, la perte en cas de défaillance. Le Groupe adopte différentes approches pour l'atténuation du risque de crédit, et notamment la mise en place de procédures de contrôle interne, l'obtention de garanties, la signature de contrats-cadres de compensation et d'autres dispositifs de transfert du risque de crédit, tels que les ventes d'actifs et les transactions en produits dérivés.

A. Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit du Groupe et de la Banque en cas d'inexécution des obligations des contreparties figure ci-dessous. Les garanties détenues ne sont pas prises en compte et l'exposition maximale en termes de perte est considérée comme la valeur comptable inscrite au bilan ou bien, pour les transactions hors bilan en produits non dérivés et les garanties financières, leurs montants nominaux contractuels.

Groupe	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2016		
	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m
Prêts et créances :						
Prêts et avances en faveur des banques, net	4 274	–	4 274	5 583	–	5 583
Prêts et avances en faveur des clients, net	465 555	-7 012	458 543	451 282	-6 300	444 982
Titres obligataires, net	3 637	–	3 637	3 397	–	3 397
	473 466	-7 012	466 454	460 262	-6 300	453 962
Actif financier cessible	41 717	–	41 717	55 311	–	55 311
Actif négociable et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur au compte de résultat :						
Prêts et avances	32 182	–	32 182	33 656	–	33 656
Titres obligataires, bons du trésor et autres effets	13 376	–	13 376	16 956	–	16 956
	45 558	–	45 558	50 612	–	50 612
Actif dérivé	24 152	-11 184	12 968	33 859	-16 538	17 321
Garanties financières	5 820	–	5 820	6 883	–	6 883
Eléments hors bilan :						
Acceptations et avals	71	–	71	21	–	21
Autres éléments servant de substituts de crédit direct	740	–	740	779	–	779
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions	2 300	–	2 300	2 237	–	2 237
Engagements irrévocables	60 126	–	60 126	63 203	–	63 203
	63 237	–	63 237	66 240	–	66 240
	653 950	-18 196	635 754	673 167	-22 838	650 329

Banque	Au 31 décembre 2017			Au 31 décembre 2016		
	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m
Prêts et créances :						
Prêts et avances en faveur des banques, net	3 611	–	3 611	4 379	–	4 379
Prêts et avances en faveur des clients, net	170 804	-2 528	168 276	161 161	-2 262	158 899
Titres obligataires, net	3 182	–	3 182	2 818	–	2 818
	177 597	-2 528	175 069	168 358	-2 262	166 096
Actif financier cessible	42 566	–	42 566	54 391	–	54 391
Actif négociable et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur au compte de résultat :						
Prêts et avances	32 182	–	32 182	34 599	–	34 599
Titres obligataires, bons du trésor et autres effets	11 795	–	11 795	13 710	–	13 710
	43 977	–	43 977	48 309	–	48 309
Actif dérivé	26 764	-9 476	17 288	36 714	-14 700	22 014
Garanties financières	5 580	–	5 580	6 586	–	6 586
Eléments hors bilan :						
Acceptations et avals	70	–	70	20	–	20
Autres éléments servant de substituts de crédit direct	722	–	722	760	–	760
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions	2 167	–	2 167	2 091	–	2 091
Engagements irrévocables	42 010	–	42 010	45 976	–	45 976
	44 969	–	44 969	48 847	–	48 847
	341 453	-12 004	329 449	363 205	-16 962	346 243

Concentration du risque

La gestion du risque de concentration du Groupe concerne les concentrations à nom unique, sectorielles ou limitées à un pays ainsi que le contrôle de l'exposition globale du Groupe concernant certains produits.

Au 31 décembre 2017, les concentrations de risques les plus significatives concernaient les prêts immobiliers (représentant 65 % du total des Prêts et avances en faveur des clients) et les risques financiers, commerciaux et liés aux autres services (représentant 12 % du total). Pour d'autres informations concernant les concentrations de risques relatifs aux prêts accordés par le Groupe, cf. note 15.

Suite à la réduction progressive des activités du Groupe hors Royaume Uni, nous n'avons pas fourni une analyse de l'exposition au risque de crédit par région géographique.

A. Qualité des actifs de crédit

Prêts et créances

Les données contenues dans le tableau ci-dessous se fondent sur la base sous-jacente employée pour le reporting par segments du Groupe Lloyds Banking. Le Groupe estime que, pour les périodes de reporting immédiatement postérieures à une acquisition importante, cette base sous-jacente, incluant la provision pour pertes sur prêts à la date d'acquisition sur base brute, reflète de manière plus précise l'état sous-jacent des provisions constituées pour les prêts. Les autres ajustements de la juste valeur liés aux acquisitions concernant ces prêts sont, donc, mentionnés séparément dans le tableau ci-dessous.

L'analyse comparative des prêts entre banque de détail et banque commerciale a été réalisée en fonction du type d'exposition et non pas du segment d'activité dans lequel l'exposition a été enregistrée. Sont incluses dans le détail les expositions vis-à-vis des clients particuliers et des petites entreprises, tandis que les expositions relatives à la banque commerciale concernent les autres entreprises et les grandes institutions.

Prêts et avances – Groupe

	Prêts et avances en faveur des banques	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat
		Crédit immobilier aux particuliers	Autre crédit aux particuliers	Commercial	Total	
31 décembre 2017	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Non impayés et non douteux	4 240	295 583	48 897	109 698	454 178	32 182
Impayés, mais non douteux	6	5 934	585	336	6 855	–
Douteux - pas de provision requise	28	640	306	640	1 586	–
– provision constituée	–	3 525	1 053	1 608	6 186	–
Montant brut	4 274	305 682	50 841	112 282	468 805	32 182
Provision pour pertes par dépréciation	–	- 1 604	- 655	- 1 177	- 3 436	–
Ajustements de la juste valeur	–	–	–	–	186	–
Valeur comptable nette inscrite au bilan	4 274				465 555	32 182

	Prêts et avances en faveur des banques	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat
		Crédit immobilier aux particuliers	Autre crédit aux particuliers	Commercial	Total	
31 décembre 2016	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Non impayés et non douteux	5 577	296 105	39 478	102 886	438 469	33 656
Impayés, mais non douteux	6	7 340	386	305	8 031	–
Douteux - pas de provision requise	–	784	392	689	1 865	–
– provision constituée	–	3 536	1 038	2 056	6 630	–
Gross	5 583	307 765	41 294	105 936	454 995	33 656
Provision pour pertes par dépréciation	–	-1 696	-458	-1 378	-3 532	–
Ajustements de la juste valeur	–	–	–	–	-181	–
Valeur comptable nette inscrite au bilan	5 583				451 282	33 656

Les critères utilisés par le Groupe pour déterminer s'il existe une preuve objective de l'existence d'une perte par dépréciation figurent à la note 2(h). Le poste Prêts et créances inclut les avances qui sont censées faire l'objet d'une dépréciation individuelle avec un montant brut avant provision pour dépréciation de £2,400 millions (2016 : £2,870 millions).

Prêts et avances non impayés et non douteux – Groupe

	Prêts et avances en faveur des banques	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat
		Crédit immobilier aux particuliers	Autre crédit	Commercial	Total	
31 décembre 2017	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Bonne qualité	4 014	294 566	43 145	74 423		32 140
Qualité satisfaisante	198	790	4 770	30 154		42
Faible qualité	28	32	286	4 807		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	–	195	696	314		–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	4 240	295 583	48 897	109 698	454 178	32 182
31 décembre 2016						
Bonne qualité	5 434	295 088	34 195	65 605		33 626
Qualité satisfaisante	87	814	4 479	30 433		30
Faible qualité	3	39	387	6 433		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	53	164	417	415		–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	5 577	296 105	39 478	102 886	438 469	32 182

Les définitions de bonne qualité, qualité satisfaisante, faible qualité et qualité inférieure à la norme, mais non douteuse applicables à la banque privée et à la banque commerciale ne sont pas les mêmes, car elles reflètent les différentes caractéristiques de ces expositions et la manière dont elles sont gérées en interne : par conséquent, les totaux ne sont pas fournis. Les prêts commerciaux ont été classés en utilisant des modèles internes de cote de probabilité de défaut, qui ont été conçus de manière à les rendre comparables aux modèles externes. Les prêts de bonne qualité comprennent les probabilités de défaut les moins élevées, les autres classifications reflétant, progressivement, des niveaux de risque de plus en plus élevés. Les classifications des prêts au détail incluent les niveaux de recouvrement prévus des prêts immobiliers, ainsi que les probabilités de défaut évaluées à l'aide de modèles de notation internes.

Prêts et avances impayés mais non douteux – Groupe

	Prêts et avances en faveur des banques £m	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Crédit immobilier aux particuliers £m	Autre crédit aux particuliers £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2017						
0-30 jours	6	3 057	458	246	3 761	–
30-60 jours	–	1 115	111	10	1 236	–
60-90 jours	–	785	3	13	801	–
90-180 jours	–	977	3	8	988	–
Plus de 180 jours	–	–	10	59	69	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	6	5 934	585	336	6 855	–
31 décembre 2016						
0-30 jours	6	3 547	285	157	3 989	–
30-60 jours	–	1 573	75	37	1 685	–
60-90 jours	–	985	2	74	1 061	–
90-180 jours	–	1 235	6	14	1 255	–
Plus de 180 jours	–	–	18	23	41	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	6	7 340	386	305	8 031	–

Un actif financier est « impayé » lorsque la contrepartie n’a pas effectué le paiement à la date prévue par le contrat.

Prêts et avances – Banque

	Prêts et avances en faveur des banques £m	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Crédit immobilier aux particuliers £m	Autre crédit £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2017						
Non impayés et non douteux	3 583	56 592	24 453	87 150	168 195	32 182
Impayés mais non douteux	–	762	282	170	1 214	–
Douteux - pas de provision requise	28	374	157	532	1 063	–
– provision constituée	–	161	657	625	1 443	–
Montant brut	3 611	57 889	25 549	88 477	171 915	32 182
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	–	-96	-298	-717	-1 111	–
Valeur nette comptable inscrite au bilan	3 611	57 793	25 251	87 760	170 804	32 182

	Prêts et avances en faveur des banques £m	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Crédit immobilier aux particuliers £m	Autre crédit £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2016						
Non impayés et non douteux	4 378	53 950	26 841	77 503	158 294	34 599
Impayés mais non douteux	1	953	227	168	1 348	–
Douteux - pas de provision requise	–	385	209	576	1 170	–
– provision constituée	–	201	714	470	1 385	–
Montant brut	4 379	55 489	27 991	78 717	162 197	34 599
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	–	-112	-258	-666	-1 036	–
Valeur nette comptable inscrite au bilan	4 379	55 377	27 733	78 051	161 161	34 599

Le poste Prêts et créances inclut les avances qui sont censées faire l’objet d’une dépréciation individuelle avec un montant brut avant provision pour dépréciation de £1259 millions (2016: £1,134 millions).

Prêts et avances non impayés et non douteux – Banque

	Prêts et avances en faveur des banques £m	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Crédit immobilier aux particuliers £m	Autre crédit aux particuliers £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2017						
Bonne qualité	3 385	56 578	21 466	59 687		32 140
Qualité satisfaisante	198	14	2 584	23 744		42
Faible qualité	–	–	146	3 525		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	–	–	257	194		–
Total prêts et avances non impayés et non	3 583	56 592	24 453	87 150	168 195	32 182

douteux						
31 décembre 2016						
Bonne qualité	4 307	53 934	23 444	49 503		34 569
Qualité satisfaisante	29	16	2 851	23 739		30
Faible qualité	–	–	227	4 012		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	42	-	319	249		–
Total prêts et avances non impayés et non douteux	4 378	53 950	26 841	77 503	158 294	34 599

Prêts et avances impayés mais non douteux – Banque

	Prêts et avances aux banques	Prêts et avances en faveur des clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Crédit immobilier aux particuliers	Autre crédit aux particuliers	Commercial	Total	
	£m	£m	£m	£m	£m	£m
31 décembre 2017						
0-30 jours	–	362	218	159	739	–
30-60 jours	–	153	62	5	220	–
60-90 jours	–	112	1	3	116	–
90-180 jours	–	135	1	2	138	–
Plus de 180 jours	–	–	–	1	1	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	–	762	282	170	1 214	–
31 décembre 2016						
0-30 jours	1	461	181	98	740	–
30-60 jours	–	201	37	19	257	–
60-90 jours	–	124	–	43	167	–
90-180 jours	–	167	2	4	173	–
Plus de 180 jours	–	–	7	4	11	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	1	953	227	168	1 348	–

Un actif financier est « impayé » lorsque la contrepartie n'a pas effectué le paiement à la date prévue par le contrat.

Titres obligataires comptabilisés dans Prêts et créances

Une analyse par cote de crédit des titres obligataires comptabilisés dans Prêts et créances figure ci-dessous :

Groupe	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autre £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autre £m	Total £m
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	2 366	–	2 366	2 089	–	2 089
Autres titres adossés à l'actif	1 164	96	1 260	1 192	98	1 290
	3 530	96	3 626	3 281	98	3 379
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	14	14	29	65	94
Exposition brute	3 530	110	3 640	3 310	163	3 473
Provision pour perte par dépréciation			-3			-76
Total titres obligataires classés dans Prêts et créances Banque			3 637			3 397
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	2 263	–	2 263	1 914	–	1 914
Autres titres adossés à l'actif	919	–	919	904	–	904
	3 182	–	3 182	2 818	–	2 818
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	–	–	–	–	–
Exposition brute	3 182	–	3 182	2 818	–	2 818
Provision pour perte par dépréciation		–	–		–	–
Total titres obligataires classés dans Prêts et créances			3 182			2 818

Actif financier cessible (sauf actions participatives)

Une analyse de l'Actif financier cessible figure à la note 19. La qualité de crédit de l'Actif financier cessible (sauf actions participatives) figure ci-dessous :

Groupe	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m
Titres obligataires						

Titres d'état	34 708	—	37 708	48 714	—	48 714
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	167	—	167	142	—	142
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	1 156	—	1 156	108	—	108
Autres titres adossés à l'actif	235	20	255	312	5	317
	1 391	20	1 411	420	5	425
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	4 250	365	4 615	6 030	—	6 030
Total détenu comme actif financier cessible	40 516	385	40 901	55 306	5	55 311

Banque	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m
Titres obligataires						
Titres d'état	34 571	—	34 571	48 5876	—	48 576
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	167	—	167	142	—	142
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	1 129	—	1 129	71	—	71
Autres titres adossés à l'actif	64	1	65	123	4	127
	1 193	1	1 194	194	4	198
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	3 514	306	3 820	3 603	-	3 603
	39 445	307	39 752	52 515	4	52 519
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe :						
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires			2 051			1 872
Total détenu comme actif financier cessible			41 803			54 391

Titres obligataires, bons du trésor et autres effets détenus à leur juste valeur sur compte de résultat

Une analyse de l'actif négociable et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat figure à la note 13. La qualité de crédit des titres obligataires, bons du trésor et autres effets détenus à leur juste valeur sur compte de résultat figure ci-dessous.

Banque	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m
Actif négociable						
Titres d'état	9 836	—	9 836	11 828	—	11 828
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	84	105	189	47	—	47
Autres titres adossés à l'actif	95	—	95	69	—	69
	179	105	284	116	—	116
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	468	54	522	221	3	224
Total détenu comme actif négociable	10 483	159	10 642	12 165	3	12 168
Autre actif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat						
Titres d'état	928	—	928	1 127	—	1 127
Autres titres du secteur public	—	—	—	—	—	—
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	222	—	222	244	—	244
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	—	—	—	—	—	—
Autres titres adossés à l'actif	—	—	—	—	—	—
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataire	—	210	210	1 730	1 667	3 397
Total titres obligataires détenus à leur juste valeur sur compte de résultat	1 150	210	1 360	3 101	1 667	4 768
Bons du trésor et autres effets	18	—	18	20	—	20
Total autre actif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	1 168	210	1 378	3 121	1 667	4 768
	11 651	369	12 020	15 286	1 670	16 956
Créances vis-à-vis des entités du Groupe :						
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires			1 356			—
Total détenu à sa juste valeur sur compte de résultat			13 376			16 956

Le risque de crédit relatif à l'actif négociable et aux autres actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur sur compte de résultat dans les fonds relatifs à des contrats en unité de compte est supporté par les titulaires de polices et le risque de crédit inhérent aux fonds « with profit » est supporté en grande partie par lesdits titulaires. Par conséquent, le Groupe n'a aucune exposition significative au risque de crédit pour les actifs auxquels sont adossés les éléments de passif des contrats d'assurance.

Banque	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m

Actif négociable						
Titres d'état	9 834	–	9 834	11 828		11 828
Titres adossés à l'actif :						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	84	105	189	47	–	47
Titres adossés à d'autres actifs	95	–	95	69	–	69
	179	105	284	116	–	116
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	468	54	522	221	3	224
Total titres obligataires	10 481	159	10 640	12 165	3	12 168
Bons du trésor et autres effets	–	–	–	–	–	–
Total détenu comme actif négociable	10 481	159	10 640	12 165	3	12 168
<i>Autre actif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat</i>						
Titres d'état	928	–	928	1 127	–	1 127
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires	–	210	210	395	–	395
Total autre actif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	928	210	1 138	1 522	–	1 522
	11 409	369	11 778	13 687	3	13 690
Créances vis-à-vis des entités du Groupe :						
Titres obligataires d'entreprise et autres titres obligataires			17			20
Total détenu à sa juste valeur sur compte de résultat			11 795			13 710

Actif dérivé

Cf. note 14. Le Groupe atténue son exposition au risque de crédit par des accords-cadres de compensation et par l'obtention de garantie sous la forme de numéraire ou de titres hautement liquides. En ce qui concerne le risque net de crédit relatif à l'actif dérivé de £12,968 millions pour le Groupe et £17,288 millions pour la Banque (2016 : £17,321 millions pour le Groupe et £22,014 millions pour la Banque), une garantie en espèces de £5,148 millions pour le Groupe et £3,909 millions pour la Banque (2016 : £6,055 millions pour le Groupe et £4,841 millions pour la Banque) a été constituée et une garantie supplémentaire de £275 millions pour le Groupe et £196 millions pour la Banque (2016 : £613 millions pour le Groupe et £451 millions pour la Banque) était due par les banques de l'OCDE.

Groupe	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m
Instruments négociables et autres	20 285	1 967	22 252	29 361	1 786	31 147
Couverture	1 894	6	1 900	2 664	48	2 712
Total instruments financiers dérivés	22 176	1 973	24 152	32 025	1 834	33 859

Banque	2017			2016		
	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Niveau d'investissement £m	Autres £m	Total £m
Instruments négociables et autres	17 403	714	18 117	24 626	955	25 581
Couverture	467	2	469	1 413	13	1 426
	17 870	716	18 586	26 039	968	27 007
Créances vis-à-vis des entités du Groupe			8 178			9 707
Total instruments financiers dérivés			26 764			36 714

Garanties financières et engagements de prêt irrévocables

Les garanties financières représentent l'engagement du groupe d'exécuter les obligations assumées par un client vis-à-vis d'un tiers en cas de défaillance du client. L'engagement de prolongation du crédit concerne les parts non utilisées des autorisations de prolongation du crédit sous la forme de prêts, garanties ou lettres de crédit. Le Groupe est théoriquement exposé à la perte pour un montant égal au total des garanties ou des engagements non utilisés : cependant, le montant probable de la perte devrait être nettement inférieur ; la plupart des engagements de prolongation du crédit sont soumis à la condition du respect, par le client, de certains critères applicables au crédit.

Sûretés détenues à titre de garantie de l'actif financier

Le Groupe détient des garanties pour la protection des Prêts et créances et des engagements de prêt irrévocables ; des informations de nature qualitative et, si nécessaire, quantitative concernant la garantie sont fournies ci-dessous. Les garanties constituées pour la protection de l'actif financier détenu à des fins de transaction et des autres actifs financiers inscrits à leur juste valeur au compte de résultat ainsi que pour l'Actif dérivé figurent ci-dessous.

Prêts et créances

Le Groupe a constitué des garanties pour les Prêts et avances en faveur des banques et des clients, comme indiqué ci-dessous. Le Groupe ne fournit pas de garanties pour les titres obligataires, y compris en ce qui concerne les Titres adossés à des actifs et les Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires, classés comme Prêts et créances.

Prêts et avances en faveur des banques

Des contrats de prise en pension ont été comptabilisés en tant que prêts garantis dans le poste "prêts et avances consentis aux banques" avec une valeur comptable de £94 millions pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £437 millions pour le Groupe et pour la Banque), pour lesquels le Groupe et la Banque détenaient une garantie d'une juste valeur de £95 millions (2016 : £371 millions pour le Groupe et la Banque).

Ces transactions ont été généralement réalisées aux conditions habituelles pour les activités courantes de prêt cautionné.

*Prêts et avances en faveur des clients***Crédit aux particuliers**

Crédit hypothécaire

Ci-dessous, une analyse basée sur le ratio prêt-valeur des prêts hypothécaires résidentiels du Groupe. La valeur de la garantie utilisée pour déterminer les ratios prêt/valeur a été estimée sur la base de la dernière évaluation, ajustée pour prendre en compte les mouvements ultérieurs des prix de l'immobilier, après la constitution d'une provision pour erreur d'indexation et de dégradations.

Groupe	2017				2016			
	Non impayé et non douteux £m	Impayé et non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Non impayé et non douteux £m	Impayé et non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Moins de 70 %	216 888	4 309	2 444	223 641	220 299	5 288	2 334	227 921
70 % à 80 %	43 045	787	592	44 424	39 789	1 004	648	41 441
80 % à 90 %	25 497	500	435	26 432	23 589	621	495	24 705
90 % à 100 %	7 085	177	244	7 506	7 983	223	355	8 561
Plus de 100 %	3 068	161	450	3 679	4 445	204	488	5 137
Total	295 583	5 934	4 165	305 682	296 105	7 340	4 320	307 765

Banque	2017				2016			
	Non impayé et non douteux £m	Impayé et non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Non impayé et non douteux £m	Non impayé et non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Moins de 70 %	47 274	578	351	48 203	44 677	793	344	45 814
70 % à 80 %	5 640	99	73	5 812	5 210	90	88	5 388
80 % à 90 %	2 783	56	47	2 886	2 866	50	63	2 979
90 % à 100 %	663	19	38	720	925	16	51	992
Plus de 100 %	232	10	26	268	272	4	40	316
Total	56 592	762	535	57 889	53 950	953	586	55 489

Autres

La majorité des prêts aux particuliers non-hypothécaires ne sont pas garantis. Au 31 décembre 2017, les prêts non-hypothécaires douteux s'élevaient à £817 millions, après déduction d'une provision pour dépréciation de £542 millions (2016 : £972 millions, après déduction d'une provision pour dépréciation de £458 millions). La juste valeur de la garantie constituée pour la couverture de ces prêts s'élevait à £154 millions (2016 : £139 millions). Dans la détermination de la juste valeur de la garantie, aucun montant spécifique n'a été attribué au coût de réalisation et la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance non encore remboursée, afin d'éliminer les effets de sur-garantie et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Le montant des prêts aux particuliers non hypothécaires et non douteux s'élevait à £49,482 millions (2016 : £39,864 millions). Les décisions en matière de prêts se fondent, en général, sur la capacité du débiteur de rembourser dans le cadre de son activité normale, plutôt que sur la fiabilité des garanties fournies. Les valeurs des garanties sont évaluées de manière rigoureuse lors de la souscription du prêt et sont ensuite vérifiées régulièrement, selon la politique de l'unité opérationnelle en matière de crédit. Les données du groupe relatives au risque de crédit lié aux prêts au détail non immobiliers douteux font apparaître l'actif sans déduction de la garantie, montrant, donc, l'exposition maximale au risque de perte. Le Groupe estime qu'il s'agit d'une approche adéquate. La valeur de la garantie est réexaminée lorsque des éléments observables semblent indiquer des difficultés de la part de l'emprunteur. Les prêts non immobiliers non-douteux consentis aux particuliers, y compris les éventuelles garanties associées, sont gérés client par client plutôt que sur la base d'un portefeuille global. La Direction ne dispose d'aucune information globale relative aux garanties pour la totalité du portefeuille de prêts non immobiliers non-douteux aux particuliers.

Prêts aux entreprises

Au 31 décembre 2017 on comptait plusieurs contrats de prise en pension de titres, comptabilisés en tant que prêts garantis d'une valeur comptable de £16,832 millions for pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £8,304 millions pour le Groupe et pour la Banque) pour lesquels le Groupe et la Banque détenaient une garantie d'une juste valeur de £17,122 millions (2016 : £7,490 millions pour le Groupe et pour la Banque) dont le Groupe était en mesure de re-nantir la totalité. Ces montants comprenaient des nantissements au comptant fournis en vertu des contrats de prise en pension de titres à hauteur de £0 pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £8 millions pour le Groupe et pour la Banque). Ces transactions ont été généralement réalisées à des conditions habituelles dans le cadre de l'activité courante de prêt garanti.

Prêts garantis douteux

La valeur des garanties est testée afin de détecter de signes observables des difficultés de l'emprunteur ; cette évaluation sert à déterminer les provisions pour pertes potentielles et à définir la stratégie de la direction, en vue du redressement de l'activité de l'entreprise ou du remboursement de la dette.

Au 31 décembre 2017, le montant de prêts aux entreprises garantis douteux s'élevait à £644 millions, après déduction d'une provision pour dépréciation de £236 millions (2016 : £204 millions, après déduction d'une provision pour dépréciation de £401 millions). La juste valeur des garanties détenues pour ces prêts s'élevait à £797 millions (2016 : £1,160 millions) pour le Groupe. Dans la détermination de la garantie totale détenue par le groupe pour les prêts commerciaux garantis douteux, la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance en cours, afin d'éliminer les effets de tout sur-nantissement et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Les prêts commerciaux garantis douteux et les garanties correspondantes concernent les prêts accordés aux sociétés foncières et aux clients du secteur financier, du secteur du commerce et d'autres secteurs, comme les transports, la distribution, l'hôtellerie et la construction.

Prêts garantis non douteux

Les prêts commerciaux garantis non-douteux s'élevaient à £41,484 millions (2016 : £36,275 millions).

Pour les prêts commerciaux garantis non douteux, le Groupe déclare ses actifs avant déduction des garanties et comptabilise, donc, son exposition maximale aux pertes. Le Groupe estime que cette approche est valide, car la valeur des garanties à l'origine et pendant une période d'activité favorable peut ne pas être représentative de la valeur des garanties, si le débiteur connaît une période de difficultés.

Les prêts commerciaux garantis non douteux sont principalement gérés sur la base des liquidités. Parfois, cela peut inclure une évaluation des garanties sous-jacentes, même si, pour les prêts douteux, cela n'implique pas forcément une évaluation sur la base de la juste valeur. Aucune information globale concernant les garanties relatives à l'intégralité du portefeuille de prêts commerciaux garantis non douteux n'a été fournie à la Direction.

Actif financier négociable et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat (sauf actions participatives)

L'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat concerne les contrats de rachat considérés comme des prêts garantis, d'une valeur comptable de £31,590 millions pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £33,079 millions pour le Groupe et pour la Banque). Une garantie d'un montant de £39,099 millions pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £30,850 pour le Groupe et pour la Banque) a été constituée, dont le Groupe est en mesure de re-nantir la totalité. Au 31 décembre 2017, un montant de £31,281 million pour le Groupe et pour la Banque a été re-nanti (2016 : £27,303 millions pour le Groupe et pour la Banque).

De plus, les titres détenus en garantie sous la forme de titres d'emprunt s'élevaient à £61,469 millions pour le Groupe et à £17,504 millions pour la Banque (2016 : £47,816 millions pour le Groupe et £25,565 millions pour la Banque). Sur ce montant, £44,432 millions pour le Groupe et £471 millions pour la Banque (2016 : £16,204 millions pour le Groupe et £18,025 millions pour la Banque) ont été revendus ou re-nanti en tant que caution pour la couverture des transactions réalisées par le Groupe pour son propre compte.

Ces transactions ont généralement été réalisées conformément à des conditions habituelles pour des activités de prêts garantis standard.

Actif dérivé, après compensation des montants dans le cadre de conventions de compensation

Le Groupe réduit son exposition aux risques de crédit par le biais de conventions de compensation et par l'obtention de garanties sous la forme de liquidités ou de titres très liquides. En ce qui concerne l'actif dérivé net après compensation des montants, selon les termes des conventions de compensation, d'un montant de £12,968 millions pour le Groupe et de £17,288 millions pour la Banque (2016 : £17,321 millions pour le Groupe et £22,014 millions pour la Banque), une garantie en espèces de £5,148 millions pour le Groupe et £3,909 millions pour la Banque (2016 : £6,055 millions pour le Groupe et £4,841 millions pour la Banque) était constituée.

Engagements de prêt irrévocables et autres engagements éventuels liés au crédit

Au 31 décembre 2017, on comptait plusieurs engagements de prêt irrévocables et autres engagements éventuels liés aux opérations de crédit, à hauteur de £63,237 millions pour le Groupe et £44,969 millions pour la Banque (2016 : £66,240 millions pour le Groupe et £48,847 million pour la Banque). Une sûreté était détenue, à titre de garantie en cas d'utilisation du prêt, sur £10,314 millions pour le Groupe et £20 millions pour la Banque (2016 : £10,053 millions pour le Groupe et £9 millions pour la Banque) sur ces soldes.

Reprise de garantie

Au cours de l'exercice, un montant de £297 millions a été repris au titre des garanties (2016 : £241 millions) : il s'agissait en grande partie de garanties sur des biens immobiliers résidentiels. En ce qui concerne les portefeuilles au détail, le Groupe n'a pas la possession physique des biens ou des autres actifs détenus en garantie et a recours à des agents externes chargés d'en réaliser la valeur, dans les plus brefs délais, généralement dans le cadre d'une vente aux enchères, afin de régler la dette. Tout produit excédentaire éventuel de la vente est restitué à l'emprunteur ou traité conformément aux dispositions applicables en matière d'insolvabilité. Dans certaines circonstances, le Groupe prend physiquement possession des actifs détenus en garantie dans le cadre de prêts commerciaux. Dans ces cas, les actifs sont inscrits au bilan du Groupe et sont classés en fonction des politiques comptables du Groupe.

B. Sûretés nanties à titre de garantie

Le Groupe nantit des actifs principalement pour des contrats de rachat et des transactions de prêt de titres, qui sont généralement réalisées conformément à des conditions habituelles pour des contrats de prêts garantis standards.

Transactions de rachat

Dépôts de banques

Le poste Dépôts de banques comprend des soldes résultant de transactions de rachat d'un montant de £23,175 millions pour le Groupe et £3,198 millions pour la Banque (2016 : £7,279 millions pour le Groupe et £2,758 millions pour la Banque) ; la juste valeur de la garantie fournie en vertu de ces contrats au 31 décembre 2017 s'élevait à £23,082 millions pour le Groupe et £3,156 millions pour la Banque (2016 : £8,395 millions pour le Groupe et £2,692 millions pour la Banque).

Dépôts de clients

Le poste Dépôts de clients comprend des soldes résultant de transactions de rachat d'un montant de £2,638 millions pour le Groupe et de £2,637 millions pour la Banque (2016 : £2,462 millions pour le Groupe et pour la Banque) ; la juste valeur de la garantie fournie en vertu de ces contrats au 31 décembre 2017 s'élevait à £2,640 millions pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £0 pour le Groupe et pour la Banque).

Passif négociable et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat

La juste valeur des actifs nantis dans le cadre de transactions de rachat - comptabilisées comme emprunts garantis en vertu desquels la partie bénéficiaire de la garantie est autorisée, par contrat ou selon les pratiques en vigueur, à redonner les biens en garantie s'élevait à £48,765 millions pour le Groupe et pour la Banque (2016 : £45,702 millions pour le Groupe et £46,698 millions pour la Banque).

Transactions de prêt de titres

Les actifs financiers suivants inscrits au bilan ont été prêtés à des contreparties dans le cadre de transactions de prêt de titres :

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Actif négociable et autre actif comptabilisé à sa juste valeur au compte de résultat	1 320	1 541	1 314	1 523
Prêts et avances en faveur des clients	197	583	197	583
Actif financier cessible	2 608	3 206	2 469	3 184
	4 125	5 330	3 980	5 290

Titrisations et obligations sécurisées

Outre les postes d'actif détaillés plus haut, le Groupe détient également des titres grevés dans le cadre des programmes de titrisation et obligations sécurisées du Groupe.

(2) Risque de marché**Risque de taux d'intérêt**

Le risque lié aux taux d'intérêts peut résulter de différentes caractéristiques de re-tarification des actifs et des passifs. Les passifs sont soit insensibles aux fluctuations du taux d'intérêt – par exemple des dépôts de clients sans intérêts ou avec de faibles taux d'intérêts – soit sensibles aux changements de taux d'intérêts tout en étant assujettis à des taux qui peuvent varier à la discrétion du Groupe, et qui reflètent généralement, pour des raisons de compétitivité, les variations du taux de base de la Banque d'Angleterre. Les taux applicables sur les autres dépôts sont fixés par contrat pour toute la durée du dépôt.

De nombreux actifs bancaires sont sensibles aux fluctuations du taux d'intérêt : le volume des actifs à taux géré est important, par exemple en ce qui concerne les prêts immobiliers à taux variable, qui peuvent être considérés comme une compensation naturelle des risques des taux d'intérêt découlant des passifs à taux gérés. Toutefois, une partie importante des titres d'emprunt, tels que de nombreux prêts personnels et immobiliers, sont assujettis à des taux d'intérêt qui sont fixés par contrat.

Le Groupe et la Banque déterminent deux types de relations comptables de couverture pour les risques de taux d'intérêt : les couvertures de juste valeur et les couvertures de flux de trésorerie. Le Groupe et la Banque sont exposés à des risques de taux d'intérêt sur juste valeur pour leurs prêts à taux fixe à la clientèle, pour leurs dépôts de clients à taux fixe et la plupart de leur passif subordonné, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt sur flux de trésorerie sur leurs prêts à taux variables et leurs dépôts, ainsi que pour leur passif subordonné à taux variable.

Au 31 décembre 2017, le montant nominal total en capital des swaps de taux d'intérêt désignés comme couverture de la juste valeur s'élevait à £114,045 millions (2016 : £195,889 millions) pour le Groupe et £120,076 millions (2016 : £204,068 millions) pour la Banque avec un actif de juste valeur nette de £507 millions (2016 : actif de £435 millions) pour le Groupe et un passif de juste valeur nette de £1,296 millions (2016 : passif de £1,757 millions) pour la Banque (note 14). Les pertes comptabilisées sur les instruments de couverture s'élevaient à £450 millions (2016 : £1,946 millions) pour le Groupe et une plus-value de £335 millions (2016 : perte de £1,768 millions) pour la Banque. Les plus-values sur les éléments couverts imputables au risque couvert se sont élevées à £514 millions (2016 : £2,017 millions) pour le Groupe, tandis que la Banque a enregistré £308 millions de pertes (2016 : £1,702 million) pour ce même poste.

Par ailleurs, le Groupe détient un petit nombre de couvertures des flux de trésorerie principalement utilisées pour couvrir les variations du coût de financement dans l'activité de banque commerciale. La note 14 montre à quelles dates ces flux de trésorerie sont censés se réaliser et quand ils sont censés affecter le produit pour les couvertures des flux de trésorerie désignés. Le montant notionnel en capital des swaps de taux d'intérêt désignés comme couverture des flux de trésorerie au 31 décembre 2017 s'élevait à £549,099 millions (2016 : £384,182 millions) pour le Groupe et £127,228 millions (2016 : £381,662 millions) pour la Banque avec un passif de juste valeur de £458 millions (2016 : passif de £352 millions) pour le Groupe et un actif de juste valeur de £10 millions (2016 : actif de £75 millions) pour la Banque (note 14). En 2017, l'inefficacité inscrite au compte de résultat résultant de flux de trésorerie s'élevait à une plus-value de 21 millions (2016 : plus-value de £24 millions) pour le Groupe et £66 millions (2016 : plus-value de £28 millions) pour la Banque.

Risque de change

Les activités de banque de détail et d'entreprise encourent des risques de change dans le cadre de la prestation des services destinés à leur clientèle. Toutes les expositions non-structurelles au risque de change hors négociation sont transférées au secteur de négociation au sein duquel elles sont contrôlées et surveillées. Ces risques résident dans les centres de négociation autorisés, qui sont soumis à des limites d'exposition. Les limites sont vérifiées chaque jour par les centres locaux et sont signalées au service central en charge du risque de marché et de liquidité à Londres.

Des risques résultent aussi des investissements du Groupe à l'étranger. L'exposition structurelle du Groupe au risque de change est représentée par la valeur nette des fonds propres en devises étrangères et des investissements de passif subordonné dans les filiales et les succursales. Les plus/moins-values réalisées sur l'exposition structurelle au risque de change sont comptabilisées dans les réserves.

Le Groupe couvre en partie son risque de conversion de devises relatif à l'investissement net dans des activités à l'étranger à l'aide d'emprunts croisés en devises. Au 31 décembre 2017, le montant total en capital de ces prêts en devises s'élevait à £41 millions (2016 : £695 millions). En 2017, une perte par inefficacité de £11 millions avant impôt et de £8 millions après impôt (2016 : perte par inefficacité de £2 millions avant impôt et de £1 million après impôt) résultant de la couverture des investissements nets a été comptabilisée dans le compte de résultat.

Les principales activités du Groupe à l'étranger se déroulent en Europe et en Amérique du Nord. Les données détaillées relatives aux expositions structurelles en devises étrangères du Groupe, après couverture des investissements nets, sont les suivantes :

Devise de fonctionnement du Groupe

Groupe	Euro £m	US Dollar £m	Autres devises hors livre sterling £m
31 décembre 2017			
Exposition brute	73	374	32
Couverture des investissements nets	-41	–	–
Total expositions structurelles en devises étrangères, après couvertures des investissements nets	32	374	32
31 décembre 2016			
Exposition brute	247	479	36
Couverture des investissements nets	-216	-479	–
Total expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	31	–	36

Banque	Euro	US Dollar	Autres devises hors livre sterling
--------	------	-----------	---------------------------------------

	£m	£m	£m
31 décembre 2017			
Exposition brute	6	53	–
Couverture des investissements nets	–	–	–
Total expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	6	53	–
31 décembre 2016			
Exposition brute	6	72	45
Couverture des investissements nets	–	–	–
Total expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	6	72	45

(3) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini en tant que risque que le Groupe ne possède pas de ressources suffisantes pour couvrir ses engagements à l'échéance ou qu'il ne puisse respecter ses engagements qu'à un coût excessif. Le risque de liquidité est géré par une série de mesures, tests et états principalement basés sur l'échéance contractuelle. Le Groupe effectue des stress tests mensuels de sa position de liquidité par rapport à différents scénarios, dont ceux prescrits par la PRA. La propension du Groupe au risque de liquidité est également calibrée selon une série d'indicateurs de mesure de la liquidité en période de stress.

Les tableaux ci-dessous analysent le passif d'instruments financiers du Groupe et de la Banque, à l'exclusion de ceux résultant de contrats d'assurance et d'investissement avec participation, sur la base des futurs flux de trésorerie non actualisés en fonction de l'échéance contractuelle, en les répartissant par groupes d'échéances selon la durée restant à courir à la date du bilan ; les soldes sans échéance fixe sont comptabilisés dans la catégorie à 5 ans. Certains soldes, inclus dans le tableau ci-dessous en fonction de leur durée résiduelle jusqu'à l'échéance, sont remboursables à la demande contre paiement d'une pénalité.

Groupe	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2017						
Dépôts de banques	1 873	3 544	2 096	21 498	387	29 398
Dépôts de clients	367 104	18 854	21 308	11 170	2 375	420 811
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat	21 286	14 424	6 499	4 251	13 041	59 501
Titres obligataires en émission	3 407	6 341	12 378	31 642	16 833	70 601
Passif subordonné	265	490	3 095	7 131	10 965	21 946
Total passif financier non dérivé	393 935	43 653	45 376	75 692	43 601	602 257
Passif financier dérivé :						
Instruments dérivés bruts réglés – débours	23 850	31 974	24 923	43 425	30 473	154 645
Instruments dérivés bruts réglés – encaissements	-23 028	-30 972	-23 886	-43 506	-31 932	-153 324
Instruments dérivés bruts réglés – flux nets	822	1 002	1 037	-81	-1 459	1 321
Instruments dérivés bruts réglés nets	17 414	9	142	452	992	19 009
Total instruments financiers dérivés	18 236	1 011	1 179	371	-467	20 330

Groupe	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2016						
Dépôts de banques	3 232	4 154	1 541	5 883	942	15 752
Dépôts de clients	347 537	19 147	28 248	20 789	1 283	417 004
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat	14 390	19 718	11 845	1 938	13 513	61 404
Titres obligataires en émission	7 661	8 808	12 628	34 928	16 987	81 012
Passif résultant de contrats d'investissement sans participation	–	–	–	–	–	–
Passif subordonné	48	755	1 201	9 678	10 944	22 626
Total passif financier non dérivé	372 868	52 582	55 463	73 216	43 669	597 798
Passif financier dérivé :						
Instruments dérivés bruts réglés – débours	33 126	24 044	25 336	52 769	35 214	170 489
Instruments dérivés bruts réglés – encaissements	-31 358	-22 395	-23 485	-49 111	-31 149	-157 498
Instruments dérivés bruts réglés – flux nets	1 768	1 649	1 851	3 658	4 065	12 991
Instruments dérivés nets réglés	21 615	44	170	536	1 127	23 492
Total passif financier dérivé	23 383	1 693	2 021	4 194	5 192	36 483

Les contrats de garantie financière du Groupe sont comptabilisés en tant qu'instruments financiers et inscrits au bilan à leur juste valeur. La majorité des contrats de garantie financière du Groupe sont remboursables à la demande, en cas de défaillance de la partie couverte par la garantie. Il est probable, toutefois, que la plupart des garanties expirent sans avoir été utilisées. Les montants contractuels nominaux de ces garanties s'élevaient à un total de £5,820 millions au 31 décembre 2017 (2016 : £6,883 millions), dont £3,132 millions expirant dans un délai d'un an ; £627 millions entre un et trois ans ; £1,471 millions entre trois et cinq ans ; et £590 millions à plus de cinq ans (2016 : £3,815 millions expirant dans un délai d'un an ; £667 millions entre un et trois ans ; £1,334 millions entre trois et cinq ans ; et £1,067 millions à plus de cinq ans).

La majorité des passifs liés à des contrats d'investissement sans participation du Groupe sont adossés à des unités de compte. Ces produits adossés à des unités de compte sont investis selon les instructions du fonds libellé en unités de compte. Des clauses incluses dans la police permettent de reporter les ventes, si nécessaire, de manière à ce que les actifs puissent être réalisés sans vente forcée.

Le passif du Groupe résultant des contrats d'assurance et d'investissement avec participation est analysé sur la base du comportement, comme l'autorise l'IFRS4,

comme suit :

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2017	1 708	1 747	6 467	26 479	67 033	103 434
Au 31 décembre 2016	1 283	1 836	6 266	23 425	61 599	94 409

En ce qui concerne les contrats d'assurance et d'investissement avec participation qui ne sont pas adossés à des unités de compte et ne sont pas inclus dans les fonds *with profit* du Groupe, notamment les obligations liées aux rentes annuelles, il s'agit d'investir dans des actifs de manière à ce que les flux de trésorerie générés par les investissements correspondent à ceux prévus pour les futurs passifs prévisionnels.

Le montant en capital du passif subordonné non daté sans option de rachat est inclus dans la colonne « à plus de 5 ans » ; les intérêts d'environ £23 millions (2016 : £22 millions) par an pour le Groupe et £17 millions (2016 : £15 millions) pour la Banque payables pour ces instruments pendant toute la durée de leur émission, ne sont pas pris en compte au-delà de 5 ans.

Banque	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2017						
Dépôts de banques	1 685	2 319	2 002	1 243	383	7 632
Dépôts de clients	211 268	13 766	8 494	1 140	1 654	236 322
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat	21 365	14 478	6 523	4 217	13 089	59 672
Titres obligataires en émission	8 687	4 370	14 422	28 192	17 827	73 498
Passif subordonné	266	258	462	5 522	6 512	13 020
Total passif financier non dérivé	243 271	35 191	31 903	40 314	39 465	390 144
Passif financier dérivé :						
Instruments dérivés bruts réglés – débours	23 756	31 750	24 690	40 258	26 933	147 387
Instruments dérivés bruts réglés – encaissements	-22 985	-30 784	-23 655	-40 222	-28 244	-145 890
Instruments dérivés bruts réglés – flux nets	771	966	1 035	36	-1 311	1 497
Instruments dérivés nets réglés	15 430	-4	101	288	812	16 627
Total passif financier dérivé	16 201	962	1 136	324	-499	18 124

Banque	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2016						
Dépôts de banques	3 159	4 118	1 532	84	617	9 510
Dépôts de clients	187 112	13 960	8 355	3 551	429	213 407
Passif négociable et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat	14 688	20 127	12 091	1 979	13 791	62 676
Titres obligataires en émission	6 730	7 510	12 551	32 047	21 450	80 288
Passif subordonné	58	304	554	5 989	6 588	13 493
Total passif financier non dérivé	211 747	46 019	35 083	43 650	42 875	379 374
Passif financier dérivé :						
Instruments dérivés bruts réglés – débours	32 460	23 495	24 793	47 970	30 802	159 520
Instruments dérivés bruts réglés – encaissements	-30 886	-21 902	-22 965	-44 512	-27 067	-147 332
Instruments dérivés bruts réglés – flux nets	1 574	1 593	1 828	3 458	3 735	12 188
Instruments dérivés nets réglés	19 104	28	84	325	883	20 424
Total passif financier dérivé	20 678	1 621	1 912	3 783	4 618	32 612

Les contrats de garantie financière du Groupe sont comptabilisés dans les instruments financiers et mesurés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le bilan. La majorité des contrats de garantie financière du Groupe sont remboursables à première demande en cas de défaillance de la partie cautionnée. Cependant, la plupart de ces garanties devraient expirer sans avoir été utilisées. Les montants nominaux contractuels de ces garanties ont totalisé £5,580 millions au 31 décembre 2017 (2016 : £6,586 millions), dont £2,995 millions expirant dans un délai d'un an ; £584 millions entre un et trois ans ; £1,446 millions entre trois et cinq ans ; et £555 millions à plus de cinq ans (2016 : £3,690 millions expirant dans un délai d'un an ; £627 millions entre un et trois ans ; £1,322 millions entre trois et cinq ans ; et £947 millions à plus de cinq ans).

Les tableaux ci-dessous indiquent les montants et les durées résiduelles des passifs éventuels et des engagements hors bilan.

Groupe	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m
31 décembre 2017					
Acceptations et avals	67	4	–	–	71
Autre passif éventuel	1 607	506	271	656	3 040
Total passif éventuel	1 674	510	271	656	3 111
Engagements de prêt	92 996	17 320	15 106	3 913	129 335
Autres engagements	57	46	71	210	384

Total engagements	93 053	17 366	15 177	4 123	129 719
Total passif éventuel et engagements	94 727	17 876	15 448	4 779	132 830
31 décembre 2016					
Acceptations et avals	20	1	–	–	21
Autre passif éventuel	1 647	466	280	623	3 016
Total passif éventuel	1 667	467	280	623	3 037
Engagements de prêt	73 443	17 212	18 775	4 090	113 520
Autres engagements	45	79	122	402	648
Total engagements	73 488	17 291	18 897	4 492	114 168
Total passif éventuel et engagements	75 155	17 758	19 177	5 115	117 205

Banque	Moins de 1 an £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
31 décembre 2017					
Acceptations et avals	66	4	–	–	70
Autre passif éventuel	1 538	505	206	640	2 889
Total passif éventuel	1 604	509	206	640	2 959
Engagements de prêt	35 753	16 092	14 506	2 707	69 058
Autres engagements	57	46	71	179	353
Total engagements	35 810	16 138	14 577	2 886	69 411
Total passif éventuel et engagements	37 414	16 647	14 783	3 526	72 370
31 décembre 2016					
Acceptations et avals	19	1	–	–	20
Autre passif éventuel	1 587	449	217	598	2 851
Total passif éventuel	1 606	450	217	598	2 871
Engagements de prêt	38 668	15 768	18 076	2 534	75 046
Autres engagements	45	73	112	390	620
Total engagements	38 713	15 841	18 188	2 924	75 666
Total passif éventuel et engagements	40 319	16 291	18 405	3 522	78 537

(4) Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de réduction des revenus et/ou de la valeur du capital, suite à des pertes financières ou à un préjudice pour la réputation, résultant d'une fluctuation des échéances, de la fréquence et de la gravité des événements assurés/réassurés et des fluctuations dans l'occurrence et le montant des règlements des sinistres. Ceci inclut les variations de bénéfices dues au comportement des clients.

La propension du Groupe pour la solvabilité et les bénéfices en ce qui concerne les entités d'assurance est vérifiée et approuvée chaque année par le Conseil d'Administration. Les risques d'assurance sont mesurés à l'aide de différentes techniques dont les stress tests et les simulations de scénarios, et, si nécessaire, les modèles stochastiques. Une surveillance permanente est en place pour suivre la progression des risques d'assurance, notamment par le suivi des expériences réelles par rapport aux prévisions et par l'évaluation de l'efficacité des contrôles mis en place pour la gestion du risque d'assurance.

Capital

Gestion du capital

Au sein du Groupe, le capital de chaque entité est géré activement à une fréquence adéquate ; par ailleurs, les ratios réglementaires constituent un facteur essentiel dans les processus de planification et de budgétisation et les ratios prévisionnels sont mis à jour et vérifiés régulièrement pendant l'exercice par le Comité de l'Actif et du Passif de Lloyds Banking Group. Les augmentations de capital sont effectuées en tenant compte de l'évolution de la réglementation, de la croissance prévue et de la devise dans laquelle sont libellés les actifs faisant l'objet du risque. Les politiques et les procédures relatives aux capitaux sont soumises à une supervision de la part d'une entité indépendante.

Le Groupe mesure le montant de son capital selon le cadre réglementaire défini par la Directive et le Règlement sur les exigences de fonds propres (paquet CRD IV), telle qu'appliquée au Royaume Uni par le biais de la déclaration de politique PS7/13 de la *Prudential Regulation Authority* (PRA). L'application du paquet CRD IV est soumise à la phase de transition autorisée par la PS7/13.

Le montant minimum du capital total relevant du Pilier 1 du cadre réglementaire, a été fixé à 8 % de l'actif total pondéré par le risque calculé pour le risque de crédit, le risque de crédit de contrepartie, le risque d'exploitation et le risque de marché. Au moins 4.5 % de l'actif pondéré par le risque doit être couvert par des actions ordinaires de catégorie 1 (CET1).

Le capital minimum requis est complété par le Pilier 2 du cadre réglementaire. Selon le Pilier 2A, d'autres règles sont fixées par l'émission d'une Norme Individuelle de Capitalisation (ICG) spécifique à la banque, selon laquelle le Pilier 1 ajuste le minimum pour les risques non couverts ou non entièrement couverts selon le Pilier 1. L'une des données essentielles sur lesquelles se fonde le processus ICG de la PRA est l'évaluation effectuée par la banque elle-même concernant ses besoins en capital, un processus connu sous le nom de Processus Interne d'Évaluation des Besoins en Fonds Propres (ICAAP).

Un autre volant spécifique de fonds propres réglementaires s'applique selon le CRD IV, incluant une réserve de fonds propres de précaution de 1.25 % sous la forme d'actif pondéré par le risque (qui sera portée à 2.5 % d'ici 2019) et une autre réserve contracyclique variable dans le temps dont le Groupe a actuellement un besoin négligeable compte tenu de son exposition non significative dans des juridictions ayant des taux de réserve contracyclique. Aucune autre réserve de fonds propres ne s'applique actuellement au Groupe, car il s'agit soit de réserves non applicables, soit de réserves appliquées à la discrétion du régulateur.

Pendant l'exercice, les entités réglementées individuellement au sein du Groupe et le Groupe lui-même se sont conformés aux règles imposées par des autorités externes auxquelles ils sont soumis.

Evolution de la réglementation en matière de capital

Le cadre réglementaire à l'intérieur duquel opère le Groupe continue à évoluer au niveau mondial grâce à l'activité du Financial Stability Board (FSB) et du Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire (BCBS), et au niveau européen principalement suite à la mise en œuvre du paquet de normes techniques et de directives CRD IV et au Royaume Uni à travers la PRA et les directives du *Financial Policy Committee* (FPC). Le Groupe continue à suivre de très près ces évolutions, en analysant les impacts possibles en termes de capital, afin d'assurer le maintien d'une solide structure de capital au niveau du Groupe et de chaque entité réglementée, qui aille au-delà des exigences de base imposées et de la propension au risque du Groupe et qui soit conforme aux attentes du marché.

Ressources en capital

Le capital réglementaire est réparti en plusieurs niveaux, en fonction de son degré de permanence et de capacité d'absorption des pertes.

- Les actions ordinaires de catégorie 1 représentent la forme la plus solide de capital composée de fonds propres soumis à un certain nombre d'ajustements et de déductions, dont des déductions pour actif d'impôt différé, soumises aux seuils fixés par la CRD IV, et l'élimination de la réserve de couverture des flux de trésorerie, du goodwill et autre actif incorporel et des plus-values générées par les régimes de retraite à prestations déterminées.
- Les fonds propres supplémentaires de Catégorie 1 (AT1) entièrement admissibles comprennent des titres à durée indéterminée non cumulatifs comportant des dispositions spécifiques en vue de la radiation du titre au cas où le ratio CET1 descendrait en dessous d'une certaine limite. Selon les règles transitoires, les titres non admissibles de droit, qui ont été émis et ont été considérés admissibles comme capital de catégorie 1 avant l'entrée en vigueur de la CRD IV peuvent être partiellement inclus dans le capital AT1, avant d'être progressivement exclus d'ici 2022. Dans la mesure où ces titres ne sont pas admissibles comme capital AT1, ils peuvent être admis comme capital AT2. Une part de la dette subordonnée émise par l'activité d'assurance du Groupe et détenue par le Groupe est déduite du capital AT1. La part restante est déduite du capital de niveau 2.
- Le capital de catégorie 2 (T2) comprend certains autres titres obligataires subordonnés qui ne sont pas admissibles en tant que capital AT1. Ils doivent avoir une durée initiale de 5 ans, ne peuvent généralement pas être rachetés au cours de la durée initiale de 5 ans et sont progressivement éliminés en tant que capital réglementaire de catégorie T2 au cours des 5 années qui précèdent la date d'échéance. Selon les règles transitoires relatives à la directive CRD IV, les titres qui ne sont pas admissibles de plein droit comme capital de catégorie T2, mais qui ont été émis et admis comme capital de catégorie 2 avant l'entrée en vigueur de la CRD IV peuvent être partiellement inclus dans le capital AT2, avant d'être progressivement éliminés d'ici 2022. La part de la dette subordonnée émise par l'activité d'assurance du Groupe et détenue par le Groupe qui n'est pas déduite du capital AT1 est déduite du capital AT2.

Les ressources en capital transitoires du Groupe relevant de la CRD IV sont les suivantes :

	2017 £m	2016 £m
Capital en actions ordinaires de catégorie 1	32 500	32 544
Capital supplémentaire de catégorie 1	5 220	5 732
Capital de catégorie 2	6 579	7 535
Total capital	44 299	45 811

48 Etats des flux de trésorerie

a Variations de l'actif d'exploitation

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Variations des prêts et créances	-25 178	1 230	-2 832	-2 917
Variations des montants dus par des entités du Groupe	810	8 412	-21 810	-16 089
Variations des instruments financiers dérivés, négociables et des autres actifs financiers inscrits à leur juste valeur sur compte de résultat	9 285	-13 954	15 459	-2 014
Variations des autres actifs d'exploitation	-650	1 012	69	69
Variations de l'actif d'exploitation	-15 733	-3 300	-9 114	-20 951

b Variations du passif d'exploitation

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Variations des dépôts de banques	13 415	-654	-1 917	-4 261
Variations des dépôts de clients	2 935	-3 690	13 417	6 602
Variations des montants dus à des entités du Groupe Lloyds Banking	44	2 799	12 812	16 525
Variations des titres obligataires en émission	-11 968	-8 950	-7 852	-4 868
Variations des instruments financiers dérivés et du passif négociable et des autres éléments de passif inscrits à leur juste valeur au compte d'exploitation	-12 677	11 680	-15 110	6 995
Variations du passif relatif aux contrats d'investissement	-4 665	-2 665	—	—
Variations du poste autre passif d'exploitation	-463	-549	62	260
Variation du passif d'exploitation	-13 379	-2 029	1 412	21 253

c Eléments non monétaires

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Amortissement	2 370	2 380	932	821
Diminution permanente de la valeur des investissements dans des filiales	—	—	302	562
Dividendes reçus de la part des filiales	—	—	-4 479	-3 984
Revalorisation de biens d'investissement	-230	83	—	—
Provision pour pertes sur prêts	691	592	465	450

Radiation de provision pour pertes sur prêts, après recouvrements	-1 062	-1 272	-475	-608
Dépréciation d'actif financier cessible	6	173	—	172
Variation du passif des contrats d'assurance	9 169	14 081	—	—
Provision pour assurance décès-invalidité	1 300	1 350	781	952
Autres provisions réglementaires	865	1 085	342	527
Mouvements des autres provisions	-17	-40	-51	54
Apports de capitaux supplémentaires aux filiales	—	—	-149	—
Débit (crédit) net relatif aux régimes à prestations déterminées	369	287	165	142
Impact de la consolidation et de la déconsolidation de SICAV	—	-3 157	—	—
Désactualisation des provisions pour dépréciation	-23	-32	-37	-44
Composante de change sur bilan	209	-648	718	272
Intérêts débiteurs sur passif subordonné	1 285	1 812	664	1 175
Perte (bénéfice) sur cession d'entreprises	—	—	-555	—
Autres éléments non monétaires	537	766	1 181	159
Total éléments non monétaires	15 469	17 460	-196	650
Cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées	-587	-630	-401	-425
Paielements relatifs à la provision décès-invalidité	-1 657	-2 200	-946	-1 577
Paielements relatifs aux autres provisions réglementaires	-928	-761	-430	-561
Autre	—	2	—	—
Total autres éléments	-3 172	-3 589	-1 777	-2 563
Eléments non monétaires et autres éléments	12 297	13 871	-1 973	-1 913

d Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie inscrits au bilan

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
En-caisse et soldes détenus auprès de banques centrales	58 521	47 452	55 835	44 595
Moins : dépôts de réserve obligatoires	-957	-914	-535	-455
	57 564	46 538	55 300	44 140
En-caisse et soldes détenus auprès de banques centrales	58 521	47 452	55 835	44 595
Moins : dépôts de réserve obligatoires	-957	-914	-535	-455
	57 564	46 538	55 300	44 140
Prêts et avances en faveur des banques	4 274	5 583	3 611	4 379
Prêts et avances en faveur des banques au sein du groupe cessible (cf. note 12)	2 337	21 319	—	—
Moins : montants avec une échéance égale ou supérieure à 3 mois	-3 193	-10 532	-2 791	-3 253
	3 418	16 370	820	1 126
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	60 982	62 908	56 120	45 266
Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	58 645	48 420	56 120	45 266
Trésorerie et équivalents de trésorerie du groupe cessible (note 12)	2 337	14 488	—	—
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	60 982	62 908	56 120	45 266

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe incluaient, au 31 décembre 2017, £2,322 millions (2016 : £14,477 millions) détenus par les activités d'investissement et assurance à long terme du Groupe, au sein du groupe cessible (note 12), non immédiatement disponibles pour être utilisés dans l'activité.

e Acquisition d'entreprises et activités du groupe

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Actif net acquis :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	123	—	—	—
Prêts et créances : Prêts et avances en faveur des clients	7 811	—	7 311	—
Actif financier cessible	16	—	—	—
Actif incorporel	702	—	—	—
Immobilisations corporelles	6	—	1	—
Autre actif	414	—	5	—
Dépôts de clients	—	—	-8 114	—
Dépôts de banques	-6 431	—	—	—
Soldes nets détenus dans des entreprises du groupe	—	—	1 305	—
Autre passif	-927	—	-103	—
Goodwill résultant des acquisitions	302	—	—	—
Ajustement sur acquisition d'entreprises (note 24)	—	—	-278	—
Investissements dans des filiales décomptabilisés sur l'acquisition d'entreprises (note 24)	—	—	-127	—
Contreparties en espèces	2 016	—	—	—
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	-123	—	—	—

Débours net en espèces résultant des acquisitions	1 893	–	–	–
Apports complémentaires de capitaux aux filiales	–	–	–	81
Investissements dans les filiales acquises	–	–	2 026	–
Acquisition de et investissements supplémentaires dans des joint-ventures	20	20	–	–
Débours net de trésorerie lié aux acquisitions de l'exercice	1 913	20	2 026	81

f Cession d'entreprises et activité du groupe

	Groupe		Banque	
	2017 £m	2016 £m	2017 £m	2016 £m
Actif négociable et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	2 117	–	–	–
Prêts et avances en faveur des clients	344	–	–	–
Créances vis-à-vis des entités du groupe	176	–	–	–
Actif financier cessible	375	–	–	–
Immobilisations corporelles	11	–	–	–
	3 023	–	–	–
Dépôts de clients	-22	–	–	–
Dettes vis-à-vis des entités du groupe	-1 706	–	–	–
Participations minoritaires	-387	–	–	–
Autre actif (passif) net	50	5	–	–
	-2 065	5	–	–
Actif (passif) net cédé	958	5	–	–
Investissements dans les filiales cédées	–	–	37	3
Cession d'investissements dans des joint-ventures	26	–	–	–
Bénéfice sur la vente de branches	–	–	555	–
Contrepartie en espèces reçue suite à la perte du contrôle exercé sur certaines entités et activités	984	5	592	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	–	–	–	–
Entrées (sorties) nettes de trésorerie	984	5	592	3

49 Futures évolutions comptables

Les prises de position comptables suivantes ne s'appliquent pas à l'exercice au 31 décembre 2017 et n'ont pas été prises en compte dans la préparation des présents états financiers. Sauf mention contraire ci-dessous, l'impact de ces modifications des règles comptables est encore en cours d'étude par le Groupe et aucune estimation fiable n'est possible à ce stade.

A l'exception de l'IFRS 17 'Contrats d'assurance', des modifications apportées à l'IFRS 9 'Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative' et d'autres modifications de moindre importance apportées au 21 mars 2018, ces prises de position ont été approuvées par l'Union Européenne.

IFRS 9 Instruments financiers

L'IFRS 9 a remplacé l'IAS 39 'Instruments Financiers : Comptabilisation et mesure' à compter du 1er janvier 2018. Le Groupe a choisi d'appliquer l'IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018, sans reprise des périodes comparatives.

Classification et mesure

Selon l'IFRS 9, l'actif financier doit être classé dans l'une des trois catégories d'évaluation suivantes, à savoir : juste valeur dans le compte de résultat, juste valeur dans "autres éléments du résultat global" et coût amorti. Les actifs financiers seront mesurés au coût amorti s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour but la conservation d'actifs financiers en vue du recouvrement de flux de trésorerie contractuels et si lesdits flux financiers représentant uniquement le paiement du capital et des intérêts. Les actifs financiers seront mesurés à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour but le recouvrement de flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers et si lesdits flux financiers représentent uniquement le paiement du capital et des intérêts. Les actifs financiers ne relevant pas de l'un de ces deux modèles économiques ainsi que tous les instruments de fonds propres (à moins qu'ils n'aient été initialement comptabilisés selon leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global) et tous les instruments dérivés sont mesurés à leur juste valeur dans le compte de résultat. Une entité pourra désigner, lors de la comptabilisation initiale, un certain actif financier comme étant mesuré à sa juste valeur dans le compte de résultat si cela élimine ou réduit de manière significative les probabilités d'erreur comptable.

En octobre 2017, l'IASB a émis un Avenant à l'IFRS 9 'Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative' entrant en vigueur à compter du 1er janvier 2019. Cet Avenant modifie les règles imposées par l'IFRS 9 de manière à faire en sorte que certaines caractéristiques de remboursement s'appliquent uniquement au test des paiements du capital et des intérêts. Certains prêts de la Division Banque Commerciale du Groupe possèdent ces caractéristiques et c'est la raison pour laquelle le Groupe a décidé d'appliquer l'Avenant dès 2018, afin d'éviter d'autres modifications de la comptabilité de l'actif financier en 2019. Cet Avenant est encore en attente de la validation de l'UE, qui, d'après le Groupe, devrait intervenir en 2018.

Dépréciation

Le modèle de dépréciation prévu par l'IFRS 9 s'appliquera à tous les postes d'actif financier comptabilisés à leur coût amorti, aux instruments obligataires mesurés à leur juste valeur dans Autres éléments du résultat global, aux créances locatives, aux engagements de prêt et aux garanties financières non mesurées à leur juste valeur dans le compte de résultat.

L'IFRS 9 remplace l'approche existante de dépréciation des 'pertes encourues' par un modèle de perte sur crédit escomptée ('ECL') donnant lieu à une comptabilisation anticipée des pertes sur crédit par rapport à l'IAS 39. Les pertes sur crédit escomptées correspondent à la moyenne pondérée objective probable des pertes sur crédit, déterminée en fonction d'une fourchette de résultats et de futures conjonctures économiques possibles.

Le modèle ECL est réparti en trois étapes distinctes. Les entités doivent comptabiliser une provision pour perte escomptée sur 12 mois lors de la comptabilisation initiale (étape 1) et une provision pour perte escomptée sur la durée de vie en cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la date de comptabilisation initiale (étape 2). L'étape 3 nécessite une preuve objective de la dépréciation de l'actif, similaire à la directive sur les pertes encourues de l'IAS 39, avant la comptabilisation d'une provision pour perte escomptée sur la durée de vie.

L'IFRS 9 nécessite l'utilisation d'un plus grand nombre d'informations prospectives et notamment de prévisions raisonnables et viables de la future conjoncture économique. La nécessité de prendre en compte une série de scénarios et leur impact sur la provision pour perte constitue une composante subjective du modèle ECL prévu par l'IFRS 9 ECL. Le Groupe a développé une fonction permettant de modéliser un certain nombre de scénarios économiques et de saisir l'impact sur les pertes sur crédit, afin d'assurer la prise en compte, dans le modèle ECL global, d'une répartition adéquate des résultats économiques.

En ce qui concerne tous les portefeuilles significatifs, le calcul de l'ECL prévu par l'IFRS 9 exploitera les systèmes, les données et les méthodes, employé(e)s pour le calcul réglementaire des 'pertes escomptées'. Aux fins de l'IFRS 9, la définition de défaillance sera alignée sur la définition de Bâle de ce terme afin d'en assurer une application cohérente au sein du Groupe. Les modèles prévus par l'IFRS 9 exploiteront trois paramètres de données essentiels pour le calcul des pertes escomptées, à savoir la probabilité de défaillance ('PD'), le taux de perte en cas de défaillance ('LGD') et l'exposition au risque de défaillance ('EAD'). Cependant, compte tenu de la prudence inhérente au calcul réglementaire des pertes escomptées et certains écarts sur la période pendant laquelle la mesure des paramètres de risque est effectuée, certains ajustements de ces composantes ont été apportés afin d'assurer la conformité à l'IFRS 9.

Impact sur le bilan au 31 décembre 2017

Il a été estimé que la nouvelle méthode de dépréciation entraînera une augmentation des provisions pour dépréciation d'un montant approximatif de £1.3 milliards, concernant principalement le poste Prêts et avances en faveur des clients, comptabilisé dans le bilan du Groupe. La reclassification et la mesure des actifs selon l'IFRS 9 donnent également lieu à une réduction de la valeur comptable de l'actif financier d'environ £0.2 milliards, avant impôt, suite au transfert d'actifs gérés par la branche Assurance, désignés à leur juste valeur dans le compte de résultat. L'impact total après impôt sur les fonds propres est une réduction d'environ £1.1 milliards.

L'impact permanent sur le résultat financier sera plus clair seulement après l'application des modèles de risque de crédit prévus par l'IFRS 9 sur une certaine période et dans différents environnements économiques : cependant, cela pourrait donner lieu à des charges pour dépréciation plus volatiles par rapport au modèle de dépréciation actuellement appliqué selon l'IAS 39, en raison de la nature prospective des pertes sur crédit escomptées.

Comptabilité de couverture

Les règles de comptabilité de couverture issues de l'IFRS 9 sont plus étroitement alignées sur les pratiques de gestion des risques et suivent une approche davantage basée sur les principes, par rapport à l'IAS 39. Cette norme ne traite pas de la comptabilité de macro-couverture, qui fait l'objet d'un projet IASB séparé. Le Groupe n'a pas encore pris une décision concernant la poursuite ou non de l'application de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 jusqu'à l'achèvement du projet de l'IASB en matière de macro-couverture. Le Groupe prévoit, pour le moment, de continuer à appliquer la comptabilité de couverture conforme à l'IAS 39 conformément à ce choix de politique comptable.

IFRS 15 - recettes générées par les contrats conclus avec les Clients

L'IFRS 15 remplace l'IAS 18 Produit des activités ordinaires et l'IAS 11 Contrats de Construction à compter du 1er janvier 2018.

L'IFRS 15 se fonde sur le principe essentiel selon lequel les recettes prennent en compte le transfert de produits ou de services aux clients pour un montant reflétant la contrepartie à laquelle l'entité concernée estime avoir droit. La comptabilisation de ces recettes comporte 5 étapes principales, à savoir : l'identification du contrat ; l'identification des obligations d'exécution ; la détermination du prix de la transaction ; l'allocation du prix de la transaction aux obligations d'exécution et la comptabilisation des recettes une fois que les obligations ont été satisfaites.

Dans la quasi-totalité des cas, la politique comptable actuelle du Groupe est conforme aux termes de l'IFRS 15 ; cependant, certains flux de recettes générées par l'activité de leasing automobile du Groupe seront reportés à compter du 1er janvier 2018. Suite à cela, un montant supplémentaire de £14 millions sera comptabilisé dans le produit différé au 1er janvier 2018 tandis qu'une dette correspondante de £11 millions, après impôt, sera comptabilisée sur les fonds propres ; comme l'autorisent les options transitoires prévues par l'IFRS 15, les chiffres comparatifs de l'exercice précédent n'ont pas été modifiés.

IFRS 16 Baux

L'IFRS 16 remplace l'IAS 17 'Baux' à compter du 1er janvier 2019.

L'IFRS 16 exige que les preneurs comptabilisent un actif au titre du droit d'utilisation et un poste de passif pour les futurs paiements résultant du bail de location. Les preneurs comptabiliseront une charge financière sur le passif et une charge d'amortissement sur l'actif, qui pourrait affecter la date de comptabilisation des dépenses sur l'actif loué. Cette modification aura principalement un impact sur les biens immobiliers actuellement comptabilisés en tant que postes de location-exploitation. Les systèmes financiers devront être modifiés afin de prendre en compte les nouvelles règles comptables et les nouvelles déclarations requises. Les obligations comptables du bailleur restent alignées sur l'approche actuelle conforme à l'IAS 17.

Modifications de moindre importance apportées aux autres normes comptables

L'IASB a publié un certain nombre de modifications de moindre importance applicables aux IFRS à compter du 1er janvier 2018 (notamment en ce qui concerne l'IFRS 2 Rémunérations en actions et l'IAS 40 Biens d'investissement) et à compter du 1er janvier 2019 (notamment en ce qui concerne l'IAS 12 Impôt sur le revenu et l'IFRIC 23 Incertitudes relatives au traitement de l'impôt sur le revenu). La modification de ces règles ne devrait pas avoir un impact significatif sur le Groupe.

Autres informations

Bank of Scotland plc et ses filiales constituent un groupe de services financiers leader, basé au Royaume Uni. Ses membres fournissent une vaste gamme de services bancaires et financiers à des clients basés au Royaume Uni et dans un certain nombre de pays étrangers.

La société mère directe de Bank of Scotland plc est HBOS plc, tandis que sa société mère ultime est la société de droit écossais Lloyds Banking Group plc. Des copies des états financiers consolidés annuels et du rapport annuel de Lloyds Banking Group plc sont disponibles auprès du siège de Lloyds Banking Group, 25 Gresham Street, London EC2V 7HN ou peuvent être téléchargées sur le site www.lloydsbankinggroup.com.

Filiales et entités apparentées

Conformément au paragraphe 409 du Companies Act 2006, vous trouverez ci-dessous une liste de toutes les entités de la Banque, au 31 décembre 2017. La liste inclut le siège de chaque entité et le pourcentage des différentes catégories d'actions détenues par le Groupe. Toutes les actions sont ordinaires, sauf mention contraire contenue dans les notes.

Filiales

La Banque détient, directement ou indirectement, 100% de la catégorie d'actions et la majorité des droits de vote (y compris lorsque l'entité n'a pas de participation comme indiqué) des filiales ci-dessous.

Nom de l'entité	Notes
A G Finance Ltd	7 ii #
ACL Ltd	1
ACL Autolease Holdings Ltd	1
Alex Lawrie Factors Ltd	9
Alex. Lawrie Receivables Financing Ltd	9

Alexanderplatz 2017 GmbH	87
Amberdate Ltd	1
	iv
AN Vehicle Finance Ltd (En liquidation)	13
Anglo Scottish Utilities Partnership 1	+ *
Aquilus Ltd	1
Automobile Association Personal Finance Ltd	4
Bank of Scotland (B G S) London Nominees Ltd	5 *
Bank of Scotland (Stanlife) London Nominees Ltd	5 *
Bank of Scotland Branch Nominees Ltd	5
Bank of Scotland Capital Funding (Jersey) Ltd	10
Bank of Scotland Central Nominees Ltd	5 *
Bank of Scotland Edinburgh Nominees Ltd	5 *
Bank of Scotland Equipment Finance Ltd	2
Bank of Scotland HongKong Nominees Ltd	11 *
Bank of Scotland Insurance Services Ltd (En liquidation)	85
Bank of Scotland Leasing Ltd	2
Bank of Scotland LNG Leasing (No 1) Ltd (En liquidation)	13
Bank of Scotland London Nominees Ltd	5 *
Bank of Scotland Nominees (Unit Trusts) Ltd	5 *
Bank of Scotland P.E.P. Nominees Ltd	5 *
Bank of Scotland plc	5
	i iv
Bank of Scotland Structured Asset Finance Ltd	1
Bank of Scotland Transport Finance 1 Ltd (En liquidation)	13
Bank of Wales Ltd	2
Barents Leasing Ltd	1
Barnwood Mortgages Ltd	12
Bedfont Lakes Business Park (No.2) LP	20 *
Birchcrown Finance Ltd	1 iv
	vi
Birmingham Midshires Asset Management Ltd (En liquidation)	13
Birmingham Midshires Financial Services Ltd	4
Birmingham Midshires Land Development Ltd	4
Birmingham Midshires Mortgage Services Ltd	4
Black Horse (TRF) Ltd	1
Black Horse Executive Mortgages Ltd	1
Black Horse Finance Holdings Ltd	1 i
	ii
Black Horse Finance Management Ltd	1
Black Horse Group Ltd	1
	iv
Black Horse Ltd	1
Black Horse Offshore Ltd	6
Black Horse Property Services Ltd	1
Boltro Nominees Ltd	1
BOS (Ireland) Property Services 2 Ltd	16
BOS (Ireland) Property Services Ltd	16
BOS (Shared Appreciation Mortgages (Scotland) No. 2) Ltd	4
BOS (Shared Appreciation Mortgages (Scotland) No. 3) Ltd	4
BOS (Shared Appreciation Mortgages (Scotland)) Ltd	4
BOS (Shared Appreciation Mortgages) No. 1 plc	4 #
BOS (Shared Appreciation Mortgages) No. 2 plc	4 #
BOS (Shared Appreciation Mortgages) No. 3 plc	4 #
BOS (Shared Appreciation Mortgages) No. 4 plc	4 #
BOS (Shared Appreciation Mortgages) No. 5 plc	4
BOS (Shared Appreciation Mortgages) No. 6 plc	4
BOS (USA) Fund Investments Inc.	14 xiii
BOS (USA) Inc.	14
BOS Mistral Ltd	2
BOSIC Inc.	18
BOSSAF Rail Ltd	1
Britannia Personal Lending Ltd	4 i #
British Linen Leasing (London) Ltd	5
British Linen Leasing Ltd	5

British Linen Shipping Ltd	5
C & G Homes Ltd (En liquidation)	13
C&G Estate Agents Ltd	12
C.T.S.B. Leasing Ltd (En liquidation)	13
Capital 1945 Ltd	2
Capital Bank Insurance Services Ltd (En liquidation)	13
Capital Bank Leasing 1 Ltd	2
Capital Bank Leasing 2 Ltd	2
Capital Bank Leasing 3 Ltd	2
Capital Bank Leasing 4 Ltd	2
Capital Bank Leasing 5 Ltd	2
Capital Bank Leasing 6 Ltd	2
Capital Bank Leasing 7 Ltd	2
Capital Bank Leasing 8 Ltd	17
Capital Bank Leasing 9 Ltd	2
Capital Bank Leasing 10 Ltd	2
Capital Bank Leasing 11 Ltd	2
Capital Bank Leasing 12 Ltd	5
Capital Bank Property Investments (3) Ltd	2
Capital Bank Vehicle Management Ltd	2
Capital Leasing (Edinburgh) Ltd	17
Capital Leasing Ltd (En liquidation)	85
Capital Personal Finance Ltd	4
Car Ownership Finance Ltd (En liquidation)	13
Cardnet Merchant Services Ltd	1 ii, # iii ^
Carlease Ltd	1
Cartwright Finance Ltd	2 viii vii #
Cashfriday Ltd	9
Cashpoint Ltd	1
Caveminster Ltd	1
CBRail S.A.R.L.	19
Cedar Holdings Ltd	1
Central Mortgage Finance Ltd	12
CF Asset Finance Ltd	2
Chariot Finance Ltd (En liquidation)	13
Chartered Trust (Nominees) Ltd	1
Charterhall (No. 1) Ltd (En liquidation)	13
Charterhall (No. 2) Ltd (En liquidation)	13
Cheltenham & Gloucester plc	12
Chiswell Stockbrokers Ltd	1
Clerical Medical (Dartford Number 2) Ltd	20
Clerical Medical (Dartford Number 3) Ltd	20
Clerical Medical Finance plc	20
Clerical Medical Financial Services Ltd	20
Clerical Medical Forestry Ltd	20
Clerical Medical International Holdings B.V.	21
Clerical Medical Investment Fund Managers Ltd	4
Clerical Medical Managed Funds Ltd	20
Clerical Medical Non Sterling Property Company SARL	22
Clerical Medical Properties Ltd	20
Cloak Lane Funding Ltd	6 iv
Cloak Lane Investments Ltd	6
CM Venture Investments Ltd	23 iv
CMI Insurance (Luxembourg) S.A. (En liquidation)	24
Conquest Securities Ltd	1 iv vi
Corbiere Asset Investments Ltd	1 i ii
Create Services Ltd	1
Dalkeith Corporation	25
Delancey Rolls UK Ltd (En liquidation)	26 i
Direct LB Ltd (En liquidation)	13

Dunstan Investments (UK) Ltd	1
Enterprise Car Finance Ltd	7 ii #
Eurolead Services Holdings Ltd	9
Exclusive Finance No. 1 Ltd (En liquidation)	13 i
Financial Consultants LB Ltd	1
First Retail Finance (Chester) Ltd	4
Flexifly Ltd (En liquidation)	85
Fontview Ltd	20
Forthright Finance Ltd	2
France Industrial Premises Holding Company	28
Freeway Ltd(En liquidation)	2
General Leasing (No. 4) Ltd	1
General Leasing (No. 12) Ltd	1
General Reversionary and Investment Company	20
Glosstrips Ltd (En liquidation)	85
Godfrey Davis (Contract Hire) Ltd	2
Gresham Nominee 1 Ltd	1
Gresham Nominee 2 Ltd	1
Halifax Credit Card Ltd	4 i
	ii
	vii
Halifax Equitable Ltd	4
Halifax Financial Brokers Ltd	4
Halifax Financial Services (Holdings) Ltd	4
Halifax Financial Services Ltd	4
Halifax General Insurance Services Ltd	4
Halifax Group Ltd	4
Halifax Investment Services Ltd	4
Halifax Leasing (June) Ltd	1
Halifax Leasing (March No.2) Ltd	1
Halifax Leasing (September) Ltd	1
Halifax Life Ltd	4
Halifax Ltd	4
Halifax Loans Ltd	4
Halifax Mortgage Services (Holdings) Ltd	4
Halifax Mortgage Services Ltd	4
Halifax Nominees Ltd	4
Halifax Pension Nominees Ltd	29
Halifax Premises Ltd	1
Halifax Share Dealing Ltd	4
Halifax Vehicle Leasing (1998) Ltd	4
HBOS Canada Inc.	18
HBOS Capital Funding (Jersey) Ltd	10
HBOS Covered Bonds LLP	4 *
HBOS Directors Ltd (En liquidation)	13
HBOS Final Salary Trust Ltd	5
HBOS Financial Services Ltd	20
HBOS Insurance & Investment Group Ltd	20
HBOS International Financial Services Holdings Ltd	20
HBOS Investment Fund Managers Ltd	4
HBOS Management (Jersey) Ltd	10
HBOS plc	5
	iv
	vi
HBOS Social Housing Covered Bonds LLP	2 *
HBOS Treasury Services Ltd (En liquidation)	13
HBOS UK Ltd	5
Heidi Finance Holdings (UK) Ltd	1
Hill Samuel (USA), Inc.	14
Hill Samuel Bank Ltd	1
Hill Samuel Finance Ltd	1 iv
	xi
Hill Samuel Leasing (No 2) Ltd (En liquidation)	13
Hill Samuel Leasing Co. Ltd	1
Hill Samuel Nominees Asia Private Ltd	31

HL Group (Holdings) Ltd (En liquidation)	13
Home Shopping Personal Finance Ltd	4
Horizon Capital Ltd (En liquidation)	85
Horsham Investments Ltd	6
HSDL Nominees Ltd	4
HVF Ltd	2
Hyundai Car Finance Ltd	7 i
	ii
IAI International Ltd (En liquidation)	1
IBOS Finance Ltd	2
ICC Enterprise Partners Ltd (En liquidation)	32
ICC Equity Partners Ltd (En liquidation)	32
ICC ESOP Trustee Ltd (En liquidation)	33
ICC Holdings Unlimited Company	16
ICC Software Partners Ltd (En liquidation)	32
IF Covered Bonds Limited Liability Partnership (En liquidation)	67 *
Inchcape Financial Services Ltd	2 i #
Industrial Real Estate LP	34 *
Industrial Real Estate (General Partner) Ltd	34
Industrial Real Estate (Nominee) Ltd	34
Intelligent Finance Financial Services Ltd	4
Intelligent Finance Software Ltd	4
International Motors Finance Ltd	2 i #
Kanaalstraat Funding C.V.	35
Kanto Leasing Ltd (En liquidation)	13
Katrine Leasing Ltd	36
LB Comhold Ltd (En liquidation)	13
LB Healthcare Trustee Ltd	1
LB Leasing L.P	38 *
LB Motorent Ltd	1
LB Quest Ltd	1
LB Share Schemes Trustees Ltd	1
LBCF Ltd	9
LBG Brasil Administração LTDA	46
LBI Leasing Ltd	1
LBPB (21 Hill Street) Ltd (En liquidation)	13
Leasing (No. 2) Ltd (En liquidation)	13
Legacy Renewal Company Ltd	5
Lex Autolease (CH) Ltd	1
Lex Autolease (FMS) Ltd (En liquidation)	13
Lex Autolease (Shrewsbury) Ltd (En liquidation)	13
	iv
	v
Lex Autolease (VC) Ltd	1
Lex Autolease Carselect Ltd	1
Lex Autolease Ltd	1
Lex Vehicle Finance 2 Ltd	2
Lex Vehicle Finance 3 Ltd	2
Lex Vehicle Finance Ltd (En liquidation)	13
Lex Vehicle Leasing (Holdings) Ltd	2 i
	ii
	x
Lex Vehicle Leasing Ltd	2
Lex Vehicle Partners (1) Ltd (En liquidation)	13
Lex Vehicle Partners (2) Ltd (En liquidation)	13
Lex Vehicle Partners (3) Ltd (En liquidation)	13
Lex Vehicle Partners (4) Ltd (En liquidation)	13
Lex Vehicle Partners Ltd (En liquidation)	13
Lime Street (Funding) Ltd	1
Lloyds (FDC) Company (En liquidation)	13
Lloyds (General Partner) Ltd	6
Lloyds (Gresham) Ltd	1
	x
Lloyds (Gresham) No. 1 Ltd	1
Lloyds (Nimrod) Leasing Industries Ltd (En liquidation)	13

Lloyds (Nimrod) Specialist Finance Ltd	1
Lloyds America Securities Corporation	14
Lloyds Asset Leasing Ltd	1
Lloyds Bank (BLSA) (En liquidation)	13
Lloyds Bank (Branches) Nominees Ltd	1
Lloyds Bank (Colonial & Foreign) Nominees Ltd	1
Lloyds Bank (Fountainbridge 1) Ltd	5
Lloyds Bank (Fountainbridge 2) Ltd	5
Lloyds Bank (Gibraltar) Ltd	39
Lloyds Bank (I.D.) Nominees Ltd	1
Lloyds Bank (PEP Nominees) Ltd	1
Lloyds Bank (Stock Exchange Branch) Nominees Ltd	1
Lloyds Bank Asset Finance Ltd	1
Lloyds Bank Commercial Finance Ltd	9
Lloyds Bank Commercial Finance Scotland Ltd	40
Lloyds Bank Corporate Asset Finance (HP) Ltd	1
Lloyds Bank Corporate Asset Finance (No.1) Ltd	1
Lloyds Bank Corporate Asset Finance (No. 2) Ltd	1
Lloyds Bank Corporate Asset Finance (No.3) Ltd	1
Lloyds Bank Corporate Asset Finance (No.4) Ltd	1
Lloyds Bank Covered Bonds LLP	41 *
Lloyds Bank Equipment Leasing (No. 1) Ltd	1
Lloyds Bank Equipment Leasing (No. 5) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Equipment Leasing (No. 7) Ltd	1
Lloyds Bank Equipment Leasing (No. 9) Ltd	1
Lloyds Bank Equipment Leasing (No. 10) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Equipment Leasing (No. 11) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Financial Advisers Ltd	1 i
	ii
Lloyds Bank Financial Services (Holdings) Ltd	1
	iv
Lloyds Bank General Insurance Holdings Ltd	42
Lloyds Bank General Insurance Ltd	1
Lloyds Bank General Leasing (No. 1) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank General Leasing (No. 3) Ltd	1
Lloyds Bank General Leasing (No. 5) Ltd	1
Lloyds Bank General Leasing (No. 9) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank General Leasing (No. 11) Ltd	1
Lloyds Bank General Leasing (No. 17) Ltd	1
Lloyds Bank General Leasing (No. 18) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank General Leasing (No. 20) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Hill Samuel Holding Company Ltd	1
Lloyds Bank Insurance Services (Direct) Ltd	1
Lloyds Bank Insurance Services Ltd	1
Lloyds Bank International Ltd	6
Lloyds Bank Leasing (No. 3) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Leasing (No. 4) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Leasing (No. 6) Ltd	1
Lloyds Bank Leasing (No. 7) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Leasing (No. 8) Ltd	1
Lloyds Bank Leasing Ltd	1
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 2) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 8) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 10) Ltd	1
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 12) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 13) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 15) Ltd	1
Lloyds Bank Maritime Leasing (No.16) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 17) Ltd	1
Lloyds Bank Maritime Leasing (No. 18) Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank Maritime Leasing Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Bank MTCH Ltd	1
Lloyds Bank Nominees Ltd	1
Lloyds Bank Offshore Pension Trust Ltd	6
Lloyds Bank Pension ABCS (No. 1) LLP	1 *

Lloyds Bank Pension ABCS (No. 2) LLP	1 *
Lloyds Bank Pension Trust (No. 1) Ltd	1
Lloyds Bank Pension Trust (No. 2) Ltd	1
Lloyds Bank Pensions Property (Guernsey) Ltd	37 i
	ii
Lloyds Bank Properties Ltd	1
Lloyds Bank Property Company Ltd	1
Lloyds Bank S.F. Nominees Ltd	1
Lloyds Bank Subsidiaries Ltd	1
Lloyds Bank Trust Company (International) Ltd	1
Lloyds Bank Trustee Services Ltd	1
Lloyds Banking Group Pensions Trustees Ltd	1
Lloyds Commercial Leasing Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Commercial Properties Ltd	1
Lloyds Commercial Property Investments Ltd	1
Lloyds Corporate Services (Jersey) Ltd	6
Lloyds Engine Capital (No.1) U.S LLC	14 *
Lloyds Far East Ltd	43
Lloyds Financial Leasing Ltd (En liquidation)	13
Lloyds General Leasing Ltd	1
Lloyds Group Holdings (Jersey) Ltd	44 i #
	ii
	vii
Lloyds Holdings (Jersey) Ltd	6
Lloyds Industrial Leasing Ltd	1
Lloyds International Pty Ltd	8
Lloyds Investment Bonds Ltd	1
Lloyds Investment Fund Managers Ltd	6
Lloyds Investment Securities No.5 Ltd	1
Lloyds Leasing (North Sea Transport) Ltd	1
Lloyds Leasing Developments Ltd	1
Lloyds Merchant Bank Asia Ltd	31
	iv
Lloyds Nominees (Guernsey) Ltd	37
Lloyds Offshore Global Services Private Ltd	45
Lloyds Plant Leasing Ltd	1
Lloyds Portfolio Leasing Ltd	1
Lloyds Premises Investments Ltd	1
Lloyds Project Leasing Ltd	1
Lloyds Property Investment Company No. 3 Ltd (En liquidation)	13
Lloyds Property Investment Company No. 4 Ltd	1
Lloyds Property Investment Company No.5 Ltd	1
Lloyds Secretaries Ltd	1
Lloyds Securities Inc.	14
Lloyds Trust Company (Gibraltar) Ltd	39
Lloyds TSB Pacific Ltd	51
Lloyds UDT Asset Leasing Ltd	1
Lloyds UDT Asset Rentals Ltd	1
Lloyds UDT Business Development Ltd	1
Lloyds UDT Business Equipment Ltd	1
Lloyds UDT Hiring Ltd	1
Lloyds UDT Leasing Ltd	1
Lloyds UDT Ltd	1
Lloyds UDT Rentals Ltd (En liquidation)	49
Lloyds Your Tomorrow Trustee Ltd	1
Loans.Co.UK Ltd	79
London Taxi Finance Ltd	1 i
	ii
London Uberior (L.A.S. Group) Nominees Ltd	5 *
Lotus Finance Ltd	76 i #
LTGP Limited Partnership Incorporated	37 *
Mainsearch Company Ltd	79
Maritime Leasing (No. 19) Ltd	1
MBNA Direct Limited	79
MBNA Europe Finance Ltd	80

MBNA Europe Holdings Ltd	79
MBNA Global Services Ltd	79
MBNA Indian Services Private Ltd	81
MBNA Ltd	79
MBNA R & L S.A.R.L.	82
MBNA Receivables Ltd	60
Meadowfield Investments Ltd (En liquidation)	85
Membership Services Finance Ltd	4
Mitre Street Funding Ltd	6
Moor Lane Holdings Ltd	6
Moray Investments Ltd (En liquidation)	13
Newfont Ltd	20
NFU Mutual Finance Ltd	2 i # vii
Nominees (Jersey) Ltd	6
Nordic Leasing Ltd	1
NWS Trust Ltd	5
Ocean Leasing (July) Ltd (En liquidation)	13
Ocean Leasing (No 1) Ltd (En liquidation)	13
Ocean Leasing (No 2) Ltd (En liquidation)	13
Oystercatcher LP	20 *
Oystercatcher Nominees Ltd	20
Oystercatcher Residential Ltd	20
Pacific Leasing Ltd	1
Paneldeluxe Company Limited (En liquidation)	83
Pensions Management (S.W.F.) Ltd	51 *
Peony Eastern Leasing Ltd	1
Peony Leasing Ltd	1
Peony Western Leasing Ltd	1
Perry Nominees Ltd	1
PIPS Asset Investments Ltd	1 i ii
Portland Funding Ltd (En liquidation)	13
Proton Finance Ltd	7 ii #
Quion 6 BV	52
R.F. Spencer And Company Ltd	2
Ranelagh Nominees Ltd	1
Retail Revival (Burgess Hill) Investments Ltd	1
Saint Michel Holding Company No1	28
Saint Michel Investment Property	28
Saint Witz 2 Holding Company No1	28
Saint Witz 2 Investment Property	28
Saleslease Purchase Ltd (En liquidation)	85
Sapphire Cards Limited (En liquidation)	83
Savban Leasing Ltd	1
Scotland International Finance B.V.	21
Scotmar Commercial Equipment Finance Ltd (En liquidation)	13 i #
Scottish Widows (Port Hamilton) Ltd	51
Scottish Widows Active Management Fund	3 *
Scottish Widows Administration Services Ltd	1
Scottish Widows Annuities Ltd	3
Scottish Widows Financial Services Holdings	3
Scottish Widows Fund and Life Assurance Society	51 *
Scottish Widows Fund Management Ltd	51
Scottish Widows Group Ltd	3 i ii iv x
Scottish Widows Industrial Properties Europe B.V.	53
Scottish Widows Ltd	1
Scottish Widows Pension Trustees Ltd	3
Scottish Widows Property Management Ltd	51
Scottish Widows Services Ltd	3
Scottish Widows Trustees Ltd	51
Scottish Widows Unit Funds Ltd	3

Scottish Widows Unit Trust Managers Ltd	42
Seabreeze Leasing Ltd	1
Seaforth Maritime (Highlander) Ltd (En liquidation)	85
Seaforth Maritime (Jarl) Ltd (En liquidation)	85
Seaspirit Leasing Ltd	1
Seaspray Leasing Ltd (En liquidation)	13
Services LB (No. 2) Ltd (En liquidation)	13
	iv
Share Dealing Nominees Ltd	4
Shogun Finance Ltd	7 ii #
Silentdale Ltd	1 iv
	vi
	vi
St Andrew's Group Ltd	20
St Andrew's Insurance plc	20
St Andrew's Life Assurance plc	20
St. Mary's Court Investments	1
Standard Property Investment (1987) Ltd	17 i
	ii
Standard Property Investment Ltd	54 #
Starfort Ltd	20
Sussex County Homes Ltd	4
Suzuki Financial Services Ltd	76 i #
SWB (67 Morrison Street) PLC	86
SW No.1 Ltd	3
SWAMF (GP) Ltd	20
SWAMF Nominee (1) Ltd	20
SWAMF Nominee (2) Ltd	20
SW Funding plc	3 #
Target Corporate Services Ltd	1
The Agricultural Mortgage Corporation plc	45
The British Linen Company Ltd	5
The Mortgage Business plc	4
Thistle Leasing	+ *
Three Copthall Avenue Ltd	1
Tower Hill Property Investments (7) Ltd	2 #
Tower Hill Property Investments (10) Ltd	2 #
Tranquility Leasing Ltd	1
Uberior Canada LP Ltd	55
Uberior ENA Ltd	17
Uberior Infrastructure Investments Ltd	5
Uberior Infrastructure Investments (No.2) Ltd	1
Uberior Nominees Ltd	5 *
Uberior Trustees Ltd	5 *
UDT Autolease Ltd	1
UDT Budget Leasing Ltd	1
UDT Ltd	1
UDT Sales Finance Ltd	1
United Dominions Leasing Ltd	1
United Dominions Trust Ltd	1
Universe, The CMI Global Network Fund	89 *
Upsaala Ltd	16
Vehicle Leasing (1) Ltd (En liquidation)	13
Vehicle Leasing (2) Ltd (En liquidation)	13
Vehicle Leasing (3) Ltd (En liquidation)	13
Vehicle Leasing (4) Ltd (En liquidation)	13
Ward Nominees (Abingdon) Ltd	1
Ward Nominees (Birmingham) Ltd	1
Ward Nominees (Bristol) Ltd	1
Ward Nominees Ltd	1
Warwick Leasing Ltd (En liquidation)	13
Waverley – Fund II Investor LLC	25
Waverley – Fund III Investor LLC	25
Waymark Asset Investments Ltd	1 i
	ii

WCS Ltd	57
Western Trust & Savings Holdings Ltd (En liquidation)	13
Western Trust Holdings Ltd (En liquidation)	13
Whitestar Securities Ltd (En liquidation)	13 ii
	xi
Wood Street Leasing Ltd	1

Le Groupe a décidé qu'il était habilité à exercer un contrôle sur les entités ci-dessous, bien qu'il ne détienne pas la majorité des droits de vote dans ces entités. Sauf mention contraire, ces entités ne possèdent pas de capital ou le Groupe ne détient aucune participation dans celles-ci.

Nom de l'entité	Notes
Addison Social Housing Holdings Ltd	58
ARKLE Finance Trustee Ltd	10
ARKLE Funding (No. 1) Ltd	59
ARKLE Holdings Ltd	59
ARKLE Master Issuer plc	59
ARKLE PECO Holdings Ltd	59
ARKLE PECO Ltd	59
Cancara Asset Securitisation Ltd	60
Candide Financing 2007 NHG BV	61
Candide Financing 2008-1 BV	61
Candide Financing 2008-2 BV	61
Candide Financing 2011-1 BV	61
Candide Financing 2012-1 BV	61
Cardiff Auto Receivables Securitisation 2018-1 Plc	41
Cardiff Auto Receivables Securitisation Holdings Ltd	41
Celsius European Lux 2 SARL	88
Cheltenham Securities 2017 Ltd	58
Chepstow Blue Holdings Ltd	41
Chepstow Blue plc	41
Chester Asset Options No.2 Ltd	66
Chester Asset Options No.3 Ltd	84
Chester Asset Receivables Dealings Issuer Ltd	60
Chester Asset Securitisation Holdings Ltd	66
Chester Asset Securitisation Holdings No.2 Ltd	60
Clerical Medical Non Sterling Arts FSA	62
Clerical Medical Non Sterling Arts LSA	62
Clerical Medical Non Sterling Guadalix Hold Co BV	63
Clerical Medical Non Sterling Guadalix Spanish Prop Co SL	64
Clerical Medical Non Sterling Megapark Hold Co BV	63
Clerical Medical Non Sterling Megapark Prop Co SA	64
Credit Card Securitisation Europe Ltd	60
Deva Financing Holdings Ltd	41
Deva Financing plc	41
Deva One Ltd	60
Deva Three Ltd	60
Deva Two Ltd	60
Edgbaston RMBS 2010-1 plc	41
Edgbaston RMBS Holdings Ltd	41
Fontwell Securities 2016 Ltd	58
Gresham Receivables (No. 1) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 3) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 10) Ltd	60
Gresham Receivables (No.11) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 12) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 13) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 14) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 15) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 16) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 19) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 20) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 21) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 22) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 23) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 24) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 25) UK Ltd	66

Gresham Receivables (No. 26) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No.27) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No.28) Ltd	60
Gresham Receivables (No.29) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 30) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 31) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 32) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 33) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 34) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No.35) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 36) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 37) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 38) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 39) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 40) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 41) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 42) Ltd	60
Gresham Receivables (No. 44) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 45) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 46) UK Ltd	66
Gresham Receivables (No. 47) UK Ltd	66
Guildhall Asset Purchasing Company (No 3) Ltd	60
Guildhall Asset Purchasing Company (No. 11) UK Ltd	66
Hart 2014-1 Ltd	36
Leicester Securities 2014 Ltd	68
Lingfield 2014 I Holdings Ltd	41
Lingfield 2014 I plc	41
Lloyds Bank Covered Bonds (Holdings) Ltd	41
Lloyds Bank Covered Bonds (LM) Ltd	41
Molineux RMBS 2016-1 plc	41
Molineux RMBS Holdings Ltd	41
Penarth Asset Securitisation Holdings Ltd	41
Penarth Funding 1 Ltd	58
Penarth Funding 2 Ltd	58
Penarth Master Issuer plc	41
Penarth Receivables Trustee Ltd	58
Permanent Funding (No. 1) Ltd	41
Permanent Funding (No. 2) Ltd	41
Permanent Holdings Ltd	41
Permanent Master Issuer plc	41
Permanent Mortgages Trustee Ltd	41
Permanent PECO Holdings Ltd	41
Permanent PECO Ltd	41
Salisbury Securities 2015 Ltd	58
Salisbury II Securities 2016 Ltd	58
Salisbury II-A Securities 2017 Ltd	58
Sandown 2012-2 Holdings Ltd	41
Sandown 2012-2 plc	41
Sandown Gold 2011-1 Holdings Ltd	42
Sandown Gold 2011-1 plc (En liquidation)	69
Sandown Gold 2012-1 Holdings Ltd	41
Sandown 2012-2 plc	41
SARL Coliseum	72
SARL Fonciere De Rives	72
SARL Hiram	72
SAS Compagnie Fonciere De France	72
SCI Astoria Invest	72
SCI De L'Horloge	72
SCI Equinox	72
SCI Mercury Invest	72
SCI Millenium AP1	72
SCI Norli	72
SCI Rambuteau CFF	72
Stichting Candide Financing Holding	61
Swan Funding 2 Ltd	58

Thistle Investments (AMC) Ltd	41
Thistle Investments (ERM) Ltd	41
Trinity Financing Holdings Ltd	41
Trinity Financing plc	41
Wetherby Securities 2017 Ltd	58
Lloyds Bank Foundation for England & Wales •	74
The Halifax Foundation for Northern Ireland •	15
Lloyds Bank Foundation for the Channel Islands•	74
Lloyds TSB Foundation for Scotland •	75
Bank of Scotland Foundation •	5
MBNA General Foundation •	79
• Fondation caritative financée par le Lloyds Banking Group, qui n'en est pas le propriétaire	

Entités apparentées

Le Groupe possède des participations dans les entités ci-dessous.

Nom de l'entité	% de catégorie d'actions détenues par la holding immédiate (ou par le Groupe, s'il n'est pas la société mère)	Adresse du siège (au RU, sauf mention contraire)	Notes
Addison Social Housing Ltd	20%	35 Great St Helen's, London, EC3A 6AP	
Aspire Oil Services Ltd	28.4%	Bishop's Court, 29 Albyn Place, Aberdeen, AB10 1YL, United Kingdom	&
Cary Towne Parke Holdings LLC	n/a	Jeffrey Cohen, 1066 Woodward Avenue, Detroit, MI 48226, United States	*
Cary Towne Parke LLC	n/a	100 Galleria Officentre, Suite 419, Southfield MI 48034, United States	*
Chester Business Park Management Company Ltd	24%	Drake House, Gadbrook Park, Rudheath, Northwich, CW9 7TW, United Kingdom	
Connery Ltd	20%	44 Esplanade St Helier Jersey JE4 9WG	&
Delancey Arnold UK Ltd (En liquidation)	50%	4th Floor, 4 Victoria Square, St Albans, AL1 3TF, United Kingdom	
Great Wigmore Property Ltd	50%	33 Cavendish Square, London, W1G 0PW	&
Motability Operations Group plc	20% (40%) 20% (40%)	City Gate House, 22 Southwark Bridge Road, London, SE1 9HB	Iv
Northern Edge Ltd	39.4%	The Beacon, 176 St. Vincent Street, Glasgow, G2 5SG	ii &
Omnium Leasing Company	39%	N/A	+
Rolls Development UK Ltd (In Liquidation)	50%	4th Floor, 4 Victoria Square, St Albans, Hertfordshire, AL1 3TF, United Kingdom	√ ii
The Great Wigmore Partnership (G.P.) Ltd	50%	33 Cavendish Square, London, W1G 0PW	
The Great Wigmore Partnership	n/a	33 Cavendish Square, London, W1G 0PW	*
Thread Real Estate Cary Towne Park LLC	n/a	Corporation Trust Centre, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States	
Travellers Cheque Associates Ltd	36%	Belgrave House, 76 Buckingham Palace Road, London, SW1W 9AX	
* L'entité ne possède pas de capital			
+ L'entité ne possède pas de siège			
# Concernant les Filiales, une participation est détenue par une entité externe au Groupe			
Actions directement détenues par Lloyds Bank plc			
Le Groupe détient des droits de vote compris entre 20% et 49.9%			
(i) Actions ordinaires de catégorie A			
(ii) Actions ordinaires de catégorie B			
(iii) Actions à dividendes différés			
(iv) Actions privilégiées			
(v) Actions ordinaires privilégiées			
(vi) Actions non assorties de droit de vote			
(vii) Actions ordinaires de classe C			
(viii) Actions ordinaires de classe N			
(ix) Actions privilégiées sujettes à appel			
(x) Actions privilégiées rachetables			
(xi) Actions ordinaires à droit de vote restreint			
(xii) Actions ordinaires rachetables			
(xiii) Capital-actions ordinaire			

Véhicules de placement collectif

La liste ci-dessous concerne les véhicules de placement collectif du Groupe et les autres véhicules de placement collectif externes (CIV), impliquant une participation égale ou supérieure à 20% de la valeur nominale de toute catégorie d'actions, ou une valeur comptable supérieure à 20% de l'actif du véhicule.

Nom de l'entité	% du fonds détenue par la société mère immédiate (ou par le Groupe s'il n'est pas la)	Notes
-----------------	---	-------

	société mère immédiate)	
ABERDEEN INVESTMENT ICVC		8
Aberdeen European Property Share Fund	56.79%	
Aberdeen Sterling Bond Fund	77.36%	
Aberdeen European Global High Yield Bond Fund	24.25%	
Aberdeen Sterling Opportunistic Corporate Bond Fund	34.58%	
ABERDEEN INVESTMENTS ICVC II		8
Aberdeen Global Corporate Bond Tracker Fund	97.86%	
ABERDEEN INVESTMENTS ICVC III		
Aberdeen Global Emerging Markets Quantitative Equity Fund	70.62%	
ABERDEEN LIQUIDITY FUND (LUX)		7
Aberdeen Liquidity Fund (Lux) - Sterling Fund	52.49%	
Aberdeen Liquidity Fund (Lux) - Euro Fund	20.88%	
Aberdeen Liquidity Fund (Lux) - Ultra Short Duration Sterling Fund	61.20%	
ABERDEEN PRIVATE EQUITY FUND OF FUNDS (2007) PLC	96.08%	3
ACS POOLED PROPERTY		2
Scottish Widows Pooled Property ACS Fund	100%	
Scottish Widows Pooled Property ACS Fund2	100%	
BLACKROCK BALANCED GROWTH PORTFOLIO	42.06	9
BLACKROCK UK SMALLER COMPANIES FUND	23.09%	9
BNY MELLON INVESTMENTS FUNDS ICVC		10
Insight Global Multi-Strategy Fund	43.84%	
Insight Global Absolute Return Fund	73.62%	
Newton Multi-Asset Growth Fund	29.15%	
Newton UK Opportunities Fund	42.36%	
Newton UK Income Fund	27.38%	
HBOS ACTIVELY MANAGED PORTFOLIO FUNDS ICVC		1
Diversified Return Fund	94.47%	
Absolute Return Fund	92.49%	
Dynamic Return Fund	96.56%	
HBOS INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS ICVC		1
North American Fund	96.49%	
Far Eastern Fund	81.71%	
European Fund	94.19%	
International Growth Fund	53.63%	
Japanese Fund	95.80%	
HBOS SPECIALISED INVESTMENT FUNDS ICVC		1
Cautious Managed Fund	52.61%	
Ethical Fund	83.59%	
Fund of Investment Trusts	40.57%	
Smaller Companies Fund	66.86%	
Special Situations Fund	51.67%	
HBOS UK INVESTMENT FUNDS ICVC		1
UK Equity Income Fund	62.43%	
UK Growth Fund	62.36%	
UK FTSE All-Share Index Tracking Fund	58.47%	
HBOS PROPERTY INVESTMENT FUNDS ICVC		1
UK Property Fund	40.50%	
HLE ACTIVE MANAGED PORTFOLIO KONSERVATIV	32.65%	16
HLE ACTIVE MANAGED PORTFOLIO DYNAMISCH	53.98%	16
HLE ACTIVE MANAGED PORTFOLIO AUSGEWOGEN	58.43%	16
INSIGHT INVESTMENT FUND OF FUNDS II ICVC		11
Absolute Insight Fund	61.29%	
INVESCO PERPETUAL FAR EASTERN INVESTMENT SERIES		12
Invesco Perpetual Asian Equity Income Fund	24.38%	
LDI Solutions Plus plc		17
IIFIG Government Liquidity Fund	21.81%	
MULTI MANAGER ICVC		2
Multi Manager UK Equity Growth Fund	82.23%	
Multi Manager UK Equity Income Fund	29.30%	
Multi Manager UK Equity Focus Fund	21.50%	
RUSSELL INVESTMENT COMPANY PLC		13
Russell Euro Fixed Income Fund	29.73%	
Russell Sterling Bond Fund	38.48%	
Russell U.S. Bond Fund	48.73%	

SCHRODER GILT AND FIXED INTEREST FUND	23.75%	14
SCOTTISH WIDOWS INCOME AND GROWTH FUNDS ICVC		2
UK Index Linked Gilt Fund	100%	
Corporate Bond PPF Fund	100%	
SW Corporate Bond Tracker	100%	
Scottish Widows GTAA 1	84.39%	
Corporate Bond 1 Fund	100%	
Balanced Growth Fund	27.17 %	
Adventurous Growth Fund	71.69 %	
SCOTTISH WIDOWS INVESTMENT SOLUTIONS FUNDS ICVC		2
Balanced Solution	45.76%	
Cautious Solution	37.40%	
Discovery Solution	45.42%	
Strategic Solution	55.13%	
Dynamic Solution	57.85%	
Defensive Solution	68.08%	
Adventurous Solution	76.79%	
European (ex UK) Equity Fund	96.77%	
Asia Pacific (ex Japan) Equity Fund	95.74%	
Japan Equities Fund	94.71%	
US Equities Fund	99.71%	
Fundamental Index UK Equity Fund	85.30%	
Fundamental Index Global Equity Fund	96.68%	
Fundamental Index Emerging Markets Equity Fund	95.50%	
Fundamental Low Volatility Index Global Equity	98.39%	
Fundamental Low Volatility Index Emerging Market Equity	96.17%	
Fundamental Low Volatility Index UK Equity	91.85%	
SCOTTISH WIDOWS MANAGED INVESTMENT FUNDS ICVC		2
International Equity Tracker Fund	77.65%	
Balanced Portfolio Fund	82.19%	
Progressive Portfolio Fund	72.76%	
Cautious Portfolio Fund	60.17%	
Cash Fund	99.06%	
Opportunities Portfolio Fund	92.18%	
SCOTTISH WIDOWS OVERSEAS GROWTH INVESTMENT FUNDS ICVC		2
Global Growth Fund	54.22%	
European Growth Fund	90.07%	

Nom de l'entité	% du fonds détenue par la société mère immédiate (ou par le Groupe s'il n'est pas la société mère immédiate)	Notes
American Growth Fund	87.81%	
Pacific Growth Fund	76.54%	
Japan Growth Fund	98.62%	
SCOTTISH WIDOWS TRACKER AND SPECIALIST INVESTMENT FUNDS ICVC		2
UK All Share Tracker Fund	92.70%	
International Bond Fund	32.96%	
UK Smaller Companies Fund	28.56 %	
UK Tracker Fund	47.44%	
UK Fixed Interest Tracker Fund	96.28%	
Emerging Markets Fund	89.40%	
UK Index-Linked Tracker Fund	50.89%	
Overseas Fixed Interest Tracker Fund	94.23%	
SCOTTISH WIDOWS UK AND INCOME INVESTMENT FUNDS ICVC		2
UK Corporate Bond Fund	62.79%	
UK Growth Fund	62.02%	
Gilt Fund	95.99%	
High Income Bond Fund	25.77%	
Strategic Income Fund	63.23%	
Environmental Investor Fund	69.89%	
Ethical Fund	73.65%	
SSGA ASIA PACIFIC TRACKER FUND	86.64%	4
SSGA EUROPE (EX UK)	96.10%	4
SSGA UK EQUITY TRACKER FUND	92.43%	4
SSGA NORTH AMERICAN EQUITY FUND	100%	4

SWIP EUROPEAN BALANCED PROPERTY FUND	84.64%	5
UNIVERSE, THE CMI GLOBAL NETWORK		6
CMIG GA 70 Flexible	100%	
CMIG GA 80 Flexible	100%	
CMIG GA 90 Flexible	100%	
EURO CAUTIOUS	90.89%	
European Enhanced Equity	100%	
CMIG Access 80%	100%	
Continental Euro Equity	97.56%	
UK Equity	73.76%	
US Enhanced Equity	87.67%	
Japan Enhanced Equity	93.57%	
Pacific Enhanced Basin	78.82%	
Euro Bond	69.14%	
US Bond	93.52%	
US Currency Reserve	76.15%	
Euro Currency Reserve	98.70%	
CMIG Focus Euro Bond	99.96%	
INVESTMENT PORTFOLIO ICVC		2
IPS Growth	22.01%	
THE TM LEVITAS FUNDS		18
TM Levitas A Fund	21.56%	
TM Levitas B Fund	26.39%	
UBS INVESTMENT FUNDS ICVC		15
UBS Global Optimal Fund	25.42%	
UBS UK Opportunities Fund	44.79%	
(1) Trinity Road, Halifax West Yorkshire, HX1 2RG		
(2) 15 Dalkeith Road, Edinburgh EH16 5WL		
(3) 39/40 Upper Mount Street, Dublin, Ireland		
(4) 20 Churchill Place, Canary Wharf, London E14 5HJ		
(5) 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg		
(6) Lemanik Asset Management S.A 106 route d'Arlon, L-8210 Mamer Luxembourg		
(7) 35a avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg		
(8) ABERDEEN ASSET MANAGERS LTD, 1 BREAD STREET, BOW BELLS HOUSE, LONDON EC4M 9HH		
(9) BlackRock Fund Managers Limited, 12 Throgmorton Avenue, London EC2N 2DL		
(10) BNY MELLON INVESTMENT FUNDS, BNY MELLON CENTRE, 160 QUEEN VICTORIA STREET, LONDON EC4V 4LA		
(11) INSIGHT INVESTMENT MGMT GLOBAL, 160 QUEEN VICTORIA STREET, LONDON EC4V 4LA		
(12) Perpetual Park, Perpetual Park Drive, Henley-on-Thames, Oxfordshire, RG9 1HH		
(13) 78 SIR JOHN ROGERSON'S QUAY, DUBLIN 2, IRELAND		
(14) SCHRODER UNIT TRUSTS LIMITED, 31 GRESHAM STREET, LONDON, EC2V 7QA		
(15) UBS INVESTMENT FUNDS ICVC, 21 LOMBARD STREET, LONDON, EC3V 9AH		
(16) Oppenheim Asset Management Services S.à r.l. , 2, Boulevard Konrad		
(17) LDI Solutions Plus plc, 32 Molesworth Street, Dublin 2, Ireland		
(18) Thesis Unit Trust Management Limited, Exchange Building, St. John's Street, Chichester, West Sussex PO19 1UP		

Adresses des sièges sociaux

- (1) 25 Gresham Street, London, EC2V 7HN
- (2) Charterhall House, Charterhall Drive, Chester, CH88 3AN
- (3) Port Hamilton, 69 Morrison Street, Edinburgh, EH3 8YF
- (4) Trinity Road, Halifax, HX1 2RG
- (5) The Mound, Edinburgh, EH1 1YZ
- (6) 25 New Street, St. Helier, Jersey, JE4 8RG
- (7) 116 Cockfosters Road, Barnet, Hertfordshire, EN4 0DY
- (8) Minter Ellison, Governor Macquire Tower, Niveau 40, 1 Farrer Place, Sydney, NSW 2000, Australia
- (9) 1 Brookhill Way, Banbury, Oxon, OX16 3EL
- (10) Sanne Group, 13 Castle Street, St. Helier, Jersey, JE4 5UT
- (11) 26th Floor, Oxford House, Taikoo Place, Quarry Bay, Hong Kong
- (12) Barnett Way, Gloucester, GL4 3RL
- (13) 1 More London Place, London, SE1 2AF
- (14) 1095 Avenue of the America's, 34th Floor, New York, NY 10036, United States
- (15) 2nd Floor, 14 Cromac Place, Gasworks, Belfast, BT7 2JB
- (16) Rineanna House, Shannon Free Zone, Co. Clare, Ireland
- (17) Niveau 1, Citymark, 150 Fountainbridge, Edinburgh, EH3 9PE
- (18) Cox and Palmer, Suite 400, 371 Queen Street, Phoenix Square, Fredericton, NB E3B 4Y9, Canada
- (19) 6 Rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg,
- (20) 33 Old Broad Street, London, EC2N 1HZ
- (21) Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, Netherlands
- (22) Citco REIF Services, 20 Rue de Poste, L-2346, Luxembourg
- (23) RL360 House, Cooil Road, Douglas, Isle of Man, IM2 2SP

- (24) Centre Orchimont, 36 Rangwee, L-2412, Luxembourg
- (25) Corporation Service Company, Suite 400, 2711 Centre Road, Wilmington, DE 19805, United States
- (26) 4th Floor, 4 Victoria Square, St Albans, AL1 3TF, United Kingdom
- (27) 1 Allee Scheffer, Luxembourg, L-2520, Luxembourg
- (28) SAB Formalities, 23 Rue de Roule, Paris, 75001, France
- (29) Rockspring, 166 Sloane Street, London, SW1X 9QF
- (30) Tronador 4890, 9th Floor, Buenos Aires, 1430, Argentina
- (31) 138 Market Street, #27-01/02, Capita Green, 048946, Singapore
- (32) McStay Luby, Dargan House, 21-23 Fenian Street, Dublin 2, Ireland
- (33) 124-127 St. Stephen's Green, Dublin 2, Ireland
- (34) 21 St. Thomas Street, Bristol, BS1 6JS
- (35) De Entree 254, 1101 EE, Amsterdam, Netherlands
- (36) 47 Esplanade, St. Helier, Jersey, JE1 0BD
- (37) Sarnia House, Le Truchot, St. Peter Port, Guernsey, GY1 4EF
- (38) 1 Rodney Square, 10th Floor, Tenth and King Street, Wilmington, DE 19801, United States
- (39) Royal Ocean Plaza, Ocean Village, GX11 1AA, Gibraltar
- (40) 110 St. Vincent Street, Glasgow, G2 4QR
- (41) 35 Great St. Helen's, London, EC3A 6AP
- (42) Charlton Place, Charlton Road, Andover, SP10 1RE
- (43) 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey, JE4 8PX
- (44) Queensway House, Hilgrove Street, St. Helier, Jersey, JE4 1ES
- (45) 6/12, Primrose Road, Bangalore, 560025, India (49) Av. Jurubatuba 73, 8th Floor, Sao Paulo, Brazil
- (46) Avenida Jurubatuba 73, 8° Andar, Vila Cordeiro, São Paulo, SP, CEP 04583-100, Brazil
- (47) Corporation Trust Centre, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States
- (48) 18th Floor, United Centre, 95 Queensway, Hong Kong
- (49) Finance House, Orchard Brae, Edinburgh, EH4 1PF
- (50) 55 Baker Street, London, W1U 7EU
- (51) 15 Dalkeith Road, Edinburgh, EH16 5BU
- (52) Lichtenauerlann 170, 3062ME, Rotterdam, Netherlands
- (53) Weena 340, 3012 NJ, Rotterdam, Netherlands
- (54) Caledonian Exchange, 19A Canning Street, Edinburgh, EH3 8HE
- (55) 44 Chipman Hill, Suite 1000, St. John, NB E2L 2A9, Canada
- (56) 155 Bishopsgate, London, EC2M 3YB
- (57) P O Box 12, Peveril Buildings, Peveril Square, Douglas, Isle of Man, IM99 1JJ
- (58) 44 Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WG
- (59) Asticus Building 2nd Floor, 21 Palmer Street, London, SW1H 0AD
- (60) 26 New Street St Helier Jersey JE2 3RA
- (61) Fred. Roeskestraat 123, 1076 EE, Amsterdam, Netherlands
- (62) Avenue Louise 331-333, 1050 Brussels, Belgium
- (63) Naritaweg 165, 1043 BW, Amsterdam, Netherlands
- (64) Calle Pinar 7, 50Izquierda, 28006, Madrid, Spain
- (65) 2nd Floor Beaux Lane House, Mercer Street Lower, Dublin 2, Ireland
- (66) Wilmington Trust SP Services (London) Limited, Third Floor, 1 King's Arms Yard, London, EC2R 7AF
- (67) 40a Station Road, Upminster, Essex, RM14 2TR
- (68) 1 Grant's Row, Lower Mount Street, Dublin 2, Ireland
- (69) Black Horse House, Bentalls, Basildon, Essex, SS14 3BY
- (70) Maples and Calder, P.O. Box 309, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands
- (71) 106 Goring Road, Goring By Sea, Worthing, West Sussex, BN12 4AA
- (72) 8 Avenue Hoche, 75008, Paris, France
- (73) 10 George Street, Edinburgh, EH2 2DZ
- (74) Pentagon House, 52-54 Southwark Street, London, SE1 1UN
- (75) Riverside House, 502 Gorgie Road, Edinburgh, EH11 3AF
- (76) St William House, Tresillian Terrace, Cardiff, CF10 5BH
- (77) Drake House, Gadbrook Park, Rudheath, Northwich, CW9 7TW, United Kingdom
- (78) Tower House, Charterhall Drive, Chester, CH88 3AN
- (79) Stansfield House, Chester Business Park, Chester, CH4 9QQ, United Kingdom
- (80) Gategny Court, Gategny Esplanade, St Peter Port, GY1 3HQ, Guernsey
- (81) The Residency, 7th Floor, 133/1 Residency Road, Bangalore, 560025, India
- (82) 1A Heienhaff, Senningerberg, L-1736, Luxembourg
- (83) 30 Finsbury Square, London, EC2P 2YU, United Kingdom
- (84) Fifth Floor, 100 Wood Street, London, EC2V 7EX, United Kingdom
- (85) EY Atria One, 144 Morrison Street, Edinburgh, EH3 8EB
- (86) PO BOX 12757, 67 Morrison Street, Edinburgh, Lothian, EH3 8YJ
- (87) Sitz, Niederlassung, Inländische Geschäftsanschrift, Empfangsberechtigte Person, Zweigniederlassungen, Berlin
- (88) 20 Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- (89) 106 Route d'Arlon, Mamer, L-8210, Luxembourg